

## Le Figaro (site web)

jeudi 16 septembre 2021 - 14:19 UTC +02:00 1343 mots

Actualité ; Société

# La France aura-t-elle accueilli deux millions d'étrangers de plus à la fin du quinquennat Macron ?

**LA VÉRIFICATION - Sur BFMTV, Éric Zemmour a assuré que, depuis 2017, la France accueillait «350.000 à 400.000 réguliers» par an, soit un total de près de deux millions en 2022.**

LA QUESTION. Mercredi 15 septembre au matin, Éric Zemmour était l'invité de Jean-Jacques Bourdin sur BFMTV et RMC. À cette occasion, celui à qui l'on prête depuis plusieurs mois une ambition présidentielle a parlé d'immigration et assuré : « *Au bout de cinq ans de mandat d'Emmanuel Macron, on aura deux millions d'étrangers de plus, venus pour la plupart du Maghreb et d'Afrique noire* ».

Pour parvenir à ce nombre, le polémiste s'est basé sur les chiffres de l'immigration de 2019, plutôt que sur ceux de 2020, qui « *ne veulent rien dire avec le Covid* ». Tout d'abord, il comptabilise « *275.000 entrées légales* », à savoir les délivrances de titres de séjours pour des motifs économiques, familiaux, humanitaires ou encore liés aux études. Il y ajoute les « *130.000 demandes d'asile, dont à peu près 36.000 sont acceptées* ». Sur les quelque « *90.000 déboutées* », il estime que seuls « *10 à 15%* » des personnes concernées sont effectivement reconduites à la frontière. À cela, il ajoute un « *stock de mineurs isolés de 40.000 à 50.000* ». « *Ça fait entre 350 et 400.000 réguliers qui arrivent tous les ans, pour la plupart maghrébins et africains, d'une énorme majorité de musulmans* », a conclu Éric Zemmour.

En multipliant ce chiffre par cinq, pour les cinq années de mandat d'Emmanuel Macron, le polémiste parvient donc à deux millions. Il n'est pas le premier à effectuer cette estimation. Dans une récente interview à *Valeurs actuelles*, le sénateur Bruno Retailleau établissait le même constat : « *Sous sa présidence, la France a battu des records : Emmanuel Macron, c'est deux millions de personnes immigrées en plus* ». Mais ces chiffres sont-ils justes ? Et cette méthode de calcul tient-elle la route ?

VÉRIFICATIONS. Tout d'abord, il convient de préciser qu'Éric Zemmour évoque ici sans différenciation les «étrangers» et les «immigrés». Les deux notions sont distinctes : un immigré est une personne née à l'étranger et qui vit en France, ayant acquis ou non la nationalité française ; un étranger se caractérise par la possession d'une autre nationalité mais peut être né en France. Ainsi, tout étranger vivant en France n'est pas immigré. Inversement, un immigré n'est pas forcément de nationalité étrangère. En outre, le polémiste ne s'intéresse qu'aux migrants et étrangers « *réguliers* », ceux qui sont entrés ou résident légalement sur le territoire français, et non à l'immigration clandestine, beaucoup plus difficile à quantifier.

Penchons-nous maintenant sur la première statistique : les 275.000 « *entrées légales* » en 2019. Eric Zemmour évoque ici la délivrance d'un premier titre de séjour, qui autorise son demandeur à rester temporairement sur le territoire français. Et selon les derniers chiffres du ministère de l'Intérieur, le polémiste n'est pas loin de la vérité, puisque 277.406 titres de séjours ont été délivrés en 2019. Une hausse significative par rapport à 2017 (247.400) et 2018 (258.900). En 2020, cette donnée était en baisse (219.302) mais faussée par la crise sanitaire.

### La réalité des chiffres, pas du terrain

Éric Zemmour brandit ensuite le chiffre de « *130.000* » demandes d'asile, qui correspond aux personnes souhaitant bénéficier du statut de réfugié. Là encore, il dit vrai, puisque 132.826 demandes d'asile ont été enregistrées en France en 2019 par l'Office français de protection des réfugiés et apatrides (Ofpra). Il explique également que 36.000 d'entre elles ont été acceptées, ce

qui correspond tout à fait au chiffre du ministère de l'Intérieur (36.275). Pour le reste du quinquennat Macron, 100.412 demandes ont été enregistrées en 2017 (dont 32.011 acceptées), 123.625 en 2018 (dont 33.330 acceptées) et 96.424 en 2020 (dont 24.181 acceptées).

Les chiffres communiqués par Éric Zemmour ne doivent toutefois pas être pris pour argent comptant. « *On a les décisions de demandes d'asile sur une année, mais elles ne concernent pas forcément les demandes faites cette année-là* », tempère la démographe Michèle Tribalat, auprès du *Figaro*. Parmi les 24.181 demandes d'asiles acceptées en 2020, certaines peuvent provenir de demandes qui remontent à l'année précédente, ou encore celle d'avant. « *Sur les personnes qui ont demandé l'asile en 2015, combien l'ont finalement obtenu quelques années plus tard ? Et même ceux qui ne l'obtiennent pas, leur situation finit par être régulée d'une façon ou d'une autre, par exemple par le mariage* », analyse la spécialiste de l'immigration. Pour avoir une idée plus précise du nombre d'étrangers et d'immigrés, « *il faudrait que les statistiques sur les décisions soient classées par année de demande* ». Plus largement, « *la réelle proportion d'immigrés varie aussi en fonction des décès et des sorties* ». Un paramètre qui n'est pris en compte ni dans les chiffres du ministère de l'Intérieur ni dans le raisonnement d'Éric Zemmour.

### **Déboutés et migrants isolés**

En poursuivant son calcul, le polémiste estime également que la France n'a expulsé effectivement que « *10 à 15% des déboutés* » du droit d'asile en 2019. Une proportion là encore pertinente, puisque selon les chiffres d'Eurostat, au 12 juillet 2021, la France n'a reconduit à la frontière que 12,6% de déboutés. Sur un total de 123.845 demandes d'expulsions, elle n'en a effectivement renvoyé que 15.615. En 2020, sur 108.395 demandes, seules 6930 ont été honorées, soit un total de 6,4%. Emmanuel Macron avait pourtant pris l'engagement de parvenir à 100% à la fin de son quinquennat. Au contraire, le nombre de migrants déboutés non accompagnés à la frontière n'a cessé d'augmenter au cours de son mandat : 71.955 en 2017, 90.115 en 2018 et 108.230 en 2019, avant de baisser légèrement en 2020, à la faveur du Covid (101.465).

Un dernier chiffre reste à vérifier pour parvenir à la somme de « *350.000 à 400.000 migrants réguliers par an* » : le « *stock de mineurs isolés* », qui se situe, selon Éric Zemmour, entre « *40 et 50.000* ». D'après un rapport d'information de l'Assemblée des départements de France, daté de mars 2020, 40.000 mineurs étaient bien pris en charge par l'Aide sociale à l'enfance (ASE) « *à la fin de l'année 2018* ». Le chiffre de « *40.000 à 50.000* » avancé par Éric Zemmour est donc crédible. Là encore, Michèle Tribalat préfère toutefois rester prudente. « *Il n'y a aucune raison d'invoquer cela sans invoquer les autres mineurs* », juge-t-elle, avant d'ajouter : « *Certains rentrent sur le territoire français avec leur famille, et n'ont pas besoin d'un titre de séjour puisqu'ils sont mineurs* ».

En résumé, si l'on additionne ces chiffres, comme l'a fait Éric Zemmour, pour chaque année du quinquennat Macron, la France a accueilli environ 390.000 étrangers en 2017, 422.000 en 2018, 460.000 en 2019 et 380.000 en 2020, soit 410.000 par an en moyenne sur quatre années. Et si l'on projette cette moyenne sur 2021 et 2022, en retirant l'année 2017 durant laquelle Emmanuel Macron n'a été président que six mois, on obtient le chiffre final de 2.082.000 étrangers supplémentaires en cinq ans.

« *Mais on ne peut pas tout ajouter à tout* », prévient Michèle Tribalat. *Il faut rester modeste et se contenter d'un enregistrement cohérent* ». La démographe explique en effet que la réalité migratoire est autrement plus complexe qu'une simple addition des chiffres d'arrivées : le nombre de décès et de sorties de territoire, ainsi que celui des mineurs arrivés en France avec leur famille, n'entrent pas dans le raisonnement d'Éric Zemmour. Ils pourraient pourtant influencer sur le nombre final, à la hausse comme à la baisse. En revanche, les chiffres avancés par le polémiste donnent inmanquablement une tendance de la hausse de l'immigration de 2017 à 2022.

## Didier Lemaire, un hussard à la recherche de la République perdue

Waintraub, Judith

**PORTRAIT - Menacé de mort pour avoir dénoncé l'impéritie de l'État face à l'extension de l'emprise islamiste, le prof de philosophie a dû quitter le lycée de Trappes où il enseignait depuis vingt ans. Il raconte son combat dans un récit autobiographique.**

L'avertissement était pourtant clair: si Didier Lemaire, modeste prof de philo à Trappes depuis vingt ans, ne cessait pas de *«parler de Trappes et de l'islam»*, il serait *«le prochain Samuel Paty»*. Non seulement il ne s'est pas tu, mais il publie le récit de la démission des institutions républicaines face à l'islamisme telle qu'il l'a vécue, de l'intérieur.

Didier Lemaire a été menacé de mort après avoir dénoncé dans *L'Obs* la responsabilité de l'État régalien dans la mort de son collègue de Conflans-Sainte-Honorine, égorgé le 16 octobre 2020 par un «réfugié» tchéchène. Quand il a commencé à raconter l'emprise des salafistes et des Frères musulmans sur Trappes, la commune de France qui compte le plus grand nombre de jeunes partis faire le djihad, celle que ses quelque 3000 juifs ont presque tous quittée après l'incendie criminel de la synagogue, en 2000, celle, aussi, qui recense plus de 400 fichés S pour radicalisation, les bons esprits ont crié à la *«mythomanie»*. Parmi eux, le préfet, qui l'a accusé de *«saccager»* les efforts des apôtres du «vivre-ensemble» en défendant l'action du maire, Ali Rabeh. Lequel est allé jusqu'à pénétrer avec d'autres élus dans le lycée pour distribuer des tracts accusant l'enseignant de travestir la réalité.

Cette intrusion, qui relève du code pénal, a poussé les collègues de Didier Lemaire à lui manifester leur soutien. *«Il s'est exposé à titre personnel pour défendre nos élèves contre l'emprise du radicalisme, emprise dont nous percevons régulièrement les échos»*, ont-ils affirmé dans un communiqué dont il parle aujourd'hui encore avec émotion.

Son combat au sein de l'Éducation nationale a longtemps été solitaire. Dès le départ, à l'IUFM (Institut universitaire de formation des maîtres), quand on lui a expliqué que *«l'apprenant»*, c'est-à-dire l'élève, devait *«devenir le propre constructeur de ses apprentissages»*, il a préféré *«se réfugier dans la verticalité du savoir»*. Lourde erreur vis-à-vis de l'institution, qui sera suivie de bien d'autres. À Clichy, l'une de ses premières affectations, il met zéro à la copie d'un élève qui a refusé de rendre un devoir, expliquant simplement que sa religion l'empêche de répondre. On crève les pneus de sa voiture, puis on le menace de mort. L'élève en question n'est pas un inconnu au rectorat: il vient de Mantes-la-Jolie, où il a *«réduit en miettes un professeur»*.

«Sirènes perfides»

Pourtant, Didier Lemaire n'hésite pas lorsqu'un poste lui est proposé à Trappes, au lycée de La Plaine de Neauphle. Il y connaît des bonheurs, fait lire *Naissance de la tragédie* de Nietzsche à sa classe de théâtre, organise *«des séances de réflexion sur le masculin et le féminin»*. Jusqu'aux attentats de 2015, qui marquent un tournant. Le professeur attentif réalise brutalement qu'il ne vit pas dans le même monde que ses élèves. Il part à la découverte du leur, découvre que les *«sirènes perfides»* sont partout, dans les salles de prière bien sûr, chez le libraire Tabligh, qui ne prône pas ouvertement la violence mais rêve d'un islam hégémonique au niveau mondial, mais aussi dans une banale sandwicherie.

La peur de la «stigmatisation», le «pas d'amalgame» ont produit l'effet inverse de celui recherché: ses élèves sont convaincus que *«la France est anti-islam»*.

Aujourd'hui, Didier Lemaire a exercé son droit de retrait et attend que les institutions qui se sont engagées à le protéger lui fassent des propositions concrètes de reclassement. Ali Rabeh, dont l'élection vient d'être annulée pour irrégularités dans ses comptes de campagne, sera de nouveau candidat aux municipales les 10 et 17 octobre contre son principal adversaire Othman Nasrou, proche de Valérie Pécresse. Il n'a pas été poursuivi pour son intrusion dans le lycée...

**Le Figaro (site web)**

vendredi 17 septembre 2021 - 06:01 UTC +02:00 2110 mots

**Guillaume Cuchet:**

«La moitié des Français se considèrent encore comme catholiques»

Séville, Jean

**ENTRETIEN - Dans son nouvel essai, *Le catholicisme a-t-il encore de l'avenir en France?*, Guillaume Cuchet, professeur d'histoire contemporaine à l'université Paris-Est-Créteil, analyse le paysage religieux actuel et s'interroge sur les atouts dont dispose toujours le catholicisme en France.**

Guillaume Cuchet a également publié *Comment notre monde a cessé d'être chrétien* (2018), dans lequel il a étudié l'effondrement de la pratique de la foi au milieu des années 1960.

**LE FIGARO MAGAZINE. - Après avoir analysé le phénomène de rupture du catholicisme dans la société française des années 1960-1970, vous vous penchez plutôt sur la situation actuelle. Quel est, en 2021, l'état des lieux du catholicisme français?**

**Guillaume CUCHET.** - Vaste question! La situation est difficile. Aux événements récents - crise des abus sexuels, conséquences religieuses de la Covid, *motu proprio* sur la messe tridentine - s'ajoute un malaise plus profond lié aux transformations du catholicisme français depuis cinquante ou soixante ans. Il est en train de vivre un changement de format spectaculaire, qui n'est pas le premier de son histoire mais qui lui pose toute une série de problèmes nouveaux, *ad intra* (dans l'image qu'il se fait de lui-même) et *ad extra* (dans ses rapports avec la société).

Les chiffres sont éloquentes, même s'ils ne sont pas le tout de cette histoire. Au milieu des années 1960, le taux de baptême de la génération était de 94 % dans les trois mois après la naissance, contre 30 % aujourd'hui dans les sept ans ; celui de la pratique dominicale de 25 % (avec des variations de 0 à 100 dans les campagnes), contre moins de 2 % désormais. La réduction n'est pas terminée et nul ne peut dire à quel niveau se fera la stabilisation, mais il n'y a d'ores et déjà plus dans les enquêtes que 20 à 25 % des jeunes Français qui se disent catholiques.

**Du fait de la baisse du nombre de pratiquants et du manque de prêtres, la déchristianisation frappe surtout les zones rurales ou périurbaines, tandis que dans les villes, l'Église conserve une présence visible. Le catholicisme, en France, est-il voué à être une religion urbaine?**

Le catholicisme tend à se concentrer dans les villes, où il conserve souvent une belle vitalité, comme dans les premiers temps de l'Église. L'ancien catholicisme avait une base rurale très forte, avec des bastions géographiques qui lui permettaient d'équilibrer ses comptes en déversant sur les «mauvais» pays le surplus (en vocations, fidèles, argent, etc.) des «bons». Les taux de pratique ruraux étaient toujours supérieurs aux taux urbains, mais les deux étaient liés, le niveau de ferveur des villes reflétant un cran au-dessous celui de leur arrière-pays rural. C'est ainsi que des petites villes comme Le Puy ou Cholet étaient les plus pieuses des années 1950. Mais déjà dans les diocèses les plus déchristianisés (dans le Limousin, par exemple), les taux urbains étaient supérieurs aux taux ruraux.

Dans les villes, on ne descend jamais à zéro parce qu'il y a toujours assez de fidèles motivés pour faire vivre une communauté, mais dans les campagnes on peut. Cette situation, alors exceptionnelle, s'est généralisée. La crise des vocations sacerdotales n'a rien arrangé. Elle a empêché l'Église de maintenir l'ancien quadrillage très étroit du territoire (un prêtre par commune, en gros). L'unité de base du dispositif est devenue le chef-lieu de canton, voire d'arrondissement, ce qui a provoqué l'effondrement de la pratique rurale. L'Église va donc devoir trouver le moyen d'organiser une présence plus intermittente dans ces secteurs déshérités, peut-être sous forme de missions de l'intérieur d'un genre renouvelé associées à des pôles fédérateurs.

## **La révélation d'abus dans l'Église a légitimement scandalisé dans et hors l'institution. Les effets de cette crise majeure sont-ils terminés?**

Sans doute pas. La publication à l'automne du rapport de la Commission indépendante sur les abus sexuels dans l'Église (Ciase) marquera une étape importante. Chacun sent que ce travail de vérité est essentiel: pour les victimes, bien sûr, mais aussi pour l'avenir, parce que ces révélations surviennent dans une société où beaucoup de nos contemporains n'ont plus qu'une connaissance très indirecte, voire nulle, du clergé, de sorte que le choc n'est pas compensé chez eux par une connaissance plus familière, et plus représentative, de sa réalité.

## **Vous observez qu'en dépit du recul du catholicisme l'Église conserve, à travers l'enseignement catholique ou la pratique des obsèques religieuses, des points de contact massifs avec la société...**

L'enseignement catholique est partout plébiscité. Il scolarise 20 % des enfants, 40 si on compte les allers et retours. La transformation de cette demande avant tout «sociale» en christianisme réel est une opération délicate. L'Église y était parvenue au XIXe, avec les collèges d'enseignement secondaire que la loi Falloux de 1850 avait permis de multiplier, qui ont rechristianisé en profondeur toute une partie de la bourgeoisie française. Mais le contexte n'est plus le même. Le cas des obsèques est un peu différent. C'est le dernier indice (après le baptême, la communion, le mariage, etc.) qui tient: il y a encore 70 % d'obsèques religieuses, la plupart catholiques.

Dans les paroisses, les équipes-deuil (peut-être 20.000 à 30.000 bénévoles) sont très sollicitées et généralement appréciées. Il y a une plaisanterie qui court dans les presbytères selon laquelle c'est encore ce qui marcherait le mieux dans l'Église! Mais leur avenir est incertain. Les gens qui meurent aujourd'hui ont encore, pour beaucoup, reçu une éducation religieuse dans leur enfance, même s'ils ont pu prendre leur distance ensuite. Ils «bouclent la boucle» en se faisant enterrer à l'église, mais qu'en sera-t-il après eux?

## **Au contraire de Jean-Paul II et de Benoît XVI, le pape François ne s'est toujours pas rendu en France, et ses initiatives séduisent parfois plus hors de l'Église que dans l'Église. «Depuis cinquante ans, écrivez-vous, les générations successives de catholiques se dépassent sur leur droite.» Quelles sont les conséquences de la distorsion entre les attentes de familles catholiques «attestataires», conservatrices ou traditionnelles, et le discours pontifical?**

Le pape François jouit d'une popularité enviable dans une large partie de l'opinion, ses encycliques, comme *Laudato si* sur l'écologie, ont reçu un grand écho, et son élection a été vécue comme une divine surprise par la vieille garde «conciliaire» du catholicisme français, plutôt vieillissante, mais on sent une certaine réserve, parfois même une franche hostilité, dans les courants plus conservateurs, a fortiori chez les traditionalistes qui viennent d'être très échaudés par le dernier *motu proprio* du pape sur la messe tridentine. Manifestement, les vieilles terres de la chrétienté européenne n'ont pas, pour le pape, la même priorité que pour Jean-Paul II et Benoît XVI.

C'est tout un débat dans l'Église que de savoir si son avenir passe encore par ces territoires historiques ou s'il ne se situe pas plutôt en Afrique, en Asie, où les perspectives de développement paraissent plus favorables. Je n'en suis pas sûr, parce que j'ai tendance à penser que nos problèmes sont prototypiques et qu'ils ont vocation à se généraliser, de sorte que c'est encore ici, en dépit de certaines apparences, dans le cœur historique de l'ancienne chrétienté, que se joue en partie l'avenir du catholicisme. La «*filie aînée de l'Église*», dans cette hypothèse, pourrait n'avoir pas dit son dernier mot.

## **Outre l'introduction de l'islam, l'autre nouveauté du paysage religieux français est, a contrario, la multiplication des «nones», ces personnes qui se définissent comme sans-religion. En quoi est-ce une mutation historique?**

Les «nones» étaient, au départ, ceux qui ne déclaraient aucune religion («No religion») dans les enquêtes d'opinion américaines: le terme paraissait moins désobligeant que celui de «désaffiliés» ou de «non-affiliés» (à une Église quelconque). Il est devenu une catégorie à part entière de la sociologie religieuse à mesure qu'ils se sont répandus et que la position s'est dépenalisée dans les esprits. En France, une enquête de 2018 a montré qu'ils étaient 64 % chez les jeunes. C'est une mutation majeure, plus importante à mon avis que la montée de l'islam. Ils introduisent dans notre histoire culturelle une inconnue formidable, inédite dans les annales anthropologiques de l'humanité, car qui peut dire ce qu'ils deviendront? Vont-ils rester désaffiliés ou, au contraire, se réaffilier? À qui et à quoi alors? La particularité des «nones» français par rapport à leurs homologues états-unien est que, chez nous, on en est souvent à la deuxième, voire troisième génération du décrochage. On a affaire à des décrochés, pas des décrocheurs, qui ont trouvé la rupture dans leur berceau, souvent parce qu'on a voulu préserver leur «liberté» en évitant soigneusement de les initier au catholicisme dans leur enfance. Pour l'Église, c'est un problème mais aussi une opportunité, qui ouvre la possibilité de parler du christianisme à nouveaux frais à toute une génération.

## **Mais cette désaffection à l'égard de la religion n'est pas contradictoire, constatez-vous, avec l'attrance pour la spiritualité...**

Les éditeurs de livres dits «de spiritualité» se portent bien et chacun peut constater, en allant se promener dans une librairie grand public, à quel point ce type de littérature attire le chaland. La quête de sens, de consolation et de ritualisation, qui faisait le fond de l'ancienne demande religieuse, n'a pas disparu avec elle: elle s'est métamorphosée et transférée ailleurs, dans des secteurs où l'on ne pense pas toujours à aller la chercher. Nos contemporains ont tendance à opposer la «spiritualité» à la «religion», comme l'ouvert au fermé ou le bien au mal. La première synonyme d'ouverture, de tolérance, de transcendance, d'universalité ; la seconde d'institution, de dogme, d'obligation, de particularisme, etc. L'omniprésence dans la culture contemporaine de la figure néobouddhiste de la «méditation» est emblématique de ce point de vue. Elle ne renvoie pas seulement au stress de la vie moderne à mon avis, mais aussi au vide religieux ambiant qu'elle symbolise admirablement. Il reste que dans ces «nouvelles croyances», dont la nouveauté est parfois toute relative, il y a sans doute pour l'Église un tri à faire et des dialogues à nouer.

## **Vous concluez néanmoins que le christianisme possède des atouts, et défendez un «catholicisme culturel». Que désigne cette expression?**

Culturel et plus si affinités, ai-je pris soin de préciser. Je suis frappé par le fait que, dans ce pays, s'il n'y a plus que 2 % de pratiquants, il y a encore 50 % de Français qui se considèrent comme catholiques dans les enquêtes et les trois quarts qui pensent que la France est «*un pays de culture chrétienne*». Simple constat historique, en un sens, mais dont on sent bien qu'il recèle un attachement persistant au catholicisme. On l'a bien vu à l'émotion qui s'est emparée de l'opinion lors de l'incendie de Notre-Dame en 2019. Ces réserves de catholicisme diminuent rapidement, mais il serait dommage de les passer trop vite par pertes et profits, comme s'il ne s'agissait que de restes sans valeur. Le moyen d'en juger du reste? On ne pourra pas faire que la France n'ait pas déjà eu une grande histoire chrétienne.

Ces catholiques occasionnels, voire ces nombreux Français d'ascendance catholique dont la relation à l'Église est de plus en plus indiscernable, lui sont plus utiles qu'il n'y paraît: ils l'empêchent de devenir une «secte» au sens sociologique du terme (c'est-à-dire un petit groupe d'adeptes très motivés). Mais il est clair aussi que la culture ne peut survivre indéfiniment à l'extinction des croyances, des pratiques et des comportements qui l'ont fondée. À terme, il y a un lien entre les deux, ne serait-ce que parce que l'Église a de moins en moins les moyens d'assurer l'ancien service public de la transcendance. À chacun donc de prendre ses responsabilités, sauf à se résoudre à voir disparaître le christianisme de sa famille avec ses derniers représentants vivants, tragédie dont, je l'avoue, comme chrétien (d'une espèce des plus communes), mais aussi comme Français, j'ai un peu de peine à m'accommoder.

**Le Figaro (site web)**

jeudi 16 septembre 2021 - 19:50 UTC +02:00 1047 mots

Vox ; Vox Société

**Olivier Babeau:****«Ne vous indignez pas, réfléchissez!»**

Babeau, Olivier



**TRIBUNE - Érigée en vertu cardinale et presque unique, l'indignation est devenue un fléau, explique l'essayiste. Plutôt que de nous abandonner à l'émotion permanente encouragée par les réseaux sociaux, retrouvons le goût de l'argumentation, de la démonstration et de la nuance, assurément plus exigeantes.**

*Olivier Babeau est président de l'Institut Sapiens (think-tank). Son dernier ouvrage paru est «Le Nouveau Désordre numérique. Comment le digital fait exploser les inégalités» (Buchet-Chastel, 2020).*

L'indignation est partout. Après avoir fait le succès de librairie que l'on sait avec l'opuscule de Stéphane Hessel en 2010 (*Indignez-vous!*), elle est devenue l'air que l'on respire. La vision romantique de l'indignation est nourrie de l'esprit de résistance: en s'indignant, on répéterait l'acte courageux de ceux qui se sont dressés contre la barbarie, face à la masse résignée. Mais dans un monde où tout le monde s'indigne de tout et tout le temps, que reste-t-il du caractère exceptionnel du sursaut et de l'opportunité des combats menés? Érigée en vertu cardinale du siècle, l'omniprésente indignation ne s'est pas seulement banalisée: elle s'est muée en mécanisme pervers de sape de la société.

L'indignation, par nature, est plus émotionnelle que rationnelle. Elle est une réponse instinctive à une impression, réduisant l'information à un simple stimulus, sans capacité à en comprendre les nuances. C'est une réaction simpliste, épidermique, à une réalité complexe qui favorise l'effet d'escalade des expressions extrêmes qu'on observe sur les réseaux sociaux. C'est à cause d'elle que les expressions qui dominent sont les plus outrancières. Mike Godwin est l'auteur d'une fameuse loi énoncée sous forme de boutade: plus une discussion dure longtemps sur les réseaux, plus la probabilité d'y voir invoqué Hitler ou les nazis devient certaine.

Une tendance qu'on avait pu vérifier en 2016, lorsque Microsoft a envoyé sur Twitter son prototype d'intelligence artificielle nommé Tay. Ayant pour mission initiale d'apprendre en interagissant avec des humains, Tay a commencé à tenir des propos abusifs et négationnistes appris auprès des utilisateurs de Twitter en agrégeant les opinions les plus négatives. Le programme a dû être stoppé après seulement huit heures de fonctionnement.

Sur les réseaux, l'indignation permanente aidant, la raison ne fait pas recette ; c'est l'émotion qui est le déclencheur le plus efficace des réactions espérées par celui qui veut maximiser son nombre de «like» et de «retweet» . L'ancien employé de Google Tristan Harris avait déclaré durant son audition au Sénat américain: **«L'indignation morale est le sentiment qui obtient le plus**

**d'engagement. (...) La polarisation de notre société fait partie de notre modèle commercial.»** Pour chaque mot d'indignation ajouté à un tweet, le taux de partage augmente en moyenne de 17%...

Au-delà de l'hystérisation des échanges sur les réseaux, le problème de l'indignation est qu'elle est devenue l'outil par lequel le puritanisme progressiste étend son emprise sur le débat public. L'indignation ainsi pervertie n'est alors plus un sursaut salutaire, **mais le prétexte d'un étalage de vertu permanent.** L'indigné se mue en offensé, et se retrouve consacré nouvelle figure centrale des débats. **Toute opinion divergente est assimilée à une violence.** L'indignation ainsi employée n'est plus un instrument d'émancipation, mais un redoutable mécanisme réduisant au silence toute pensée non conforme. **La «sensibilité» est l'arme absolue pour faire taire: elle fait de chacun le nombril du monde.** Le locuteur ne se conçoit plus comme un être communiquant avec un autre, mais comme une citadelle constamment assiégée. **L'exactitude des propos n'a plus d'importance: seule l'innocuité idéologique compte.**

Ainsi périssent la vérité, la notion de preuve, l'idée de démonstration, et a fortiori toute contradiction. Harcelé par les élèves et lâché par son administration, le professeur de philosophie à Portland (Oregon) **Peter Boghossian** explique que son université n'est plus un endroit où les jeunes apprennent à penser: *«Plutôt, on les entraîne à mimer les convictions morales d'idéologues.»* Le débat s'est mué en la répétition obsessionnelle des mêmes catéchismes. Ayant achevé le cycle d'appauvrissement culturel déjà annoncé en son temps par Allan Bloom dans son livre *L'Âme désarmée* (1987), **ces étudiants américains ne savent qu'annoncer les versets de la nouvelle religion woke et pourchasser les incroyants. Il faut lire OK millennials!, l'ouvrage magistral que Brice Couturier publiera à la fin du mois de septembre: il y analyse en profondeur les origines et les mécanismes de la révolution culturelle des«combattants de la justice sociale»qui interdisent tout et font régner la terreur sur les campus américains.**

Comme l'explique le psychologue Olivier Houdé, *«réfléchir, c'est résister à soi-même»*, c'est-à-dire prendre de la distance vis-à-vis de ses perceptions immédiates. Encouragés à toujours voir midi à leur porte, dépourvus de la culture générale qui aurait pu leur ouvrir l'esprit, **ces étudiants ont très logiquement substitué l'indignation permanente à la réflexion.** L'indignation n'est alors plus le sursaut de celui qui perçoit l'injustice, mais le réflexe grégaire paresseux de ceux qui ne veulent plus se donner la peine de penser. L'hypersensibilité et le narcissisme victimaire se répondent et s'entretiennent mutuellement: on est une victime parce qu'on se sent agressé, et on se sent agressé parce qu'on se vit comme une victime.

**Il est temps de réaliser que désormais l'acte vraiment résistant, celui qui demande le plus de courage, est de réfléchir, d'échanger et de douter. Le vrai courage est d'oser aller parler avec celui qui n'est pas d'accord avec vous quand ce dernier ne cherche qu'à vous faire taire. Il est aussi de se battre pour imposer la nuance.** Témoigner d'une réalité n'est jamais binaire ni univoque face à ceux qui voudraient imposer leur vision manichéenne du monde.



KOMMENTAR

## Diese Ungleichheit ist nicht unfair

Ist es schlimm, wenn es einigen Ländern oder Menschen besser geht als anderen? Meistens gibt es gute Gründe dafür. Ungleichheit kann zwar zu ausgeprägt sein, aber Klassenkampf, wie ihn die 99%-Initiative in der Schweiz führt, ist kontraproduktiv.

Peter A. Fischer 31 Kommentare 17.09.2021, 12.00 Uhr



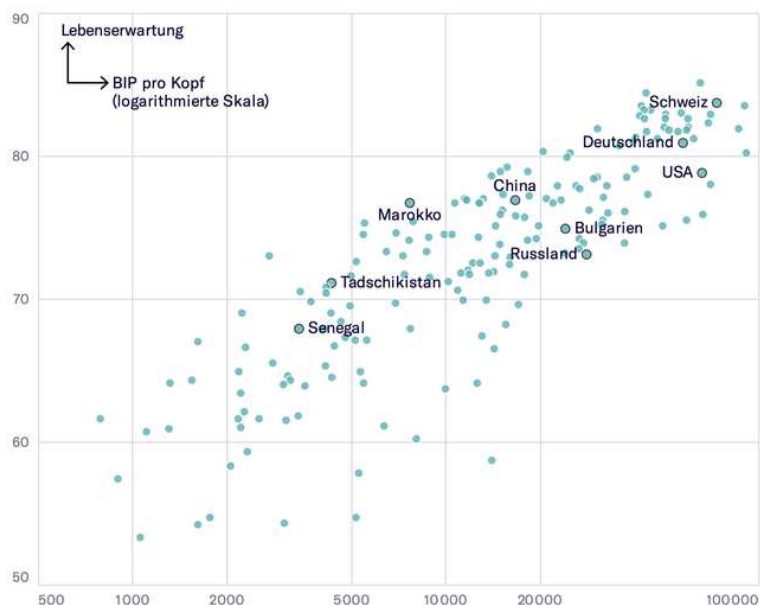
Die 99%-Initiative will angeblich den «Superreichen» an den Kragen, doch das Vorhaben greift den Erfolg der Schweiz auf breiter Front an.

Peter Klaunzer / Keystone

Es gibt sie, die Gnade der Geburt. Wer heutzutage in der Schweiz geboren wird, kann sich auf durchschnittlich 84 Lebensjahre freuen. Das sind laut Daten der Weltbank 3 Jahre mehr als in Deutschland und 9 Jahre mehr als in Bulgarien. Ganze 13 Jahre weniger beträgt die Lebenserwartung bei Geburt in Tadschikistan, dem Nachbarland Afghanistans. Das hat natürlich mit der Qualität des Gesundheitssystems und ganz generell mit dem herrschenden Wohlstand zu tun. In Tadschikistan beträgt die kaufkraftbereinigte Wertschöpfung pro Kopf bloss ein Siebzehntel des Wertes in der Schweiz. Wer hier das Licht der Welt erblickt, wird in eine Gesellschaft hineingeboren, die derzeit real pro Kopf rund einen Viertel mehr erwirtschaftet als jene in Deutschland und dreimal so viel wie jene in Bulgarien.

### **Je höher der Wohlstand, desto höher die Lebenserwartung**

Lebenserwartung bei Geburt in Jahren, verglichen mit dem Bruttoinlandprodukt pro Kopf in Dollar-Kaufkraft-Parität, je Land



Die horizontale Achse wurde logarithmiert, damit die Korrelation zwischen Lebenserwartung und BIP pro Kopf deutlicher sichtbar wird.

Quelle: Weltbank, World Development Indicators

NZZ / joe.

Die Schweizer und die Deutschen sollten sich freuen. Ihr Wohlstand und ihre Lebenserwartung fallen nicht vom Himmel. Sie haben zwar auch mit Geschichte und Glück zu tun. Aber wirtschaftliche Ungleichheit gründet in unterschiedlicher Produktivität. Diese wiederum profitiert vom lokal vorhandenen Kapital, der Infrastruktur und dem Wissen, das wiederum von der Qualität von Institutionen wie dem Bildungssystem und der Rechtssicherheit abhängt. Ungerecht ist das nicht.

## Dem Ansporn und Kapital sei Dank

Sollten sich Schweizerinnen oder Deutsche wegen der Gnade der Geburt unwohl fühlen und die Welt gleicher machen wollen, so würde es mittelfristig wenig helfen, einfach einen Teil des Wohlstands nach Tadschikistan zu überweisen. Dort könnte er allenfalls konsumiert, aber nicht ebenso produktiv eingesetzt werden. Dazu fehlte es an den notwendigen Rahmenbedingungen. Am Ende wäre die Welt vielleicht etwas gleicher, aber insgesamt ärmer.

Solange Ungleichheit nicht zu ausgeprägt ist, sollte sie dazu anspornen, eine Spitzenstellung zu halten, wie in der Schweiz, oder aufzuholen, wie in Bulgarien. Wird Ungleichheit zu gross, und nehmen Migrationsdruck und internationale Konflikte überhand, sieht sich die reichere Welt vielleicht genötigt, zu reagieren. Aber Afghanistan oder Libyen zeigen, dass das alles andere als einfach ist. Der Wille zur Verbesserung muss von innen kommen.

Was zwischen Staaten gilt, trifft auch innerhalb von Gesellschaften zu. Die Schweizerinnen und Schweizer verdanken ihren Reichtum ganz entscheidend dem vielen Kapital, mit dem sie arbeiten. Und den Unternehmern und Investoren, die dieses Kapital hier arbeiten lassen. Tadschiken würden wohl wohl aus dem Staunen nicht herauskommen, wenn sie vom klassenkämpferischen Duktus der Sozialdemokraten, Grünen und alternativen Linken in der erfolgreichen Schweiz bezüglich der 99%-Initiative hören würden, die am 26. September zur Abstimmung kommt.

Der Wohlstand werde von den 99 Prozent der Bevölkerung erschaffen, die jeden Tag harte Arbeit in Büros, Supermärkten und Spitälern verrichteten, und nicht von den Superreichen, die von leistungsfreien Profiten lebten, schreiben sie. Leistungsfreie Profite? Das Gegenteil ist der Fall, wie

all die Unternehmer und Gewerbetreibenden erzählen können, die ihr ganzes Geld in ihre Firmen gesteckt haben. «Geld arbeitet nicht!», entgegnen die Urheber der 99%-Initiative unbekümmert und behaupten, die Ungleichheit nehme in der Schweiz ständig zu und zerstöre unser Wirtschaftssystem. Kapitaleinkommen müssten deshalb umfassender und ab einem Schwellenwert um die Hälfte höher besteuert werden als Arbeitseinkommen.

Zehn Milliarden Franken an jährlichen Zusatzerträgen sollen die massiven Steuererhöhungen bringen, wie die Initianten versprechen. Natürlich müssten sie immer nur die anderen, die Reichen, bezahlen.

## Relativ gleichmässig erfolgreich

Dabei ist die Schweiz weder China noch die Vereinigten Staaten von Amerika. Während in den USA der Einkommensanteil vor Steuern des reichsten Prozents der Bevölkerung in den letzten dreissig Jahren von knapp 15 auf über 20 Prozent gestiegen ist, hat er sich in der Schweiz von 10 auf 11 Prozent kaum verändert; nach Steuern sind es sogar nur 8 Prozent. Das hohe Ausbildungsniveau, das reichlich vorhandene Kapital, die vielfältige Exportindustrie und der verhältnismässig liberale Arbeitsmarkt sorgen dafür, dass die Einkommen vor Steuern in der Schweiz zu den am ehesten gleichmässig verteilten aller Industrieländer gehören. In den vergangenen drei Jahrzehnten ist das ziemlich stabil so geblieben.

## Der Mittelstand profitiert: Medianlöhne haben nochmals kräftig an Kaufkraft gewonnen

Entwicklung der kaufkraftbereinigten Medianlöhne in der Schweiz 1990-2019

Total

Männer

Frauen

1990-2000 2000-2010 2010-2019 1990-2019 05101520

Quelle: Bundesamt für Statistik, Schweizerischer Lohnindex

NZZ / pfi.

Mehr noch: Nirgendwo profitiert der Mittelstand stärker vom Wohlstand. Der Medianlohn ist nämlich in der Schweiz der höchste aller Industrieländer. Er hat sich in den vergangenen drei Jahrzehnten real um knapp einen Fünftel erhöht; im letzten Jahrzehnt stärker als vorher und bei den Frauen etwas ausgeprägter als bei den Männern.

Ungleichheit drückt vor allem dann auf Wachstum und Wohlstand, wenn der ärmere Teil der Bevölkerung in prekären Verhältnissen leben muss. Das ist in der Schweiz zum Glück vergleichsweise selten der Fall, und natürlich braucht es eine soziale Absicherung, damit es möglichst nicht dazu kommt.

Ungleicher verteilt sind in der Schweiz die steuerbaren Vermögen. Das reichste Prozent der Bevölkerung besitzt gut 40 Prozent. Rechnet man allerdings die steuerfreien Pensionskassenguthaben hinzu, sinkt auch dieser Anteil auf unter 30 Prozent.

Die hohen Vermögen der Reicheren sind primär Ausdruck der kapitalintensiven Produktion. Sie sind in Firmen und Immobilien investiert. Laut [neuesten Berechnungen der](#)

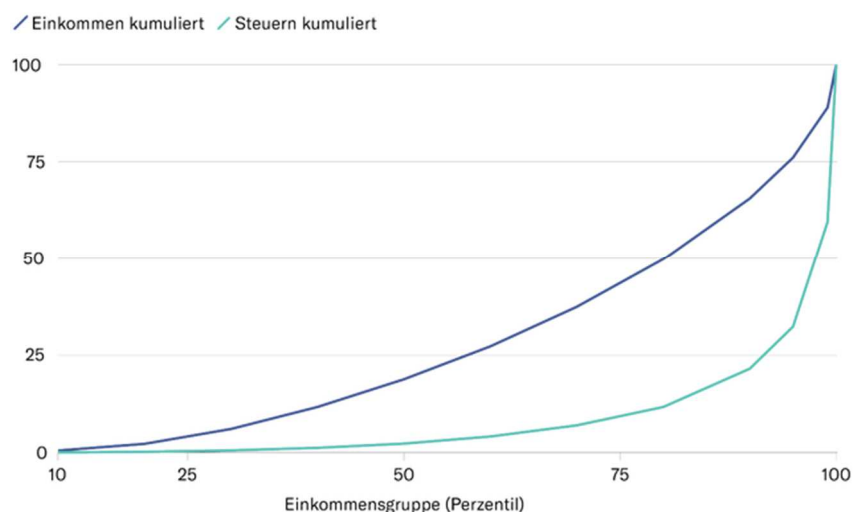
[Universitätsprofessoren Marius Brühlhart, Kurt Schmidheiny](#) und Matthias Krapf haben die Vermögen des reichsten Prozents der Bevölkerung seit 2005 zwar etwas stärker zugenommen als diejenigen des Rests der Bevölkerung. Das dürfte primär ein Resultat des durch die ultraexpansive Geldpolitik ausgelösten Booms an der Börse und von Zuzügen einiger sehr Vermögender sein. Doch die Reichsten haben mit ihrem gewachsenen Vermögen im Niedrigzinsumfeld nicht mehr Einkommen erzielt; der Anteil der Kapitaleinkommen am gesamtwirtschaftlichen Einkommen ist in der Schweiz mit unter 30 Prozent stabil geblieben.

## Alles andere als asozial

Alles andere als asozial ist auch die steuerliche Umverteilung in der Schweiz. Am stärksten wirkt sich die progressive Bundessteuer aus. Die einkommensschwächeren 50 Prozent der Bevölkerung zahlen bloss 2 Prozent des Steueraufkommens, die reichsten 10 Prozent hingegen 78 Prozent und das reichste Prozent allein 40 Prozent. Beträchtliche 28 Prozent der Steuerpflichtigen bezahlten hingegen 2017 überhaupt keine Bundessteuer; in der Stadt Zürich lieferten sogar 48 Prozent aller Familien mit Kindern nichts an den Bund ab. Folglich besteht die Gefahr, dass Wähler immer höhere staatliche Leistungen beschliessen, zu deren Finanzierung sie kaum mehr etwas beitragen.

## Massive Umverteilung in der direkten Bundessteuer

Verteilung der Steuerpflichtigen nach ihren Anteilen am Einkommen und Steueraufkommen 2017



Quelle: Eidgenössische Steuerverwaltung (ESTV)

NZZ / efl.

Kapitaleinkommen werden hingegen bereits sehr wohl besteuert. Wer nicht mindestens 10 Prozent an einem Unternehmen hält, muss Dividendenzahlungen vollständig als Einkommen besteuern, das der hohen Progression unterliegt. Weil die Firma, welche die Dividenden zahlt, schon Gewinnsteuern abliefern musste, wird Kapitaleinkommen in der Schweiz doppelt beziehungsweise sogar drei- oder vierfach besteuert. Denn das Einkommen unterliegt auch noch der jährlich fällig werdenden Vermögenssteuer, bis es konsumiert und dabei mit der Mehrwertsteuer belastet wird. Die von den Urhebern der 99%-Initiative zusätzlich geforderte Steuer auf Kapitalgewinnen wäre kompliziert zu erheben und würde das Fass erst recht zum Überlaufen bringen.

Das richtige Mass an Ungleichheit zu finden, ist eine Aufgabe, die jede Gesellschaft und jedes Staatswesen immer wieder neu für sich lösen muss. Aber gleicher ist nicht per se besser. Ungleichheit als Resultat von Leistung ist ein wichtiger Treiber von Bildung und Anstrengung. Erst wenn Ungleichheit zu gross ist oder als willkürlich empfunden wird, kann sie Wachstum und Wohlstand bremsen. In Tadschikistan ist das sicher der Fall, in den USA wahrscheinlich inzwischen auch. Die Schweiz und Deutschland sollten auf Chancengleichheit im Bildungswesen und soziale Durchlässigkeit achten, nicht auf sozialistische Gleichmacherei.

Der bisherige wirtschaftliche Erfolg der Schweiz ist auch das Resultat eines demokratisch bestimmten gesellschaftlichen Ausgleichs. Die damit verbundene Ungleichheit mag in manchen Fällen störend wirken, ist aber offensichtlich recht effizient. Sollte eine Mehrheit glauben, die kleine Minderheit der besonders Erfolgreichen und Glücklichen unbegrenzt «melken» zu können, darf sie sich nicht wundern, wenn sich diese aus dem Staub machen oder zumindest weniger ins Zeug legen. Wenn alle gleicher werden, sind bald einmal alle ärmer. Dass Jungsozialisten mit der 99%-Initiative nun der Ungleichheit mit Klassenkampf an den Kragen wollen, gefährdet den Erfolg der Schweiz und damit die Gnade der Geburt. Was für ein absurdes Ziel.

LANDWIRTSCHAFT:

## Wir brauchen eine Fleischwende

Wir reden davon, den Klimawandel zu bekämpfen, schweigen uns aber über Nutztierhaltung und Fleischproduktion aus. Dabei gehört beides zusammen.

- VON WIEBKE HÜSTER
- -AKTUALISIERT AM 17.09.2021-19:42

Was haben die Länder Vietnam, Singapur, Brasilien, Argentinien, Südafrika und Südkorea gemeinsam? Sie zählen zu jenen Ländern, die nach Gesprächen mit dem [Bundeslandwirtschaftsministerium](#) über den Handel mit verarbeiteten und behandelten Schweineprodukten der Aufhebung der Exportsperr nach dem Auftreten der Afrikanischen Schweinepest in Deutschland vor einem Jahr zugestimmt haben: Sie kaufen wieder. Doch das Fleisch als Produkt der deutschen Landwirtschaft hat weiterhin große Zukunftsprobleme. Denn deutsche Landwirtschaft, das heißt auch 2021 noch immer: massenhafte Tierproduktion, die nicht nur dazu dient, die deutsche und vielleicht noch Teile der europäischen Lebensmittelversorgung sicherzustellen.

Landwirtschaftsministerin [Julia Klöckner](#) trägt bei jedem neuen Zugeständnis bäuerlicher Fleischproduktion hinsichtlich des Tierwohls mantraartig die Mahnung vor, „wir“ müssten doch die Ernährung „unserer“ Bevölkerung „sicherstellen“ – als wäre es kurz nach dem Zweiten Weltkrieg oder als hätte die Pandemie nicht nur die deutsche Abhängigkeit von internationalen Pharmakonzernen aufgezeigt, sondern auch Lebensmittelknappheit erzeugt. Aber wie passen Frau Klöckners warnende Worte eigentlich zu der Tatsache, dass sechzig Prozent der landwirtschaftlich genutzten Flächen dem Futtermittelanbau dienen, also nicht unmittelbar der Produktion von menschlicher Nahrung?

Selbstverständlich müssen die Nutztiere, die wir essen, und jene, die wir exportieren, gefüttert werden. Aber müssen in Deutschland wirklich pro Kopf und Jahr knapp sechzig Kilo Fleisch verzehrt werden, wie der aktuelle Fleischatlas 2021 ausweist? Jeden zweiten Tag isst also jeder hierzulande im Durchschnitt ein Steak von dreihundert Gramm oder dessen Äquivalent. Es hat sich offensichtlich noch immer nicht die medizinische Erkenntnis verbreitet, dass diese Mengen aus ernährungsphysiologischer Sicht sehr bedenklich sind. Um es zugespitzt zu formulieren: Das Angebot an Billigfleisch erhöht das Krebsrisiko der deutschen Bevölkerung.

8,5 Millionen Tonnen beträgt die Schlachtmenge des vergangenen Jahres in Deutschland. Wenn 4,8 Millionen Tonnen hierzulande gegessen werden, was geschieht dann mit dem Rest, wird er exportiert? Es müsste sogar noch mehr sein, denn wir importieren ja auch. Behandelte und verarbeitete Produkte werden vermehrt ausgeführt, wohingegen der Transport lebender Tiere zunehmend reglementiert ist und letztes Jahr im Export und im Import um mehr als zehn Prozent abgenommen hat. Vermutlich sind strengere Auflagen die Ursache: Nach vierzehn Stunden muss der Transport für eine Stunde unterbrochen werden, um die Tiere mit Wasser, Futter und Bewegung zu versorgen. Danach darf der Transport weitere vierzehn Stunden fortgesetzt werden. Geht es noch weiter, sind 24 Stunden Pause einzulegen.

### Viehhalter berufen sich auf argentinische Steaks

Nicht alle, sondern nur manche Bundesländer haben den Transport lebender Tiere ins weiter entfernte Ausland verboten, weswegen Landwirtschaftsunternehmen, die lebende Rinder nach Marokko verkaufen, die Tiere erst in ein anderes Bundesland schicken, damit sie von dort auf den Weg nach Afrika geschickt werden können. Tiererzeuger halten dagegen, wir importierten schließlich auch neuseeländisches Lamm und argentinische Steaks, und außerdem verstünden deutsche Viehhalter ihr Geschäft besonders gut und seien darum so erfolgreich: Angebot und Nachfrage regelten auch den Fleischmarkt. Mögen die Thesen wissenschaftlicher Tierethiker und von Biologen auch dagegen sprechen, das Tier gilt juristisch als Sache,



und das ist im Prinzip die Grundlage von Mastställen, in denen Tausende von Tieren auf engstem Raum und mit Medikamentenzufuhr zum Schnitzel reifen.

Im Juli haben sich in Brandenburg zum ersten Mal Schweine aus Nutztierhaltung auf deutschem Boden mit ASP infiziert, dem Virus der Afrikanischen Schweinepest. Das war er, der gefürchtete Moment. Brandenburg hat, seitdem die Furcht vor der durch Wildschweine übertragenen, tödlich verlaufenden Seuche die Schweinezüchter nachts wachhält, Zäune gebaut. Aus Polen ist die Krankheit nach Deutschland gelangt. Das kleine Bundesland Brandenburg sieht sich nun als „Bollwerk“, so der zuständige Minister Vogel, gegen das weitere Vordringen der für Menschen zum Glück ungefährlichen Pest. Eintausend Kilometer Zaun hat Brandenburg gezogen und dafür vierzig Millionen Euro ausgegeben.

Wie das Land aussehen wird, wenn wir das Wort Landwirtschaft nur noch auf den beiden letzten Silben betonen, zeichnet sich in den letzten Jahren immer erschreckender ab. Eine einzig und allein in allein ökonomischen Kategorien denkende [Landwirtschaft](#) wird immer noch mehr Zäune ziehen müssen. Nicht nur, um Ziegen und Schafe, Kälber und Ponys vor Wolfsattacken zu schützen, werden Zäune gesetzt. Nicht nur, um tödlich verlaufende Infektionsketten zwischen Wild- und Nutztieren zu unterbrechen, zerschneiden wir die deutsche Landschaft noch mehr, als sie ohnehin durch Zäune, Mauern, Straßen und Autobahnen längst zerschnitten ist – mit Zäunen, die das Habitat anderer Wildtiere beschneiden und die Tiere selbst gefährden: Schalenwild bleibt in solchen Zäunen nicht selten hängen und verendet.

Wann ist die so häufig idealisierte schöne Bauernwelt so kompliziert geworden, möchte man fragen. Landwirte sind heute mit zahlreichen Aufgaben und Problemen konfrontiert, mit vielen Widersprüchen und mit der existenziellen Bedeutung systemischer Entscheidungen in ihrer Branche für unsere Ressourcen, unsere Biodiversität, unsere Gesundheit. Auch scheinbar einfache Fragen können sich als komplex erweisen: Wie sinnvoll ist es eigentlich, Schweinefüße nach China zu exportieren, wo diese als Delikatesse angesehen werden, während sie in Europa als Abfallprodukt der [Fleischindustrie](#) gelten?

Wäre Landwirtschaft vorrangig daran ausgerichtet, dass die einheimische Bevölkerung satt wird, müsste, wer das Land von Norden nach Süden durchquert, glauben, wir alle würden uns zum größten Teil von Fleisch und Mais ernähren. Dabei werden mit Mais vor allem die Biogasanlagen gefüttert. Würden alle maisproduzierenden Landwirte stattdessen Blühwiesen kultivieren und würde man ihnen die dreißig Prozent Minderertrag gegenüber der Energiemasse von Mais subventionieren, wäre das Land nicht nur schöner, sondern auch deutlich reicher an Biodiversität. Insekten, Singvögel, Hasen, Fasane, Rebhühner würden gedeihen, selbst so selten gesehene Arten wie die Feldlerche oder der Kiebitz hätten wieder eine Chance.

Das Land Niedersachsen überraschte im vergangenen Jahr mit einer gemeinsamen Wildpflanzenacker-Initiative von Landwirtschaftsministerin Barbara Otte-Kinast und Umweltminister Olaf Lies. Anders als in Berlin, wo Bundesumweltministerin [Svenja Schulze](#) im Januar dieses Jahres deutliche Empörung angesichts der Widerstände Julia Klöckners gegen ein Insektenschutzgesetz formulieren musste und das blockierende Verhalten der Agrarministerin „unmöglich“ nannte, führten Otte-Kinast und Lies vor, was ein Schulterschluss dieser beiden Ressorts bewirken kann. Seit diesem Jahr wird in Niedersachsen der Anbau von Wildpflanzen zur Energiegewinnung finanziell gefördert.

## Fruchtbare Flächen werden ausgebeutet

Andere, prominentere Maßnahmen, die dem Naturschutz dienen, wie etwa die Stromerzeugung mit Windkraftträdern, für deren Aufbau auf landwirtschaftlicher Nutzfläche den Bauern von den Unternehmen viel Geld gezahlt wird, haben aber auch eine problematische Seite. Die Masse von Insekten und Vögeln, die pro Jahr von den Flügeln der surrenden Giganten erschlagen wird, ist bestürzend. Mancher Versuch, es besser zu machen, wirkt hilflos: Die Bruderhahn-Initiative führt zwar dazu, dass männliche Küken nicht mehr sofort vergast werden, weil nur Legehennen gebraucht werden. Aber die Bruderhähne, die fünf oder sechs Monate aufwachsen und dann geschlachtet werden, sind schwer verkäuflich, weil sie mager sind und kaum schmecken. Das ist kein Wunder, sind sie doch Abkömmlinge von zum Eierlegen gezüchteten Rassen. Ist das jetzt eine Verbesserung?

Dabei wären viele sinnvolle Maßnahmen in der Landwirtschaft mit etwas gesetzgeberischem Willen und europäischem Verhandlungsgeschick zu verwirklichen. Große landwirtschaftliche Unternehmen, die Ausgleichsflächen, Brachen oder Blühwiesen, nachweisen müssen, legen diese Hunderte von Kilometern entfernt auf schwachen Böden an, während sie auf ihren fruchtbareren Flächen anbauen, was Dünger und Pflanzenschutz und intensive Bearbeitung hergeben. Einen Boden, der neunzig bis hundert Bodenpunkte erzielt, also äußerst fruchtbar ist, will kein Bauer gerne preisgeben. Also weicht man aus auf Flächen, die der Landwirt spöttisch Vaterboden nennt – im Unterschied zum Mutterboden. Gemeint sind steinige, felsige, vielleicht noch etwas Weinbau erlaubende Böden. War die Regelung so gemeint?

Um wirklich etwas für die Biodiversität zu erreichen, müssen nach Ansicht von Wissenschaftlern mindestens sieben, besser zehn Prozent der landwirtschaftlichen Nutzfläche in Stilllegungen umgewandelt werden. Dafür müssten größere und verbundene Flächen ausgewählt werden und nicht die unattraktiven kleinen Ecken, Wegränder und Gräben, wo man mit dem Trecker kaum hinkommt. Den Landwirten muss die Wahl gelassen werden, welche Wildpflanzensamenmischungen sie ausbringen. Es sollten aber unterschiedliche und möglichst vielfältige Saatgutmischungen sein, denn pro Sorte Wildpflanze kann man rechnen, dass von ihr dreißig Insektenarten profitieren – je mehr Sorten, je mehr Insekten.

Ebensowichtig ist es, diese Flächen mehrjährig einzusäen, unter anderem deswegen, weil dann auch im Winter Tarnung und Nahrung geboten wird. Es muss der sogenannten „Sagrotanlandwirtschaft“, ein Ausdruck, den auch mancher Bauer verwendet, ein Ende bereitet werden – saubergespritzte Ackerränder, totgemulchte Felder, in denen kein Ameisennest überlebt, sollten längst der Vergangenheit angehören. Niemand kann von einem Bauern verlangen, dass er umschult und fortan nach anthroposophischen Lehrmeinungen arbeitet. Aber es ist keine Glaubensfrage mehr, dass mit schonenderer Bodenbearbeitung und einer Fruchtfolge, die Bodenerosion mindert, also mit einer Mischung aus ökologischen Methoden und Technologie, der Natur durchaus zu helfen wäre.

Warum gibt es keine breite, wissenschaftlich begründete Diskussion darüber, wie die zur Lebensmittelerzeugung genutzten Fläche aussehen und wie sie bestellt werden sollten? Warum wird Naturschutz nicht zu den Produktionszielen gezählt? Wir brauchen eine Fleischwende, und wie beim Klimaschutz müssen wir uns darüber im Klaren sein, dass unser Verhalten im Detail Auswirkungen auf das große Ganze hat. Das gilt nicht nur für die Produzenten, sondern auch für die Konsumenten. Wir alle sollten Pflanzen und Tiere, Wasser, Erde und Luft wie etwas Kostbares behandeln. Wer sie schützt, sollte damit nicht nur symbolisches Kapital erwerben: Die Bauern, die den Naturschutz zu ihren Produktionszielen zählen, müssen dafür angemessen entlohnt werden.



<https://www.faz.net/aktuell/feuilleton/debatten/frankreichs-intellektuelle-streiten-ueber-lehren-aus-afghanistan-17539951.html?premium>

FRANKREICH UND AFGHANISTAN:

## Was lehrt uns der Fall von Kabul?

- VON JÜRGEN ALTWEGG
- -AKTUALISIERT AM 18.09.2021-05:50



Er bleibt kämpferisch: Bernard-Henri Lévy. Bild: dpa

Frankreichs Intellektuelle streiten über die Lehren aus dem Afghanistan-Rückzug. Die radikale Linke und „Woke“-Aktivisten entdecken ihre Sympathien für die Taliban und - kritisieren Israel.

Als Joe Biden den Abzug seiner Truppen ankündigte, erkundigte sich ein Redakteur dieser Zeitung nach Reaktionen französischer Intellektueller: Es gab keine. Die antitotalitären Neuen Philosophen, die den Krieg gegen den „Islamfaschismus“ propagiert hatten, schwiegen. Schon bald danach gestanden sie einen „Irrtum“ ein: „Wir sind in die Falle der französischen Debatten getappt, der 11. September hat uns blind gemacht. Wir betrachteten das Amerika von 2003 mit der Brille von 1944“.

Unberührt von dieser Selbstkritik blieb Bernard-Henri Lévy, der Nicolas Sarkozy und die Amerikaner zum Krieg gegen Gaddafi anzustiften vermochte. François Hollande wollte auch noch in Syrien eingreifen. Macron brach mit dem antitotalitären Imperativ, der seit Mitterrand die französischen Debatten beherrschte.

**Als Kabul fiel, kritisierten Intellektuelle weiblichen Geschlechts als erste die neuen Sehfehler. „Es wird getötet und die Neofeministen schweigen“, stellt Rachel Kahn fest. Die „Woke“- und „Intersektionalität“-Aktivisten sind dem Islamismus gegenüber so blind wie es die marxistischen Intellektuellen vor ihrer Läuterung gegenüber den stalinistischen Verbrechen waren. Einer Reporterin, die mit einem Kopftuch aus Kabul berichtet, wurde unterstellt, die toleranten Taliban als finstere Verbrecher darzustellen und so den westlichen Imperialismus zu rechtfertigen. Die rechtsstehende Journalistin Elisabeth Lévy kritisiert die Sozialistin Laura Slimani. Es sei „neokolonialistisch“, hatte Slimani erklärt, und nicht „die Aufgabe der weißen Männer, die muslimischen Frauen zu befreien“.**

**Größer als die Sorge um die Frauen in Afghanistan ist die Empörung über die „Apartheid in Israel“.** In einer von „Libération“ publizierten Petition forderten mehr als tausend Intellektuelle deren Ende. Unterzeichnet hat auch der hundert Jahre alte Soziologe Edgar Morin, ein Held des antifaschistischen Widerstands. **In zwei Aufrufen wird der Vorwurf der Apartheid von Intellektuellen wie Elisabeth Badinter, Pascal Bruckner, Pierre-André Taguieff, Alain Finkielkraut, Pierre Nora und Michel Onfray ad absurdum geführt. Israel werde schlicht das Existenzrecht abgesprochen, argumentieren beide Texte. Einer hält fest: „Seit 2003 werden in Frankreich Juden ermordet, weil sie Juden sind.“**

### Immoralität des Moralismus

Damals prägte Pierre-André Taguieff den Begriff „**Islamgauchismus**“. **Aus dem Zusammenschluss der radikalen Linken und der Muslimbrüder um Tariq Ramadan ist die mächtige „Woke“- und „Dekolonial“-**

Bewegung mit ihrer Cancel Culture hervorgegangen. Sie ist heute tonangebend. Von den antitotalitären Neuen Philosophen engagiert sich nur noch **Bernard-Henri Lévy** für den afghanischen Widerstand: „Das Land war auf einem guten Weg. Der Westen ist in Afghanistan keineswegs gescheitert.“ Den Krieg, der Libyen ins Chaos stürzte, hält er nach wie vor für richtig. Emmanuel Macron will keine Flüchtlinge. „Ein Fehler“, befindet **Daniel Cohn-Bendit**: „Was sagt man einer Frau, die nicht will, dass ihre Kinder in einem islamisch-faschistischen Land aufwachsen? Pech gehabt? Das geht nicht.“ Der frühere Außenminister Hubert Védrine, der die militärischen Interventionen stets kritisierte, beklagt den Verrat an Völkern, denen der Westen die Freiheit und die Moderne versprach: „Das ist die Immoralität unseres Moralismus“.

In Frankreich keimt das Bewusstsein, dass die Diplomatie Kriege verhindern soll. Im ersten Golfkrieg gegen den „Widrigänger Hitlers“ bezeichneten die Neuen Philosophen die deutschen Pazifisten und Grünen als „Juden des Dritten Weltkriegs“: „Lieber tot als rot.“ Noch immer greifen die ideologischen Reflexe: In Paris wird mit dem Judenstern und antisemitischen Parolen gegen die „Impfdiktatur“ demonstriert.

Vier Wochen nach dem 11. September wurde das erste Länderspiel zwischen Frankreich und Algerien abgebrochen. Zuschauer piffen während der Marseillaise und stürmten auf das Feld. In Israel hatte die zweite Intifada begonnen, die Banlieues feierten Bin Laden und machten Frankreich zum Nebenschauplatz. Der zwanzigste Jahrestag der Twin Towers fällt mit dem Beginn des Prozesses um die Anschläge vom 13. November 2015 in Paris zusammen. **Die „Islamgauchisten“ empfinden die Attentate als Vergeltung. Bernard Rougier erinnert an das erklärte Ziel des Dschihad, den die Taliban aus Kabul führen: Jerusalem.**

ENTDECKUNG IN AMSTERDAM:

## Ein neuer Van Gogh

• AKTUALISIERT AM 17.09.2021-21:22



Hinwendung zu den Erschöpften und von der Gesellschaft Verwaisten: Den alten Mann auf der wiederentdeckten Zeichnung hielt Van Gogh höchstwahrscheinlich 1882 fest. Bild: Reuters

Das Van Gogh Museum in Amsterdam spricht von einer „spektakulären“ Entdeckung. Es nimmt eine wiedergefundene Zeichnung des Ausnahmekünstlers in seine Ausstellung auf.

Der alte Mann mag die Welt mit ihren Zumutungen nicht mehr sehen: Sein Leben hat ihn an den Rand der Erschöpfung, vielleicht sogar der Verzweiflung getrieben. Nach vorne gebeugt sitzt der Glatzköpfige auf einem Stuhl, die Augen sind von den Fäusten bedeckt, die Ellenbogen stützen sich auf die Knie in einer dunklen Latzhose. Experten des Van Gogh Museums in Amsterdam sind sich sicher: Dieses mit Bleistift auf Papier gezeichnete Bild eines für ausgelaugten Menschen, der zu den Unterprivilegierten und allzu leicht Übersehenen zählt, ist ein eigenhändiges Werk von [Vincent van Gogh](#).

### Anfänge eines Ausnahmekünstlers

Teio Meedendorp, einer der Forscher am Museum, spricht von einer „spektakulären“ Entdeckung, die Licht auf Van Goghs künstlerische Anfänge in Den Haag werfe. Das 48,8 mal 30 Zentimeter messende Blatt hat sich bislang in einer niederländischen Privatsammlung befunden und zeigt große Ähnlichkeit mit einer Zeichnung, die sich bereits im Besitz des Museums befindet, einer Lithographie Van Goghs im Tehran Museum of Contemporary Art und einem Gemälde von 1890 im Kröller-Müller-Museum in Otterlo.

Entstanden ist die nun entdeckte Zeichnung Van Goghs im Jahr 1882, als er dunkle Landschaftsgemälde schuf und sich daneben auf Studien von Menschen konzentrierte. Zu diesen gehörten Bewohner eines Seniorenstifts, denen er ein kleines Entgelt für die Sitzungen zahlte. Der Name des Mannes in Latzhosen ist bekannt: er hieß Adrianus Jacobus Zuyderland. Van Gogh hielt in mit Hilfe eines Zimmermannsbleistifts in kräftigen Strichen fest und hellte einige Stellen der Zeichnung auf, indem er Brotkrumen über sie rieb. Zur Fixierung verwendete er eine Mischung aus Wasser und Milch. In einem Brief an seinen Bruder Theo von November 1882 beschreibt Vincent van Gogh offensichtlich die Arbeit an der Zeichnung, die nun in Händen des Museums in Amsterdam ist und dort die vom heutigen Freitag an Ausstellung bereichert.

# Afghanistan : les talibans remplacent le ministère des Femmes par celui de la Prévention du vice

Par Le Figaro avec AFP

Publié hier à 17:16, mis à jour hier à 18:49



La pancarte annonçant le ministère de la Promotion de la vertu et de la Prévention du vice a été posée ce vendredi 17 septembre à Kaboul. *HOSHANG HASHIMI / AFP*

## **Des ouvriers ont été vus en train d'installer un panneau à l'effigie du ministère de la Promotion de la vertu et de la Prévention du vice dans l'ancien bâtiment des Affaires féminines.**

Les talibans semblent avoir fermé vendredi le ministère des Affaires féminines pour le remplacer par celui de la Promotion de la vertu et de la Prévention du vice, craint pour son fondamentalisme durant leur premier règne, il y a vingt ans.

Des ouvriers ont été vus en train d'installer un panneau à l'effigie du ministère de la Promotion de la vertu et de la Prévention du vice dans l'ancien bâtiment des Affaires féminines de la capitale.

## **«Que pouvons-nous attendre d'autre de ces animaux ?»**

Plusieurs messages étaient apparus sur les réseaux sociaux ces dernières 24 heures, montrant des salariées du ministère manifestant devant le bâtiment, parce qu'elles affirmaient avoir perdu leur emploi.

«Personne n'entend nos femmes», s'est insurgée une internaute sur Twitter, tandis qu'un autre s'interrogeait : «Que pouvons-nous attendre d'autre de ces animaux ?» Aucun responsable taliban n'a répondu vendredi aux demandes de commentaires de l'AFP sur cette affaire.

## **Les hommes ont fait leur rentrée**

Bien qu'ils aient insisté sur le fait qu'ils gouverneraient de manière plus modérée qu'en 1996-2001, les talibans n'ont pas autorisé la plupart des femmes à reprendre le travail. Ils ont introduit des règles concernant ce qu'elles peuvent porter à l'université. Aucune femme ne faisait partie des ministres du nouveau gouvernement taliban annoncé il y a deux semaines.

Vendredi, le ministère de l'Éducation a annoncé dans un communiqué la réouverture des collèges et lycées pour garçons, et le retour au travail des professeurs hommes. «*Tous les professeurs hommes et les élèves doivent retrouver leurs établissements*», a-t-il fait savoir, sans aucune mention des enseignantes ou des collégiennes et lycéennes.

Sous le précédent régime, garçons et filles ne partageaient les mêmes bancs que dans certaines écoles primaires et à l'université. Dans l'enseignement supérieur, la ségrégation des genres sera la règle, ont déjà annoncé les talibans, qui ont introduit des règles concernant ce que les étudiantes sont autorisées à porter.

## **Les femmes auraient reçu l'ordre de rester chez elles**

Bien que toujours marginalisées, les femmes afghanes ont acquis des droits fondamentaux ces 20 dernières années, notamment dans les villes, devenant parlementaires, juges, pilotes ou encore policières.

Des centaines de milliers d'entre elles ont intégré le marché du travail - souvent par nécessité, car nombreuses sont devenues veuves ou soutiennent des maris désormais invalides après deux décennies de conflit.

Mais depuis leur retour au pouvoir le 15 août, les talibans n'ont montré aucune volonté de garantir leurs droits. Les islamistes affirment que les femmes ont reçu l'ordre de rester à la maison pour leur propre sécurité, mais qu'elles seront autorisées à travailler une fois qu'une ségrégation adéquate aura été mise en place.

Pendant le premier règne des talibans, les femmes étaient largement exclues de la vie publique. Elles ne pouvaient quitter leur domicile que si elles étaient accompagnées d'un chaperon. Les agents du ministère de la Promotion de la vertu et de la Prévention du vice étaient connus pour avoir fouetté des femmes qui marchaient seules. Ils étaient également chargés d'appliquer strictement d'autres interprétations strictes de l'Islam, telles que l'obligation d'assister aux prières et l'interdiction pour les hommes de se raser.



**Le Figaro, no. 23974**

Le Figaro, samedi 18 septembre 2021 671 mots, p. 15

## CHRONIQUE

**L'amour au « Wokistan »**

Bock-Côté, Mathieu

Un ouvrage bénéficie en ce moment d'un traitement médiatique exceptionnel dans la presse de gauche : *Réinventer l'amour*, de Mona Chollet. Il prétend décrypter l'emprise du patriarcat sur l'amour hétérosexuel, qui serait structuré à la manière d'un système d'exploitation généralisé des femmes. Pour reprendre une formule de Chollet qui a frappé l'imagination de *Libération*, « *le modèle actuel de l'amour hétéro ne fonctionne que lorsque les femmes ferment leur gueule* » .

La formule se veut définitive. Elle est quelque peu caricaturale, et semble oublier que dans les couples ordinaires, chacun à son tour peut en venir à « fermer sa gueule » . Mais cette subtilité lui échappe. Il faudrait donc, nous dit Chollet, réinventer l'amour hétérosexuel, pour déconstruire les processus de socialisation poussant les hommes à soumettre leur compagne et ces dernières, à se soumettre, les premiers désinvestissant le couple, les secondes étant hypnotisées par l'idéal du cocon conjugal. Voyons-y une lecture paranoïaque des rapports intimes.

À *L'Obs*, Chollet a confessé voir « déjà quelques réactions négatives » car elle « ne condamne pas d'office l'hétérosexualité » . Elle serait trop modérée en ne le congédiant pas une fois pour toutes. Qu'elle sente le besoin de tenir compte de cette critique est révélateur de l'environnement idéologique où elle évolue. L'heure semble donc venue d'une guerre ouverte contre l'hétérosexualité, dernier bastion de la réaction. Imagine-t-on un seul instant le sort qu'on réserverait à un intellectuel abordant ainsi l'homosexualité ?

**On pourrait reformuler le tout : Mona Chollet nous propose de penser l'amour au « Wokistan » . Le mâle blanc hétérosexuel est le paillason théorique de notre temps. C'est sur sa dépouille que doit se construire l'avenir radieux. Ainsi, Chollet affirme qu'il faut voir dans ceux qu'on appelle les « pervers narcissiques » les « enfants sains du patriarcat » . Autrement dit, la socialisation des hommes ordinaires les transformerait en monstres. C'est seulement en s'arrachant à leur masculinité toxique qu'ils pourraient engager des rapports amoureux légitimes et des partenaires égalitaires.**

Mais que faire du désir entre les sexes ? N'est-il pas naturel, même si sa symbolisation varie d'une culture à l'autre ? Que nenni. Il ne serait qu'une mystification vouée à légitimer un rapport de domination patriarcal. Les mystères de l'amour, la difficulté qu'ont les hommes et les femmes à se comprendre, ou du moins, à se comprendre totalement, ne seraient pas inextricablement liées à l'humaine condition, mais à un système de production des rapports amoureux consacrant l'emprise d'un sexe sur l'autre. Encore une fois, la déconstruction devient l'horizon indépassable de l'intelligence.

**On sait l'importance, pour le néoféminisme, de la référence à « l'emprise » , apparentée à la « culture du viol » . Jusqu'à tout récemment, « l'emprise » était l'autre nom du rapport amoureux. Un homme hypnotisé par une femme qu'il désire est sous « emprise » , et celle qui est dans la même situation peut dire la même chose. Il n'y a pas, et ne peut pas avoir de pureté du désir, ce qui ne veut pas dire qu'il n'y a pas de sincérité de l'amour. Celui qui saurait exactement pourquoi il désire une femme ne la désirerait probablement plus. L'inverse est aussi vrai. La transparence absolue des sentiments annonce leur inévitable assèchement.**

**Mais le fantasme californien d'une contractualisation des rapports amoureux s'installe. Les** tourments de l'âme s'y retrouvent bien peu. **On entre là au coeur de la radicalité du néoféminisme, qui entend tout politiser. Pour le néoféminisme, le monde est un rapport de domination, et n'est finalement que cela.** La littérature, qui témoigne d'un autre monde, où la vie se dérobe au concept, comme l'écrit Finkielkraut, est rabotée, ses personnages iconiques renversés, et Emma Bovary, sacrifiée.

Il faut redéfinir jusqu'aux codes de la sexualité. Dans le dossier de *Libération* consacré au patriarcat à la lumière de Chollet, une jeune femme explique ainsi son désir de « *laisser derrière elle une vision phallocentrée de la sexualité* » . Pour la citer très exactement, « *souvent, on couche ensemble sans pénétration* » . Des hommes engagés dans une démarche autocritique se rallient à cette proposition nouvelle, convaincus d'œuvrer à la déconstruction de rapports viciés entre les sexes. La révolution féministe culpabilise les amants qui s'unissent sans idéologiser leurs pirouettes nocturnes ou d'après-midi.

# Letzte Tage: Zwei Menschen sterben im selben Hospiz. Er ist 32, sie 86.

Michael und Rosa lernen sich im Sterbehospiz kennen, sie haben Zimmer auf demselben Stock. Beiden bleibt nur noch wenig Zeit.

Cornelia Kazis 18.09.2021, 05.28 Uhr



Die letzten Tage im Hospiz.

*Dieser Artikel ist Teil der Serie [«30 Jahre Folio, 30 Geschichten»](#) und stammt aus dem Archiv. Es ist die Zeit zwischen dem 27. Mai und dem 2. Juli. Das sind die letzten Tage im Leben der alten Frau und des jungen Mannes.*

Der junge Mann ist 32 Jahre alt und Koch. Die alte Frau ist 86, Bäckersfrau, sie hat drei Kinder gross gezogen. Eines davon hat sie überlebt. Sie hat Krebs, der junge Mann Aids. Er heisst Michael, sie heisst Rosa, Rosa Krayner. Michael und Rosa. Das passt zum jungen Mann und zur alten Frau.

Die beiden haben sich vor Wochen im Hospiz im Park an einem Grillfest gesehen. Die alte Frau findet den jungen Mann sehr nett. Es tut ihr leid, dass er schon sterben muss. Der junge Mann kann sich nicht an Frau Krayner erinnern.

Sie haben ihre Zimmer auf demselben Stock. Schräg über den Gang. Bei Michael steht an der Zimmertüre: Besucher sind gebeten, sich bei den Schwestern zu melden. Bei Frau Krayner steht das nicht.

Das Hospiz im Park in Arlesheim ist eine grosse Villa im Grünen. Ein Ort für Menschen, für die es nach menschlichem Ermessen keine Heilung mehr gibt. Hier wird kein Leben künstlich verlängert, aber alles getan, damit es nicht mit Schmerzen und in Einsamkeit zu Ende geht. Leben und Sterben in Würde. Wer hier arbeitet, weiss, dass er Leben nicht retten kann, und wer hierherkommt, nimmt an, dass es wahrscheinlich sein letztes Haus sein wird.

DONNERSTAG, 27. MAI 1999. Es ist ein heisser Tag draussen. Drinnen im Hospiz brennt keine Kerze am Empfang. Das ist ein Zeichen, kein toter Mensch in diesem friedlichen Haus des Sterbens.

Der junge Mann liegt im Bett. Nur mit Boxershorts bekleidet, liegt er da. Ich sehe die dunklen Flecken auf seiner Haut. Karposi-Sarkom, ein Hautkrebs, ein sicheres Zeichen für Aids. Michael ist sehr mager und sehr bleich.

Die hellen Augen strahlen, die makellosen Zähne sehen gross aus im knochigen Gesicht. Lächelnd spricht er über Schwindelgefühle in der Nacht, über Brechreiz und den Besuch von gleichaltrigen Freunden.

*Ich habe gesehen, wie die so fröhlich sind. Mir ist es irgendwie so mies gegangen. Ich habe gedacht: Ach Scheisse das alles. Der Kollege ist Friseur. Der hat mir die Haare geschnitten. Nein, erst gewaschen, und mir wurde wieder schlecht und schwindlig. Und mir ist alles eingefallen von früher, wie es war. Und von jetzt irgendwie. Jetzt brauch' ich Hilfe zum Haarewaschen. Wie soll es weitergehen? Es ist schon extrem, muss ich sagen. Man macht sich schon viel Gedanken darüber, was kommt.*

Der junge Mann weint. Früher, frage ich, wann war das? Und wie war das?

*Letztes Jahr um diese Zeit bin ich aufgestanden, habe das Frühstück auf der Terrasse genommen. Man hat es genossen, und man hat gelacht. Heute sitzt du da mit einer Tasse Tee, die du kaum runterkriegst. Verrückt irgendwie.*

Von 0 bis 10 reicht die Schmerzskala. 0 heisst schmerzfrei, 10 ist nicht mehr auszuhalten. Jetzt ist gerade 2. Im Hospiz wird viel getan gegen die Schmerzen.

Im Zimmer des jungen Mannes stehen mehrere bunte Sträusse. Auch eine Aromalampe und zwei Riechfläschchen. Activity steht auf dem einen, Schlummer auf dem anderen. Er hat sein Fernsehgerät und den CD- Player mitgebracht. Das Bett ist lichtgelb bezogen. Die Fenster sind offen. Draussen ist alles sattgrün und strotzend. Fast eine Zumutung, denke ich. Wir sprechen vom Wünschen.

*Dass ich gut essen kann irgendwie noch einmal. Ich bekomme ja nichts mehr runter. Ich habe hier zum Koch gesagt: So ein richtig fettes Steak mit Pommes. Das noch einmal geniessen können, das wär's. Das würde mir vollkommen reichen. Doch.*

Die alte Frau hat grosse Schmerzen. Der Tumor wütet, der Darm ist schon fast verschlossen. Sie braucht nun mehr Medikamente als die Tage zuvor. Aber ins Bett will sie nicht. Sie sitzt sorgfältig gekämmt und fast festlich gekleidet auf einem Stuhl vor dem Bett. Ihre goldgeschmückten Hände liegen gefaltet im schmalen Schoss. Sie hat viel und gerne gearbeitet, als Mutter und als Bäckersfrau. Vor vier Jahren hat sie ihren Mann verloren, Parkinson. Und noch mal vier Jahre früher ihre Tochter, Krebs.

Frau Kraye erzählt vom grossen Glück, so eine liebe Familie zu haben. Sie spricht von Eintracht und von Reisen in warme Länder, von der Fülle ihres Lebens und vom Wunsch, nun sterben zu können. Ihre Zeit sei nun abgelaufen. Hat sie keine Angst?



*Also, mein Mann ist mit 84 gestorben. Ganz ruhig ist er eingeschlafen. Und 14 Tage nach seinem Tod ist er mir dann im Traum erschienen. Ich erinnere mich noch ganz genau daran. Und ich denke jeden Tag daran, wie er mich ganz fest in den Arm nahm und sagte: Mir geht es gut. Und das glaube ich nun fest, dass es dort schön ist. Wie genau es sein wird, weiss ich natürlich nicht. Aber schön ist es sicher. Sonst wäre er doch nicht zurückgekommen, um mir zu sagen, dass es ihm so gut geht!*

Schon vorher ist der Mann der alten Frau einmal fast gestorben. Danach hat er ihr erzählt, was er sah in des Todes Nähe.

*Er sei einfach so in einen ganz dunklen Tunnel hereingekommen. Da sei er einfach weitergegangen. Und auf einmal habe er wunderschöne Frauenstimmen gehört. Und da sei er noch weitergegangen und sei plötzlich an die Helle gekommen.*

MONTAG, 31. MAI. Ein schwüler Tag heute, wie die vergangenen Tage auch. Man schleppt sich durch die heissen Strassen der Stadt. Eben hat sich aus einer dunklen Himmelswand ein kräftiges Gewitter entladen.

Es brennt keine Kerze im Hospiz.

Die alte Frau mag nicht mit mir sprechen. Sie hat schon Besuch gehabt und ist nun erschöpft. Sie möchte schlafen und lässt mich lieb grüssen.

Auch der junge Mann ist sehr müde. Er hatte eben Physiotherapie. Wie ein nacktes Kind nach dem Bad, lose in eine Decke gekuschelt, liegt er auf dem Bett.

Wenn er mit lächelndem Mund spricht, hat er manchmal die Augen geschlossen. Im Arm hält er einen Teddybären, einen neuen, nicht einen aus Kindertagen. Der Bär im Arm ist namenlos. Fridolin, hat der junge Mann einmal gedacht, wäre noch ein Name. Aber dann war ihm Fridolin auch wieder zu kitschig. Und etwas Besseres ist ihm noch nicht eingefallen.

*Ich habe den irgendwo für mich selber gekauft. Das war vor Jahren schon. Und ich habe ihn ins Herz geschlossen und habe jetzt gedacht, der muss mit hierher irgendwie. Ich erzähle ihm alles, wenn ich traurig bin. Er ist eine Vertrauensperson. Ich weiss, er ist immer da. In dem Sinne.*

MITTWOCH, 2. JUNI. Michael kann mich heute nicht sehen. Er ist betrübt und will allein sein. Die Pfarrerin vom Aids-Pfarramt war lange bei ihm. Das Gespräch war kräftezehrend. Es ging um die Totenfeier. Wo? Was? Wie? Welche Rituale? Wie viele Worte? Welche Musik?

Wie kann einer über sein eigenes Leben hinaus planen?

Die Schwester sagt, die alte Frau habe wichtige Dinge, die sie mir noch erzählen möchte. Wie ich in ihr Zimmer komme, schläft sie. Ihr Körper wölbt die Wolldecke kaum. Es gehe ihr nicht gut, sagt sie matt. Sie habe mir noch Dinge sagen wollen, aber sie wisse gar nicht mehr, was es war. Dann schläft sie wieder weg. Sieht aus wie tot. Kommt der Tod so schnell und banal zwischen zwei Sätzen? Ich bleibe neben dem Bett sitzen. Sehe, wie sich ihr flacher Körper doch leise hebt und senkt. Vor Jahren hat man ihr die verkrebste Brust amputiert. Erst links, später rechts. Anders als ihre Tochter hat sie den Krebs jahrzehntelang überlebt. Nun ist er im Unterleib.

Frau Krayer erwacht wieder.

*Ich schlafe bald nur noch. Es geht dem Ende zu. Ich wünsche mir, dass ich bald sterben darf. Ich kann mich kaum mehr konzentrieren. Es ist so ein seltsamer Halbwachzustand. Gestern war der Sohn da. Wir haben über alles geredet. Vom Tod. Es ist alles geregelt. Ich möchte hier erst aufgebahrt sein. Und erst dann beerdigt. Dann können mich noch einmal alle besuchen.*  
Um die Augen der alten Frau sind weisse Ringe. Die habe ich zuvor nicht gesehen. Die Nase ragt aus dem schmalen Gesicht. Sie hat früher bestimmt einmal einen wunderschönen Mund gehabt, denke ich.

*Es ist so, als würde ich nun langsam hinüberwandern. Ich habe keine Kraft mehr. Die Kraft ist weg. Ich warte darauf. Trotz der guten Familie, die ich habe.*  
Die alte Frau weint. «So nimm denn meine Hände» - dieses Lied wünscht sie sich für ihre Beerdigung. Bei ihrer Hochzeit vor mehr als einem halben Jahrhundert wurde es schon gesungen. Es ist Frau Krayers wichtigstes Lied.

Ich halte ihre Hand und warte, bis sie wieder eingeschlafen ist.

SAMSTAG, 5. JUNI. In den privaten Gärten ums Hospiz herrscht sommerliche Wochenendstimmung. Das Geräusch von Rasenmähern und spielenden Kindern. Grillgerüche. Hektische Anweisungen, bevor die Gäste kommen.  
Der junge Mann stützt sich aufs Waschbecken und erbricht qualvoll das kleine Stück Abendbrot. Im Fernsehen läuft ein Autorennen. Ich fürchte, Michael könnte stürzen, und führe ihn ins Bett zurück. Dabei fühle ich die erschreckende Knöchernheit seiner Arme. Wir klingeln der Schwester, sitzen und schweigen und schauen, wie die von Mercedes, Ferrari und McLaren die Kurve kriegen.

Die Schwester bringt Salbeitee.

*Die Pfarrerin war da. Wir haben darüber gesprochen, was jetzt ist und was auf mich zukommt. Was noch zu bereden ist und wie es mir geht. Kann ich jetzt noch gehen, und was ist morgen? Ist jetzt morgen endlich der Tag da? In dem Sinne.*  
Der Tag. Der junge Mann sagt manchmal auch «der Tag X». Früher hat er sehr Angst gehabt vor dem Tod, das ist jetzt nicht mehr so. Mit der Krankheit sei, so sagt er, die grosse Angst gegangen. Wie soll es denn sein nach dem Tag X? Wie will Michael verabschiedet werden?

*Irgendwie im engsten Kreis. Ein Gottesdienst. Und hinterher sollen bunte Luftballons in den Himmel steigen. So als Zeichen der Freiheit. In dem Sinne. So habe ich es aufgeschrieben.*  
Wir sprechen über seine Eltern. Sie kommen aus einem Dorf im Badischen, da ist der junge Mann aufgewachsen. Dort weiss jeder fast alles von jedem, da ist Anderssein schwierig. Die Eltern erzählen nichts vom aidskranken Sohn. Das geht nicht. Für die anderen Leute hat der junge Mann Krebs und liegt im Spital.

Die alte Frau fragt immer, wie es dem jungen Mann gehe. Sie hat wieder eine Bluse an. Das ist fast wie Auferstehung. Dunkelblaue Seide mit Goldknöpfen. Sie hätte nicht gedacht, dass sie noch da wäre, wenn ich komme, sagt sie. Sie ist guter Dinge und hat ihrem Sohn aufgetragen, ein Fotoalbum mitzubringen. «Nostalgie» steht auf dem Buchrücken, ein Buch voller schöner Erinnerungen. Hochzeitsfotos und Tauffotos, Bilder von Examensfeiern und von Tagen im Süden. Die Schwiegertochter ist auch da. Wir sprechen lange, erzählen viel, lachen auch, und Heiterkeit

hält Einzug ins Sterbezimmer. Die alte Frau erzählt von den beiden Brustamputationen mit 51 und 64. Und von dem, was nun ist mit 86.

*Und jetzt ist halt vor zwei Jahren der Gebärmutterkrebs gekommen. Ich habe gedacht, nun bist du 84, was willst du noch vom Leben? Ich hatte ja ein erfülltes Leben. Ich habe nichts gesagt, als ich so fest blutete. Ich wusste, der Frauenarzt würde mich sofort ins Spital schicken. Das wollte ich nicht. Ich habe dann sehr schnell 16 Kilo abgenommen. Und musste dann halt doch zum Arzt. Ich habe ihm gesagt, er müsse gar nicht erst eine Urinprobe nehmen, da sei sowieso viel Blut drin. Da hat er gestutzt. Dann hat er sich besonnen und mich in Ruhe gelassen. Ich lass' jetzt den Krebs kommen, wie er kommt.*

Drei Wünsche hat Frau Kraye ans Hospiz: keine Schmerzen, kein Erbrechen mehr und ein bisschen Appetit. Die drei Wünsche sind heute erfüllt. Es geht der alten Frau wieder viel besser, vom Sterben ist kaum mehr die Rede. Frische Blumen stehen auf dem Nachttisch, daneben silbrig gerahmt ein Bild von ihrem Mann.

*Ein ganz lieber korrekter Mann. Er hätte keiner Maus etwas zuleide getan, geschweige denn einem Menschen. Ich begrüße ihn jeden Tag. Gestern abend ist er hinuntergefallen. Da habe ich den Pfleger gebeten, ihn wieder aufzunehmen. Am nächsten Morgen habe ich der Schwester erzählt, dass mein Mann vom Nachttisch hinuntergefallen sei und dass ich mir vorstelle, dass er mir entgegenkomme. Sie hat gesagt, das sei ihr jetzt auch gerade durch den Kopf geschossen. Die Ungeduld aufs Lebensende ist vorbei. Wir scherzen und lachen und sprechen auch mit Heiterkeit über die Angst vor dem Tod. Die habe sie nicht, sagt Frau Kraye, nur Abschiedsschmerz. Aber das sei ja klar bei soviel lieben Menschen. Woher nimmt sie die Gelassenheit und das Vertrauen? War sie vielleicht als Kind besonders gut aufgehoben?*

*Die Kindheit würde ich am liebsten aus meinem Leben streichen. Mein Vater war Deutscher und musste 1914 in den Krieg. Da war ich ein Jahr alt. Wenige Monate später kam meine Schwester zur Welt. Wir wuchsen in Armut bei der Mutter auf. Im Dorf stand eine Ziege, die durften wir melken, damit wir etwas Nahrung hatten. Nach dem Krieg war mein Vater in Gefangenschaft. Als er wieder zu uns kam, war er für uns alle ein fremder, grausamer Mann. Zwei Jahre danach war die Scheidung fällig. Ich kam zum Vater, meine Schwester zur Mutter, ohne Besuchsrecht. Mein Vater versohlte mich mit dem Riemen, wenn er merkte, dass ich mich heimlich mit der Schwester oder der Mutter traf. Da war ich sieben. Aber für das alles bin ich nachher stark belohnt worden.*

DONNERSTAG, 10. JUNI. Dem jungen Mann geht es wackelig, wie er sagt. Seelisch und körperlich. Wir sprechen von den Medikamenten. Es sind viel weniger als früher. Michael hat fast alles abgesetzt, die Nebenwirkungen waren zu stark. Schweissausbrüche und Fieber, Brechreiz und Schwindel. Was bleibt, sind ein Mittel gegen den Schorf im Mund und zwei Schmerzmedikamente: Morphin und etwas Leichteres.

Wir reden auch über die beruhigende Wirkung von gregorianischen Gesängen, über die schwächende Wirkung von Mitleid, über Blödelshows als Ablenkungshilfe und über wichtige Menschen.

Weil der Kopf des jungen Mannes auch geschwächt ist und ihm vieles nicht auf Anhieb einfällt, habe ich bei meinem letzten Besuch einen Post-it-Zettel bei ihm gelassen. «Ein wichtiger Moment» steht darauf. Darüber könnten wir, wenn er mag, das nächstemal sprechen.

*Ja, vielleicht am ersten Tag in München. Da war ich knapp 17. Also nach der Schule. Ich hatte eine Lehrstelle als Koch. Da stand ich mit zwei schweren Koffern am Riesenbahnhof, ganz allein.*

*Ich sagte mir: Ist das eine Wucht, die grosse weite Welt. Überall Menschenmengen. Und ich. Welche S-Bahn musst du nehmen? Wo geht es lang? Mit wem kannst du gehen? Davon träume ich manchmal noch, muss ich sagen.*

Kaum den genauen Blicken der Dorfleute entkommen, hat er sich schon mit dem Virus angesteckt. Verdammt noch mal, denke ich, da hat der Sensemann aber rasch zugelangt.

Zum erstenmal überlege ich mir, ob es passend ist, ihm «Auf Wiedersehen» zu sagen, ob «Adieu» nicht angebrachter wäre. Überhaupt haben die Verabschiedungen hier gar nichts von der üblichen Alltäglichkeit.

MONTAG, 14. JUNI. Keine Kerze brennt. Die alte Frau sei guten Mutes, sagen die Schwestern. Sie sitzt im Bett und lächelt mir zu in einer neuen Bluse. Etwas Majestätisches geht von der zierlichen Frau aus. Sie hält noch mal Hof, denke ich. Mit unerwarteter Kraft in der Stimme spricht sie von den Männern, die ihre Frauen verstossen nach den Brustamputationen, appelliert an ihr Mitgefühl und erzählt vom Leben des Krebses in ihrem Bauch.

*Der Tumor frisst jetzt den Körper langsam auf, es ist ein richtiger Zusammenfall. Kann das in diesem Zustand noch lange weitergehen? Es geht jetzt doch sehr lang, finde ich. Es wäre jetzt Zeit. Aber ich denke dann immer: Du musst Geduld haben, es geht anderen auch nicht anders. Aber ich sehne mich danach. Aber wenn es besser geht, bin ich auch wieder froh, dass ich noch ein bisschen lebe. Die Gefühle gehen hin und her. Seit drei Tagen bin ich auch im Kopf manchmal nicht mehr richtig da, ich bin wie abwesend, wie an vielen Orten. Ich schwebe im ganzen Quartier herum. Also richtig langweilig ist es eigentlich nicht.*

Sie nimmt noch ein Sesamsternchen aus der Schale mit dem Salzgebäck und klingelt, um für uns beide Tee zu bestellen. Manchmal flackert Munterkeit auf. Hätte sie nicht Lust auf einen Ausflug in den Garten?

*Nein, ich habe keinen Drang mehr nach draussen. Das ist jetzt vorbei. Ich fühle mich wohl hier im Bett. Ich freue mich, wenn ich draussen die Vögel zwitschern höre oder wenn der Frosch quakt. Man wird so ganz bescheiden dann.*

Im Zimmer schräg über den Gang liegt der junge Mann, halbnackt in den pastellfarbenen Laken. Er schläft viel. Manchmal weiss er nicht, was für ein Tag ist und welche Zeit, ob die Nacht schon vorbei ist oder erst noch kommt. Alles verfließt. Der Tag mit der Nacht, das Denken mit dem Träumen, das Wachen mit dem Schlafen, das Leben mit dem Sterben. Der Tag X sei nun nicht mehr weit.

Ich sehe es. Seine fleckige Gesichtshaut spannt sich über den Schädel. Eine feine weisse Linie zieht sich um seinen Mund.

Er klingelt der Schwester. Das Laken soll bitte gestreckt werden. Die Falten tun weh.

Bis vorgestern hat er daran festgehalten, noch selbst auf die Toilette zu gehen. Nun ist daran nicht mehr zu denken. Der Lebensraum um ihn zurrt sich zusammen.

Letztesmal habe ich auf den Post-it-Zettel «Wünsche» geschrieben.

*Einen besseren Zusammenhalt auf der Erde, Friede auf jeden Fall, und dass man akzeptiert wird, so wie man ist.*

Nun weint Michael und wünscht sich, dass seine Eltern am Tag X da sind. Er zerknüllt das Betttuch in seiner knochigen Hand, beisst sich auf die trockenen Lippen und sagt, er möchte, dass Mutter und Vater gut weiterleben können nach seinem Tod. Sonst gibt es einfach nur noch einen grossen Wunsch:

*Ja irgendwie, dass jetzt doch einmal schnell der Tag X kommt und es schnell vorbei ist.*

MITTWOCH, 16. JUNI. Jetzt ist der Darm der alten Frau zu. Alle Einläufe der letzten Tage haben nicht geholfen. Sie spricht versöhnt über die Not mit der Notdurft. Auch dass sie kaum mehr etwas schmeckt im Mund, ist nicht so schlimm.

Kleine Dinge werden wichtig. So hat die Schwiegertochter eine Schere mitgebracht, um die Etiketten aus den Blusen herauszuschneiden. Nun scheuert es nicht mehr. Die Haut ist so dünn geworden über den Knochen. Der Ehering hält schon lange nicht mehr. Frau Kraye trägt ihn an einer feinen Kette um den Hals. Wenn sie abends vor dem Einschlafen betet, hält sie den Ring.

*Das ist ein Stück von meinem Mann. Ich kann ihn ja noch streicheln, wenn ich will.*

Auch um das Handgelenk trägt sie ein Stück von ihm. Ein schweres goldenes Panzerarmband. Ihr Ärmchen wirkt darin ganz verloren.

Das Gold werden die vier Enkelinnen untereinander teilen. Die alte Frau ist sicher, dass es keinen Streit geben wird. Sie mischt sich nicht ein. Die können das ohne sie.

Bestimmt hat sie nur, dass sie zum Mann ins Grab will. Und dass sie keine Blumen möchte, die sind so schnell verwelkt. Wer etwas geben will, soll für behinderte Kinder spenden. Den Rest überlässt sie den Angehörigen, die machen das schon recht.

Der junge Mann hat Lust auf Sorbet. Lust auf eine Sünde, sagt er und lacht. Dann nimmt er zwei Löffel und lässt es auch wieder. Die Sünde schmeckt nicht mehr. Das Eis bringt nicht das erhoffte Glück im schorfigen Mund.

SAMSTAG, 19. JUNI. Heute wäre ich gerne nicht gekommen. Wie eine schwere Wand fühle ich den Tod nahen. Erst der junge Mann, dann die alte Frau, denke ich. Auf direktem Weg kann ich heute da nicht hin. Ich fahre erst zum Arlesheimer Dom und sitze eine Weile in der Kühle des barocken Kirchenhauses.

Es ist Hochsommer. Wieder ein Samstagnachmittag. Draussen im Hospizgarten schneidet eine junge Mutter Rosenblüten ab und sammelt sie in einem Schubkarren. Da formen die schweren Blütenköpfe einen purpurnen Berg.

Es ist ruhig. Die Kerze brennt noch nicht. Eine Schwester geht vorbei mit einem Spankorb voller Herzkirschen. Die sind von Michaels Eltern. Sie gibt mir eine Handvoll und sagt, Frau Kraye warte auf mich. Sie sei aber etwas missmutig.

*Wir haben immer noch den Kampf mit dem Stuhl. Es ist nichts gegangen. Ich habe Bauchweh. Auf dem Nachttisch steht ein Bierfläschchen. Ab und zu mag die alte Frau einen Schluck Bier trinken. Das freut die Ärzte.*

Ich sitze am Bettrand und weiss, dass sie unheilbar krank ist, und doch wirkt sie so, als könnte es noch lange so weitergehen. Mit Blick zur Türe lästert die Bäckerfrau ein bisschen:

*Gestern abend gab es Aprikosenwähe. Ich habe mich darauf gefreut, weil ich Wähe gerne mag. Aber ich war so wahnsinnig enttäuscht. Ich hab nur die Früchte gegessen und den Teig stehenlassen. Ein harter trockener Teig.*

Sie legt den Finger auf die Lippen. Ich solle nichts sagen. Im Hospiz sei ja sonst alles wunderbar. Den besten Ort, den man sich wünschen kann für die letzten Tage.

Die Eltern sitzen mit ihrem Sohn im Garten. Der junge Mann sitzt im Rollstuhl. Es ist heiss. Er hat einen warmen Pullover an, und eine dicke Decke liegt auf seinen Knien.

Auf den letzten Post-it-Zettel habe ich geschrieben «Worauf es jetzt ankommt».

*Dass ich die Tage, die ich noch habe, so gut wie möglich schmerzfrei geniessen kann, irgendwie, in dem Sinne.*

Die Eltern kommen immer am Wochenende. Seit drei Jahren wissen sie, dass Michael Aids hat. Es hat sie getroffen, wie der Blitz aus heiterem Himmel. Sie haben dann viel mit der Frau von der Aids-Hilfe gesprochen. Das hat geholfen. Aber sonst haben sie niemandem etwas gesagt. Das würde keiner verstehen auf dem Dorf, sagt die Mutter. Das geht einfach nicht, sagt der Vater.

Der junge Mann sitzt, hört zu und lächelt.

Die Eltern haben nichts gegen Michaels Entscheid, sein Sterben öffentlich zu machen. Das ist schon recht, wenn es für den Michael recht ist, sagt der Vater. Bald werden er und seine Frau Grosseltern. Der Bruder des jungen Mannes und seine Frau erwarten das erste Kind im August.

«Die einen kommen, die anderen gehen», sagt die Mutter.

Der junge Mann wirkt versunken. Wo ist er?

Ich weiss nicht, wo mein Gehirn ist, sagt er, es wirbelt alles durcheinander.

Und dann richtet er sich auf, sieht einer davonstiebenden Ente nach, lächelt sein Lächeln und sagt:

*Ich habe genossen, was ich gemacht habe. Ich bereue es bis heute nicht. Ich habe darunter gelitten, muss ich sagen. Aber es hat sich gelohnt in dem Sinne.*

DIENSTAG, 22. JUNI. Die alte Frau lässt mich grüssen. Sie könne nun nicht mehr. Es gehe ihr schlecht, und falls sie sterbe, bedanke sie sich für alles ganz herzlich. Es sei gut gewesen, so zu sprechen.

Ich gehe ins Zimmer des jungen Mannes. Im Fernsehen hat einer gerade einen Teppich gewonnen, weil er schneller wusste als ein anderer, wie Teppich rückwärts gelesen heisst. Das Publikum jubelt.

Michael kann nur noch leise sprechen. Er sei so schwach, flüstert er mit halb geschlossenen Augen, den Bären im Arm. Wir flüstern über die Eltern. Sie hätten einen weiten Weg gemacht, sie würden vieles besser verstehen als früher, es sei nun gut mit ihnen.

Die Sätze strengen ihn an. Ich will ihn nicht quälen. Einfach noch ein bisschen am Bettrand sitzen, denke ich und bleibe, bis er eingeschlafen ist. Dann gebe ich ihm die Hand und danke ihm.

DONNERSTAG, 24. JUNI. Eine Schwester ruft mich im Büro im Radio an. Wegen des jungen Mannes. Es gehe nun zu Ende, er könne bestimmt bald sterben. Noch heute oder dann morgen. Ich bin mitten in Aufnahmen mit zehn Kindern über selbsterlebte Peinlichkeiten, übers Rotwerden und über Auswege aus der Scham. Das ist befreiend. Wir lachen viel. Im Lachen denke ich, dass ich frühestens um 17 Uhr ins Hospiz fahren kann.

Die Kerze brennt noch immer nicht.

Ich gehe hinauf, lasse mein schweres Aufnahmegerät vor der Türe stehen und trete ein ins Zimmer, in dem nun gestorben wird.

Die Pfarrerin und die Eltern des jungen Mannes sind da. Er liegt aufgedeckt, den Blick starr zur Zimmerdecke gerichtet, die Augen weit aufgerissen. Er schaut etwas, was wir alle nicht sehen können, denke ich. Seine Iris kippt beinahe nach hinten. Wie der sterbende Christus von Holbein, den ich früher mal als Jugendliche in Kunstbetrachtung den anderen der Klasse näherzubringen hatte. Um die Nase hat sich ein weisses Dreieck gelegt. Der Mund ist weit geöffnet, der Atem geht schnell und laut. So wie von einem, der nach einem langen Lauf soeben die Ziellinie erreicht hat.

Ausser den Christus von Holbein habe ich noch nie einen Sterbenden betrachtet.

Wären die anderen nicht da, ich würde dem jungen Mann nun ein Wiegenlied singen.

Dann sucht er mit rudernden Bewegungen nach Halt. Ich gebe ihm etwas Wasser auf die weissen Lippen. Aber er rudert weiter. Vielleicht will er klingeln? Die Schwester kommt und verspricht ihm eine Spritze gegen den Schmerz.

Die Mutter hält ihm die Hand. Ich auch. Der Vater putzt die Brille und verschränkt die Arme, hält sich so selbst aufrecht neben seinem sterbenden Sohn.

Die Pfarrerin geht. Es seien zu viele da. Sie verabschiedet sich nachdrücklich von Michaels Eltern und zieht sorgsam die Tür hinter sich zu. Für sie ist das alles nicht neu.

Kaum ist sie weg, wird es sehr still. Michael hat aufgehört zu atmen.

Die Mutter schreit. Ich halte sie. Und den Vater auch, der zusammensinkt in seinem Stuhl.

Die Schwester kommt und bringt die versprochene Linderung. Sie misst den Puls des jungen Mannes und sagt: «Er ist gestorben.» Dann umarmt sie die Eltern. Ich halte die nackten Füße des jungen Mannes. Die sind noch warm. Alle weinen.

Dann breitet sich Ruhe aus. Zeit der Stille. Feierlichkeit. Wie ein Seelenwind, der den Schmerz verweht.

Später räumt die Schwester alle Medikamente weg, zündet eine Kerze an und bringt warme Getränke. Wir reden über Michael. Ich sage den Eltern, dass er sich gewünscht hat, sie seien bei ihm am Tag X.

Noch später bittet die Schwester die Eltern um Erlaubnis, dem jungen Mann die Augen zu schliessen und den Kiefer aufbinden zu dürfen. Die Eltern erlauben alles und gehen in den Sommergarten hinaus. Die Füße des jungen Mannes sind nun erkaltet.

Als ich mit wunden Herzen zur alten Frau gehe und berichte, der junge Mann sei nun gestorben, sagt sie:

*Jetzt geht es dem Michael gut. Ich glaube schon, dass es ihm jetzt gut geht.*

Der eine Sohn ist auch da. Er schenkt ihr Bier ein. Sie will ganz genau wissen, wie das war beim jungen Mann. Dann beim Abschied, ich bin schon unter der Türe, winkt sie mich noch einmal an ihr Bett. Ich solle ihr dann bitte erzählen vom Festchen. Sie meint die Gedenkfeier des jungen Mannes. Die wird erst in vier oder fünf Tagen sein. Die kindliche Neugier wird die alte Frau wohl noch so lange am Leben erhalten, denke ich. Trotz der alten Abfälle im Bauch.

Draussen vor dem Hospiz sitzen Michaels Eltern in der Abendsonne. Ein breiter Frieden liegt über der Trauer.

SAMSTAG, 28. JUNI. Die Kerze brennt nun beim Empfang.



Es ist düster draussen, feucht und schwer. Das hängt schon lange über dem Rhein. Die alte Frau ist guter Dinge. Ihre Wohnung wird geräumt, es gibt kein Zurück. Es sei gut so, sagt sie.

Die vier Enkelinnen waren da, heute am freien Samstag. Es ging um Abschied. Und um das Silberbesteck und den Goldschmuck.

*Sie können es noch nicht teilen. Der Tod muss abgewartet werden. Sie haben untereinander vereinbart, dass sie dann alles nach Gutdünken und Freude aufteilen untereinander. Ich kann das alles mit frohem Herzen tun.*

DIENSTAG, 29. JUNI. Frau Kraye schläft, wie tot sieht sie nun aus. Ich setze mich leise zu ihr. Es ist spät geworden. Ich komme von der Gedenkfeier von Michael, habe mit anderen in der Kirche schweigend eine Kerze in die Sandschale gesteckt, verpoppte gregorianische Gesänge gehört und einen Ballon steigen lassen. Als Zeichen der Freiheit und des Loslassens. So hat er es sich gewünscht. Nun bin ich gekommen, um mein Versprechen zu halten. Aber will sie es noch immer wissen?

Draussen schlägt die Turmuhr. Nach all den Tagen kenne ich nun diesen Klang gut, wie er eindringt in die Sterbezimmer, pünktlich alle 15 Minuten.

Die alte Frau erwacht. Ich nehme ihre Hand und sage, dass ich vom Festchen komme.

*Ja schön, dass er das hat hinter sich bringen können. Ich bin wie gelähmt. Einfach müde, sehr müde. Ich habe den Besuch heimgeschickt. Es hat ja keinen Wert, dass die da sitzen. Die Schwiegertochter aus Avenches hat auch angerufen. Ich habe nicht mit ihr reden können. Ich habe sie einfach nicht mehr verstanden. Einfach nicht mehr.*

Ich habe die alte Frau sehr lieb gewonnen. Ich sitze bei ihr, halte ihre müde Hand. Beim Abschied sage ich noch einmal danke, und sie sagt, dass es gut war, so die Worte zu sammeln. Und dann sagt sie sehr leise, so dass ich mich ganz nahe zu ihr hinbeugen muss, um zu verstehen:

*Dankeschön vielmal, nun für ganz, gell?*

FREITAG, 2. JULI. Die alte Frau stirbt abends nach der Körperwäsche, während einer der Söhne, seine Frau und ich draussen im Schatten der Rosskastanie sitzen, über Gott und die Welt reden und darauf warten, wieder ins Zimmer der alten Frau zurückkehren zu können.

INTERVIEW

## «Nicht nur Deutschland, auch Europa steht nach Merkel vor einer Richtungswahl»

Mit dem Abtreten von Angela Merkel geht für Deutschland und Europa eine Ära zu Ende. Was ist ihr Erbe? Wie positioniert sich Deutschland künftig in der EU? Der britische Historiker Adam Tooze erklärt im Gespräch mit «PRO Global Perspektiven», weshalb der Wahlausgang die Zukunft Europas prägen wird.

Andreas Ernst, Gerald Hosp 62 Kommentare 15.09.2021, 05.30 Uhr



Der britische Wirtschaftshistoriker Adam Tooze, hier vor dem Brandenburger Tor, gehört zu den führenden Köpfen seines Fachs.

Herr Tooze, in wenigen Wochen ist die 16-jährige Amtszeit der deutschen Bundeskanzlerin Geschichte. Wird es den «Merkelismus» auch nach Merkel noch geben?

Als Hinterlassenschaft der Kanzlerin gibt es die Konvergenz zwischen dem rechten Flügel der SPD und dem linken Flügel der CDU. Sie ist für viele Deutsche attraktiv, das zeigt die Aufholjagd von Olaf Scholz. Bis hin zur Raute stellt sich der SPD-Spitzenkandidat als Merkels rechtmässiger Erbe dar. Der Wunsch nach Kontinuität ist in Deutschland unübersehbar, auch wenn die Bürger keine Fortsetzung der grossen Koalition wünschen.

Auch auf der europäischen Ebene gibt es den Wunsch nach Kontinuität. Es geht dabei um Merkels Finanzpolitik, konkret um die im allerletzten Moment gegebene Zustimmung zur gemeinsamen Schuldenaufnahme. Ein Rechtsrutsch könnte das gefährden: Friedrich Merz oder Christian Lindner als deutsche Finanzminister – das wären systemische Risiken für die Euro-Zone.

Sie sprechen den Tabubruch der Deutschen vom Sommer 2020 an, angesichts der Corona-Schäden für den Aufbaufonds einer gemeinsamen Verschuldung der EU zu stimmen. Wie nachhaltig ist dieser Politikwechsel in der deutschen Elite tatsächlich?

Das wirklich Neue ist, dass es in dieser Frage erstmals zwei Lager in Deutschland gibt. Das wäre vor fünf Jahren kaum möglich gewesen. In der Praxis allerdings hat Berlin in den für die Euro-Zone wichtigen Fragen schon zuvor jeweils nachgeben müssen. Ganz einfach, weil das Festhalten an der deklarierten Position desaströs gewesen wäre.

Draghi hätte in der Euro-Krise 2012 nicht «Whatever it takes» gesagt, wäre er nicht sicher gewesen, dass Merkel letztlich mitmacht. Sie musste zu diesem Zweck ihren Finanzminister Schäuble an die kurze Leine nehmen. Und auch im Fall Griechenlands 2015 musste Schäuble eine Auszeit nehmen.

Was jetzt anders ist: Es gibt eine Alternative zu der finanzpolitischen Orthodoxie in Deutschland. Eine Europapolitik, die ausbauen will, die die gemeinsamen Schulden nicht als Ausnahme sieht, sondern als Präzedenzfall. Das wird nicht mit grossem Trara angekündigt, aber das ist erkennbar eine neue Linie. Gerade die Grünen bemühen sich in ihrem Parteiprogramm um einen alternativen makroökonomischen Ansatz.

Für den Kurswechsel steht eine Figur wie Scholz. Er durfte sich in der italienischen Krise 2018 zwar noch nicht öffentlich zu den Massnahmen bekennen. Aber er schwieg, um die Lösung des Problems nicht zu gefährden. Er tat das ganz bewusst.

Es geht bei dem neuen Kurs aber auch um einen Generationenwechsel. Die jungen Mitarbeiter von Scholz haben alle Auslanderfahrung. Sie haben in England oder in den USA studiert, sie kennen die angloamerikanischen, aber auch die kontinentalen Diskurse über die Stabilisierung der Euro-Zone.

Das war noch ganz anders, als Schäuble im Finanzministerium das Sagen hatte. Es gab dort keine richtigen Ansprechpartner für Leute von aussen.

Die Frage ist jetzt, wer in diesem Ringen die Oberhand behält. Ist der Urnengang also trotz des faden Wahlkampfes eine Richtungswahl? Auch für Europa?

Wenn Sie mit amerikanischen Anlegern sprechen, ist klar, dass diese den Wahlkampf mit unglaublicher Intensität verfolgen. Sie rechnen alle möglichen Koalitionen durch, weil sie wirklich Angst haben. Ein Rechtsrutsch nämlich würde die relative Stabilität gefährden, die wir durch die finanzpolitischen Notbehelfe in der Euro-Zone erreicht haben.

Was die EU betrifft: Mittlerweile sind alle Wahlen in den Mitgliedstaaten auch von europäischer Bedeutung. Denken Sie an Frankreich und die Risiken eines Wahlsiegs von Le Pen. Oder denken Sie an Italien und das Aufatmen der zentristisch-technokratischen Elite, als Draghi an die Macht gehievt wurde. Das ist einer von uns, hiess es, ein MIT-Mann und sehr berechenbar.

Das ist ja das Interessante an Europa. In diesen Krisen stellt sich eine sehr intensive gegenseitige Beobachtung aller Akteure ein.

Merkel war noch nie für Visionen bekannt. Sie ist eher eine Krisenmanagerin.

Ihre Visionen sind eher Beschreibungen des Möglichen. Aber wenn eingefahrene Positionen zu einer existenziellen Krise führten, sprang Merkel immer über den eigenen Schatten. Was sie dagegen nie tat, ist, gewissermassen von vorne zu führen. Sie sagte nie: Meine Vorstellung von Europa sieht so und so aus. Oder: Um die Risiken für Portugal, Spanien, Italien und Griechenland zu senken, müssen wir dies und jenes tun.

Würde Europa eine deutsche Kanzlerin, einen Kanzler überhaupt ertragen, der eine europäische Vision formuliert?

Mit Helmut Kohl ging das doch! Klar, mit François Mitterrand hatte er einen starken Partner, und die Amerikaner spielten eine hegemoniale Rolle. Es gibt aber keinen Zweifel daran, dass Kohl damals die grosse Linie vorgegeben hat.

Die Einführung des Euro war dann aber eher wieder ein deutsches Zugeständnis.

Man kann da unterschiedlicher Meinung sein. Die Probleme entstanden aber nicht durch die Entscheidung Deutschlands, Frankreichs, der Niederlande und Belgiens für eine gemeinsame Währung, sondern durch die Dramen anderer Eliten. Durch den Drang der italienischen Eliten, sich dem Euro-Projekt anzuschliessen, entstand eine gewaltige Asymmetrie.

Wenn Sie aber fragen, ob Europa eine kreative deutsche Führung akzeptieren würde, lautet die Antwort: Europa kann sie nicht verneinen. Könnten Franzosen, Italiener und Spanier damit leben? Ja, klar. Die Deutschen müssen ja nicht auf den Tisch hauen, sondern sich auf Vorschläge aus Paris oder Rom konstruktiv einlassen.

Im März und April 2020, als es um die gemeinsame Verschuldung ging, verzweifelten die anderen Länder an der deutschen Verweigerungshaltung. Es war dann Finanzminister Scholz, der entscheidend zum Abschluss des Deals beitrug. Das kam nicht aus dem Kanzleramt. Auch die Europäische Zentralbank trug ihren Teil dazu bei. Es ist geschichtlich bedeutend, dass Isabel Schnabel, ein deutsches Mitglied des Direktoriums der EZB, dafür eintrat. Ab Mitte März gab es eine noch nie da gewesene Koordinierung von Geld- und Fiskalpolitik auf europäischer Ebene – mit deutscher Duldung. Die Bundesbank wurde ruhig gehalten. Das hatte es in der ersten Euro-Krise nicht gegeben.

Wie hat der Brexit die Dynamik innerhalb der EU verändert? Ist Deutschland wichtiger geworden, oder hat Berlin einen wichtigen Verbündeten verloren?

Das Machtverhältnis zwischen den Mitgliedern der Euro-Zone und den übrigen EU-Staaten hat sich massiv verschoben. Es war ja peinlich während der Euro-Krise, dass London als Nicht-Euro-Land häufig bei Kompromissen nicht mitmachen wollte und man dann extralegale Wege suchen musste, um dies zu umgehen. Polen, das auch nicht im Euro-System ist, stellt derzeit kein wirkliches Gegengewicht dar. Was die Zukunft Polens in der EU betrifft, muss man zwar grosse Sorgen haben. Aber es bildet kein Gegengewicht.

Für viele Deutsche ist die EU kein postnationales Projekt, sondern vielmehr der Rahmen, in dem sich die Geschichte Deutschlands vollendet. Ist Deutschland heute ein normales europäisches Land?

Was ist denn schon ein normales europäisches Land? In der italienischen Elite herrscht eine ähnliche Einstellung: Auch ihr nationales Projekt mit der späten Staatsbildung und der Geschichte des Faschismus ist komplex, zwiespältig und instabil. Auch sie sucht die dialektische Auflösung in Europa. Das gilt ebenso für Spanien in der postfaschistischen Zeit. Und für Portugal und Irland hat die EU existenzielle Bedeutung. Die Iren triumphieren, können mit London spielen. Denn sie wissen, die EU steht hinter ihnen.

Man muss sich um den Bestand der Union also keine Sorgen machen. Sie ist für viele Mitgliedstaaten schlicht nicht mehr wegzudenken.

Man sollte eben aus der ganz eigenartigen Geschichte Grossbritanniens und der zutiefst traumatischen Geschichte Polens keine weitreichenden Schlüsse ziehen. Die Mitgliedschaft Italiens in der Euro-Zone ist für das Land sicherlich fatal. Doch was ist die Alternative? Das Projekt steht nicht am Rande des Abgrunds. Man muss beeindruckt sein vom Sitzfleisch und von den Ressourcen, welche die Mitglieder der Gruppe mobilisieren, um die Dinge am Laufen zu halten. Das zeigt sich auch in den Verhandlungen bis in die Morgenstunden.

Dann ist diese Politik der permanenten Krisenbewältigung nicht eine wirkliche Gefahr, sondern vielmehr der natürliche Lauf der Dinge in der EU?

So weit würde ich nicht gehen. Der Sprung in die Stabilität ist der EU noch nicht gelungen. Wenn der EZB aber erlaubt werden würde, dauerhaft so zu handeln, wie sie es derzeit tut, wäre dies ein grosser Gewinn an Stabilität. Italien oder Griechenland können sich derzeit zu Negativzinsen verschulden. Ob wir eine Staatsschuldenkrise haben oder nicht, ist eine politische Entscheidung. Punkt.

Aber gefährdet es nicht den Zusammenhalt in der EU, wenn sich Deutschland als Zahlmeister wahrnimmt?

Deutschland ist nicht der Zahlmeister. Das ist eine Bilanzoperation der EZB. Es ist finanzpolitischer Populismus und Panikmache, wenn die Politik behauptet, es gebe deutsche Steuergeschenke an die Griechen. Es gibt keine Situation, in der der deutsche Steuerzahler in einer ernsthaften Form herhalten muss.

Man muss sich vielmehr die Frage stellen: Was ist die Alternative? Es wäre schön, wenn alle Länder eine so geringe Verschuldung wie Deutschland hätten. Haben sie aber nicht. Was heisst das? Soll man, wie es die FDP und der rechte Flügel der CDU fordern, zu den Maastricht-Kriterien zurück? Angesichts der Situation in Italien und Griechenland ist das nichts anderes als Realitätsverweigerung.

Kissinger hat einmal gesagt, Deutschland sei zu gross für Europa, aber zu klein für die Welt. Was ist nun die EU für Deutschland?

Für Merkel ist die EU der genau richtige regionale Block, damit Deutschland in der Welt mitreden kann. Merkel ist Ostdeutsche, Nichtkatholikin und nur eine Vernunfteuropäerin. Ganz anders als Helmut Kohl, der letzte grosse europäische deutsche Kanzler.

Für Kohl war Europa die Antwort auf den Zweiten Weltkrieg. Selbst seine Beziehung zu Amerika war davon geprägt: die gute Besatzungsmacht, die gekommen war, um Deutschland zu retten. Und zentral war natürlich das Verhältnis zu Frankreich.

Merkel ist anders. Ihr Herz schlägt nicht für die deutsch-französische Beziehung. Sie hat viel mehr Sympathien für die englischsprachige Welt. Sie ist Europäerin, weil Deutschland vor dem Horizont der Globalisierung nur im europäischen Rahmen eine Rolle als Grossmacht spielen kann.

Für sie ist die Globalisierung der Schulmeister, der die Hausaufgaben verteilt, welche die Deutschen bekanntermassen immer als Beste erledigen. Merkel sah ihre Aufgabe darin, Europa insgesamt zum Klassenbesten zu machen. Doch immer wenn Europa über die intergouvernementale Kooperation hinauswachsen sollte, wird es schwierig für sie. Als Europäerin ist sie im Grunde sehr konservativ.

Wie soll sich Deutschland, wie soll sich die EU positionieren in der immer schärfer werdenden Konfrontation zwischen China und den USA?

Es gibt sehr starke wirtschaftliche Interessen in Deutschland, die gegen die Konfrontation mit China sprechen. Denken Sie an das riesige Werk von BASF in Nanjing oder an Volkswagen, dessen Strategie zur Elektromobilität letztlich vom chinesischen Markt abhängt. Da wird auch eine Regierung mit Beteiligung der Grünen, die stärker auf die Menschenrechte pochen, nicht so schnell den Kurs ändern.

Aber letztlich hängt jetzt alles von China ab. Eigentlich gab es ja ein klares Angebot der Europäer an Peking: Wir machen praktische Politik mit euch und treiben Handel zu beider Interesse. Ihr wisst aber auch, dass wir andere Werte vertreten. Deshalb wird es aus unseren Parlamenten hin und wieder Rufe nach Sanktionen geben. Wir setzen die dann um, aber sie zielen immer nur auf mittlrangige Beamte und nicht auf die Spitze.

Dieses Spiel hätte Peking mitspielen können. Umso mehr, als sich die Amerikaner ja laut darüber empörten. Aber die Chinesen jagten alles in die Luft, als sie auf die zahmen europäischen Strafen im Frühjahr mit harten Sanktionen reagierten. Jetzt wird es viel Geduld und Zeit brauchen, um zum alten Modus Vivendi zurückzukehren.

Was heisst das für die Beziehung zu Washington?

Europa muss auch gegenüber den Amerikanern vorsichtig sein. Ihr politisches System befindet sich in einer sehr schwierigen, posttraumatischen Lage. Das Einzige, worüber sich der Kongress noch einigen kann, ist die antichinesische Politik. Doch Europa sollte sich dieser Politik nicht einfach anschliessen. Es stehen keine unmittelbaren Sicherheitsinteressen auf dem Spiel.

Wir sollten stattdessen ganz realistisch feststellen, wie beschränkt die Politik- und Strategiefähigkeit der Amerikaner und wie gewaltig die Dynamik im militärischen Bereich derzeit ist. In Washington herrscht mancherorts eine wagnerianisch angehauchte Stimmung, und die militärische Auseinandersetzung mit Peking ist das Alltagsgespräch.

Die 755 Milliarden Dollar, die das Pentagon im Jahr ausgibt, werden fast ausschliesslich gegen China verwendet. Dieser Zug ist vor sechs bis sieben Jahren abgefahren und bewegt sich Richtung Konfrontation mit China.

Heisst das umgekehrt, dass Europa gegenüber Russland allein dasteht?

Nein, auch wenn sich der anfänglich scharfe Ton Washingtons gegen Moskau abgeschwächt hat, stehen die Amerikaner weiterhin an der Seite Europas. Allerdings sollte es für die Europäer eigentlich möglich sein, Russland auch selber Paroli zu bieten. Die Europäer betreiben mit ihren unkoordinierten Rüstungsausgaben eine historisch einmalige Geldverschwendung. Sie geben zwischen 200 und 300 Milliarden Euro im Jahr für

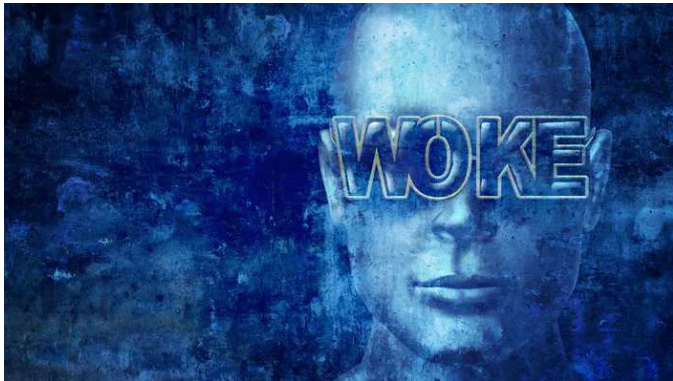
Rüstung aus und haben dennoch die entscheidenden militärischen Fähigkeiten nicht. Würde das Geld gezielt ausgegeben, wäre die EU den Russen überlegen.

Der britische Historiker Adam Tooze ist Professor an der Columbia-Universität und Direktor des European Institute in Washington. In diesen Tagen erscheint bei Beck sein neuestes Buch, aus dem Englischen übersetzt: «Welt im Lockdown. Die globale Krise und ihre Folgen».

## « Le “wokisme” prospère grâce aux failles d'un Occident mortifié »

Par [Aziliz Le Corre](#)

Publié hier à 19:31



«Le wokisme est une nébuleuse idéologique apparue du côté de 2010 sur les campus états-uniens». *Adobe Stock*

**FIGAROVOX/GRAND ENTRETIEN - Dans une note pour la Fondation Jean-Jaurès publiée ce samedi, le psychanalyste Renaud Large et le communicant Ruben Rabinovitch analysent la façon dont se structurent et prospèrent l'idéologie «woke» et la «cancel culture».**

*Ruben Rabinovitch est psychanalyste et Renaud Large est communicant. Ensemble, ils ont rédigé une note pour la Fondation Jean-Jaurès intitulée «Des hussards noirs de la République à la chronique des Bridgerton. Contre la nébuleuse woke et la cancel culture».*

**FIGAROVOX. - Vous publiez une note pour la Fondation Jean-Jaurès «contre la nébuleuse woke et la cancel culture ». En quoi représentent-elles un danger, selon vous ?**

**Renaud LARGE et Ruben RABINOVITCH. -** Lénine disait du gauchisme qu'il était la maladie infantile du communisme. Les choses n'allant pas en s'arrangeant, disons à la suite du camarade Vladimir Ilitch que le *wokisme* et la *cancel culture* sont les maladies infantiles du gauchisme. Le *wokisme* est une nébuleuse idéologique apparue du côté de 2010 sur les campus états-uniens des universités de l'Ivy league. Il s'inscrit dans le prolongement des thèses à succès des philosophes postmodernistes de la *French theory*, comme Deleuze, Derrida, Beauvoir, Foucault et de l'apparition des études culturelles, des études de genre, des études post-coloniales. La logique de la domination, le statut de victime, l'essentialisme et les enjeux identitaires de races et de genres y tiennent le haut de l'affiche.

Sociologiquement, ses militants sont issus de famille aisées – le gauchisme étant, comme l'histoire nous l'a appris, le rite de passage de l'adolescence à la bourgeoisie. Pour autant, les militants de la pensée *woke* et de la *cancel culture* renâclent à se présenter ou à se laisser désigner comme appartenant à un corps de doctrine unifié et cohérent. Afin d'empêcher leurs détracteurs de s'unifier en une opposition structurée, ils refusent avec habileté de se laisser définir. Dans la bonne tradition de la philosophie postmoderne, les militants du *woke* et de la *cancel culture* «déconstruisent» tout ce qui leur passe à portée de main, sauf leur propre déconstruction. D'abord circonscrit dans des thèses ou des articles universitaires, le mouvement *woke* a essaimé, s'est aguerri et mène désormais une guérilla culturelle pour imposer ses thèmes sur les réseaux-

sociaux, dans le «monde de la culture» (des Oscars à Netflix) et demain en politique. Cette idolâtrie identitaire menace le pacte social. L'idéologie woke est en train de devenir l'un des instruments privilégiés du fractionnement des sociétés occidentales et de sa constitution en factions rivales, antagonistes et haineuses.

**Vous citez un entretien avec Jean-Claude Michéa donné au journal L'Humanité ; vous assimilez sa définition du «libéralisme culturel » à la pensée woke. Que cela signifie-t-il ?**

Nous sommes redevables à Jean-Claude Michéa pour son analyse du libéralisme culturel : elle permet de comprendre qu'on ne peut pas être «de gauche» quand on est authentiquement socialiste. Michéa observe avec consternation l'abandon progressif, au tournant des années 1980, du combat pour l'émancipation collective et le délaissement des grands récits de transformations sociales au profit des «combats sociétaux» et de la «défense des minorités». Un glissement s'est opéré des revendications sociales collectives aux braillements attroupés pour la satisfaction individualiste de toutes les jouissances. Le discours de l'émancipation sociétale tenu par les couches les plus aisées engendre l'aliénation sociale des gens ordinaires. Précisons tout de même que cette relégation du discours de l'émancipation sociale par le discours identitariste se retrouve aussi bien actuellement chez les «droitards» que chez les gauchistes, une tenaille identitaire en somme.

**La nébuleuse *woke* est travaillée par des fantasmes de fusion, comme si leurs regroupements visaient à constituer littéralement un même corps, un même organisme.**

*Renaud Large et Ruben Rabinovitch*

**Comment la pensée d'Emmanuel Lévinas peut-elle nous aider à nous prémunir contre le *wokisme* , selon vous ?**

Pour Lévinas, l'autre n'est pas seulement un *alter ego*, mais un *ego alter*. Pas seulement un autre moi-même, mais également ce que moi je ne suis pas. C'est précisément parce qu'il est mon frère humain qu'il n'est ni réductible ni identique à moi. Les réunions non-mixtes, «racisées», interdites aux «Blancs» présupposent non seulement que des personnes de couleurs de peau ou d'orientations sexuelles différentes ne pourraient pas se comprendre mais également que des personnes de couleurs de peau ou d'orientations sexuelles similaires se comprendraient nécessairement entre elles, comme si cette similitude les rendait identiques les unes aux autres. Un homme ne pourrait comprendre une femme, un «cis» ne pourrait comprendre un «trans», un «Blanc» ne pourrait comprendre un «Noir», etc.

Chostakovitch composa sa treizième symphonie sans avoir été massacré à Babi Yar, Flaubert écrivit *Madame Bovary* sans être une femme et Bradbury les *Chroniques martiennes* sans être un extra-terrestre. Ce ne sont pas des communautés rassemblant des individus, mais des clans composés de particules de foule. On n'y trouve pas des semblables, mais des hologrammes, pas de différences mais des doublons, pas d'altérité mais de la mêmété. La nébuleuse *woke* est travaillée par des fantasmes de fusion, comme si leurs regroupements visaient à constituer littéralement un même corps, un même organisme.

**«L'Occident continue d'assurer son emprise sur le monde, seulement à l'impérialisme de la vertu d'hier s'est substitué l'impérialisme de la faute », écrivez-vous. Qu'entendez-vous par là ?**

Derrière la culpabilité se niche toujours beaucoup de toute-puissance. Cet homme ou cette femme, par exemple, qui n'assument pas de quitter la personne avec laquelle ils ne sont plus heureux «de peur qu'elle ne s'en remette jamais». Cette personne souffrira, mais elle n'en mourra pas et s'en remettra. La culpabilité éprouvée se soutient dans ces cas du sentiment d'être irremplaçable et tout-puissant.

Au niveau collectif, le processus est le même. En se prétendant la cause unique et éternelle des souffrances des minorités, l'Occident dans lequel les *wokes* prospèrent ne bat sa coulpe que pour mieux asseoir son emprise. Les minoritaires sont déchus d'une responsabilité et d'un destin propre et deviennent les purs objets de pénitence de l'Occident. D'un côté, les dominants-causes et de l'autre les minoritaires-conséquences. Le despotisme du colonisateur d'antan se pratiquait au prétexte d'apporter les bienfaits de sa civilisation aux «peuples primitifs». Le despotisme *wokiste* se pratique aujourd'hui au nom de l'autoflagellation. C'est par la



mortification que l'Occident *wokisé* continue inconsciemment de s'instaurer comme unique force agissante de l'Histoire.

**Le combat pour l'idéal républicain est aujourd'hui pétrifié, coagulé, lyophilisé. Le wokisme s'infiltré actuellement dans ces failles stratégiques pour croître de façon exponentielle.**

*Renaud Large et Ruben Rabinovitch*

**Comment défendre l'idéal républicain face à ces nouvelles idéologies ? La clef se trouve-t-elle dans la défense de notre héritage commun, de notre histoire ?**

Les idéaux politiques demeurent toujours asymptotiques : ils approchent sans cesse et ne touchent jamais. Il n'en reste pas moins qu'ils permettent de tracer le chemin menant vers une vie bonne en société. En faisant accepter à tous ses constituants d'être les dépositaires, les responsables et les porteurs d'une Histoire plus vieille qu'eux, l'idéal républicain ambitionne de permettre à des individus épars de constituer un même peuple, uni et solidaire d'un destin commun. Mais, celui-ci ne se construit pas sur les illusions, les imprécations vides de sens et les lâchetés coupables. La concorde sociale n'est jamais ni un acquis, ni une rente, mais un effort à renouveler constamment, une ambition à entretenir sans cesse.

La défense d'une authentique culture républicaine, ces dernières décennies, s'est enfermée dans une approche figée et intellectualisante de l'enjeu. La défense de l'idéal républicain s'apparente désormais à «un truc de vieux». Pour preuve, la nouvelle génération succombe progressivement, comme s'en font l'écho les sondages, aux sirènes du *wokisme*. Le combat pour l'idéal républicain est aujourd'hui pétrifié, coagulé, lyophilisé. Il gagnerait grandement à rencontrer les méthodes de l'agitprop situationniste.

Le *wokisme* s'infiltré actuellement dans ces failles stratégiques pour croître de façon exponentielle.

**N'y a-t-il pas un danger à voir les descendants d'esclaves ou d'esclavagistes s'identifier à leurs ancêtres ? Comment se constituer une «mémoire descende» ?**

Nous vivons dans une époque de confusion généralisée, où la différence entre les générations ne s'inscrit plus. Dans le geste même du souvenir, nous exprimons à la fois une continuité et une rupture, une filiation et une désaffiliation, un trait d'union et une séparation. Toute commémoration présuppose que nous rendons hommage à ce qui ne nous est pas arrivé, mais à ce qu'ont traversé ceux qui nous ont précédés. Un descendant d'esclave n'est pas un esclave, pas plus qu'un descendant de déporté n'est un déporté ou un descendant de colonisé, un colonisé.

Au-delà du carriérisme minable de certains, qui prospèrent sur les tragédies qu'ont connues ceux qui sont venus avant eux, il y a là un enjeu civilisationnel qui n'opère plus. Rendre hommage aux victimes de ces crimes exige de ne pas nous substituer à elles. Quand les descendants américains ou européens des victimes de l'esclavage ou de la colonisation font mine de souffrir ce que leurs ancêtres ont souffert, il n'honore pas leur mémoire mais la profane. Ils ne rendent pas hommage aux victimes, mais se rendent hommage sur le dos des victimes. Il en va de même pour les descendants putatifs des bourreaux d'hier qui jouissent de leur autopunition et s'érotisent de leurs mortifications. On observe là un orgueil de la honte et un narcissisme de la culpabilité.

La mémoire décente, *a contrario* de la *cancel culture*, suppose de pouvoir tolérer de venir *après*, de prendre place au sein d'une généalogie civilisationnelle. Nous sommes les dépositaires d'une Histoire plus ancienne que nous, que nous n'avons par définition pas écrite et que nous ne pouvons réécrire. Nous devons assumer notre passé désuni si nous voulons assurer notre avenir commun. La mémoire décente est avant tout un patrimoine de vigilance pour que les forces de mort ne triomphent pas à nouveau des forces de vie.

**Les activistes *woke* ont compris qu'à l'ère de l'information en continu, des réseaux sociaux et de Netflix, le pouvoir n'est plus qu'au Congrès ou à l'Assemblée nationale mais sur Internet.**

*Renaud Large et Ruben Rabinovitch*

**Existe-t-il aujourd'hui une contre-hégémonie à la culture *woke* ?**

Les activistes *woke* ont compris qu'à l'ère de l'information en continu, des réseaux sociaux et de Netflix, le pouvoir n'est plus qu'au Congrès ou à l'Assemblée nationale mais sur Internet. C'est ce dont les tenants du modèle républicain n'ont pas, eux, encore pris la mesure. Les lieux de pouvoir ont changé. Quelques exemples en vrac: sur le plateau de clique TV, la chanteuse Yseult s'interroge, en tant que «*personne racisée*» sur le «*délire de devoir quelque chose à la France*», l'actrice Aïssa Maïga qui souhaite, lors de la cérémonie des Césars de 2020, compter les “Noirs” dans la salle, Halle Berry qui s'excuse d'avoir envisagé un rôle de femme «transgenre» alors qu'elle est une femme «cisgenre» à la ville.

De son côté, l'arc républicain, s'il est encore robuste institutionnellement et politiquement, est très mal implanté dans les milieux culturels et sur Internet et maîtrise mal les tactiques de la guérilla gramsciste. Aux États-Unis, l'Academic Freedom Alliance a été créée afin que la transmission d'un savoir et un lieu d'études ne soient pas phagocytés par le mouvement woke. Dans la saison 3 de *Baron noir*, la remarquable série d'Éric Benzekri, un épisode met en scène les incursions et le noyautage de l'université française par les identitaires.

Pour renforcer cette contre-hégémonie et promouvoir un récit collectif alternatif au discours *woke*, pourquoi ne pas lancer une plateforme de diffusion de vidéos en streaming attachée à la liberté d'expression et mue par les idéaux républicains ? Pourquoi ne pas faire en sorte d'accueillir les artistes et les intellectuels empêchés de déployer leur œuvre librement par l'inquisition *woke* ? Comme Joséphine Baker et Francis Scott Fitzgerald avaient pu en bénéficier dans le Paris des années 20.

[Sep 18th 2021 edition](#)**Child labour**

# How to stop children working

**Focus on reducing poverty and helping parents instead of punishing them**

Few sights are more pitiful than a child of three, hammer in hand, breaking big rocks into smaller ones to sell for pennies. Such scenes are considered so abhorrent in rich and poor countries alike that the convention of the International Labour Organisation (ilo) which outlaws “the worst forms of child labour” (including soldiering, slavery and prostitution) last year became the first to be ratified by all 187 of its members.

Between 2000 and 2016 the number of children working in factories, on farms and down mines fell by almost 94m, to 152m. Yet in the four years to 2020 progress has reversed, with an extra 8m children working, and some 6.5m more doing dangerous jobs. Sub-Saharan Africa accounts for all of the increase. The setback occurred before the covid-19 pandemic, but the ilo and Unicef, the un children’s agency, reckon that the economic hit from the virus may push almost [9m more children](#) into work by the end of next year. Many will not return to school after the temporary closures imposed in countries to curb transmission of the virus (see Middle East & Africa section).

This increase in misery has prompted calls for tougher enforcement of child-labour laws. Prosecutors in Brazil are suing Olam, a commodities firm, over allegations it traded cocoa harvested by children (it denies the claim). In Ivory Coast judges have jailed dozens of people in recent months for putting children to work on cocoa plantations. And in Liberia the government said it is investigating the parents of children who are sent to work and planning to prosecute child-labour cases.

Rich countries, for their part, have been using their buying power to prevent child labour. In 2019 America halted imports of tobacco from Malawi because some of the crop was tended by children. In the same year it mulled a ban on cocoa from Ivory Coast, and the chocolate made from it, for the same reason. This impetus is natural: who would not want to take forceful steps to end cruelty to children? Yet stringent countermeasures, in many cases, may do more harm than good.

Take the rigorous enforcement of child-labour laws in poor countries. Although there are many child-traffickers who deserve to be put behind bars, most children in work are not enslaved and carted off by strangers, but instead toil alongside family members on small farms or tiny fishing vessels. In 2017, for example, Ghanaian police, egged on by Western charities, raided remote villages on Lake Volta, claiming they had rescued 144 children from slavery. Yet an investigation found that all but four had been snatched from their families. Well-meaning moves by rich countries to ban the import of tainted cocoa or tobacco

may exacerbate the poverty that is the main reason why parents keep children home from school to help on the farm.

Instead of focusing on the symptoms, governments ought to help poor people become rich enough that they do not need to put their children to work in order to feed them. Over the longer run this means embracing policies that will help poor countries' economies grow. But it will take time—time during which roughly 160m children will continue to miss the chance to learn and play.

Fortunately much can be done now. Schemes in which parents are paid modest sums to keep their children in school have proved effective at reducing child labour. An exhaustive review by the World Bank, which looked at 30 studies, found clear evidence that these tend to reduce child labour, with the biggest reductions among the poorest recipients.

Cash-strapped African countries may gripe that they cannot afford such handouts, and that borrowing or taxing to pay for them would curb economic growth and job creation. Yet such schemes are relatively cheap. Brazil's flagship poverty programme, Bolsa Família, costs just 0.4% of gdp, a sum that even the poorest of countries could fund in a number of ways. One could be through cutting fuel subsidies that benefit mainly richer people, and which in half of sub-Saharan African countries cost more than 1% of gdp. Bilateral donors, which currently channel less than 1% of their aid into social safety-nets, could also play a big role. Few matters of public policy are as universally acclaimed as the drive to end child labour. But success will require pragmatism, not dogmatism.

# On the rise of illiberalism

## Letters to the editor

### A selection of correspondence



## The working class

Your warning on the dangers of wokeism would leave many of the old thinkers on the left turning in their graves (“[Out of the academy](#)”, September 4th). The stunt pulled by the illiberal left is their assertion that they are the champions of the marginalised. I do not doubt many are sincere, just as the leaders of the Catholic church were sincere in the Inquisition. Religious fundamentalists of all sorts are sincere. But thinking you know best does not qualify for making a better world. Unless you are willing to debate your ideas openly, you are by definition an authoritarian conservative.

The modern-day book-banners, no-platformers, deniers of free speech and opponents of universalism in the name of identity politics are not of the left, the liberal left or even the New Left of the 1960s. As a student in the 1960s, I marched to demand free speech, the end of the war on Vietnam and civil rights. We were condemned as communists and beaten if unlucky to be near a police baton. Voltaire and John Stuart Mill inspired us. This is what Eric Hobsbawm, a British Marxist, had to say on identity politics:

The political project of the left is universalist, it is for all human beings...It isn't liberty for shareholders or blacks, but for everybody...It is not fraternity only for old Etonians or gays, but for everybody. And identity politics is essentially not for everybody but for members of a specific group.

*The Economist* has got the ball rolling in the right direction.

tor hundloe  
 Emeritus professor  
 University of Queensland  
 Brisbane, Australia



The rise of the illiberal left is something I have watched with alarm during 40 years in academia. There are many reasons for this, but the greatest has been the sustained attack on the ideals of the Enlightenment which, ironically, were embraced by Karl Marx. He would almost certainly have treated woke-folk with contempt.

The problem lies in our failure to understand properly the original premises of our Enlightenment heritage. The ideals you refer to ("[The threat from the illiberal left](#)", September 4th) are those mostly developed fully by Adam Smith as a moral philosopher (not as an economist). Smith's mentor and teacher was Francis Hutcheson, whose influence is most clearly seen in Smith's first book "The Theory of Moral Sentiments". Here, Smith builds on Hutcheson's arguments against greed and self-interest. The original reasoning in favour of individual freedom and liberty was to enable people to develop their talents both for their own self-worth and for the good of the community.

Hutcheson was equally scathing on rights, which could quickly become a cover for greed and selfishness. Hence Hutcheson posited that rights must always be balanced against the virtue of an act, or its effect on others. This is an important moral corrective that is continually ignored in our pursuit of narrow individual or identity-group rights.

james dingley  
Chairman  
Francis Hutcheson Institute  
*Belfast*

Free and open debate is great, in theory. In practice we tend to hear rather more of what the billionaire with a megaphone has to say than the young single mother.

alex campbell  
*Brighton*

Your articles exposing illiberal progressives are singular in today's mainstream media, and hopefully will inspire the slackers to join in. In explaining why the woke plague has broken out from dormancy you concentrate on academia. But locus is not cause, and although you are right to point to students and college administrators, we must also ask how they became infected.

The virus springs from a new class, a "meritocracy" based on test scores, a New Elite. Previous elites were based on force or wealth, but today's feels that its wisdom has been "proven", and so abridges all dissent.

david lebedoff  
*Minneapolis*

Loyalty oaths are not a novel, "woke" development at the University of California. Loyalty oaths were imposed on its employees in the 1950s, when a right-wing state legislature got caught up in the Red Scare and tried to flush out closet Marxists. This utterly failed. To put it mildly, there are quite a few Marxist dons in California's university system today. In a twist of irony Ernst Kantorowicz, a scholar of medieval studies



and strident anti-communist, lost his job when he refused to take the McCarthyite oath on principle. Woke oaths will fail, too.

elijah granet  
*San Diego*

Oh, *Economist*, I thought you'd got past all this. Saving the liberal order is a defensible, if quixotic, goal, but sniping at progressive excesses and dismissing the critique as restlessness doesn't help. Objectivity begins at home.

Consider just economics and the mantra that businesses must not be sheltered from the gales of creative destruction. Fair enough. If you want to win you accept the rules. But liberalism sees only the game and its players. What about collateral damage? The costs of capitalism's creativity are being paid in chronic disease, family stress, community upheaval, social scapegoating, political dysfunction and climate disaster. Impatience is warranted.

dorothy noyes  
Professor of English and comparative studies  
Ohio State University  
*Columbus, Ohio*

I am not a supporter of blind wokeness, but your arguments were so one sided that I realised that the woke have a point when they champion greater diversity at powerful institutions like *The Economist*.

Moreover, it was not the woke who drove Brexit in Britain, or the insurrection of January 6th in America. It was not the woke who have enabled the resurgence of covid-19, not the woke who plotted to kidnap and execute the governor of Michigan, or convinced millions of Americans that the election of 2020 was stolen, or stifled any honest American confrontation with climate change.

It is true that the woke do too often stifle debate and end careers, but they are not the threat to democracy and reason that the warriors and profiteers on the right are.

michael collins  
*College Station, Texas*

It is important to stand up for what you believe in and defend your beliefs, but we should also strive for humility. It would be beneficial for all to remember the words attributed to Bertrand Russell:

The whole problem with the world is that fools and fanatics are always so certain of themselves, and wiser people so full of doubts.

ewan hickling  
*Stellenbosch, South Africa*

One thinks of Michael Macy's sociology experiments illustrating how, when faced with an illogical group consensus, individuals tend to publicly agree and even condemn dissenters, while privately expressing concern.

Unsupported theories, such as those of the illiberal left, that have taken root in societies require brave individuals to break the cycle and express their disagreement, regardless of the condemnation. But someone else can go first.

anonymous  
*New York*

*This article appeared in the Letters section of the print edition under the headline "On the rise of illiberalism"*





[Sep 18th 2021 edition](#)

## Spinning the wheels

# The warring parties' plans for Germany's economy are full of holes

**The post-election coalition talks are likely to be extremely arduous**



“I hope you never have to see it like this again,” says Markus Quint, communications chief for Frankfurt’s Messe (exhibition centre), as he surveys 440,000 square metres of empty halls from a 22nd-floor terrace. When the pandemic struck last spring the Messe, which had welcomed nearly 2.5m visitors in 2019, had to shut for all business bar the digital sort. Worldwide revenues (the Messe has 29 subsidiaries) plunged from €736m (\$870m) to €257m. Most of the 1,000-odd Frankfurt staff went on *Kurzarbeitergeld*, Germany’s much-imitated furlough scheme.

As Germans prepare to go to the polls on September 26th, recovery is glinting. Mr Quint says he could have “cried with joy” in July when the Messe reopened for its first physical exhibition, a trade fair for bike-part manufacturers. Bigger shows are in the works, including a return of the famous Frankfurt Book Fair next month.

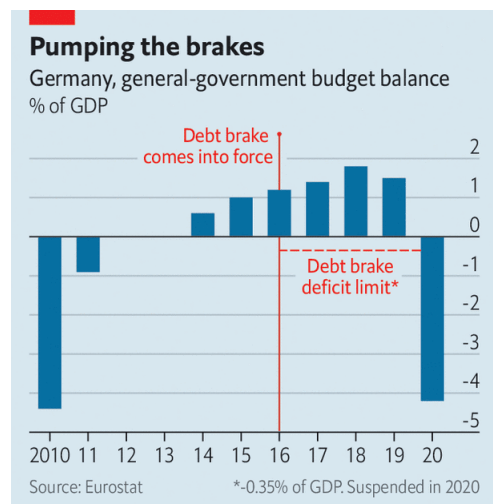
Yet the threat from covid-19 has not evaporated. In the Messe’s case, border restrictions and quarantine rules make it near-impossible for what was once a large contingent of Asian and American visitors to attend the shows. Other businesses fear the return of some contact restrictions amid a fourth wave of infections and Germany’s worryingly low vaccination rate.

Hiccups in supply chains present a more serious drag on Germany’s recovery, says Clemens Fuest of the Ifo Institute in Munich. The global semiconductor shortage is crippling Germany’s mighty carmakers. Fully 70% of all German manufacturers say they are running low on everything from aluminium to paper. Highly globalised Germany—its total trade was equivalent to 88% of gdp in 2019—is particularly exposed. Having previously forecast that the economy would reach its pre-crisis level at the end of 2021, Ifo has grown more pessimistic.

No wonder German firms are watching the election campaign with keen interest—and in some cases grave concern. Jürgen Vormann, ceo of Infraser Höchst, a chemicals-service provider based in Frankfurt, says he fears that the next government will be zealous about climate change and so wrap business in red tape. Germany’s electricity prices, Europe’s highest, are a huge burden on industry. Some of Germany’s

influential family businesses fear tax raids. “You need not be a pessimist to anticipate that we’re going in the wrong direction,” says Mr Vormann.

In consensus-oriented Germany, none of the likely coalition configurations will bring economic rupture. But differences between the party platforms will make for tricky post-election negotiations, especially as polls suggest that only ideologically muddled three-way coalitions will be viable. The pro-business Free Democrats (fdp) and the conservative Christian Democratic bloc (cdu/csu), for example, vow not to increase the tax burden, whereas the Social Democrats (spd) and the Greens want a wealth tax and higher income taxes on the rich. All parties agree on the need to speed up climate protection, but differ strongly on the balance between market mechanisms and regulation.



The Economist

This problem will interact with a more familiar one: the parties’ sums do not add up. The German Economic Institute (iw) reckons that by 2025 growing demands on the state-pension system, extra defence spending and a few other fresh expenses could reach a cumulative €263bn. But of the main parties, only the Greens have made pledges that they say will be revenue-neutral. The fdp’s tax cuts could add €75bn, roughly 2% of gdp, to the deficit. No party’s manifesto will survive coalition talks. But Germany’s constitutional brake on public debt, which took effect in 2016, limits annual deficits to 0.35% of gdp. All main parties bar the Greens say they wish to abide by it, yet growth alone will not generate enough cash to do so.

Parties always make dodgy claims on taxation and spending, says Thomas Obst of the iw. He is more alarmed by their failure to confront Germany’s demographic challenges. As the baby-boomers retire *en masse* throughout the 2020s, subsidies to the pension system, which already gobbles up 30% of the federal budget, will rocket in the absence of reform. At a televised debate on September 12th only Armin Laschet, the cdu/csu candidate, acknowledged the urgency of the problem. Olaf Scholz, the spd frontrunner, brushed it aside, placing his faith in expanding the labour force.

Another test will be to meet the investment demands presented by Germany’s climate targets, including extending power grids and insulating buildings. The private sector can take up much of the slack; revamping Germany’s planning rules and municipal working practices will help. But some estimates put the demand on the federal budget at close to €50bn a year.

If that also seems incompatible with the constraints of the debt brake, there may be room for a political fix. True, the tweak to the brake sought by the Greens is a non-starter, as it needs a two-thirds majority in each of the two parliamentary chambers. And months before the European Commission is due to begin a review of the eu’s [fiscal rules](#), the cdu/csu fears that assenting to German profligacy now could *encourager les autres* (see Charlemagne).

But most parties would probably stomach what Mr Obst calls the “second-best solution” of establishing off-budget investment funds that could circumvent the debt brake. And there are signs of a subtle shift. Some cdu/csu figures have upset colleagues by questioning the rigidity of the debt brake in an era of cheap money and pressing investment needs. And while the fdp remains committed to it, Christian Lindner, the

party's leader, has lately emphasised that he is not ideologically wedded to a balanced budget—a move interpreted as an overture to the spd, currently leading the polls, and the Greens. The trio could assemble a left-leaning “traffic-light” coalition—the most plausible outcome if current polling is borne out on election day.

That illustrates a broader shift in Germany's economic debate. “Everyone knows that we have to transform Germany...and for digitalisation and decarbonisation, it's all about investment,” says Otto Fricke, an fdp budget expert. The divisions between parties on budgetary planning, monetary policy and European spending seem less rigid than in the past. The public debate is more tolerant of what used to be outlandish views. As ever, the theatrics of the campaign before the election will not preclude the compromises that will, eventually, be made after it

# Canada's Book-Burning Party: *Asterix* Purged for 'Sexual Savagery'

September 18, 2021 6:30 AM



A woman holds an *Asterix* comic book outside a bookstore in Paris, France, in 2013. (Benoit Tessier/Reuters)

Canadian schools eliminated 5,000 children's books in a 'purifying' ceremony against racism. But why?

IF you don't think the comic-book characters Asterix and Obelix amount to a clear display of "sexual savagery," I'm not sure you're going to understand this story.

You wouldn't be alone in your befuddlement.

The classic characters, and the books that carry them, were among the victims of a newly revealed "book-burning" carried out by a Canadian school board in Ontario in 2019. Roughly 30 books, including *Asterix and the Indians*, were burned, while some 5,000 others have since been targeted for destruction by other means, according to reports. It's led to some hand-wringing by Canadian politicians, including Justin Trudeau, though that ...

Pay wall...

<https://www.faz.net/aktuell/politik/ausland/terrorprozess-in-paris-europa-und-das-bataclan-trauma-17536862.html?premium>

TERRORPROZESS IN PARIS:

## Das Bataclan-Trauma

- EIN KOMMENTAR VON MICHAELA WIEGEL
- -AKTUALISIERT AM 19.09.2021-08:26



Die Angeklagten im Terrorprozess in Paris Bild: Benoit Peyrucq/AFP

Der Terrorprozess in Paris ist nicht nur eine französische Sache. Er betrifft ganz Europa. Denn es geht um die Verteidigung der europäischen Lebensweise.

Europa erlebte sein 9/11 am 13. November 2015, als Todeskommandos der Terrororganisation „Islamischer Staat“ (IS) mitten in Paris 131 Menschen töteten und mehrere Hundert verletzten. Die Anschläge auf Café- und Restaurantterrassen, den Konzertsaal Bataclan und das Freundschaftsspiel Deutschland – Frankreich im Stade de France sollten die europäische Lebensart treffen. Die Täter hatten ein breit gefächertes Netzwerk von Unterstützern aufgebaut, das sich über den europäischen Kontinent erstreckte.

Es war ein Angriff auf die offene Gesellschaft à l'européenne, die den Wert der Freizügigkeit hoch schätzt. Diese Freiheitsliebe einer noch vom Eisernen Vorhang geprägten EU-Bevölkerung missbrauchten die Terroristen. Inzwischen ist bekannt, wie sie dank der offenen Binnengrenzen die Sicherheitsbehörden narren. Den Kontrollverlust an den EU-Außengrenzen während der Flüchtlingskrise 2015 nutzten sie für ihre kriminellen Zwecke. Sie mischten sich unter die Flüchtlinge, um unerkannt zwischen Syrien und Belgien hin- und herzuwandern.

Der Prozess im historischen Pariser Justizpalast ist deshalb nicht nur eine nationale Angelegenheit. So wichtig die juristische Aufarbeitung für die französische Gesellschaft und die vielen Terroropfer ist, der Prozess wird auch prägend für den Rest der EU sein. Denn er muss die Frage beantworten, ob sich die offene europäische Gesellschaft mit ihrem Rechtssystem gegen die islamistischen Feinde der Demokratie behaupten kann.

### Frankreich geht einen anderen Weg als die USA

Frankreichs Weg unterscheidet sich deutlich von dem, den die USA nach 2001 eingeschlagen haben. Obwohl das Land zu den wenigen EU-Staaten mit ungebrochener starker Militärtradition zählt, wurde die Militärjustiz nicht einbezogen. Außergerichtliche Verfahren, wie sie in geheimen Lagern außerhalb des amerikanischen Staatsgebiets und auf Guantánamo praktiziert wurden, kamen für den damaligen Präsidenten nicht infrage. Ein nicht zu unterschätzender Teil der Franzosen wäre vermutlich bereit gewesen, eine außergerichtliche Bestrafung der Täter zumindest zu tolerieren.

Wie tief der Schock saß, lässt sich am Applaus ermessen, den der sozialistische Präsident zunächst für seinen Vorstoß bekam, Terroristen mit Migrationshintergrund die Staatsbürgerschaft zu entziehen. Erst Wochen später regte sich Widerstand gegen das Vorhaben, das darauf hinauslief, eine Sonderstrafe für Migranten zu schaffen. Es wurde dann aufgegeben.



Frankreich hat sich im europäischen Vergleich erst spät, im Jahr 1981, von der Todesstrafe verabschiedet. Mehr als die Hälfte der Franzosen wünscht sich laut einer jüngsten Umfrage des Meinungsforschungsinstituts Ipsos die Todesstrafe zurück. Die rechtsextreme Präsidentschaftskandidatin [Marine Le Pen](#) verspricht in regelmäßigen Abständen ein Referendum zur Wiedereinführung. Mit der europäischen Grundrechtecharta wäre das genauso wenig vereinbar wie Straflager für Terroristen. In den nächsten Monaten geht es auch darum, die zweifelnden Bürger davon zu überzeugen, dass islamistischer Terrorismus mit dem Arsenal des Rechtsstaats erfolgreich bekämpft werden kann.

## Frankreich hat seinen Freiheitsbegriff angepasst

Für die Europa-Pläne des französischen Präsidenten erwiesen sich die Pariser Anschläge als prägend. Das gilt insbesondere für die Bemühungen nach sicherheitspolitischer Eigenständigkeit der EU, die in Deutschland so oft als Säbelrasseln einer niedergehenden militärischen Mittelmacht missverstanden werden. Frankreich erlebte „sein Afghanistan“ im August 2013, als der amerikanische Präsident sich gegen eine bereits detailliert geplante militärische Intervention in Syrien entschied. Die Ohnmachtsgefühle in Paris waren damals groß. Dass die Terrororganisation IS auf syrischem und irakischem Staatsgebiet ihr „Kalifat“ errichten konnte, wird in Paris als Folge dieser Nichtintervention interpretiert.

Von der IS-Hochburg im syrisch-irakischen Gebiet aus wurden die Pariser Anschläge vorbereitet und koordiniert. Paris hat daraus die Lehre mitgenommen, dass der islamistische Terrorismus bekämpft werden muss, bevor er ganze Landesteile erobert hat. Das ist das Ziel der Militäroperation im Sahel-Gebiet. Emmanuel Macrons Werben für eine strategische Autonomie Europas ist der Erfahrung von 2013 geschuldet, dass auf Amerika nicht immer Verlass ist.

Frankreich hat angesichts der Terrorwelle seinen Freiheitsbegriff angepasst. Neue Anti-Terror-Gesetze greifen in die bürgerlichen Freiheitsrechte zugunsten der Terrorismusprävention ein. Terroranschläge wie zuletzt auf die Kirche in Nizza werden im Élysée-Palast angeführt, um mit Nachdruck eine bessere Überwachung an den EU-Außengrenzen und einen verstärkten Informationsaustausch zu fordern. Der Täter, ein Tunesier, hatte aus Italien einreisen können, ohne dass die französischen Behörden informiert wurden. Vertrauen in rechtsstaatliche Prozesse, Streben nach militärischer Autonomie und besserer Grenzschutz, so lauten die französischen Lehren aus 13/11, die europäisch nachwirken dürften.

[https://www.faz.net/aktuell/feuilleton/buecher/autoren/neues-hegel-buch-robert-b-brandom-phaenomenologie-des-geistes-17541831.html?printPagedArticle=true#pageIndex\\_2](https://www.faz.net/aktuell/feuilleton/buecher/autoren/neues-hegel-buch-robert-b-brandom-phaenomenologie-des-geistes-17541831.html?printPagedArticle=true#pageIndex_2)

NEUES HEGEL-BUCH:

# Dummheit ist vielleicht doch besiegbar

- VON JÜRGEN KAUBE
- -AKTUALISIERT AM 19.09.2021-08:45



Der Philosoph Robert B. Brandom Bild: Universität van Amsterdam

Abenteuer des Wissens: Der amerikanische Philosoph Robert B. Brandom hat vierzig Jahre lang an seinem Buch über Hegels „Phänomenologie des Geistes“ gesessen.

Für wen ist dieser Wälzer geschrieben? Im Deutschen umfasst er mehr als eintausend Seiten, die sich mit Teilen eines Buches befassen, das seinerseits etwa fünfhundert Seiten hat, Hegels „Phänomenologie des Geistes“. Er ist also für Leser geschrieben, die viel Zeit und Geduld mitbringen. Der amerikanische Philosoph Robert B. Brandom soll vierzig Jahre lang an dem Buch gesessen haben.

Zu solchen Längen kommt es nicht durch Weitschweifigkeit. Hegels Werk gehört zu den sprachlich wie gedanklich schwierigsten der Denkgeschichte. Es handelt von der Möglichkeit zu prüfen, was erforderlich ist, um zu wirklichem Wissen zu kommen.

Dazu betrachtet es eine Vielzahl historisch behaupteter Wissensansprüche. Wissen beruht, so wird beispielsweise gesagt, auf sinnlicher Gewissheit oder auf der Analyse von Kräften, dem Aufstellen von Gesetzen, auf Naturbeobachtung, Bildung oder Aufklärung. Was Brandom an Hegel fasziniert, ist dabei dessen These, letztlich habe Erkenntnis soziale Voraussetzungen in einer Welt, die sich normativ und zunehmend auf Lernen durch Irrtümer einlässt.

## Lernen durch Irrtümer

Wer den Sternhimmel begreifen will, braucht in diesem Sinne nicht nur ein Aufzeichnungssystem, vielleicht eine Maschine, er braucht vor allem einen Begriff von „Stern“, und den kann er sich nicht allein machen. Begriffe sind nichts Psychologisches.

Das alles ist bei Hegel in einer zumutungsreichen Sprache festgehalten. Manche Studenten werden philosophische Seminare erinnern, in denen die Lektüre Satz für Satz nach einem Semester nicht einmal die Einleitung des Buches hinter sich gebracht hat.

Übersichtliche Zugriffe auf die „Abenturgeschichte“ (Brandom) des erkennenden Selbstbewusstseins, die in der „Phänomenologie“ erzählt wird – etwa der schöne Überblick von Jean Hyppolite (1946) –, galten vielen als zu knapp. Einen abschnittsweise vorgehenden Kommentar aus einer Hand hat bislang nur der Leipziger Philosoph Pirmin Stekeler vorgelegt; er ist 2014 erschienen und umfasst, Hegels Text einschließend, mehr als zweitausend erhellende Seiten.

Man könnte die Eingangsfrage so beantworten: Brandom hat mit „Im Geiste des Vertrauens“ ein Buch für Philosophen geschrieben, die glauben, ohne Hegel auskommen zu können, und seine Schwerverständlichkeit dafür als Ausrede benutzen.

## Der Sinn des Ganzen

Er übersetzt Hegel geradezu in die Sprache der analytischen Philosophie, bezieht Hegels Fragen, wo es nur geht, auf diejenigen Gottlob Freges, Ludwig Wittgensteins und Wilfrid Sellars' und lässt alles weg oder streift nur, was sich nicht auf sprachphilosophische Probleme bringen lässt.

Und er hat ein Nachschlagewerk für Studenten geschrieben, denen vor lauter Verständnisschwierigkeiten mit einzelnen Textpassagen Hegels der Sinn des Ganzen abhandeln kann.

So führt er in Grundbegriffe Hegels ein, wie etwa in die „bestimmte Negation“, die in jedem Begriff vollzogen werde. Etwas begreifen heißt, es von anderen bestimmten Sachverhalten unterscheiden zu können. Dreieckiges unterscheidet sich unbestimmt von Nichtdreieckigem, bestimmt von Kreisförmigem.



Georg Wilhelm Friedrich Hegel :Bild: Kat Menschik

Wichtig ist diese bestimmte Negation, weil sie für Brandom den Modus der Erfahrung bildet: Wir dachten, etwas sei ein Ding, erfahren aber durch die Frage nach dem Zusammenhang seiner Eigenschaften, dass es ein Kräftespiel ist oder ein Symbol.

## Erkennen heißt produktiv negieren

Erkennen heißt so geradezu, produktiv und also bestimmt negieren können, was man soeben noch dachte. Erkennen ist darum auch kein Werkzeug, um an die Dinge heranzukommen, und die Erkenntnis ähnelt auch nicht dem, was sie erkennt. Die Formel für einen Kreis ist nicht kreisförmig. Vielmehr präpariert sie Merkmale am Erkannten vor einem geistig-praktischen Hintergrund heraus, beispielsweise dem der Algebra.

Dabei traut Hegel der Philosophie zu, die Einheit solcher politischen, wissenschaftlichen, ästhetischen und juristischen Hintergründe zu ermitteln. Er nennt sie Geist.



Brandom interessiert sich in alledem besonders für Hegels Versuche, die strikte Unterscheidung zwischen Erkenntnis und normativem Handeln aufzuheben. Für ihn ist Hegel eine Art komplexer Wittgenstein. Wir denken, unsere analytischen Vokabulare seien normativ steril, und die Beschreibung der Wirklichkeit lasse sich von unseren Absichten trennen, sie zu verändern.

Doch Akkuratess der Beschreibung ist selbst eine Norm, unter die wir uns stellen, wenn wir Tatsachen, also Sachen und Taten zu erfassen versuchen. Die Suche nach Wahrheit bleibt stets eingebettet in eine sozial vermittelte Verpflichtung, lernfähig und negationsbereit zu bleiben. Umgekehrt haben nicht nur Sachaussagen normative Voraussetzungen, sondern sind Normen ihrerseits Tatsachen und mithin Gegenstand von strittiger Erkenntnis.

## Bereitschaft zur Verzeihung

Die Geschichte des Wissens, die Brandom mit Hegel nacherzählt, ist darum auch eine Geschichte der Konflikte um Begehren, Autorität, Schuld, Moralität, Niedertracht. Und wie das zutreffende Erkennen der Welt, so ist auch die Möglichkeit zu freiem Handeln keine Natureigenschaft von Individuen.

Brandom ist Philosoph. Alles findet bei ihm im großen Reich der Gründe und Begründungen statt. Weil aber immer wieder falsche Gründe angegeben werden, irrtümliche Wahrheitsbehauptungen und niederträchtige Handlungen stattfinden, bedarf dieses Reich, soll es nicht zerfallen, normativ zweier Einstellungen: der Fähigkeit zum Eingestehen des Falschen wie der Bereitschaft zur Verzeihung.

Hier kommt das Vertrauen im Titel des Buches ins Spiel. Ohne das Vertrauen darauf, dass Irrtümer, sofern sie gestanden werden, auch verziehen werden, könne keine vernünftige Welt entstehen. „Man muss“, schreibt Brandom, „eine Tradition derart rational rekonstruieren, dass sie sich als expressiv-fortschrittlich herausstellt“, die Geschichte spricht mit anderen Worten nur zu uns, wenn sie verzeihend auf das hin erinnert wird, was sich in ihr als wahr oder bejahbar zeigt. Nicht alles war vergeblich, lautet das Motto einer solchen Bemühung.

## Über die Skepsis hinaus

Für Brandom enthält die „Phänomenologie des Geistes“ den einzigartigen Versuch, über eine skeptische und verzweifelte Einstellung zur Wirklichkeit hinauszukommen. Aber nicht durch Gutgläubigkeit oder Ideologien, sondern durch bestimmte Negation undurchdachter Behauptungen.

Dabei war Hegel zugleich ein entschiedener Gegner der Alternative, entweder die letztliche Unerkennbarkeit der Welt zu behaupten oder alle Unterschiede, die in ihr auffindbar sind, in einem fernen Gott konvergieren zu lassen. Dualismen waren ihm bestenfalls Zwischenstationen, zumeist aber Dummheiten.

Robert B. Brandom hat ein Buch in Hegels zuversichtlichem Sinne geschrieben, die Menschheit könne über Dummheiten hinauskommen, weil sie schon viele hinter sich gebracht hat, und sie könne ihre Verpflichtung einsehen, die beste aller möglichen Welten zu verwirklichen. Wie konkret es dann aussähe, wenn alle sich einander darin verpflichteten wie die Musketiere bei Alexandre Dumas, bleibt offen.

Brandom genügt es, die Norm zu erläutern. Nicht nur an dieser Stelle wäre es aber waghalsig, über sein Buch nach erster Lektüre zu urteilen. Dafür ist es zu reich an Gedanken und, offen gestanden, auch zu schwierig.

Robert B. Brandom: „Im Geiste des Vertrauens. Lektüre der ‚Phänomenologie des Geistes‘“. Aus dem Englischen von Sebastian Koth und Shoichet. Suhrkamp, 1196 Seiten, 56 Euro.

BEGEGNUNG MIT NEUDEUTSCHEN:

## Aus Liebe zum Land

- VON SIMON STRAUS
- -AKTUALISIERT AM 19.09.2021-21:20



Der Zukunft zugewandt: Der syrische Archäologe und Autor Malek Mansour Bild: Finn Winkler

Der Archäologe Malek Mansour hat sein Leben riskiert, um aus Syrien nach Deutschland zu kommen. Inzwischen hat er ein Buch über seine Flucht geschrieben. Wie schaut er auf seine neue Heimat?

Ein heißer Spätsommertag in München. Vor dem Kriegerdenkmal im Hofgarten, rechts die prächtige Bayrische Staatskanzlei, links der weitläufige Renaissancegarten. Auf einer Bank im Schatten sitzt Malek Mansour und erzählt von seinem ersten Ankommen in der Stadt. Anfang August war das, im deutschen Schicksalsjahr 2015: An den Gleisen standen da noch keine applaudierenden Menschen, noch hatte Bundeskanzlerin Merkel ihre berühmt-berüchtigten drei Worte nicht gesagt, noch war von ihr das Dublin-Verfahren nicht ausgesetzt worden. Einen knappen Monat zu früh also stand Malek Mansour mit fünf Euro in der Hand am Münchner Hauptbahnhof und kaufte sich davon erst einmal eine Brezel. FC Bayern-Fan ist der Archäologiestudent aus Aleppo schon lange, auf die Allianz Arena hat er sich ganz besonders gefreut, aber stattdessen kommt er jetzt erst einmal in eine Erstaufnahmestelle mit mehr als dreitausend anderen Geflüchteten.

Seinen syrischen Pass gibt er bei den Offiziellen ab, die ihn im Eifer des organisatorischen Ausnahmezustandes verlegen. Enttäuscht vom Versagen der heilig geglaubten deutschen Bürokratie, muss er sechs Tage warten, bevor er zunächst in eine Karlsruher Konzertarena, dann in eine ehemalige Kaserne in Sigmaringen und schließlich in eine Sporthalle in Nürtingen verlegt wird. Bei der Essensausgabe lernt er dort seine spätere Freundin, bei der Deutschnachhilfe einen älteren Herren kennen, der in der FDP ist und ein inhabergeführtes Kaufhaus in der Nähe betreibt. Zwei Deutsche, die sich ehrenamtlich für die Eingemeindung der Geflüchteten einsetzen und zumindest in Mansours Fall sehr erfolgreich sind: Bald schon spricht er seine deutschen Worte schwäbisch aus, bekommt einen Aufenthaltsstatus, wohnt in einer kleinen Wohnung und trennt ordentlich den Müll.

### Humbug und Hinterwäldler

Im März 2016 trifft er in einer Stadthalle auf jene Frau, die sein Leben durch ihre Politik verändert hat wie niemand anderes: Im Rahmen der baden-württembergischen Landtagswahl spricht Bundeskanzlerin Merkel in Nürtingen, und der staunende Malek Mansour sitzt im Publikum. Inzwischen „schafft“ er unbefristet in einer Bäckerei und hat zusammen mit seiner Freundin ein kleines Büchlein im Selbstverlag herausgebracht, das auf offenherzige Weise von den verschiedenen Stationen seiner Flucht erzählt. Es tut das in einer Sprache, die auf selbstbewusste Weise Redewendungen und Eigenarten des Deutschen benutzt, ohne streberhaft oder neunmalklug zu wirken: Begriffe wie „Humbug“, „Hinterwäldler“ oder „Ingrimm“ kommen

bei Mansour genauso vor wie verschiedene Sprichworte: „Wenn du denkst, es geht nicht mehr, kommt irgendwo ein Lichtlein her“ oder „Wo auch immer du bist, sei die Seele deines Ortes“. Das Buch hat einen angenehmen Parlando-Ton, erzählt in einfachen, zugänglichen Worten von den wenig bekannten Details einer Flucht über die berüchtigte Balkanroute: Beispielsweise, dass die Schleuser dem, der das Schlauchboot steuert, die Gebühren erlassen oder es in deutschen Polizeistationen wirklich nach wie vor noch Leibesvisitationen am nackten Körper gibt.

## Zum Bürger-Botschafter ernennen

Man sollte das Büchlein landesweit in Schulen verteilen und Mansour auch zu Lesungen und Gesprächskreisen einladen. Denn er verkörpert das Beste von dem, was mit dem Begriff „Flüchtling“ bezeichnet werden kann. Jetzt, wo Politik und Gesellschaft wieder mit bangem Blick auf den Nahen Osten und insbesondere auf Afghanistan schauen, wo Szenarien von neuen, umwälzenden Flüchtlingswellen entworfen werden, jetzt, wo die sogenannte Hilfsbereitschaft wieder sehr groß ist – um dann nach ein paar Monaten wieder sehr klein zu werden? –, jetzt sollte sich dieses Land mit Menschen wie Malek Mansour beschäftigen. Ihn zum Bürger-Botschafter ernennen, der anderen, ihm Nachfolgenden mit seiner unbedingten Disziplin und Eigenständigkeit als Vorbild dienen kann. Natürlich hat gelungene Integration immer etwas mit Bildung zu tun. Um ein Buch schreiben zu können, muss man Chancen auf eine pädagogische Prägung gehabt haben. Aber Mansour hat eben neben seinen Fähigkeiten auch Erfahrungen – Erfahrungen, die ihn mit einer ganzen Generation junger Menschen verbindet, die auf schwierige, zum Teil seelenschädigende Weise nach Deutschland gekommen sind und jetzt hier bleiben wollen. Sie sind angewiesen auf Fürsprecher – nicht nur im Milieu der alten, sondern auch der neuen Deutschen. Mansour wäre genau der richtige dafür.

An die ersten Stationen seiner Flucht – die Busfahrt in die Türkei, das Übersetzen nach Griechenland auf einem völlig überfüllten Schlauchboot, die ersten Tagen in einer verwahten Unterkunft, die brutale Begegnung mit einer ungarischen Bürgerwehr – denkt Mansour heute nicht mehr oft zurück. Lieber malt er sich die bevorstehende Hochzeit mit seiner Freundin auf einem Dampfer aus und sucht alle Unterlagen für seinen Antrag auf die deutsche Staatsbürgerschaft zusammen. Heiraten nur wegen des Statusvorteils kam für ihn nicht in Frage. Das müsse man schon aus Liebe machen, sagt er, „sonst ist das nichts, gell?“.

## Sich als Deutscher fühlen

Den verpflichtenden Einbürgerungstest zum „Leben in der modernen deutschen Gesellschaft“ hat er mit Bravour bestanden und 32 von 33 Fragen richtig beantwortet. Ohne Mühe kann er alle Kanzler der Bundesrepublik aufzählen und über den nötigen Einsatz für die Gleichberechtigung der Frau insbesondere in migrantischen Milieus sprechen. Als Deutscher fühlt Mansour sich schon eine Weile, jetzt will er dieses Gefühl auch rechtlich bestätigt bekommen. Alles hängt gerade noch an einer beglaubigten Kopie seiner syrischen Geburtsurkunde – die muss ihm die deutsche Botschaft in Beirut ausstellen, aber die ist nach wie vor völlig überlastet. Also heißt es für den tatkräftigen jungen Mann weiter abwarten. Fünfundzwanzig Jahre alt ist Malek Mansour und bereit dafür, Verantwortung zu übernehmen – für eine Familie, eine Kommune, sein neues Heimatland. Seit einiger Zeit hält er an Volkshochschulen Vorträge über das Syrien vor dem Krieg. „Davon müssen die Menschen auch etwas wissen“, sagt er, „nicht nur die furchtbare Gegenwart, sondern auch die schöne Vergangenheit meiner alten Heimat kennen.“ Die Frage, ob er sich je wieder vorstellen könne, dorthin zurückzukehren, verneint er schnell und entschieden. Und gibt dann doch mit leicht belegter Stimme zu: „Das tut natürlich schon weh.“ Seine Eltern – Augenarzt der Vater, Zahnärztin die Mutter – und seine Schwester sind noch in Syrien. Wie er sie wiedersehen und nach Deutschland holen kann, darüber zerbricht er sich häufig den Kopf. Wenn er erst einmal deutscher Staatsbürger ist, dann kann er zumindest ein Urlaubsvisum für sie beantragen.

Traumatisiert von seiner Flucht sei er nicht, bekräftigt Mansour später mit einem Glas Apfelschorle in der Hand im Franziskaner, jener Münchner Traditionsgaststätte mit den idyllischen Landschaftsmotiven an der holzvertäfelten Wand. Mit den Erinnerungen daran, wie er auf einer unbewohnten griechischen Insel zähneklappernd seine Kleider verbrannte, um die Küstenwache zu alarmieren, wie er von Schleusern mit vorgehaltener Waffe in kleine Transporter getrieben wurde, als wäre er „Vieh“, wie er sich in Passau vor einem Grenzer nackt ausziehen musste, kann er umgehen. Sagt er zumindest und schaut lächelnd beiseite.

An Deutschland stört Mansour mehr die ausufernde Bürokratie als der momentan so viel beschworene Rassismus. Immer wieder kommt er auf die „unermessliche Liebe der Deutschen zum Papier“ zurück und schildert, wie sich die Regale in seinem Arbeitszimmer inzwischen unter Dokumentenordnern bögen. Wenn er im September zur Wahl gehen dürfte, würde Mansour am liebsten die baden-württembergischen Grünen wählen, die ja irgendwie bodenständiger seien als die Vertreter in der Berliner Parteizentrale.

## Ein neues Buch ist schon in Planung

A propos Berlin: Lange Zeit war Mansours Bild von Deutschland eins mit dem von der Hauptstadt. Was man in Syrien im Fernsehen oder den sozialen Netzwerken zu sehen bekam, trug immer die Züge einer monumental modernen Großstadt. Dass es in Deutschland auch viel Land und Landwirtschaft gibt, wurde ihm erst nach seiner Ankunft klar. Im Frühjahr nächsten Jahres will er zusammen mit seiner Freundin nach Köln ziehen und wie sein Vater Augenmedizin studieren. Ein neues Buch sei auch schon in Planung, sagt Mansour lächelnd beim Abschied, dieses Mal gehe es um die „Deutsche Kultur“ aus Sicht eines Zugewanderten.

<https://www.faz.net/aktuell/rhein-main/frankfurt/roland-koch-aeussert-sich-ueber-treffen-von-esken-und-wissler-17543120.html?premium>

TREFFEN VON ESKEN UND WISSLER:

## Feindbild Neoliberalismus

- VON ROLAND KOCH
- -AKTUALISIERT AM 19.09.2021-12:00



Einer Koalition zugeneigt: Janine Wissler, die Vorsitzende der Linkspartei Bild: Imago

Ein Treffen der SPD-Chefin Esken und der Linken-Vorsitzenden Wissler in Frankfurt ist für den früheren Ministerpräsidenten Roland Koch Anlass, sich zu einer rot-rot-grünen Koalition im Bund zu äußern. Ein Gastbeitrag.

Kann es eigentlich sein, dass wir eine linke Regierung im Sinne von Rot-Rot-Grün bekommen? Die Demoskopien – auch wenn sie sich oft irren – schließen das nicht aus. Aber eine inhaltliche Debatte, in der die Konvergenz der Positionen dieser drei Parteien transparent bewertet werden kann, findet öffentlich kaum statt. Eine Buchvorstellung zum Thema Kinderarbeit brachte sie zusammen (Alexander Jürgs, „Alle gegen die Neoliberalen“, in der F.A.Z. vom 11.9.2021, Seite 38). Am 9. September 2021 saßen in Frankfurt die SPD-Vorsitzende [Saskia Esken](#), die Links-Partei-Vorsitzende Janine Wissler und der Grünen-MdB Wolfgang Strengmann-Kuhn gemeinsam auf dem Podium.

Es ging, was uns als Ludwig-Erhard-Stiftung besonders interessiert, um die Grundlagen unserer Wirtschafts- und Gesellschaftsordnung. Und da sah man dann spannende, vielleicht auch manche erschreckende Gemeinsamkeiten. Saskia Esken spricht vom „Ungeist des Neoliberalismus“ und Linken-Chefin [Wissler](#) vom „neoliberalen Gift“. Wolfgang Strengmann-Kuhn kann da nur beipflichten und von der immer noch bestehenden „Klassengesellschaft“ dozieren. Die Kenner der Parteiprogramme mag das nicht überraschen. Die Linkspartei wollte die Marktwirtschaft nie, die Grünen-Vorsitzende Annalena Baerbock hielt sie für eine Erfindung der SPD, und die SPD hat ihren großen Schwenk zur Sozialen Marktwirtschaft im Godesberger Programm von 1957 heute anscheinend vergessen.

Diese Einstellungen zur freiheitlichen Wirtschaftsordnung haben konkrete Folgen für das Regierungshandeln. Eine Erhöhung des Mindestlohns wollen alle: Die [SPD](#) auf mindestens zwölf Euro, Grüne und Linke würden ihn gerne noch weiter anheben. Auch eine Grundsicherung für Kinder, die arme Familien besonders stark unterstützt, steht bei allen drei Parteien im Programm. Die Wiedereinführung einer Vermögensteuer sowieso. Der Satz von Annalena Baerbock, „jedes Verbot ist auch ein Innovationstreiber“, wäre vermutlich auch auf ungeteilte Zustimmung gestoßen.



Steht eine Koalition von Rot-Rot-Grün kritisch gegenüber: der frühere hessische Ministerpräsidenten und CDU-Vorsitzende Roland Koch :Bild: dpa

Wenn derzeit über eine Zusammenarbeit von Rot-Rot-Grün gesprochen wird, stehen immer auch Fragen der Landesverteidigung und der NATO im Mittelpunkt, und diese Fragen sind wichtig. Selbst wenn die Linke aus opportunistischen Machterwägungen diesen Punkt zunächst zurückstellen würde, um eine gemeinsame Regierung zu bilden, wäre eine gemeinsame Mehrheit dieser drei Parteien ein fundamentaler Bruch mit den zentralen Überzeugungen, die alle Kanzlermehrheiten von Adenauer über Schröder bis Merkel zur Sicherung von Freiheit und Wohlstand getragen haben.

Der „Kampf gegen den Neoliberalismus“ ist der ideologische Angriff auf die Freiheit eines jeden Bürgers, nach eigenem wirtschaftlichen Erfolg zu streben und frei von staatlicher Bevormundung sein Leben zu gestalten und zu verantworten. „Neoliberalismus“ als Begriff erlangte seine Bedeutung als Ergebnis einer Konferenz von Wirtschaftswissenschaftlern, Publizisten und Unternehmern im Jahr 1938 in Paris (Colloquium Walter Lippmann). Er war das Ergebnis der besorgten Diskussion unter dem Eindruck des NS-Regimes in Deutschland und der sozialen Herausforderungen in vielen westlichen Ländern. Er entstand als Zeichen der Übereinstimmung, dass eine freiheitliche Wirtschaftsordnung unter klaren Regeln des Wettbewerbs und unter Beachtung der Interessen aller Teile der Gesellschaft durch allgemeine Gesetze geschaffen werden müsse. Wir in Deutschland nennen das Ordnungspolitik, und einige der akademischen Väter unserer Sozialen Marktwirtschaft waren in Paris dabei.

Diese Ordnung muss täglich neu gelebt werden. Sie ist das Gegenteil einer Verbotskultur, und sie macht Schluss mit allen Klassenideologien. Sie wurde geschaffen, die Macht der Politik über den Einzelnen und seinen Weg zum Glück zu begrenzen. Sie fürchtet den Staat als wissenden Vormund mit dem Hang zur Intoleranz. All diese Themen sind auch heute aktuell. An ihnen entscheidet sich unser Weg in Deutschland und Europa. So viele Chancen wir auch haben, soviel wir aus den dunklen Zeiten unserer Geschichte auch gelernt haben mögen, die Gefahren für Freiheit und Wohlstand entstehen immer wieder neu. Immer wieder gibt es die Verführer, die dem Einzelnen anbieten, seine Risiken zu tragen und ihm Geborgenheit zu geben, wenn er nur sein Schicksal in die ach so klugen Hände dieser staatlichen Betreuer legt.

## Lieber schweigt man und wartet ab

Man sollte Saskia Esken, Janine Wissler und Grüne wie Wolfgang Strengmann-Kuhn oder Annalena Baerbock ernst nehmen. Schade, dass man sie nur selten zusammen sieht. Über die Diskussion in Frankfurt wurde übrigens weder in der Frankfurter Rundschau noch in der TAZ berichtet. Lieber schweigt man und wartet ab.

Wie schon in einer Rundfunkansprache im Jahr 1949 wäre Ludwig Erhards heutiger Kommentar dazu vermutlich folgender gewesen: „Mit den süßesten Flötentönen bot sich die Planwirtschaft alias Zwangswirtschaft zur Überwindung der sozialen Spannungen an, aber mit ihr ist es wie mit dem Wolf im Märchen: Mit mehlbestäubten weißen Pfoten und Honig auf den Lippen begehrt sie Einlass, um dann die Lämmer zu reißen, die töricht genug waren, den Verlockungen Glauben zu schenken. Dabei macht es wenig aus, ob dogmatische Gebundenheit oder bei gutem Willen mangelnde Einsicht der Planwirtschaft das Wort redeten.“

<https://www.lefigaro.fr/elections/presidentielles/xavier-bertrand-il-y-a-un-vrai-risque-de-guerre-civile-en-france-20210919>

# Xavier Bertrand : «Il y a un vrai risque de guerre civile» en France

Par Pierre Lepelletier

Publié hier à 14:00, mis à jour hier à 14:53

Xavier Bertrand au «Grand Jury» dimanche 19 septembre. *Nicolas Kovarik /Agence 1827 /RTL*

**Invité du «Grand Jury» RTL-LCI-*Le Figaro*, le candidat de droite a voulu se démarquer d'Éric Zemmour, affirmant qu'il se «battraient» contre «l'amalgame» entre «les islamistes et les musulmans».**

Les mots choisis sont forts. *«Il y a aujourd'hui un vrai risque de guerre civile»* en France, a mis en garde Xavier Bertrand, invité dimanche du «Grand Jury» RTL-LCI-*Le Figaro*. *«Le président de la République doit tout faire pour l'éviter, et cela passe avant tout par la fin de l'impunité. Toute sanction doit voir une peine au bout, rapidement»*, a-t-il demandé, jugeant les délais trop longs aujourd'hui. *«Vous avez des gangs, des bandes qui se battent avec des kalachnikovs, et ce ne serait pas une guerre civile? Vous avez pendant ce temps-là des gens qui rentrent chez eux en rasant les murs, en baissant la tête, en espérant pouvoir rentrer tranquillement ou que leurs femmes et leurs enfants ne soient pas importunés»*, a déploré le candidat à l'élection présidentielle. En fustigeant : *«Nous avons un président qui n'a jamais pris la mesure de l'insécurité dans notre pays et des violences»*.

## «Convaincu» qu'il sera sur la ligne de départ

En revanche, Xavier Bertrand ne se retrouve pas du tout dans les discours d'Éric Zemmour, qui partage le même constat sur l'insécurité. *«Pour l'instant, la seule chose que j'ai retenue (de ses propositions), c'est qu'il va falloir changer le prénom des enfants, ou interdire certains prénoms. Ça a vraiment sa place dans le débat politique ? C'est ça qui va faire en sorte que les Français vivent en paix, de leur travail, que leur vie soit moins difficile ?»*, a voulu interpeller le président des Hauts-de-France. En réponse au polémiste - pas officiellement candidat -, Xavier Bertrand a affirmé qu'il se «battraient» contre tous ceux qui feront l'«amalgame» entre «les musulmans et les islamistes». *«On a parlé de guerre civile, elle peut aussi venir avec cette question religieuse»*, a-t-il alerté.

Alors que la droite compte dans ses rangs plusieurs candidats (Valérie Pécresse, Michel Barnier, Éric Ciotti...) Xavier Bertrand se dit «convaincu» qu'il sera sur la ligne de départ pour représenter «la droite et le centre» à la présidentielle. Il a jusqu'alors refusé de s'inscrire dans un processus de primaire pour départager les prétendants. Lui estime avoir déjà les qualités requises pour être le futur chef de l'État. *«Je pense avoir ce courage, cette capacité à se dépasser, à prendre des décisions»*, a-t-il expliqué.



**Le Figaro (site web)**

dimanche 19 septembre 2021 - 19:11 UTC +02:00 839 mots

Vox ; Vox Économie

**Nicolas Baverez****«Coucou, revoilà l'inflation!»****CHRONIQUE - Le déficit de croissance et l'explosion des inégalités ne peuvent trouver de solutions que par un changement de mode de régulation du capitalisme.**

L'épidémie de Covid a provoqué un changement de paradigme de la politique économique. Dans la continuité du krach de 2008, le protectionnisme a remplacé le libre-échange. Les interventions de l'État prennent le pas sur le capitalisme actionnarial. La priorité va à la réindustrialisation et non plus à la finance. La hausse illimitée des déficits et des dettes pour conforter la croissance et l'emploi se substitue à la lutte contre l'inflation.

Après la récession historique de 2020, la reprise est très forte, même si elle reste hétérogène. Elle s'accompagne de fait d'un spectaculaire retour de l'inflation. Elle atteint 5,3 % par an aux États-Unis, 3 % en Europe, 4 % en Allemagne et 2,2 % en France.

Les banques centrales des pays du Nord s'appuient sur trois arguments pour affirmer que l'inflation serait temporaire et vouée à disparaître rapidement. Les circonstances de la sortie de l'épidémie de Covid sont uniques et transitoires, associant une frénésie de consommation des ménages dopée par leur épargne forcée d'un côté, une pénurie de l'offre de l'autre. Les hausses de prix se concentrent dans certains secteurs, notamment l'énergie (+ 25 % aux États-Unis et 15 % dans la zone euro), les biens industriels (+ 7,7 % aux États-Unis et 2,7 % dans la zone euro) et l'alimentation (+ 3,7 % aux États-Unis et 2 % dans la zone euro). Enfin, le pic du mouvement serait passé, particulièrement pour le pétrole, dont le prix a bondi de 17 à plus de 70 dollars le baril en un an.

Ces facteurs conjoncturels sont incontestables. Mais ils ne doivent pas occulter les changements structurels. L'inflation sous-jacente augmente partout et s'élève désormais à 4 % aux États-Unis. La contagion s'étend aux salaires, avec pour illustration la France avec le feu d'artifice de décisions et de propositions de hausse de la rémunération des fonctionnaires et des salaires ainsi que la revalorisation du smic au 1er octobre - alors même que le pouvoir d'achat a progressé de 1,4 % en 2020 et que les Français ont accumulé 157 milliards d'euros d'épargne.

Surtout, les enquêtes montrent que les anticipations inflationnistes sont en passe de s'ajuster sur le niveau de la hausse des prix parmi tous les acteurs de l'économie, consommateurs, producteurs, distributeurs et décideurs publics - à l'exception notable des marchés financiers qui veulent croire que les déversements de liquidités et les taux bas relèvent d'un régime permanent.

Ces anticipations sont parfaitement fondées car elles prennent en compte les transformations profondes du système et des politiques économiques. La mondialisation libérale, profondément fragilisée par le krach de 2008, a été enterrée par la pandémie de Covid. La Chine n'est plus un pays à bas coûts ; elle se ferme et cherche à conforter les revenus de la classe moyenne, supprimant le premier vecteur de l'effondrement des prix des biens industriels depuis la fin du XXe siècle.

Le poids de ces mutations se trouve amplifié par les politiques économiques engagées depuis 2008. Milton Friedman soulignait à juste titre que l'inflation est toujours un phénomène monétaire. Les torrents de liquidités déversés dans les pays développés par les banques centrales et les budgets publics face à une production stagnante ne peuvent trouver d'autre débouché, tôt ou tard, qu'une forte hausse des prix.

Déséquilibre supplémentaire

Dans des économies qui sortent d'un cycle de croissance faible, de fortes inégalités et de surendettement généralisé, la résurgence de l'inflation comporte quelques avantages. Elle aidera à gérer le surendettement des États, des entreprises et des



ménages, tout en facilitant les ajustements salariaux entre les secteurs en déclin et ceux en expansion. En revanche, elle ne peut ni générer de gains de productivité, ni réduire les inégalités.

**La combinaison durable d'une inflation modérée et de taux bas relève de la chimère. La complaisance des banques centrales, même si elles sont désormais dépendantes des gouvernements, ne pourra être éternelle.** Les marchés réagiront aux anticipations avec d'autant plus de vigueur que leur réveil sera tardif.

Le risque est donc élevé à partir de 2023 d'un ciseau entre la hausse de l'inflation et la baisse de la croissance, sur fond de hausse des taux. C'est précisément la configuration qui conduirait au défaut en chaîne des États et des entreprises surendettés. **Le déficit de croissance et l'explosion des inégalités ne peuvent trouver de solutions que par un changement de mode de régulation du capitalisme. L'inflation est un déséquilibre supplémentaire et non pas une solution, comme l'avait bien compris Hemingway:** « *La première panacée pour une nation mal dirigée est l'inflation monétaire. La seconde est la guerre. Toutes deux apportent prospérité temporaire et destruction indélébile. Toutes deux sont les refuges des opportunistes économiques et politiques.* »

# Im Wohlfahrtsstaat Dänemark soll mehr gearbeitet werden

Um Rechte und Pflichten besser auszubalancieren, will die sozialdemokratische dänische Regierung das System der Sozialleistungen reformieren und die Arbeitsmarktpartizipation erhöhen. Für arbeitslose Immigranten heisst das, dass sie für gemeinnützige Arbeitseinsätze herangezogen werden könnten.

Rudolf Hermann 19.09.2021, 05.30 Uhr



Die dänische Regierungschefin Mette Frederiksen und Arbeitsminister Peter Hummelgaard legen ein Reformpaket zu Arbeitsmarkt und Sozialleistungen vor, in dem Linke wie Rechte Vorteile erkennen können.

Weniger Geld für junge Arbeitslose, das sieht nicht nach sozialdemokratischer Politik aus. Tatsächlich erteilte Peter Hummelgaard, Arbeitsminister im sozialdemokratischen Minderheitskabinett von Ministerpräsidentin Mette Frederiksen, einem Vorschlag aus liberaler Ecke zur Kürzung von Überbrückungsleistungen für Studienabgänger auf Stellensuche vor anderthalb Jahren eine klare Abfuhr. Es müsse intelligentere Methoden geben, um Absolventen in den Arbeitsmarkt zu bringen, sagte Hummelgaard.

Inzwischen allerdings scheint er sich mit dem damals verschmähten Gedanken angefreundet zu haben. Als die dänische Regierung Anfang September einen umfassenden Plan präsentierte, wie die Arbeitsmarktpartizipation verschiedener Bevölkerungsgruppen verbessert werden könnte, war nämlich die [Kürzung der Überbrückungsleistungen für kinderlose Studienabgänger](#) unter 30 Jahren von umgerechnet 2000 auf 1400 Franken monatlich ein Teil des Pakets. Der Arbeitsminister verteidigte die Massnahme mit den Worten, mit dem eingesparten Geld könne man die Arbeitslosenunterstützung für Personen anheben, die unverschuldet ihre Stelle verloren hätten. Es gehe also darum, Menschen besser zu helfen, die sich bereits im Arbeitsmarkt befunden hätten.

## Weniger Geld für Studienabgänger, mehr für Pensionäre

Gibt es für Studienabgänger weniger Geld, und das erst noch für kürzere Zeit als bisher, so soll es umgekehrt für Pensionäre mehr sein. Hier nämlich will die Regierung einen Rentenabschlag aufheben für Bezüger, die einen noch arbeitenden Lebenspartner haben. Ohne diesen finanziellen Nachteil, so die Überlegung, könnte der noch arbeitende Partner zum längeren Verbleib an der Arbeitsstelle motiviert werden.

Das Paket läuft also in seiner generellen Stossrichtung darauf hinaus, dass mehr Menschen länger arbeiten und damit in das Wohlfahrtssystem über Steuern und Abgaben einzahlen. Das ist insofern nachvollziehbar, als die nordischen Wohlfahrtssysteme erstens teuer sind und eine Balance von Geben und Nehmen gewährleistet bleiben sollte. Und zweitens steht die Babyboomer-Generation vor dem Renteneintritt. Das bedeutet, dass sich der heute schon bestehende Arbeitskräftemangel in absehbarer Zeit noch akzentuiert.

## Umstrittene Arbeitseinsätze für Immigranten

**International weitaus am meisten Aufmerksamkeit erregte indes nochmals ein anderer Teil des Massnahmenpakets. Dabei geht es um Immigranten oder, wie die Regierung schreibt, «Personen mit Integrationsbedarf».** Ihnen soll unter gewissen Umständen die Auszahlung der Sozialunterstützung an den Besuch von Sprachkursen und die Ausübung gemeinnütziger Arbeit gebunden werden, und zwar bis zum zeitlichen Umfang von 37 Stunden pro Woche. Es könne sich dabei etwa um das Einsammeln von Abfällen an Stränden oder andere Arten von Hilfsarbeit handeln, sagte der Arbeitsminister Hummelgaard. Betroffen wären laut Medienanalysen etwa 20 000 Menschen vor allem aus Nordafrika und Mittelost. Ministerpräsidentin Frederiksen sagte dazu, man wolle ein Bewusstsein dafür schaffen, dass Leute, die nicht in einem Arbeitsverhältnis stünden, auf eine andere Art einen gesellschaftlichen Beitrag leisten sollten im Gegenzug für die Sozialtransfers, die sie bezögen. **Zu lange habe man von ihnen zu wenig verlangt und ihnen dadurch eigentlich einen Bärendienst erwiesen.** Der Arbeitsminister Hummelgaard ergänzte, **das Wichtigste sei, dass man Menschen dazu bringe, ausser Hauses zu gehen und sich in die Gesellschaft einzufügen; vor allem Frauen.**

Bei gewissen Linksparteien, die in Sozialfragen allgemein die Linie der Sozialdemokraten stützen, stiess der Plan gemeinnütziger Arbeitseinsätze jedoch auf entschiedene Ablehnung. Mai Villadsen, eine Sprecherin der Rot-Grünen Allianz, erklärte, damit leiste die Regierung einer Art Sozialdumping Vorschub, und das erst noch staatlich unterstützt.

Bürgermeister verschiedener Gemeinden äusserten zudem Vorbehalte gegenüber der Umsetzbarkeit des vorgeschlagenen Weges, auch wenn man die Logik dahinter prinzipiell unterstütze. In seiner Erfahrung, erklärte Jacob Bundsgaard, sozialdemokratischer Bürgermeister von Aarhus, bringe gemeinnützige Arbeit die Betroffenen nicht näher an eine echte Beschäftigung. Wenn man aber niemandem einen bestehenden Job wegnehmen wolle, dann müsse man neue erfinden. Das gehe kaum von einem Tag auf den anderen, sagte Bundsgaard der Sendeanstalt DR. Politische Beobachter schrieben, dass die Regierung das Paket ziemlich schlau zusammengesetzt habe. Mit der Verbesserung der Situation für Pensionäre und Arbeitslose könne sie links der Mitte Unterstützung sammeln, mit dem Grundsatz «Fördern und Fordern» dagegen bei der bürgerlichen Opposition punkten, sollten ihr linke Parteien dort die Gefolgschaft verweigern wollen. Doch natürlich könne der Schuss auch nach hinten losgehen – wenn die Linke das Projekt als «zu rechts» und die Rechte es als «zu links» ablehne und zudem niemand den Sozialdemokraten den politischen Erfolg der Umsetzung einer wichtigen Reform gönnen wolle.

## Symbolpolitik, aber auch ehrliche Absichten

Arbeitspflicht für stellenlose Einwanderer, da ist natürlich auch ein Schuss Symbolpolitik dabei. Dies dürfte durchaus einer Absicht der Regierung entsprechen. Denn der Gedanke liegt auf der restriktiven ausländerpolitischen Linie, die die Sozialdemokraten von der bürgerlichen Vorgängerregierung ziemlich direkt übernommen haben und mit der nicht zuletzt das Ziel verfolgt wird, Asylsuchende davon abzuhalten, überhaupt nach Dänemark zu kommen.

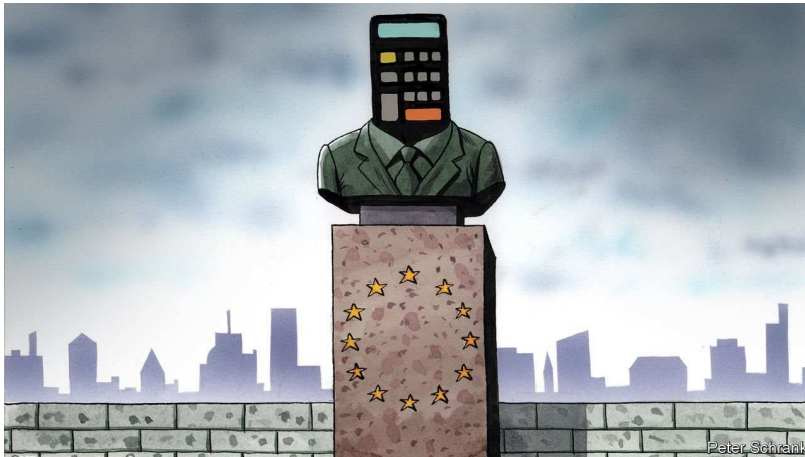
**Doch insgesamt ist das Paket konsistent mit der von Frederiksen schon wiederholt geäußerten Ansicht, dass das wohlfahrtsstaatliche Modell nur als Gemeinschaftswerk und nicht als Selbstbedienungsladen funktionieren könne.** Die Gewährleistung der finanziellen Tragbarkeit des Sozialstaats, sagt Frederiksen, stehe keineswegs in Widerspruch zu sozialdemokratischer Politik, sondern sei vielmehr deren explizites Ziel. **Faul sein geht nicht im Staate Dänemark** – so liesse sich die Botschaft in Abwandlung des klassischen Zitats überspitzt auch beschreiben.

[Sep 18th 2021 edition](#)

Charlemagne

# The Dull Man theory of history

**A row about fiscal policy has far more than just numbers at stake**



Even the hardest of eu veterans find the gatherings of its finance ministers tough-going. “Soul-crushing” is the verdict of one regular attendee. The eu’s bean-counters are not given their roles for their personalities. When eu leaders meet, there is a sense of history being made; when finance ministers gather, there is a sense of life ebbing away.

Yet it is the dull men and women of Europe’s finance ministries who hold the continent’s fate in their hands. **A debate on reforms to the Stability and Growth Pact, which regulates government finances in the bloc, will set the path of the club for decades.** It will reveal where power in the eu truly lies, how it will cope with the climate crisis and even whether the eu can retain any global clout. **“The history of the world is but the biography of great men,” wrote Thomas Carlyle, a 19th-century historian. The future of the eu will be the biography of dull ones. Call it the Dull Man theory.**

The crux of the debate is simple. As it stands, eu countries should have government debt no greater than 60% of gdp and a budget deficit no larger than 3% of it. If breached, a government must come up with a plan to return to fiscal sobriety. **When the principles were first outlined in the 1990s, this seemed a worthy goal. In 2021 it is a bizarre joke.** The average debt to gdp in the euro area is about 100%. In Italy it is 160%. Even Germany busts through the limit with 70%. **Europe’s fiscal corset has no strings.**

There are a few ways of changing it. The first involves **altering the eu’s treaties and entering targets more appropriate for economies battered by a financial crisis, a euro-zone crisis and a pandemic in just over a decade.** The second would keep 60% and 3% as the ultimate destination, but change the speed at which countries must hit their targets. The third option is a wily sleight of hand. **The European Commission, the referee when it comes to spending, could be allowed to alter its interpretation of the rules.** A final option is not to change it all, but allow rule-busting spending in certain areas, such as environmental policy.

Just as history’s Great Men once did battle, **the eu’s Dull Men are set for a long bureaucratic trench war. Who comes out on top in the coming year will say a great deal about the union.** An alliance of countries is opposed to loosening the rules too much. A group of eight of these **frugal types, including the Netherlands and Austria, along with a mishmash of Scandinavians, Latvians and Czechs, have signed a letter demanding that strict rules are retained.** These countries, spread across the continent’s north and east, pride themselves on **healthy finances.**

**Their debts are small but so are they.** Combined, the eight have a population only the same as France. Yet the eu has historically boosted the power of Europe's tiddlers. **When it comes to changing the eu's treaty, a single country can veto it.** Even if the vote is settled by a qualified majority, as the more technical tweaks would be, a charge of the Lilliputians can still hamper progress.

On the other side of the debate, the biggest Brobdingnagians are slowly starting to assert their will. **A recovery fund of €750bn (\$890bn), including €390bn in grants—in effect, cash transfers from rich eu countries to poorer ones—was seen as a victory for Europe's south. A gang of countries led by France, Italy and Spain pushed hardest for it. (Germany permitted it, rather than supported it.)** It was, however, the first time for ages that southern Europe had its way, fiscally at least. **If they manage the same trick with the spending rules, it will suggest a more permanent shift.**

**Dull Man theory has a bias towards compromise.** Officials and wonks have a solution: rather than alter the rules, bypass them. A “green fiscal pact” would let governments spend freely on environmental measures, argues Bruegel, a think-tank in Brussels. It would provide wiggle-room for the likes of **Olaf Scholz**, perhaps Germany's next chancellor, **who has ruled out rewriting the rules.**

**Such deals are how the eu functions, via compromises where everyone can claim victory.** The hawks can say the rules have not changed; the doves can go and spend the money anyway. Neither would this mark a wild shift of competence for the commission. It has already taken on a role as a fiscal Greta Thunberg, giving a yay or nay to government spending plans in the €750bn recovery fund based in part on whether they are green enough.

## The grey men go green

A carve-out for greenery would enjoy wider support than previous attempts to get around the rules. France often argued, to no avail, that since its military adventures were for the benefit of all Europe, such spending should be exempt. Not all eu countries send soldiers to the Sahel, but all face big bills if they are to slash emissions to 55% of levels in 1990, as promised. **A deal on green spending can surely be done without anyone getting too excited.**

But a trickier debate will emerge as climate science and economics collide. If the costs of the green transformation are limited, then any fiscal leeway should be small. If they are large, then a more fundamental shift in eu fiscal policy is needed. A paper by Bruegel suggested annual government spending of an extra 0.5% to 1% of gdp would be necessary; others suggest much more will be needed. **The planet's future rests in part on a fight over a few percentage points on a spreadsheet.**

**It is this dull battle that will determine the eu's role in the world.** eu leaders may fret about the club's global influence, focusing on sexier topics such as the Indo-Pacific and the bloc's future military capability. **But the debate about spending will be more consequential.** Whatever power the eu wields is, ultimately, because of its economic weight. Italy, its third-largest economy, has struggled to grow for two decades, partly because of a fiscal straitjacket. **Fixing the eu's internal economic problems—whether via green spending or diplomatic struggle—will do more for the eu's global power than its geopolitical schemes.** In the eu, dullness is destiny— and it is the Dull Men who shape it.

**Out of power**

# What next for Islamists in the Arab world?

**Setbacks in Morocco and Tunisia mark the end of a tough decade for Islamists**

Sep 18th 2021

**TUNIS**

The strict Islamism of the Taliban may be back in Afghanistan, but peaceful Islamists in the Arab world have struggled of late. Ennahda, which styles itself “Muslim democratic”, had been the biggest party in Tunisia’s parliament—until President Kais Saied suspended the assembly in July. Just over a month later, in Morocco, the Justice and Development Party (pjd), another moderate Islamist outfit that led the ruling coalition, suffered a crushing defeat at the polls, losing 90% of the seats it had held.

**A decade ago Islamist parties were on the rise in the Arab world.** Often seen as more virtuous than their rivals and adept at providing services, the parties were well placed to take advantage of the democratic revolutions that swept across the region in 2011. In Egypt the Muslim Brotherhood won the country’s first free and fair elections. Ennahda became a force after Tunisia adopted democracy. And the pjd was Morocco’s largest party for ten years.

**“Look back to the Arab spring, these parties swept to power promising to bring hope and change,”** says Hamza Meddeb of the Carnegie Middle East Centre, a think-tank. **“They haven’t delivered that.”** Egyptians quickly soured on Muhammad Morsi, the Brotherly president who declared himself immune from judicial oversight and rushed through a flawed constitution. He was pushed out by the army in 2013, amid enormous protests against his rule.

Ennahda and the pjd may have learned from the Brotherhood not to overreach. For example, when large protests pushed Tunisian democracy to the brink in 2013, Ennahda compromised over a new constitution and relinquished power. But its willingness to work with opponents and its concessions led some Tunisians to accuse it of opportunism. “I think there was a failure to explain why that was necessary,” says Ahmed Gaaloul, a party leader.

**Even if it wasn’t fully to blame, Ennahda became associated with a decade of economic hardship, endemic corruption and poor governance.** “By compromising with economic elites and accepting the status quo, they failed economically,” says Mr Meddeb, referring to Ennahda and the pjd. “By compromising with other parties and on policy, they failed ideologically.”

Like Ennahda, the pjd tried to shed its Islamist image. Nevertheless, it struggled to get its way. It was unable to stop laws authorising the therapeutic use of cannabis, pushing the French language in education (at the



expense of Arabic) and reforming the voting system. Last year the pjd prime minister, Saad Eddine El Othmani (pictured), vowed never to deal with Israel. Weeks later Morocco normalised relations with the Jewish state. **Critics called the party spineless, weak and incompetent.**

Defenders of the pjd say it ran up against Morocco's most powerful institution, the monarchy. Though King **Muhammad VI** gave more power to parliament after the Arab spring, most big decisions remained his to make. **He directs economic and foreign policy. The agreement with Israel was hashed out by the royal court. Media in thrall to the king give him credit for successes, such as the rollout of covid-19 vaccine, and blame failures on the government.** The pjd also accuses rival parties of buying votes.

The party is not alone in feeling that the system is rigged against it. In Egypt the Brotherhood faced opposition from the police and civil servants, who refused to do their jobs, and judges, who dissolved parliament. The intelligence services, aided by foreign governments, worked to bring the group down. Ennahda had a freer go of it, but it eventually butted heads with **Mr Saied. His power grab, though clearly undemocratic, has been enormously popular.**

The risk is that Islamists in the Arab world learn a dangerous lesson. Why take part in political systems that aren't free or fair? Why put faith in parties that get nothing done? Better to follow the example of the Taliban, which took up arms and defeated a superpower. Mr Gaaloul, though, is sanguine. He thinks Tunisian activists and civil-society groups will safeguard democracy. "If they show they are really able to make a difference, you'll no longer even have a need for Islamism," he says. "You'll just have a democracy run by Muslims."



ROOTIEPG / 14 SEPTEMBRE 2021

# Le système d'apprentissage en Allemagne : un modèle de formation ?

*Anne Bartel-Radic, Professeure en sciences de gestion à Sciences Po Grenoble et au laboratoire CERAG; Barbara Ofstad, doctorante au Business Science Institute*

En Allemagne, le système de formation par apprentissage garantit un niveau d'emploi parmi les jeunes qui est admiré au niveau européen. Par ailleurs, 47 % des cadres en Allemagne sont issus de ce type de cursus, complété ensuite par la formation continue avec des diplômes de « technicien » (Techniker) ou de « maître professionnel » (Industriemeister). Ils sont ainsi plus nombreux que les 39 % de cadres issus d'une formation académique (c'est-à-dire ayant validé au minimum un niveau Licence).

La formation allemande par l'apprentissage est souvent citée en exemple en France, comme une voie permettant l'insertion professionnelle dans les entreprises, et un rempart contre le chômage des jeunes. Or, 86 % des élèves allemands en éducation secondaire sont inscrits dans des programmes combinant le travail et l'école, alors qu'ils ne sont qu'environ 25 % en France. Pourquoi ?

## Une histoire ancienne

Le système dual d'apprentissage est né de la tradition artisanale au Moyen Âge. Il a été adapté avec succès à l'époque industrielle, pour devenir la pierre angulaire du système d'éducation professionnelle allemand. Il a, bien sûr, connu des changements profonds : des professions nouvelles y sont préparées comme les professions du numérique ou de mécatronicien et des compétences transversales comme la digitalisation et le développement durable ont été ajoutés.

Aux antipodes du collège unique pour tous les jeunes Français, le système scolaire allemand prévoit le choix d'une filière dès la fin des quatre années d'école primaire, à l'âge de 10 ou 11 ans :

- la voie d'excellence passe par les « Gymnasium » (englobant l'équivalent du collège et du lycée) où approximativement 40 % des jeunes d'une classe d'âge préparent en 8 ou 9 années scolaires le « Abitur » (baccalauréat allemand) ; si on y ajoute les baccalauréats professionnels donnant accès à l'enseignement supérieur technologique (Fachhochschulreife), ce taux monte à plus de 50 % – alors que 80 % d'une classe d'âge obtient son baccalauréat en France ;
- une voie de niveau d'exigence intermédiaire passe par les « Realschulen » qui se terminent après 6 années d'études par l'équivalent d'une année de seconde technologique, souvent à l'âge de 16 ou 17 ans ;
- une voie de niveau plus léger, dans les « Hauptschulen » ou « Werkrealschulen », d'une durée de 5 ans ;
- ou encore des formes mixtes de ces différentes voies, les « Gesamtschulen ».

Traditionnellement, c'étaient les élèves de la « Realschule » ou de la « Hauptschule » qui choisissaient par la suite une formation par apprentissage. Aujourd'hui, les frontières sont moins nettes. Environ 30 % des bacheliers passent par une formation par apprentissage (souvent avant d'enchaîner par des études supérieures), tandis qu'une partie des élèves des « Hauptschulen » et « Realschulen » poursuivent par d'autres formations scolaires. Seulement environ 45 % des jeunes quittant les « Hauptschulen » ou « Realschulen » s'engagent ainsi aujourd'hui dans une formation par apprentissage.

En Allemagne, une formation par apprentissage prépare à un métier précis, et dure entre deux ans et trois ans et demi. Il s'agit d'un système dual : une partie de la formation s'effectue en entreprise où l'apprenti/e est embauché/e avec un contrat d'apprentissage ; l'autre partie se fait au centre de formation professionnelle.

Les formations par apprentissage portent, par définition, sur des niveaux d'études pré-baccalauréat, et se terminent par l'obtention d'une équivalence avec le baccalauréat (même si les universités peuvent leur faire passer un examen avant de leur faire commencer des études). L'Institut fédéral de formation professionnelle conseille les pouvoirs publics et coordonne avec les partenaires sociaux la définition des contenus de la formation professionnelle.

La formation professionnelle dépend du ministère de l'Économie, qui collabore dans ce contexte avec la Conférence des ministres de l'Éducation des 16 Länder qui ont compétence sur l'éducation scolaire, et le ministère de l'Éducation supérieure et de la Recherche. La majorité des compétences pratiques et manuelles sont ainsi sous la responsabilité des entreprises.

## Réussites et difficultés du système allemand

La formation par apprentissage en Allemagne reste forte de ses succès : rappelons que 47 % des cadres sont issus de la formation par apprentissage. Les entreprises qui recrutent des apprentis le font le plus souvent dans la perspective d'intégrer les jeunes durablement dans leur organisation. Dans les grandes entreprises industrielles, les managers établissent des plans de succession, souvent à cinq ans : ils définissent donc en 2021 combien d'apprentis ils recruteront en 2022 afin que ceux-ci prennent des postes pérennes au sein du service en 2025 et 2026, à l'issue de leur apprentissage.

L'attractivité de l'apprentissage allemand a cependant souffert, dans une société qui semble davantage valoriser des diplômes académiques que des diplômes professionnels attribués par les Chambres de Commerce et d'Industrie. Beaucoup de professeurs des lycées n'ont pas de connaissances particulières des carrières professionnelles, et ne conseillent guère cette voie aux bacheliers, alors qu'elle permet d'obtenir des rémunérations comparables aux ceux des diplômés de formations académiques.

Depuis une quinzaine d'années, les « études duales », similaires à l'apprentissage dans l'éducation supérieure en France, gagnent du terrain. Les études y alternent avec des phases de travail en entreprise. En Allemagne, deux modèles d'études duales coexistent : le modèle de la « formation intégrée » (« ausbildungsintegriertes Duales Studium ») qui comprend un diplôme délivré par la CCI, et le modèle « orientée vers la pratique » (« praxisintegriertes Duales Studium ») qui y renonce. Mais qu'il s'agisse de la filière par apprentissage traditionnelle ou d'études duales avec ou sans diplôme délivré par les CCI, un contrat avec l'entreprise est la base d'un emploi qui a une finalité de formation.

Face à la pénurie de travailleurs allemands possédant des niveaux de qualification intermédiaires (Facharbeiter) et au vu des changements démographiques, il est probable que le nombre d'apprentis se stabilisera dans les années à venir. Il faudra en revanche que le système gagne en dynamisme et en flexibilité pour réussir à s'adapter aux évolutions en cours, et à former aux compétences clés futures. Des solutions face au travail de plus en plus en virtuel, à la transformation digitale, et, par conséquent, la dynamisation du savoir-faire sont souhaitables.

## **Le système est-il transposable en France ?**

Selon une étude basée sur une comparaison internationale, les facteurs clé de succès d'un système de formation par l'apprentissage sont les suivants :

- une gouvernance par les entreprises et les partenaires sociaux, responsables de la formation ;
- des cursus avec une forte orientation métier, mais incluant également des compétences transversales et évolutives ;
- la performance et la rentabilité du système pour les entreprises ;
- une responsabilité partagée de la qualité des formations, et des mécanismes de contrôle de cette qualité ;
- la flexibilité du système pour pouvoir adapter et faire évoluer les formations ;
- une attractivité du système d'apprentissage vis-à-vis des jeunes ;
- une gestion efficace et transparente. En France, la marge de progrès reste importante sur de nombreux points.

Les différences entre la France et l'Allemagne portent notamment sur le rôle des entreprises dans le système de formation, et les avantages qu'elles en retirent. Cette différence se voit dès la sélection des apprentis : en Allemagne, l'entreprise recrute un jeune – sa place en centre de formation (voire dans l'enseignement supérieur pour les études duales) en découle automatiquement. En France, ce sont les établissements qui sélectionnent des jeunes qui recherchent ensuite un contrat en entreprise nécessaire pour la formation – mais la sélection se fait en premier lieu par l'école.

Par ailleurs, ce sont les formations et leurs tutelles qui définissent très largement les contenus des formations quand, en Allemagne, les entreprises sont pleinement impliquées dans l'établissement des programmes par les représentants du patronat et des salariés. Enfin, les entreprises allemandes recrutent « leurs » apprentis pour une durée de deux à trois ans et demi – quand les formations en apprentissage françaises durent en moyenne deux ans.

Les cursus dans les centres de formation professionnelle sont caractérisés par la prédominance d'une pédagogie scolaire et, surtout, les apprentis ne sont pas réellement intégrés dans la planification stratégique des ressources humaines. Cette faiblesse est néanmoins palliée par la possibilité offerte aux entreprises de créer leurs propres centres de formation, permettant de voir l'alternance comme un réel investissement. Le rapprochement progressif des formes d'apprentissage dans l'éducation supérieure entre la France et l'Allemagne pourrait entraîner à l'avenir des effets positifs sur l'apprentissage traditionnel en France.

L'apprentissage de niveau CAP et BEP est beaucoup moins attractif pour les jeunes Français car il n'ouvre guère la voie à des formations ultérieures. La situation des formations par apprentissage post-bac dans des licences ou masters professionnels, les écoles d'ingénieurs ou de commerce, équivalente aux « études duales » en Allemagne, est différente et son image s'est considérablement améliorée ces dernières années.

Les carrières types des cadres supérieurs restent très différentes entre la France et l'Allemagne. En Allemagne, ils commencent encore souvent leur vie professionnelle « à la base » et changent peu souvent (ou pas) d'entreprise. La carrière type d'un cadre français, en revanche, passe par une formation académique et de « grandes écoles » (privées et publiques), des postes à responsabilités dès l'entrée dans la vie professionnelle, et des changements d'employeurs et de postes fréquents.

Commencer sa formation par un apprentissage au niveau CAP et BEP interdit quasiment de viser à terme des postes de haut niveau dans une grande entreprise, et ne prédestine pas non plus à des postes de techniciens bien rémunérés et possédant des compétences pointues. En terminant leur apprentissage, les jeunes Allemands obtiennent une équivalence du baccalauréat, et beaucoup poursuivent ultérieurement des études supérieures. C'est ainsi surtout au niveau culturel que se situent les barrières à une plus grande valorisation de l'apprentissage en France.

Mais la transformation digitale et l'arrivée de nouvelles générations sur le marché du travail sont aussi en train de bouleverser ces hiérarchies à la française : elles entraînent le besoin d'un nouveau style de management, moins hiérarchisé, basé davantage sur les compétences que les titres. Dans ce contexte, l'apprentissage à tous les niveaux de formation pourrait alors connaître une renaissance en France et contribuer à l'innovation. Si on y ajoute la pénurie d'ouvriers et de techniciens qualifiés français, un changement des mentalités et des systèmes n'est-il pas inévitable ?

*Cet article a été initialement publié sur le site [The Conversation](#) le 12 septembre 2021.*

**SCHNELLER SCHLAU · 16 JAHRE MERKEL**

# Zuwanderung

Von BASTIAN BENRATH, Grafiken: OLIVER SCHLÖMER · 20. SEPTEMBER 2021



Angela Merkel wird häufig für ihre Zuwanderungspolitik kritisiert – 2015 und auch in den Jahren danach. Das tut der Kanzlerin unrecht, wie Daten des Rentensystems zeigen: Der letzte Teil unserer Serie.

**I**n ihrer Regierungszeit hat [Angela Merkel](#) nicht nur viele Krisen erlebt, sondern auch viele umstrittene Entscheidungen getroffen, die nicht zuletzt in ihrer eigenen Partei zu Streit führten. Atomausstieg, Ehe für alle, Aussetzung der Wehrpflicht – sie alle gaben traditionelle CDU-Positionen auf. Keine von Merkels Entscheidungen wurde jedoch so kontrovers diskutiert wie jene von 2015, im Angesicht einer großen Zahl von Flüchtlingen die deutschen Grenzen nicht zu schließen. So ist es in besonderer Weise das Thema Zuwanderung, das mit ihrer Kanzlerschaft verbunden bleiben wird.

Will man Geschichte auf einzelne Daten zuspitzen, so war es das Wochenende des 5. und 6. Septembers 2015, das Deutschland veränderte. Nachdem mehr als tausend [Flüchtlinge](#) erst am Budapester Ostbahnhof lagerten und sich dann zu Fuß auf den Weg zur österreichischen Grenze machten, erlaubte die Bundesregierung ihnen – abweichend von den Regeln der Dublin-Verordnung – die Einreise nach Deutschland.

Insgesamt wanderten im Jahr 2015 mehr Menschen nach Deutschland ein, als in Hamburg zu Hause sind. Diese mehr als 2 Millionen Menschen waren die

weitaus meisten in einem Jahr seit der Wiedervereinigung. Auch in den Folgejahren hielt der Trend an: In den fünf Jahren nach 2015 kamen durch Zuwanderung rund 3 Millionen Personen Menschen nach Deutschland, während es in den zehn Jahren zuvor weniger als 2 Millionen gewesen waren. Ob die Entscheidung Deutschland geschadet hat, wie aus jenen Kreisen suggeriert wird, ist aber eine andere Frage. Denn trotz der gestiegenen Zuwanderung wuchs Deutschlands Bevölkerung insgesamt nicht, sondern stagnierte weitgehend. Das heißt, ohne Zuwanderung wäre das Land geschrumpft, weil unter der heimischen Bevölkerung mehr alte Menschen starben, als Kinder geboren wurden. Obwohl die Bevölkerung insgesamt kaum wuchs, wuchs die arbeitende Bevölkerung aber schon. Von Merkels erster Wahl zur Bundeskanzlerin bis zum Jahr 2019 ist die Zahl der Erwerbstätigen kontinuierlich gestiegen. Das dürfte weniger etwas mit ihr als mit den zuvor verabschiedeten Arbeitsmarktreformen der Agenda 2010 zu tun haben, dennoch ist es aber ein bemerkenswerter Effekt. Nicht einmal die Finanzkrise 2008 konnte diese Entwicklung bremsen, erst durch die Corona-Pandemie im vergangenen Jahr ging die Beschäftigung leicht zurück. Auch trotz gesteigener Zuwanderung sank die Arbeitslosenquote von 2015 bis 2019 von 6,3 auf 5 Prozent. Das heißt nicht, dass die Entwicklung nicht auch volkswirtschaftliche Kosten verursacht hätte.

Die Beschäftigungsquote von Ausländern liegt niedriger als die der Gesamtbevölkerung, die Quote der Hartz-IV-Empfänger hingegen höher. Laut Daten des zur Bundesagentur für Arbeit gehörenden [Instituts für Arbeitsmarkt- und Berufsforschung](#) (IAB) haben Menschen, die aus Hauptherkunftsländern von Asylbewerbern zugewandert sind, besonders niedrige Beschäftigungs- und besonders hohe Hartz-IV-Quoten. Dazu zählt das IAB Afghanistan, Pakistan, Syrien, Irak, Iran, Eritrea, Nigeria und Somalia. Doch auch unter den Menschen von dort arbeitet inzwischen deutlich mehr als jeder dritte, unter allen Ausländern sogar mehr als jeder zweite.

Andererseits haben die Zugewanderten von 2015 einen sichtbaren Effekt auf die Altersstruktur in Deutschland. Vergleicht man die Bevölkerung des Jahres 2014 mit der von heute, so sieht man zwei maßgebliche Unterschiede. Einerseits gibt es heute mehr Kinder unter 5 Jahren, andererseits mehr Menschen zwischen 30 und 40. Diese zusätzlichen Menschen sind zugewandert, denn ihre Zahl war in der vormaligen Bevölkerungspyramide noch nicht zu sehen. Dass die Kinder unter 5 mehr geworden sind, kann entweder damit zusammenhängen, dass die Geburtenzahlen in Deutschland seit 2014

geringfügig gestiegen sind – oder es handelt sich um Kinder von Zuwanderern, die mitgebracht wurden.

## **So ist Deutschland unter Merkel gealtert**

Zahl der Einwohner in Deutschland nach Altersgruppen\* 2014 und 2020

\*Ergebnisse auf Grundlage des Zensus 2011

Grafik: omer. / Quelle: Statistisches Bundesamt / Datenrecherche Matthias Janson ([Statista](#))

Diese Veränderung der Altersstruktur hat fühlbare Auswirkungen auf die deutschen Sozialsysteme. Denn wie andere Industrieländer steht Deutschland vor dem Problem der Überalterung. Teilt man die Deutschen in 5-Jahres-Intervallen nach Alter auf, sind die beiden größten Altersgruppen die Menschen zwischen 50 und 60 – das gibt der deutschen Alterspyramide die bekannte „Urnenform“. Durch die steigende Lebenserwartung werden diese Menschen noch für mehrere Jahrzehnte Teil der Gesellschaft sein – und Ansprüche an die Rentenkasse haben. Da ist es sehr hilfreich, wenn in jüngeren Altersgruppen Leute dazukommen, die arbeiten und so in die Kasse einzahlen.

Grafik: omer. / Quelle: Deutsche Rentenversicherung / Datenrecherche Matthias Janson ([Statista](#))

Seit 2015 ist das Verhältnis von Beitragszahlern zu Rentnern, das zuvor seit Jahren sank, stattdessen zuletzt besser geworden. Es kommen freilich nicht mehr 5 arbeitende Menschen auf einen Rentner, wie es 1965 der Fall war. Doch die Quote wuchs von 2,05 auf 2,13 – und zwar durch Zuwanderung. Das mildert die kulturellen Herausforderungen, die durch Zuwanderung für die deutsche Bevölkerung entstehen, nicht. Doch aus ökonomischer Perspektive hat Angela Merkel für ihre Zuwanderungspolitik keine Vorwürfe verdient.



DIE NATUR DER ZUKUNFT:

# Wie bewältigen wir die ökologische Krise?

- VON CHRISTIAN SCHWÄGERL
- -AKTUALISIERT AM 21.09.2021-06:37



Ein mit besten Absichten angelegter Kanal, der zum fatalen biologischen Highway wurde: Elektrische Fischbarriere am Chicago Sanitary and Ship Canal Bild: Picture Alliance

Es geht weniger um die Beherrschung der Natur als um die Kontrolle der Naturbeherrschung: Elizabeth Kolbert macht sich Gedanken über die Zukunft des Anthropozäns und kommt zu düsteren Ergebnissen.

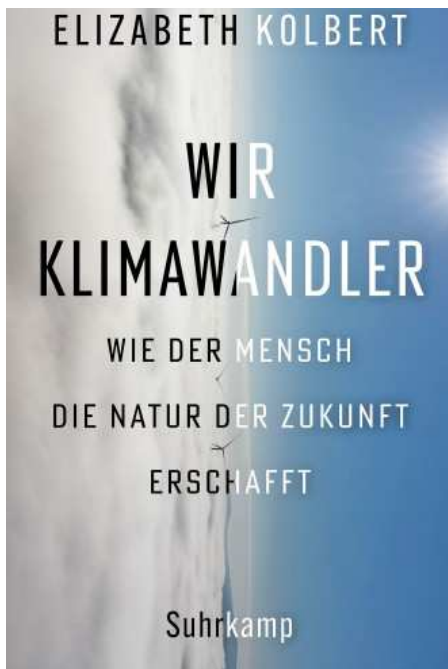
Die amerikanische Journalistin Elizabeth Kolbert hat in zahlreichen akribisch recherchierten Reportagen für das Magazin The New Yorker in den vergangenen zwanzig Jahren ökologische Krisen beschrieben, die nicht nur für Tier- und Pflanzenarten, sondern vor allem für Menschen gefährlich sind. Für ihre unermüdliche Berichterstattung erhielt Kolbert unter anderem den Pulitzerpreis.

Es wäre plausibel gewesen, wenn Kolbert nun in einem Opus magnum die tieferen Probleme hinter Umwelt- und Naturzerstörung analysiert und Wege zur Lösung der Probleme daraus abgeleitet hätte. Doch in „Wir Klimawandler“ bleibt sie der Rolle einer Reporterin treu, die genau beobachtet und beschreibt. Das Buch versammelt eine Serie von Reportagen. Ihren roten Faden bildet die naturwissenschaftliche Diagnose, dass wir im Zeitalter des Anthropozäns angekommen sind, das von menschlichen Eingriffen geprägt ist.

## Symbole unserer komplizierten Naturbeziehung

Im ersten Kapitel beschreibt Kolbert ausführlich, wie an der Schwelle zum zwanzigsten Jahrhundert der Bau eines einzigen Kanals die Hydrologie der gesamten Vereinigten Staaten grundlegend veränderte. Ziel war es, die Abfälle und Abwässer von Chicago vom Lake Michigan fernzuhalten. Der Sanitary and Ship Canal tat aber mehr: Er verband das Wassereinzugsgebiet der Großen Seen mit dem Einzugsgebiet des Mississippi.





Elizabeth Kolbert: „Wir Klimawandler“. Wie der Mensch die Natur der Zukunft erschafft. :Bild: Suhrkamp Verlag

Hundertzwanzig Jahre später ist der Kanal nun ein biologischer Highway der besonderen Art: Es besteht die Gefahr, dass aus Asien eingeführte Silberkarpfen, die in den Zuflüssen des Mississippi zur Plage geworden sind, in die Großen Seen gelangen. Kolbert besichtigt die Sperranlagen, an denen elektrischer Strom das Vordringen der Tiere verhindern soll, und besuchte Menschen, die die Karpfenplage zu begrenzen versuchen, indem sie die Tiere in allen erdenklichen Formen für Menschen wie Haus- und Nutztiere essbar machen.

## Landverlust und Überschwemmungsgefahr

Kolbert sieht in ihnen Symbole unserer komplizierten Naturbeziehung: Angetreten, die Natur zu kontrollieren, sind Menschen dazu verurteilt, die Folgen ihres Tuns im Zaum zu halten. „Es geht weniger um die Beherrschung der Natur als um die Kontrolle der Naturbeherrschung“, schreibt Kolbert.

An weiteren Stationen wie den Feuchtgebieten von Louisiana, dem Lebensraum eines Wüstenfisches in der Sierra Nevada oder den darbenenden Korallenriffen in der Karibik und vor Australien legt Kolbert ähnliche Verwicklungen frei. So wie darüber diskutiert wird, den Sanitary and Ship Canal wieder zu verschließen, was achtzehn Milliarden Dollar kosten würde, steht Louisiana vor der Frage, ob man angesichts von Landverlust und Überschwemmungsgefahr Städte wie New Orleans aufgeben oder zu einer Ansammlung von Hausbooten verwandeln müssen wird.

## Was bringt Geoengineering?

Wie riesig der Aufwand sein kann, die Folgen von Eingriffen zu traktieren, erzählt Kolbert anhand einer kleinen Fischart namens Teufelsloch-Wüstenkärpfling, die inmitten größter Hitze und Trockenheit als evolutionärer Sonderfall überleben konnte – bis der Mensch kam und ihr Ökosystem störte. Nun wird ein geradezu maßlos wirkender Aufwand betrieben, die Art zu erhalten. Kolbert scheut in ihrer Schilderung vor keinem noch so absurden (und amüsanten) Detail dieser Rettungsbemühungen zurück, um trocken zu folgern: „Nicht zum ersten Mal fiel mir auf, wie viel leichter es ist, ein Ökosystem zu ruinieren, als es zu betreiben.“ Dies trifft auch auf Bestrebungen zu, die unter Versauerung und Erwärmung der Meere leidenden Korallen künstlich zu vermehren.

In derlei Naturschutzbemühungen erkennt Kolbert den guten Willen der Beteiligten und würdigt ihn. Mehr noch aber sieht sie darin die Umrisse einer „Natur der Zukunft“, deren Existenz vom Menschen abhängen

wird. Eigentlich ist das ein Widerspruch in sich, aber genau dies zeichnet das Anthropozän aus: Naturzerstörung macht uns immer abhängiger von der Natur und zudem in wachsendem Maß verantwortlich dafür, dass das, was wir von der Natur wollen, noch funktioniert.

## Ein Gefühl von Aussichtslosigkeit

Erst im letzten Drittel des Buchs schwenkt Kolbert zum titelgebenden Klimawandel. Nicht mit den allseits bekannten Bemühungen, CO<sub>2</sub>-Emissionen zu reduzieren, beschäftigt sie sich, sondern mit Versuchen, das zu erreichen, was eigentlich nötig ist, sogenannte negative Emissionen: Wege, nicht nur weniger oder kein CO<sub>2</sub> zu emittieren, sondern das Treibhausgas wieder aus der Atmosphäre zu entfernen.

Auf Island besucht sie dazu ein Projekt, bei dem Kohlendioxid in Vulkangestein verpresst wird, um mit diesem zu reagieren und zu Stein zu werden. Doch der Aufwand wäre gigantisch, um diese Technologie in globalem Maßstab und in den nötigen Mengen anzuwenden. Ebenso wenig Grund zur Hoffnung findet Kolbert in den Forschungsarbeiten für eine künstliche Abkühlung der Erde durch eine Schicht aus Schwefelpartikeln, wie Vulkane sie freisetzen. Die Protagonisten des sogenannten Geoengineering lässt sie ausführlich zu Wort kommen, präsentiert dann aber als Schlüsselszene die Aussage einer Kritikerin: „Nach all dem, was du über die Natur weißt, müsste es funktionieren. Aber dann machst du es, und es geht komplett nach hinten los, es passiert etwas völlig anderes.“

Der Leser kann bei Kolbert viel über die Versuche lernen, stark beschädigte natürliche Systeme zu stabilisieren. Dass sich dabei ein Gefühl von Aussichtslosigkeit breitmacht, passt zu Kolbert. Denn ihre Grundstimmung ist seit Langem düster. Von ihr stammt zum Beispiel das Diktum, man solle die Wörter „Anthropozän“ und „gut“ nie in einem Satz verwenden. Natürlich ist Pessimismus eine naheliegende Reaktion – aber zugleich verstärkt er einen Fatalismus, der sich als zweiter roter Faden neben dem Anthropozän durch das Buch zieht. Ein Fatalismus, der von real vorhandenen Lösungen und Handlungsmöglichkeiten ablenkt.

So hätte Kolbert zum Beispiel, statt eine unlösbare Situation nach der anderen zu beschreiben, sich einem System widmen können, das gleichzeitig CO<sub>2</sub> speichert, die Umgebung kühlt, Trinkwasser produziert und Tier- und Pflanzenarten Lebensraum bietet. Die weltweiten Bemühungen zum Schutz und zur Regeneration dieses nicht von Ingenieuren, sondern von der Natur entwickelten Systems namens „Moor“ wären, um die Natur der Zukunft zu beschreiben, ein lohnendes Sujet gewesen. Besinnt sich die Menschheit auf das dringend Machbare, könnten wiedervernässte Moore einen erheblichen Beitrag zum Klima- und Naturschutz leisten und die „Natur der Zukunft“ prägen, die der Untertitel von Kolberts Buch beschwört.

Lohnenswert ist die Lektüre des Buches allemal. Wünschenswert wäre von dieser so erfahrenen Reporterin aber ein Buch, das gangbare Auswege aus der ökologischen Krise aufzeigt und der Frage nachgeht, ob die Wörter „Anthropozän“ und „gut“ vielleicht doch zusammenpassen könnten.

*Elizabeth Kolbert: „Wir Klimawandler“. Wie der Mensch die Natur der Zukunft erschafft. Aus dem Englischen von Ulrike Bischoff. Suhrkamp Verlag, Berlin 2021. 239 S., geb., 25,- €.*

# Fakten sind nicht unantastbar, sie können jederzeit zu Irrtümern werden: Wer Zweifler ignoriert, leistet der Wahrheit keinen Dienst

Die neue Chefin der Nachrichtenagentur Associated Press will über bestimmte «Fakten» nicht mehr diskutieren. Doch geht es dabei um Fakten oder um Thesen?

Thomas Ribi 21.09.2021, 05.30 Uhr



Julie Pace ist seit September neue Chefredaktorin von Associated Press.

Ting Shen / Redux / Laif

Es gebe Dinge, über die man nicht mehr reden müsse, sagt Julie Pace. Zum Beispiel darüber, ob die Impfstoffe gegen Covid-19 sicher seien, ob es einen Klimawandel gebe oder ob es bei den US-Wahlen im vergangenen Jahr zu grösseren Betrugereien gekommen sei. Schliesslich gebe es Fakten. Genügend Fakten. Und die seien so klar, dass sich jede Diskussion erübrige.

Julie Pace weiss, wovon sie spricht. Oder sie müsste es zumindest wissen. Die 39-Jährige ist eine erfahrene Journalistin. Sie war längere Zeit Korrespondentin im Weissen Haus, und seit ein paar Wochen ist sie Chefredaktorin der grössten Nachrichtenagentur der Welt: Associated Press, kurz AP. Ein Unternehmen mit zweihundertfünfzig Büros auf allen Kontinenten, eine Institution, die aus dem Medienalltag nicht mehr wegzudenken ist. Tausende von Zeitungen und Newsportalen verlassen sich täglich auf ihren Service.

Das verpflichte, sagt Julie Pace. Und da wird man ihr nicht widersprechen. Aber wozu verpflichtet es? Auf Fakten, sagt Pace gegenüber der «New York Times». Und darauf, an Fakten nicht zu rütteln, wenn sie bewiesen seien. Das klingt einleuchtend. Aber ob es ganz so einfach ist? Ja, findet Pace. Für sie gibt es Fragen, die ein für alle Mal geklärt sind. Über die Sicherheit von Covid-19-Impfstoffen nicht zu debattieren und den Klimawandel nicht infrage zu stellen, das seien keine politischen Positionen, sondern «fact-based positions».

## Keine Fragen mehr

Die Verpflichtung auf Tatsachen, sagt Julie Pace, bedeute für Associated Press auch, dass in bestimmten Fällen nicht zwingend alle Meinungen in der Berichterstattung zu Wort kommen müssten, zumal wenn sich diese Meinungen gegen etablierte Positionen richteten. Fragen zu stellen, wo es keine Fragen mehr gibt, würde nur dazu führen, die Tatsachen zu verwischen. Beliebigkeit statt Orientierung also.

Das klingt entschlossen, und man spürt Julie Pace' journalistischen Hintergrund. Einen grossen Teil ihrer journalistischen Laufbahn hat sie mit dem verbracht, was man «Fact-Checking» nennt: dem nüchternen Überprüfen von Aussagen anhand von Fakten. Als Bürochefin der AP-Niederlassung in Washington hat sie die Faktenprüfung seit 2017 stark ausgebaut.

Mit Erfolg. Die Fact-Checking-Artikel gehören seit Jahren zu den beliebtesten und meistgelesenen Texten, die AP verbreitet. Unter einem US-Präsidenten, der sich die Wirklichkeit nach seinem Geschmack zurechtlegte, kamen sie dem Bedürfnis vieler Leserinnen und Leser entgegen, Halt zu gewinnen. In einer Welt, die zu kompliziert ist, als dass man sie verstehen könnte.

## Fakten erklären nichts

Aber verstehen möchte man sie eben doch. Und wenn man sich an Fakten halten kann, hat man zumindest den Eindruck, man verstehe sie. Ob das zutrifft, ist eine andere Frage. Fakten erklären nichts. Genauso wie Daten noch keine Informationen sind. Fakten müssen erklärt, vertieft, eingeordnet und interpretiert werden, damit man sie verstehen kann. Das zu leisten, ist Aufgabe der Journalistinnen und Journalisten. Und sie wird immer wichtiger. Fakten sind heute so leicht verfügbar wie noch nie. Aber es wird immer schwieriger, zu verstehen, was sie bedeuten.

«Fakten, Fakten, Fakten», skandierte Helmut Markwort Anfang der 1990er Jahre, als er das neue Nachrichtenmagazin «Focus» lancierte. Das war gegen den «Spiegel» gerichtet, dem Markwort implizit vorwarf, die Welt aus einer ideologischen Position heraus zu betrachten und «störende» Tatsachen allenfalls auch einmal zu unterschlagen, falls sie die These eines Berichts gefährdeten.

Julie Pace' Statement geht darüber hinaus, und es zielt letztlich in eine gefährliche Richtung. Dass Fakten unumstösslich sind, ist das erste Gebot im Journalismus. Aber es ist untrennbar mit dem Gebot verknüpft, Fakten als das zu verstehen, was sie sind: Sachverhalte, die mit Tatsachen belegt werden können. Das heisst aber auch: Man muss damit rechnen, dass sie widerlegt werden.

## Die Irrtümer von morgen

Fakten sind Fakten. Aber mehr nicht. Das heisst: Sie sind nicht unantastbar. Weil sie jederzeit zu Irrtümern werden können. Durch neue Erkenntnisse, neue Erfahrungsdaten oder eine schlüssigere Interpretation von bekannten Daten. Oder dadurch, dass neue Fakten entdeckt werden, die das Bild verändern. Das gilt auch und besonders dort, wo es sich um wissenschaftliche Fakten handelt. Wenn die Corona-Pandemie eines gezeigt hat, dann das. Man muss nicht dauernd über alles diskutieren. Aber man darf die Diskussion auch nicht scheuen. Wer sich auf Fakten beruft, darf sie nicht für unverhandelbar erklären.

Ausserdem kann man sich fragen, ob es Aufgabe einer Nachrichtenagentur ist, über bestimmte Positionen nicht zu berichten, nur weil sie nicht den Ansichten der Mehrheit entsprechen. Journalisten müssen die Welt abbilden – und auch über Dinge berichten, die ihnen nicht in den Kram passen. Menschen, welche die Sicherheit der Covid-19-Impfstoffe anzweifeln, nicht ausschliessen, dass es bei Trumps Abwahl zu Unstimmigkeiten gekommen sein könnte, und die gängigen Thesen zum Klimawandel nicht unhinterfragt nachbeten, vergehen sich weder an der Wahrheit, noch sind sie Staatsfeinde. Sie stellen Fragen. Das darf und muss sein. Je grösser der Widerstand dagegen ist, umso mehr.

KOMMENTAR

# Trotz amerikanischen Alleingängen: Die EU-Armee ist ein Hirngespinnst

Nach dem eigenmächtigen Handeln der Amerikaner in Afghanistan werden in der EU Rufe nach einer eigenen Streitmacht laut. Das soll auch der europäischen Einigung einen Schub verleihen. In Wahrheit sind sich die Staaten nicht einmal bei Fragen des Grenzschutzes einig.

Daniel Steinvorth, Brüssel

0 Kommentare 21.09.2021, 05.30 Uhr



Der französische Staatspräsident Emmanuel Macron bei einer Nato-Pressekonferenz in Brüssel im Juni.

Christian Hartmann / Reuters

Immerhin einer brachte es zustande: Napoleon Bonaparte zog mit einer Truppe in den Krieg, die man mit gutem Willen als eine europäische bezeichnen kann. In der Grande Armée kämpften zu Beginn des 19. Jahrhunderts nicht nur Franzosen, sondern auch Deutsche, Polen, Italiener, Schweizer, Kroaten, Iren, Spanier und Portugiesen für den kleinen Kaiser – bis dieser in der Schlacht bei Waterloo 1815 vernichtend geschlagen wurde.

135 Jahre später schwärmte ein anderer Franzose von gemeinsamen europäischen Streitkräften. René Plevén, ehemaliger Widerstandskämpfer und bürgerlicher Ministerpräsident in der Vierten Republik, wollte nach dem Zweiten Weltkrieg eine Europa-Armee schaffen, um den «grausamen Lehren der Vergangenheit» Rechnung zu tragen. Winston Churchill, Protagonist der «Vereinigten Staaten von Europa», stimmte dem Plan zu. Die Abgeordneten der französischen Nationalversammlung lehnten ihn 1954 ab.

## Afghanistan, ein Katalysator?

Totzukriegen war Plevéns Vision einer europäischen Verteidigungsunion trotzdem nicht. Ähnlich ehrgeizige Initiativen tauchten immer wieder auf. 1999 versprachen die Mitgliedstaaten der Europäischen Union den Aufbau einer gemeinsamen Eingreiftruppe mit nicht weniger als 60 000 Soldaten. Hinter dieser Idee steckte der Wille der Staats- und Regierungschefs, nie wieder abseitszustehen wie bei den Kriegen im ehemaligen Jugoslawien. Dort hatte man es der Nato, das heisst vor allem den Amerikanern, überlassen, militärisch zu intervenieren.

Anstelle jener «schnellen Reaktionskräfte» erblickten 2007 die weitaus weniger ambitionierten «EU-Battlegroups» das Licht der Welt. Sie sollten das Aushängeschild der Gemeinsamen Sicherheits- und Verteidigungspolitik der EU werden. Doch zum humanitären beziehungsweise zum Friedenseinsatz kamen die zwei Kampfgruppen mit jeweils 1500 Soldaten mangels politischen Willens und gemeinsamer Strategie nie. An Krisenherden hatte es sicher nicht gefehlt.

2018 machte sich der französische Präsident Emmanuel Macron – wieder ein Franzose! – zum Fürsprecher einer «echten» Europa-Armee und begründete dies unter anderem mit der aussenpolitischen Unzuverlässigkeit der USA unter Präsident Trump. Im Zuge der Ukraine-Krise, des islamistischen Terrors und der allgemeinen Weltunordnung fand seine «Vision» auch in Deutschland Freunde.

Doch um wirklich glaubwürdig in eine gemeinsame Verteidigungspolitik oder gar eine gemeinsame Armee zu investieren, schien für die Europäer bisher noch kein geopolitischer Schock gross genug gewesen zu sein. Sollte sich das ausgerechnet mit der Machtübernahme der Taliban und dem chaotischen Abzug der Nato-Truppen aus Afghanistan geändert haben?

Josep Borrell, der Aussenbeauftragte der EU, sieht das so. Die dramatischen Ereignisse vom August hätten «auf eindrucksvolle Weise gezeigt, dass die mangelnde Fähigkeit der EU, autonom zu handeln, ihren Preis hat». Der Rückzug der Amerikaner zwang die beteiligten europäischen Staaten, ihre Einheiten ebenfalls vorzeitig im Eiltempo zurückzuholen. Ohne den «grossen Bruder» wären sie nicht handlungsfähig gewesen.

Diese Erfahrung sei ein «Katalysator», ein historischer Durchbruch, sinnierte der Spanier Anfang September bei einem Treffen mit den europäischen Verteidigungsministern. Die Lehre, die die Europäer aus dem Afghanistan-Debakel ziehen müssten, sei, in der Verteidigungspolitik einen Sprung nach vorne zu machen. «Wann, wenn nicht jetzt?», fragte Borrell.

## Zu viele offene Fragen

Mit dem Aufbau einer schnellen Eingreiftruppe, bestehend aus 5000 Soldaten, schlug der Aussenbeauftragte vor, solle die Union besser auf Krisen wie jene in Afghanistan vorbereitet werden. Einen schnellen Militäreinsatz, wie ihn die Amerikaner zur Sicherung des Flughafens und der Evakuierungen in Kabul leisteten, würden dann auch Europäer übernehmen können. Borrell verkaufte die Idee so frisch, als hätte er die Battlegroups gerade erst erfunden.

Die Debatte kommt dem Anwalt der «geopolitischen Kommission» nicht ungelegen. Seit bald zwei Jahren wirbt der frühere spanische Aussenminister im Kreis der 27 EU-Staaten für einen Paradigmenwechsel. In Zeiten der verstärkten globalen Konkurrenz müsse sich die Staatengemeinschaft überlegen, ob sie nur ein Spielfeld oder auch ein Spieler sein wolle, lautet Borrells Mantra. Und wolle die EU den anderen Grossmächten tatsächlich auf Augenhöhe begegnen, brauche sie eine starke, von den Amerikanern unabhängige militärische Komponente.

Das soll auch der europäischen Einigung einen kräftigen Schub verleihen. Eine Europa-Armee, so argumentieren die Befürworter, würde vor allem unter Soldaten die europäische Identität stärken. Historisch gesehen habe die Einführung eines nationalen Heeres zur Identifikation der Bürger mit der Nation beigetragen. Eine EU-Armee wäre also dem europäischen Gemeinsinn in allen Mitgliedstaaten förderlich.

Doch würde die Europa-Armee aus nationalen Streitkräften bestehen, die einem gemeinsamen Kommando verpflichtet sind? Müssten die Staaten also auf einen Teil ihrer Souveränität verzichten? Oder sollten die Soldaten von einem Organ der EU – beispielsweise der Kommission – aufgestellt werden, und wären sie diesem dann unterstellt? Sollte die Formation zusätzlich zu den



27 nationalen Armeen aufgestellt werden, sozusagen als 28. Truppe? Oder wäre das Ziel einer europäischen Armee gleichbedeutend mit der Auflösung aller nationalen Streitkräfte?

Wer würde schliesslich über ihren Einsatz entscheiden, und welche Rolle sollten die nationalen Parlamente spielen? Während in Deutschland die Abgeordneten über die Einsätze der Streitkräfte abstimmen, der Bundestag also über einen Parlamentsvorbehalt verfügt, entscheidet im französischen Präsidialsystem noch immer das Staatsoberhaupt über Militäreinsätze.

Es sind in Wahrheit zu viele offene Fragen, es gibt zu viele politische Differenzen, die einer länderübergreifenden Armee im Weg stehen. Warum sollte sich das nach Afghanistan geändert haben?

Das wohl grösste Problem an der Gemeinsamen Sicherheits- und Verteidigungspolitik ist, dass ihr in der Regel das Gemeinsame fehlt. Die Entscheidungen des Europäischen Rates in internationalen Fragen werden einstimmig gefällt. Entsprechend beschreiben die Erklärungen der 27 oft nicht mehr als den kleinsten gemeinsamen Nenner der Mitgliedstaaten. Aber wie kann eine Union, die nicht einmal bei Fragen des Grenzschatzes einer Meinung ist, Soldaten ihrer Mitgliedstaaten im Zweifel für die Interessen anderer in den Tod schicken?

## Ohne die Nato wird es nicht gehen

Wer erkennt, dass die Europa-Armee einen Grad der Integration voraussetzt, den die meisten Mitgliedstaaten nicht akzeptieren, muss sich an die offensichtliche Alternative halten: die Nato. Obwohl ihr Stern nach dem Afghanistan-Debakel gesunken ist, bleibt die nordatlantische Allianz – ob es den Europäern gefällt oder nicht – vorerst der einzige Sicherheitsgarant auf dem Kontinent.

Sinnvoller als von einer europäischen Armee zu träumen, wäre es daher, den europäischen Pfeiler im westlichen Verteidigungsbündnis zu stärken. Heute sind die Streitkräfte der meisten Nato-Staaten ausgezehrt und ineffizient, viele ihrer Waffensysteme veraltet. Wollen die Europäer den Kurs der Allianz mitbestimmen, kommen sie nicht umhin, sich finanziell und ideell deutlich stärker zu engagieren.

Dass die Nato-Staaten ihre Bevölkerungen künftig noch für militärische Auslandseinsätze mit unklar definierten Zielen wie in Afghanistan gewinnen, scheint nahezu ausgeschlossen. Amerika und der Westen sind interventionsmüde geworden. Die Ära der missionarischen Weltverbesserung ist zu Ende. Das birgt für die Nato die Chance, sich wieder auf ihre Kernkompetenz der Bündnisverteidigung zu konzentrieren. Für Europa ist es allemal nutzbringender, hier souveräner zu werden.

## Le Figaro, no. 23976

Le Figaro, mardi 21 septembre 2021 1855 mots, p. 12

Sport

### Kevin Mayer :

# « En France, à l'école, il n'y a aucune culture de la gagne »

Le vice-champion olympique de décathlon à Tokyo revient sur ses Jeux et évoque la place du sport dans le système éducatif.

Callier, Cédric



**ATHLÉTISME** Le 5 août dernier, au terme de deux jours compliqués en raison d'un problème de dos, Kevin Mayer a décroché la médaille d'argent du décathlon à Tokyo. Le même métal que cinq ans auparavant à Rio. Pas celui, donc, qu'il était venu chercher dans la capitale japonaise, lui, le recordman du monde de la discipline. Mais dont il reste « *très fier* ». Avant de goûter à des vacances bien méritées, l'athlète de 29 ans a pris le temps de revenir sur cette expérience, sur les difficultés actuelles de l'athlétisme hexagonal et, surtout, sur le manque de reconnaissance dont souffre le sport. Sans langue de bois, comme toujours avec ce champion aux convictions fortes.

**LE FIGARO.** - Avec le recul qui est le vôtre aujourd'hui, quel sentiment prédomine au sujet de ces Jeux de Tokyo et de votre médaille d'argent ?

**Kevin MAYER.** - Il y aura toujours la frustration de ne pas être arrivé là-bas dans les meilleures conditions, mais aussi la fierté d'avoir obtenu cette médaille dans cette situation. Le premier jour, quand je débute au 100 m, j'avais l'espoir que, peut-être, ce mal de dos n'allait pas être si catastrophique et que j'allais être en mesure de performer normalement ou presque. Sauf qu'à chaque nouvelle épreuve, je prenais un coup de poignard mentalement... Je n'ai simplement pas eu le même sentiment d'accomplissement que j'ai pu avoir après mon titre de champion du monde ou le record du monde. Je me suis moins fait plaisir, hormis sur la hauteur ou le javalot. Mais ces Jeux m'ont donné très faim pour la suite.

**Comment comptez-vous gérer désormais les trois années qui vous séparent de Paris 2024 ?**

Je ne vais pas attendre les Jeux de Paris comme j'ai attendu ceux de Tokyo. Pour l'instant, je ne vois que l'Oregon (*théâtre des championnats du monde 2022 à Eugene l'été prochain*). Paris est encore trop loin et je ne veux pas me mettre la même pression que celle que je m'étais mise à Tokyo. Je me suis rendu compte que j'avais un peu perdu mon challenge de ne pas me mettre dans la tête que j'étais favori et que si je faisais tout bien, cela allait être simple. Ce n'est pas comme ça que je vois le sport mais à force qu'on me rabâche que j'étais favori, j'y ai cru, et, au final, tout peut se passer au décathlon.

## **Sans votre médaille d'argent, l'équipe de France d'athlétisme aurait réalisé un zéro pointé, ce qui n'est pas très joyeux à trois ans des Jeux à Paris...**

Pas joyeux, non, mais l'ambiance était très bonne (*sourire*). Il faut bien comprendre une chose : aux Jeux, face aux meilleurs de toutes les nations, il est très compliqué d'être dans les trois meilleurs tout le temps. C'est un exploit de faire une médaille, ce que l'on a tendance à oublier, ou pire à vouloir en faire une norme. Il me semble qu'en 2000, à Athènes, nous avons eu zéro médaille et cela avait créé une frustration qui a ensuite permis de très bons résultats. Je pense qu'il n'y a jamais de bons moments sans des moments de gouffre auparavant. Sans compter qu'à Tokyo la réussite n'a pas été de notre côté. Quand vous voyez Renaud Lavillenie qui est tout près de passer 5,92 m à la perche avec une talonnade au pied droit et une cheville gauche flinguée... Il est passé à rien d'un incroyable exploit et on n'en parle pas assez. Personne d'autre n'aurait pu faire cela. Quentin Bigot et Alexandra Tavernier (*lancer du marteau*) ont été très près du podium aussi. En fait, le public a trop tendance à ne regarder que le compte des médailles, en occultant la manière. Et sur celle-ci, j'ai trouvé incroyable par exemple d'avoir deux Français en finale olympique du 110 m haies. Donc je n'estime pas avoir été le sauveur de l'athlétisme français à Tokyo. Et si vous voulez parler de notre manque de médailles, alors je pense qu'il faut surtout parler de notre culture vis-à-vis du sport.

### **D'un point de vue général ?**

Oui. Il est certain que l'athlétisme a très peu de place dans le coeur des Français, mais le problème est bien plus global. À l'école, tout est fait pour faire comprendre aux enfants qu'il vaut mieux avoir une bonne note en mathématiques qu'en sport. Et encore, quand on est nul en sport, on obtient quand même des notes correctes alors qu'en maths les professeurs n'hésitent pas à mettre des 2 ou des 3 sur 20. En sport, pour avoir 2 sur 20, il faut courir le 100 m en dix minutes (*sourire désabusé*). **À l'école, la culture de la gagne en sport est tout simplement inexistante.** L'opinion publique critique certains sportifs français qui ne donnent pas tout aux Jeux, mais on ne leur a jamais appris à le faire. **Le problème est dans l'éducation sportive.**

### **Vous allez, comme beaucoup d'autres sportifs, à l'encontre des propos du ministre Jean-Michel Blanquer sur la place de l'EPS dans la réussite des sports collectifs notamment...**

Bien sûr qu'il a envie de mettre en avant le système éducatif... En tant que ministre en charge de la question, s'il disait le contraire, ce serait louche. En plus, et il n'y peut rien, mais un ministre est là combien de temps ? Il n'était pas là il y a vingt ans, quand on a commencé à « créer » les champions d'aujourd'hui. Mais encore une fois, j'insiste : si j'avais 5 en maths, je me faisais défoncer par ma mère, on aurait parlé de redoublement, de ceci ou de cela. Idem pour le français et beaucoup d'autres matières. Sauf le sport.

### **Pensez-vous vraiment qu'il est possible de mettre le sport au même niveau ?**

Attention, je ne parle pas de donner plus d'importance au sport, mais d'exister par le sport. Aujourd'hui, on nous demande de ramener des médailles, et les gens vibrent à travers nous quand on en décroche. Mais comment faites-vous si vous apprenez aux jeunes que le sport ne compte pas, qu'il n'offre aucun futur ? Qui va vouloir se plier à tous les efforts et sacrifices que demande le fait d'être champion olympique dans un tel cadre ? Il faut faire comprendre aux enfants qu'ils peuvent aussi exister par le sport. Aux États-Unis, je ne dis pas que tout leur système est bon, loin de là, mais les jeunes qui sont forts en sport sont valorisés et ils sentent qu'ils ont un avenir. Ils sont soutenus par toute leur école ou leur université. En France, c'est limite dégradant d'être fort en sport. On ne laisse pas la chance aux jeunes qui sont forts en sport de l'exprimer et d'en être fiers.

### **Tous les enfants pratiquent l'athlétisme à l'école, mais l'école donne-t-elle envie réellement aux enfants d'être performants ?**

C'est exactement le problème ! **C'est dur de gagner sa vie en tant que sportif de haut niveau.** Évidemment, je ne parle pas du foot ou de quelques autres sports privilégiés. **Mais regardez, en décathlon, je suis le seul Français à gagner ma vie en en faisant.** Pourtant, il y en a d'autres qui sont forts. Tout ce qui est fait en France pour encourager les gens à faire du sport l'est pour la santé, ce qui est très bien, mais rien ne nous encourage à nous mettre en avant par le sport. Pourtant, quand je vois le nombre de messages que j'ai reçus après ma médaille d'argent, j'estime que les sportifs ont une place importante dans la société pour faire rêver les gens et qu'ils sentent qu'ils peuvent être comme nous. Nous ne sommes pas inutiles à la société.

**En France, on a la sensation que ce n'est ni l'école ni le système qui amène les enfants à faire du sport mais les champions. Par exemple, le handball n'a commencé à prendre son essor qu'à partir du moment où l'équipe de France a commencé à briller...**

Oui, alors que l'un devrait aller avec l'autre. L'école devrait avoir envie de créer des champions, qui eux-mêmes donneraient encore plus envie aux jeunes. Cela devrait être un cercle vertueux. Mais il manque une case : celle de la gagne durant toute notre éducation.

### **Comment l'avez-vous développée ?**

Il y a toujours des exceptions. Je n'ai jamais eu comme ambition, étant jeune, d'être champion olympique. Simplement, je me suis éclaté à faire du sport. C'était dans mes veines. Et mes parents ne m'ont jamais imposé de limites sur mon envie de pratiquer le sport. S'il fallait m'amener à trois heures de route pour faire une compétition, ils le faisaient. Ils m'ont toujours donné les moyens de vivre ma passion, et j'ai été très chanceux par rapport à cela. Mais si je n'avais pas eu mes parents et cet amour du sport chevillé au corps, ce n'est pas l'école qui me l'aurait donné. Nous avons un retard colossal par rapport à cela. Notre système éducatif, en France, on a beau le critiquer, est très bien. Mais sur la culture de la gagne inculquée à l'école, je suis désolé, mais ce n'est pas possible d'espérer avoir des médailles olympiques avec un tel système éducatif.

### **Pourtant, des moyens importants sont mis dans le sport en France...**

Oui, c'est ce que je disais tout à l'heure : d'importants moyens sont mis en oeuvre pour que les jeunes fassent du sport-santé, pas pour qu'ils décrochent des médailles olympiques. Je parlais d'exploit auparavant. Personnellement, j'ai dédié ma vie à l'athlétisme. Cela fait trois semaines que je mange mal et je culpabilise déjà en pensant que j'ai pris un peu de gras. Monter sur un podium olympique, cela n'arrive pas en un claquement de doigts. Encourager le sport pour que les gens soient en bonne santé, j'estime que la France le fait très bien. Encourager les gens pour faire du sport leur carrière et in fine décrocher une médaille olympique, c'est autre chose. Si on veut cultiver des champions, il faut leur faire sentir qu'ils sont importants. Et moi, je ne l'ai senti que lorsque j'ai été champion du monde. Avant, je pratiquais l'athlé juste parce que je l'aimais, en bon petit Français.

### **Paris 2024 peut-il changer la donne en profondeur ?**

Je pense que ce sera un événement incroyable et il faut s'inspirer des Anglais qui, depuis Londres, remportent plus de médailles. Il ne faut pas une flambée juste une fois, parce qu'il y aura l'étincelle d'être à la maison. On va voir ce que va faire la France après... Mais si je parle d'athlétisme, il ne faut pas rêver qu'en trois ans nous allons pouvoir changer les choses par rapport à Tokyo. À titre personnel, à mon petit niveau, j'espère impulser quelque chose avec mon événement de la « Mayer expérience » à Saint-Jean-de-Monts, en rêvant que cela nous permette d'avoir plus de médailles dans quinze ou vingt ans. Si c'est le cas, j'aurai un petit frisson de fierté...

**Le Figaro (site web)**

mardi 21 septembre 2021 - 18:03 UTC +02:00 1315 mots

Actualité ; International

# Nazisme: les Allemands attachés à la repentance

Avril, Pierre

**REPORTAGE - À Oranienburg, près de Berlin, Sachsenhausen fut un camp modèle du système concentrationnaire nazi où le futur chef d'Auschwitz, Rudolf Höss, fit ses classes.**

À l'occasion des élections législatives allemandes du 26 septembre, *Le Figaro* vous emmène à la découverte de ce grand voisin parfois mal connu. De la passion de l'automobile à la puissance des entreprises familiales, de la jeunesse avide de voyages aux récentes vagues d'immigration, de la relation avec la France au poids de la mémoire collective, voyage en six épisodes dans cette Allemagne qui tourne la page Merkel.

*Envoyé spécial à Oranienburg et Meissen*

En 2004, Alexander Laesicke était étudiant en économie à l'Université libre de Berlin et passionné de bicyclette. L'été approchant, il préparait un raid ambitieux à deux-roues avec l'idée « *d'aller vers le sud* ». Il a d'abord pensé au Caire, à l'Afrique, puis, en tant que jeune Allemand, né trente-cinq ans après l'Holocauste, il a réfléchi, revu *La Liste de Schindler*, et a opté pour Jérusalem, et précisément le mémorial de Yad Vashem, destination finale de son périple. En deux mois, 5500 kilomètres « *à la recherche de mon identité allemande* » pour ce qui deviendra « *l'aventure de ma vie* », écrit-il dans son livre intitulé *Mon chemin vers Jérusalem*.

Arrivé à Yad Vashem, l'un des lieux les plus sacrés de la mémoire juive, le garçon a déposé une pierre du camp de concentration d'Oranienburg-Sachsenhausen, sa ville d'enfance, et dont il est le maire depuis 2018. Là-bas, il prononça un discours sur le repentir et l'amitié. « *Je suis divisé, j'aime Oranienburg, je suis né là-bas en 1979 et de ce fait je ne suis pas responsable des crimes du IIIe Reich. Mais je n'ai pas de quoi m'en vanter non plus. Je me demande souvent si, à cette époque, j'aurais résisté. J'aimerais dire: oui, bien sûr. Mais je ne peux pas.* »

L'élu de cette ville de 45.000 habitants, proche de Berlin, avec son camp de concentration adjacent, incarne les tourments de cette génération d'après, non coupable des atrocités antisémites, mais néanmoins contrainte d'en assumer la responsabilité collective. Après avoir débuté sa magistrature locale, Alexander Laesicke est devenu l'un des représentants de la Société germano-israélienne chargée de promouvoir les liens entre les deux pays. Il s'est familiarisé avec l'hébreu et prévoit de jumeler sa ville avec Kfar Yona, située en Terre sainte.

Érigé en 1936, Sachsenhausen fut un camp modèle du système concentrationnaire nazi où le futur chef d'Auschwitz, Rudolf Höss, fit ses classes. Quatre-vingt-quatre mille personnes y périrent, d'origines diverses. Mais c'est ici que l'Inspection centrale des SS, où elle établit son siège, expérimenta les premiers camions de gazage. À cette occasion, 96 déportés juifs trouvèrent la mort. Après-guerre, l'idéologie est-allemande tenta de réduire les victimes de Sachsenhausen à des militants communistes qui combattaient « *l'idéologie fasciste* » du camp d'en face. À Meissen, ville défavorisée de l'ex-RDA, mais célèbre pour ses porcelaines, la stèle datant de l'époque communiste a gardé le nom de « *mémorial en mémoire des victimes du fascisme* ». Elle représente trois prisonniers épuisés, coiffés d'une casquette de travailleurs surmontée d'un slogan s'adressant aux classes populaires: « *Ils vivent, ils combattent, ils meurent pour toi*. »

« Responsabilité collective »

À Oranienburg, Laesicke vécut dans cette ambiance jusqu'à l'âge de 10 ans, mais son père - également maire de la cité de 1993 à 2018 - était un réprouvé du régime, et fit baptiser son fils dans la religion protestante. Diriger, aujourd'hui encore, une telle ville, n'est pas une sinécure. Le parti d'extrême droite AfD compte cinq élus au conseil municipal. Des militants de ce mouvement d'extrême droite furent déjà condamnés pour des manifestations négationnistes tenues dans le camp de concentration. Ce qui ne les empêche pas de commémorer à leur manière, non loin des victimes, l'anniversaire de la Nuit de cristal. Un jour, lors d'une

cérémonie officielle, l'un d'eux reprocha au maire de ne pas avoir dénoncé la dictature « *rouge* » du régime national-socialiste, insistant sur le deuxième adjectif figurant sur l'étiquette nazie.

Invité aux réunions du Conseil de surveillance du mémorial de Sachsenhausen, sans en être membre à part entière, Laesicke joue parfois les médiateurs entre le musée, victime de son succès, et les riverains, mécontents des nuisances engendrées. Ces derniers doivent pouvoir s'exprimer sans être accusés de déviationnisme par le Comité international de Sachsenhausen qui représente les victimes, mais « *chacun y met du sien* », explique l'élu. « *Il ne faut pas mélanger les niveaux historiques, factuels et émotionnels* ». Le musée a connu plus d'un doublement de sa fréquentation en vingt ans, avec 700.000 visiteurs en 2019. Sur les 43.000 personnes prises en charge par le service éducatif dans le cadre de visites groupées, 57 % sont des Allemands.

Mi-juillet, le mémorial sortait doucement d'un an de confinement sanitaire, prêt à renouer avec ses visiteurs. Les nationaux s'interrogent plus volontiers que les touristes étrangers. « *Chacun doit endosser la responsabilité collective de ce qui s'est passé* », résume Alexander Rash, dont le grand-père maternel « *était du côté des criminels* ». Ce fils de militaire britannique, stationné en Allemagne après-guerre, explique s'acquitter chaque jour de cette mission, dans le cadre de son métier de responsable de la formation dans une collectivité publique. Un grand-père nostalgique de la RDA, Rüdiger, explique être venu « *voir de ses propres yeux* », après que sa petite-fille lui a parlé du *Journal d'Anne Frank*.

### Culture du repentir

Ce sentiment de culpabilité est largement partagé dans la société allemande, en particulier dans la jeune génération pour qui la visite d'un camp de concentration est une étape naturelle dans la scolarité. « *On nous apprend à avoir honte mais cela ne me pose pas de problèmes* », explique Antonia Strammer, une jeune bachelière qui repousse l'idée de brandir un drapeau allemand durant un match de football. Cette visite est en tout cas obligatoire pour les futurs soldats de la Bundeswehr. « *Je suis entré en politique à cause d'Auschwitz* », a déclaré, en 2017, le ministre des Affaires étrangères, Heiko Mass, à l'occasion de son discours d'investiture. Le gouvernement allemand est un soutien constant d'Israël.

Dans son roman *Terminus Berlin*, l'auteur juif Edgar Hilsenrath, émigré aux États-Unis, juge avec ironie le comportement actuel de ses anciens compatriotes: « *les Allemands me traitent aussi délicatement qu'un œuf. La plupart se montrent exagérément aimables dès qu'ils apprennent que je suis juif. J'ai l'impression qu'ils se sentent tous coupables* », explique le héros du livre, Joseph Leschinsky. Mais ce dernier comprend que derrière ce vernis, les mêmes fissures réapparaissent, creusées depuis des décennies dans la société allemande. Ce devoir de repentance ne va-t-il pas trop loin? Dans les années 2000, le grand romancier Martin Walser suscita la polémique après avoir déclaré que ses compatriotes avaient « *le droit de détourner le regard* » d'Auschwitz, en dénonçant la « *massue morale* » que constituerait la culture du repentir.

À Meissen, un après-midi d'été, un groupe de très jeunes adolescents écoute de la musique à plein volume, vauté derrière le mémorial des crimes nazis. « *Que symbolise-t-il?* », demande-t-on à un jeune garçon. « *C'est à cause d'Adolf* », répond-il en partant d'un grand rire. À Oranienburg, Alexander Laesicke suggère à ses concitoyens de se poser toujours la même question: « *Est-il juste de vivre heureux à côté de Sachsenhausen?* » Et pour lui, « *la réponse est oui* ».

# Wer dem Zeitgeist nachrennt, kann nur verlieren: Deutschlands Bürgerliche wollten am Katzentisch der Progressiven sitzen – und stehen jetzt aussen vor

Als Angela Merkel Kanzlerin wurde, dachte man, gesellschaftspolitisch sei das Ende der Geschichte erreicht. Was für ein Irrtum!

Alexander Grau 22.09.2021, 05.30 Uhr



Jung, locker und hip, so ist das neue urbane Bürgertum: Sonntagsspaziergang auf dem Tempelhofer Feld in Berlin.

Jürgen Held / Imago

In Deutschland steuert die CDU der grössten Wahlkatastrophe ihrer Geschichte entgegen. Von der stolzen Volkspartei ist wenig übrig geblieben: weder Stolz noch das Volk. Ihre Ehre hat die Union schon lange verraten. Würdelos hechelt man dem Zeitgeist hinterher. Weshalb die Wähler allenfalls noch gelangweilt und ohne jede Begeisterung das Kreuz bei den Christlichdemokraten macht.

Es rächt sich nun, dass man grössere Einbrüche in der Wählergunst in den letzten Jahren vermeiden konnte. Und das, obwohl man Entscheidungen traf, die der Stammwählerschaft nicht gefielen: die Aussetzung des Wehrdienstes, der Ausstieg aus der Atomkraft, die Flüchtlingspolitik von 2015. So konnte man sich der fatalen Täuschung hingeben, die schleichenden Stimmenverluste seien lediglich auf die lange Herrschaft Merkels und eine gewisse Übersättigung zurückzuführen.

Dass das Problem viel tiefer liegt, wurde ignoriert. Stattdessen warf sich die Union dem politischen Zeitgeist an den Hals, um zumindest ein Plätzchen am Katzentisch der Progressiven und Weltoffenen zu ergattern. So begann die Selbstverzweigung im Namen sogenannter Modernität. Ein unwürdiges Schauspiel, inszeniert von irrlichternden Parteistrategen.

## Der Irrtum der Liberalen

Als Angela Merkel 2005 an die Macht kam, konnte man sich noch der Illusion hingeben, die Zukunft werde zwar digitaler, globalisierter, automatisierter und vernetzter, doch gesellschaftspolitisch sei das Ende der Geschichte erreicht. Der kulturelle Sieg des Liberalismus



schien absolut. Bedrohungen der Freiheit sahen die Auguren allenfalls in Fernost und der Dystopie eines autoritären Kapitalismus chinesischer Prägung. Dass der Liberalismus selbst sich einmal in der Gestalt seiner linksliberalen Mutationen zu einer Gefahr für die Freiheit entwickeln könnte, erschien absurd. So kann man sich irren.

Denn revolutionärer noch als die technische Entwicklung gestaltete sich in den 2000er Jahren die gesellschaftliche. Die Digitalisierung, häufig zum epochalen Ereignis stilisiert, erwies sich im Vergleich mit dem seit der Jahrtausendwende forcierten kulturellen Umbau geradezu als Petitesse. Es wurde ein gesellschaftspolitischer Prozess in Gang gesetzt, der auf nichts anderes hinausläuft als auf die Dekonstruktion gesellschaftlicher Grundwerte. Und dies, ohne dass seitens des politischen Konservatismus Widerstand spürbar wurde.

Die Familie wurde von der bürgerlichen Kernfamilie zur allgemeinen Partnerschaft uminterpretiert. Zentrale gesellschaftliche Positionen in Wirtschaft und Politik dürfen nicht mehr nur nach Geschlecht besetzt werden, sondern müssen wohl bald schon auch nach sexueller Präferenz und ethnischen Kriterien quotiert werden. Der literarische Kanon wird einer kritischen Prüfung unterzogen und nach diskriminierenden Formulierungen oder Handlungsmotiven durchforstet.

## Rundum betreut

Kunstwerke werden umbenannt, desgleichen Strassen und Plätze. Denkmäler wurden gestürzt. Wissenschaftliche Kategorien wie das biologische Geschlecht werden im Namen eines instrumentalisierten Minderheitenschutzes ausser Kraft gesetzt. Zugleich wird in Alltagsgewohnheiten von Menschen eingegriffen, beispielsweise um Einfluss zu nehmen darauf, dass sie sich ja umweltfreundlich fortbewegen und gesund essen. Die freiheitliche Gesellschaft soll zu einer durchreglementierten, rundum betreuten Gesellschaft der Behüteten werden.

Symbol dieser autoritären Interventionen ist die verfügte Umschreibung der deutschen Sprache. Ein ursprünglich esoterisches Vokabular, das zuvor allenfalls in revolutionären Student\*innen-Cafés oder Antifa-Initiativen benutzt wurde, wird mithilfe von Medien, staatlichen Institutionen und Kultureinrichtungen sukzessive in die Gesellschaft eingespeist. Was in den 1990er Jahren unterschwellig begann, hat sich zu einer Strömung formiert, die die Werteordnung der Gesellschaften Nordamerikas und Westeuropas wesentlich prägt – im Namen von Wokeness, Gendergerechtigkeit, Postkolonialismus und Vielfalt.

Auslöser dafür war ein gesellschaftlicher Strukturwandel, der immer mehr Schulabgänger in die Universitäten und in der Folge immer mehr Hochschulabsolventen mit linken gesellschaftspolitischen Überzeugungen in Redaktionsstuben, Kulturinstitutionen, Stiftungen und Universitäten trieb. Antonio Gramscis Traum von der Erringung der kulturellen Deutungshoheit durch die Besetzung meinungsbestimmender Schlüsselpositionen wurde Realität.

## Der sogenannte Fortschritt

Hinzu kam ein durch den Massenwohlstand forciertes alltagskultureller Wandel, der Projekte wie Diversity und Inklusion im Zeichen von Emanzipation und Selbstverwirklichung anschlussfähig an den Zeitgeist machte. Und ein Wandel der politischen Kultur: Verstanden sich weite Teile des

Bürgertums bis in die 1980er Jahre als konservativ oder liberal-konservativ, so rückten weite Teile der gehobenen Mittelschicht spätestens nach der Jahrtausendwende nach links.

Klassische Sekundärtugenden wie Gehorsam, Ordnung und Pflichterfüllung kamen endgültig aus der Mode. Man gab sich lieber unkonventionell, spontan und lebenslustig. Statt fester Regeln reüssierte man nun mit Offenheit, Neugier und Toleranz. Das «Sie» begann abzdanken, flache Hierarchien wurden gepredigt. Das urbane Neubürgertum in den westlichen Städten gab sich nicht nur technisch, sondern auch gesellschaftspolitisch fortschrittsorientiert.

Der strategische Kardinalfehler des traditionellen Konservatismus und Liberalismus lag darin, sich einzubilden, man könne sich ohne Schaden dem Zeitgeist anpassen. Man träumte von einer modernen Grossstadt-Bürgerlichkeit, die sich den neuen, urbanen Milieus anbietet, und schaltete auf Schmusekurs. In Schlüsselfragen der Energie-, Sicherheits- und Migrationspolitik übernahm man Positionen des politischen Gegners. Auf gesellschaftspolischem Feld setzte man dem Anspruch der Linken, Sprache, Medien, Kunst und Kultur zu reglementieren, nichts entgegen.

## Punk, nicht Kuschelrock

Doch man gewinnt keine ideologischen Auseinandersetzungen, indem man die Denkstrukturen und die Sprachmuster des Gegners übernimmt. Kapitulationen führen nie zum Sieg. Wo es nötig gewesen wäre, sich kompromisslos zu distanzieren und die Konfrontation zu suchen, hat man sich dem neulinken Zeitgeist angedient.

Der politisch organisierte Liberalkonservatismus muss den Mut haben, aus den sozialen Entwicklungen der letzten Jahrzehnte die Konsequenzen zu ziehen. Dazu gehört die Einsicht, dass weite Teile des neuen Bürgertums für seine Anliegen verloren sind. Lasst sie ziehen! Sie zurückzuholen, ist nur um den Preis der Selbstaufgabe möglich. Weder der schicke IT-Berater noch die hippe Designerin repräsentieren das zukünftige Wählermilieu. Das lebt in der Provinz, liebt sein Jägerschnitzel, fährt Diesel, will keine Gendersprache und will die Felder vor seinem Dorf nicht mit Windrädern zustellen lassen.

Vor allem aber müssen Konservative und Liberale wieder lernen, polemisch zu werden und aggressiv. Zu meinen, man könne sich die Wertschätzung oder zumindest die Duldung der meinungsmachenden Milieus durch Opportunismus erkaufen, ist ein Irrtum. Man wird lediglich als Letzter vom Spielfeld genommen. Angesichts des historischen Debakels muss nun endgültig Schluss sein mit Kuschelrock. Jetzt ist Punk gefragt.

**Alexander Grau ist Philosoph und Autor und lebt in München. 2019 ist im Claudius-Verlag sein Buch «Politischer Kitsch. Eine deutsche Spezialität» erschienen.**

<https://www.faz.net/aktuell/stil/drinnen-draussen/buch-bikepacking-inspiration-fuer-die-naechste-radtour-17481852.html>

BUCH „BIKEPACKING“:

## Vollbepackt mit tollen Sachen...

- VON KAIS HARRABI
- -AKTUALISIERT AM 23.09.2021-08:08



Mit dem Fahrrad durch die weite Landschaft (Fotografie aus „Bikepacking“) Bild: gestalten Verlag

Mit dem Rad auf Reisen gehen, das ist in der Coronapandemie zum Trend geworden. Ein neuer Bildband liefert nun nicht nur Inspiration für die nächste Radtour.

Gefühlt hat während der **Corona-Pandemie** jeder Zweite einen alten Bus zum Wohnmobil umgebaut und ist damit auf Reisen gegangen. Für die Sommerurlaube war aber auch noch eine ganz andere Reiseart beliebt: die mehrtägige Fahrradtour. Von Prag nach Wien oder von Leipzig an die Ostsee oder von Berlin nach Hamburg, die Ziele waren vielfältig. Das lag auch auf der Hand, denn Radfahren ist in der Pandemie zum regelrechten Trend geworden: Fahrradhersteller und -geschäfte verzeichneten Rekordumsätze und wer sein Rad reparieren lassen musste, musste nicht selten mehr als eine Woche auf einen Termin in der nächsten Fahrradwerkstatt warten.

Das Unterwegssein mit dem **Fahrrad**, nicht nur im Alltag, sondern vor allem auf Reisen, ist mittlerweile ein regelrechtes Lebensgefühl geworden. Der Gestalten-Verlag hat diesem Gefühl mit „Bikepacking – Mit dem Fahrrad das Land entdecken“ einen schönen neuen Bildband spendiert. Zwar werden 40 Touren durch alle Teile der Erde vorgestellt, das Buch ist aber beileibe kein Reiseführer. Dafür ist es zu groß und zu schwer. Eher ist es was für den Couchtisch an Wintertagen, fürs sehnsüchtige Blättern und Planen der nächsten großen Tour.



200

Neben den Bildern der Fahrradtouren haben die Autoren auch Tipps für die Verpflegung unterwegs zusammengetragen. :Bild: gestalten Verlag

Die 40 Vorschläge, zusammengestellt von Herausgeber Stefan Amato und Mitautor Tom Hill, haben es in sich. Es gibt spektakuläres Inselhopping entlang der nebelverhangenen Färöer Küste, einen Trip rund ums Atlasgebirge in Marokko oder eine Reise zu britischen Whiskey-Destillen. In den USA und Asien waren die Autoren ebenfalls unterwegs und selbst eine kleine Tour in Deutschland ist mit dabei. Die ist eine besonders spannende Inspiration: Warum nicht einfach mal eine five-to-nine-Tour machen; nach Feierabend aufs Rad steigen, über Nacht eine große Runde fahren, im Zelt oder Biwak campieren und am nächsten Morgen früh aufstehen und rechtzeitig wieder zurück auf Arbeit sein? Das klingt nach einer schrägen Idee, aber man bedenke, dass es auch Leute gibt, die in der Mittagspause joggen gehen und danach wieder frisch und voller Tatendrang am Arbeitsplatz stehen. Aber klar, „Bikepacking“ ist kein Band für Einsteiger. Die Mitfahrer auf den Touren, die Co-Autor Tom Hill in seinen Texten kurz portraitiert, könnte man allesamt eher als Rad- und Outdoorfreaks bezeichnen. Einige arbeiten für Radzubehörhersteller, andere sind Fotografen, nachhaltige Bio-Bauern oder Mitglieder eines Radlerkollektivs. Wer sonst gerne mal einen Nachmittag um einen See fährt, der könnte dementsprechend mit einer dieser Touren und einem vollgepackten Rad vielleicht etwas überfordert sein.





Inspiration für die nächste Radtour: Routen durch die Alpen :Bild: gestalten Verlag

Immerhin, in kleinen Zwischenkapiteln bietet der Band wertvolle Tipps und Kniffe, die man in keinem Reiseführer findet. Etwa, wie man eine Tour mit der Familie oder dem Partner angeht, ohne dass sich ab dem zweiten Tag alle auf die Nerven gehen. Oder – besonders wichtig - wie man sich richtig verpflegt. Eigentlich muss man sowas sonst immer auf die harte Tour lernen. Ebenso wie die Reiseerfahrung, welche Ausrüstung man wirklich braucht und wie man sein Rad am klügsten bepackt. All das zeigt Stefan Amato mit schönen, klaren Aquarellillustrationen. Visuell macht der Band allgemein einiges her, denn neben diesen Illustrationen ist „Bikepacking“ vor allem ein wunderschöner Bildband. Da sind Radler vor spektakulärer Naturkulisse auf den Hebriden oder in Slowenien zu sehen, aber die Fotos vermitteln eben auch einen Eindruck davon, was es heißt, auf eine mehrtägige Radtour zu gehen: Abgekämpft und fertig Essen in der Aluschale überm Feuer grillen oder mit dem Campingkocher aufwärmen und manchmal muss das Rad dann halt auch einfach einen Hang raufgeschoben oder auf ein Boot verladen werden, weil es einfach nicht weiter geht.



„Bikepacking“ von Stefan Amato und Tom Hill ist im gestalten Verlag erschienen, 288 Seiten, 39,90 Euro. :Bild: gestalten Verlag

## Die Touren sind zum Nachfahren gedacht

Dass Herausgeber Stefan Amato sich mit dem Reisen per Rad bestens auskennt, merkt man dem Buch auf jeder Seite an. Dass er manchmal etwas zu häufig Werbung für sein Unternehmen einstreut, gibt dem ganzen aber ein leichtes Geschmäckle. Klar, das Unternehmen bietet Touren und Equipment feil, aber zwischendrin droht der Band Gefahr zu laufen, zum Advertorial zu verkommen. Die Kurve kriegt er dann trotzdem, weil die Touren allesamt wunderschön kreativ sind und das Buch alle wichtigen Infos liefert, die man selbst zum Nachfahren braucht. So ist am Ende auch immer klar, die Touren hier sind zum Nachfahren gedacht und aufgeschrieben, aber vor allem soll das Buch eine Inspiration sein, selbst eine Tour zu planen.

Es muss ja nicht gleich über Stock und Stein in Tibet gehen, oder quer durch den australischen Outback. Warum nicht von Frankfurt nach Berlin, Leipzig nach Prag oder München an den Bodensee? Das Fahrrad, das wird klar, ist ein wunderbar flexibler Begleiter für jede Reise und macht vor allem auch Spaß, weil man mit eigener Körperkraft von A nach B kommt. Ein Gefühl, das so einmalig ist, dass dieser Band nur eine vage Ahnung davon liefern kann.

**Le Figaro, no. 23978**

Le Figaro, jeudi 23 septembre 2021 324 mots, p. 1

Une

ÉDITORIAL

## La rigueur attendra

Quoi de plus difficile, après une longue accoutumance, que le temps du sevrage ? En état de dépendance chronique à la dépense publique, la France se trouve en lévitation depuis la surdose qu'elle a reçue à l'occasion de la crise sanitaire : des dizaines de milliards déversés - c'était nécessaire - par l'État pour faire face à la pandémie, sauver les commerces, les entreprises, les emplois en péril. C'est le fameux « quoi qu'il en coûte », cet argent tombé du ciel, dont le gouvernement a promis d'interrompre le flot maintenant que la croissance est revenue. On savait l'exercice compliqué. Le projet de loi de finances 2022 le confirme : avec le Covid, les dernières cordes de rappel budgétaires ont lâché. À une opinion en demande croissante d'argent public, le gouvernement répond par autant de promesses, surtout avant une élection présidentielle. Aux chèques du sauve-qui-peut succèdent ceux des nouvelles dépenses et des petits cadeaux. Les milliards valent au gré des déplacements présidentiels. D'autres arriveront au cours du débat parlementaire. Même le très sérieux Haut Conseil des finances publiques n'y retrouve pas ses petits. La rigueur et le redressement des comptes attendront.

L'opposition, gauche et droite confondues, a beau jeu de sauter sur l'occasion pour dénoncer cette dérive. C'est de bonne guerre, mais elle est mal placée pour faire la leçon. La dégradation continue des finances publiques est une oeuvre collective. Dans la tempête comme par temps calme, personne n'a présenté un budget à l'équilibre depuis un demi-siècle. Année après année, chacun a apporté sa pierre à l'endettement colossal de la France. Le discours ambiant prétend que, dans le nouveau monde des taux bas, tout cela ne serait pas si grave. Pari bien hasardeux, qui place notre destin entre les mains des marchés financiers. Et qui, dans une fuite en avant lui ôtant toute valeur, n'encourage pas, bien au contraire, le bon usage de l'argent public.



## **Le Figaro, no. 23978**

Le Figaro, jeudi 23 septembre 2021 3997 mots, p. 16

Débats

# « L'interdiction de mettre des mots sur des faits graves nourrit la dépression du pays »

Devecchio, Alexandre

**LE FIGARO** : « C'est une honte de maintenir ce tabou, à savoir que dans les familles arabes en France, et tout monde le sait mais personne ne veut le dire, l'antisémitisme on le tète avec le lait de la mère... » . En 2015, vous avez été attaqué en justice par des associations antiracistes pour avoir prononcé cette phrase dans l'émission Répliques d'Alain Finkielkraut. Vous citez de manière approximative le sociologue d'origine algérienne Samin Laacher. Dans votre nouveau livre, vous racontez cette affaire et le procès pour incitation à la haine qui a suivi, procès que vous considérez comme « un fait politique total » . Pourquoi cette appréciation?

**GEORGES BENSOUSSAN** : Ce procès, en soi mineur, a mis en lumière la force du courant islamiste qui, sous couvert de lutte contre « l'islamophobie » , poursuit en justice toute critique de l'islam en détournant à son profit la loi de 1972 sur le racisme (dite loi Pleven, NDLR). Le procédé est éprouvé qui use des armes de la démocratie pour mieux la ruiner.

Les poursuites judiciaires engagées contre moi ont également mis en lumière le suivisme des organisations de défense des droits de l'homme qui emboitent le pas au Collectif contre l'islamophobie en France (CCIF) (dissous après l'assassinat de Samuel Paty) dont la manoeuvre d'entrisme dans la société française est pourtant patente. Un CCIF dont le parquet suit les recommandations pour décider la tenue d'un procès. Le ministère public fera même appel de la relaxe (mars 2017).

Comme d'autres de même nature, ce procès est un « fait social total » parce qu'il met en lumière le rétrécissement d'une vie intellectuelle minée par l'alliance de deux messianismes, l'islamisme et une forme de gauchisme dont la principale activité consiste à traquer les « dérapages » des mal pensants. Une vie intellectuelle où il ne s'agit plus de départager entre l'erreur et la vérité, mais entre le bien et le mal.

Un procès enfin qui illustre les progrès d'une judiciarisation des rapports sociaux quand, comme ici, le procureur se substitue à l'historien et le tribunal à l'agora. Et pour finir une manipulation qui évoque les procès dans les systèmes communistes quand, à partir d'une phrase savamment triturée pour lui faire dire ce qu'elle ne dit pas (transformer la métaphore du lait maternel en transmission par le sang), et quand la généalogie (le culturel) est muée en génétique (le biologique) afin de mieux asseoir l'accusation de racisme.

**Selon vous, ce procès mettrait donc en lumière les ambiguïtés de l' « antiracisme » ?**

Ce procès a mis en lumière moins l'antiracisme, ce combat nécessaire, qu'un antiracisme dévoyé qui transforme le lanceur d'alerte en incendiaire. C'est ainsi qu'au terme de cet étrange retournement, quand je dénonçais l'antisémitisme d'origine arabo-musulmane ou maghrébine (il ne s'agit évidemment pas de tous les Arabo-musulmans ou de tous les Maghrébins), mes détracteurs ont affirmé que je portais atteinte à ces populations prises globalement que j' « essentialisais » en en faisant des victimes. Comparaison n'est pas raison mais si en 1921, au sortir de la guerre civile russe, j'avais pointé l'antisémitisme pogromiste des Russes blancs, ces derniers, en fonction de cette logique perverse, se sentant offensés, un Collectif pour la défense des Russes blancs » aurait pu m'assigner en justice.

**D'une certaine manière, ce procès préfigure-t-il l'offensive de ce qu'on appelle désormais « l'antiracisme décolonialiste » ou encore « la gauche Woke » ,?**

Ce procès se situe en effet dans cet « antiracisme décolonialiste », comme il se nomme lui-même, qui voit à l'oeuvre dans le « monde blanc » un racisme systémique et un système d'oppression. N'est-ce pas là la définition du racisme quand la liberté du sujet est niée et que le crime découle de la naissance? Coupable de ce que l'on est, pas de ce que l'on fait. La notion de « racisé », qui en est issue, réhabilite le concept de race en écrasant toutes les autres dimensions de la vie humaine, à commencer par la condition sociale. Comme toute idéologie, cette logique devenue folle verse, elle, bel et bien dans une « essentialisation » de nature totalitaire en ce qu'elle ignore la singularité de chaque personne.

**En tant qu'historien que pensez-vous de ce qu'on appelle la « cancel culture », cette culture de l'effacement qui préconise par exemple de déboulonner certaines statues, de réécrire, de censurer voire de brûler certaines oeuvres?**

La « cancel culture » se situe dans le droit fil de cet « antiracisme ». Son soubassement démographique est insuffisamment mis en lumière. Il traduit la revanche contre le monde des « anciens maîtres blancs » désormais sur le déclin. Le facteur démographique demeure l'une des clés les plus riches de compréhension de prises de position iconoclastes qui n'ont rien à voir avec un souci d'histoire mais tout en revanche avec les préoccupations d'un tribunal révolutionnaire.

Juger du passé selon nos critères présents, cette démarche anachronique et puérile au sens premier du terme, a pour premier objectif la revanche prise contre un Occident haï. De là vient qu'on déboulonne les statues de Colbert pour cause de Code noir et qu'on manque de courage pour commémorer Austerlitz (2005). Cette révision permanente de l'histoire (sans lien avec la recherche) a tout à voir avec une logique d'essence totalitaire, qui ramène le complexe à l'un, et finit par brûler des livres et censurer des oeuvres.

Pour d'autres, Occidentaux ceux-là, la « cancel culture » traduit la mise en oeuvre d'un rêve éradicateur de purification voué à expurger les éléments du monde ancien. Cette volonté d'effacement traduit une haine de l'origine comme si dans un fantasme de toute-puissance le monde ne commençait qu'avec nous, comme si nous ne pouvions exister qu'à partir de nous-mêmes en effaçant toute filiation. Ce cauchemar est inséparable de la déstructuration de sociétés occidentales que l'extension d'un capitalisme mondialisé a réduit au statut de « foules solitaires » et consuméristes. Qui attaque systématiquement la tradition qui nous humanise parce qu'elle nous inscrit dans une filiation. La solitude collective des réseaux sociaux, ces foules d'individus enivrés de l'illusion d'une liberté sans limites, constituent le terreau parfait à tous les dérèglements de l'esprit humain.

Il faudrait interroger enfin le substrat social de ces comportements. Ils sont souvent le fait d'une basse intelligentsia (sur le modèle du bas clergé en 1789), nourrie d'amertume contre une société qui ne lui accorde pas la place qu'elle estime mériter par son parcours scolaire. De là ce qui alimente un ressentiment sans fin contre le monde des « légitimes ». C'est dans la fabrique du ressentiment de ce public précarisé que se rencontrent les formes les plus violentes de la « cancel culture ».

**En 2002, dans *Les Territoires perdus de la République*, vous dénonciez les maux qui rongent l'école, mais aussi la société française: la violence, l'islamisme, un antisémitisme propre à certains quartiers, la situation des femmes dans ces mêmes banlieues. Ces maux se sont-ils aggravés?**

Les maux se sont considérablement aggravés depuis vingt ans, nous sommes désormais dépassés par la violence des événements. Plus de 500 quartiers en France sont décrétés « quartiers sensibles ». En termes clairs il s'agit de plusieurs millions de personnes qui subissent ici la loi islamiste et là la loi des caïds. Aux « territoires perdus » ont succédé ce que Bernard Rougier nomme les « territoires conquis de l'islamisme ». **Et l'impossibilité de mettre des mots sur ce désastre social et migratoire, sauf à prendre le risque d'être traîné devant la 17e chambre, aggrave la situation et nourrit la dépression collective du pays.**

**Voulez-vous dire que ce procès était un moyen de nier ces réalités?**

Oui, comme d'autres procès du même type. Pour le CCIF, comme pour ses alliés d'un certain gauchisme culturel, j'étais une proie idéale : le responsable du secteur éditorial du Mémorial de la Shoah, historien du sionisme et des Juifs du monde arabe, coordinateur des *Territoires perdus de la République* et d' *Une France soumise* avec Barbara Lefebvre et Caroline Valentin, cet homme-là pris en flagrant délit de racisme, quelle aubaine! Ainsi le CCIF dépose t-il son signalement cinq mois après les faits, alors que la perspective du procès s'éloigne. Faire condamner l'auteur des *Territoires perdus* et de *Juifs en pays arabes*, c'était délégitimer ses analyses, jeter le doute sur l'ensemble de son travail et entraîner son désaveu public à commencer par celui de son employeur (le Mémorial de la Shoah) qui, en dépit de sa relaxe judiciaire trois fois confirmée, décidera de « se passer de ses services » selon les mots récents du journaliste Dominique Vidal.

**Vous évoquez la parole en exil des Juifs du monde arabe et voyez dans la situation actuelle une répétition de l'histoire. Pourquoi?**

Le sort des Juifs du monde arabe n'est pas assimilable à celui des Pieds-noirs, descendants d'Européens dont les aïeux étaient arrivés en Algérie assez récemment à l'échelle de l'histoire. Les Juifs du monde arabe, eux, sont des autochtones dont la présence est très antérieure à l'avènement de l'islam, voire à l'époque du Christ.

Leur sort s'apparente à une exclusion ethnique précédée d'un climat de pressions, de crainte et parfois de violence ouverte. Cela reste jusqu'aujourd'hui un impensé du monde arabe qu'il ne parvient toujours pas (sauf rares exceptions) à analyser en rompant avec cette posture d'éternelle victime de l'Occident, du colonialisme, de l'impérialisme et du sionisme. Une posture qui l'empêche de se penser.

Pour les descendants des Juifs qui ont quitté le monde arabe, l'antisémitisme des « quartiers » fait figure de cauchemar recommencé. C'est un traumatisme que de se voir rattraper par un climat de persécution qu'ils pensaient derrière eux et qui les condamne à subir un nouvel exode, à l'étranger ou en France même : ainsi la Seine-Saint-Denis a perdu 80 % de sa population juive en vingt ans.

Le harcèlement des élèves juifs, si présent au début des années 2000, paraît hors de propos aujourd'hui. Et pour cause : pour des raisons de sécurité, les enfants juifs, renforçant le repli communautaire, ont massivement quitté l'enseignement public. Il reste dans certains quartiers un climat de crainte diffuse, fait de petites incivilités et d'insultes répétées, comme la famille de Sarah Halimi en a d'ailleurs témoigné. Un climat qui rappelle les plus mauvais souvenirs du Maghreb juif populaire.

**Votre livre raconte l'histoire d'une triple victoire, puisque vous avez gagné à trois reprises (lors du premier procès, en appel, puis en cassation). Pourtant, il sonne comme l'histoire d'une défaite... Pourquoi ce titre, Un exil français?**

Vous avez raison : une triple victoire judiciaire et pourtant un sentiment d'exil. Parce que ce procès qui n'aurait jamais dû se tenir a mobilisé une coalition de mauvaise foi, d'idéologie, d'antisémitisme (en particulier de racisme anti-séfarade) et, ingrédient suprême, une dose massive de bêtise et de méchanceté. Comment ne pas éprouver un sentiment d'éloignement d'avec le pays qui l'a rendu possible? Car c'est le parquet, c'est-à-dire le ministère public, qui en a ordonné la tenue. Comme c'est le parquet qui a fait appel de la relaxe signifiant aux Français juifs que c'était aussi de leur avenir qu'il était question. Et si le succès a été modeste, c'est qu'on ne pouvait oublier que l'Etat protecteur avait autorisé cette tartufferie à l'issue de laquelle il n'y avait pas motif à pavoiser. Pourquoi d'ailleurs l'aurait-on fait? Parce qu'on avait reconnu le droit de dire qu'il fait jour à midi et qu'une partie des familles issues du Maghreb est marquée par une éducation antisémite?

Il s'agit *in fine* d'une défaite française et non une défaite juive car la société française toute entière est menacée par ce qui menace aujourd'hui les Juifs. Quant au titre, il ne renvoie pas à l'exil d'un Juif en France mais à l'exil d'un Français en France qui se reconnaît de moins en moins dans son pays, moins parce que le temps qui passe n'en fait plus un contemporain, mais parce que son univers de référence est chaque jour ébranlé un peu plus. Parce qu'il est environné d'un discours doucereux (de « Vous n'aurez pas ma haine » aux incontournables « mamans et papas » ), sans courage, et en décalage avec une réalité qu'il demeure difficile de nommer. C'est cela l'exil français, le sentiment d'un peuple qui se sent dépossédé de la maîtrise de son destin.

# Les Français croient de moins en moins en Dieu

Par Le Figaro avec AFP

Publié il y a 4 heures, mis à jour il y a 2 heures

Les Français étaient 66% à croire en Dieu en 1947. *Fred SCHEIBER / AFP*

## **En 2021, 51% d'entre eux affirment ne pas être croyants, contre 44% dix ans plus tôt.**

Un peu plus de la moitié (51%) des Français ne croit pas en Dieu, selon un sondage Ifop\* pour l'Association des journalistes d'information sur les religions (Ajir) publié jeudi. À la question «*Vous, personnellement croyez-vous en Dieu?*», 51 % des sondés répondent «non» (contre 44% en 2011 et 2004). Les Français étaient 66% à croire en Dieu en 1947, selon un sondage Ifop de l'époque. Dans le détail, les plus croyants sont chez les 65 ans et plus (58%) puis chez les 18-34 ans (48%).

L'épidémie de Covid-19 les a-t-elle rapprochés d'une pratique religieuse? «*Non*», disent les interviewés, à 91%. Seuls 9% répondent par l'affirmative. Sondés sur l'incendie de la cathédrale Notre-Dame de Paris en 2019, 79% répondent que cet événement n'a pas réveillé en eux de «*sentiment religieux*» ni de «*fibre spirituelle*». Mais 21% ressentent le contraire. Autre enseignement: les Français parlent de moins en moins de religion en famille: ils sont 38%, contre 58% en novembre 2009. Et seuls 29% en parlent avec leurs amis (49% en 2009). L'étude s'intéresse aussi à leur avis sur le pape François; 41 % pensent qu'il défend «*plutôt bien*» les valeurs du catholicisme, 44 % qu'il les défend «*ni bien ni mal*» et 15% «*plutôt mal*».

Par ailleurs, 68% des Français pensent que les religions «*peuvent contribuer à transmettre aux jeunes des repères et des valeurs positives : respect de l'autre, tolérance, générosité, responsabilité*». Ils étaient 77% à le penser en 2009. Pour 54% des personnes interrogées, «*toutes les religions se valent*» (62% en 2007). Pour 47% des Français, «*le message et les valeurs du christianisme sont toujours d'actualité*». Et pour 47%, «*les religions peuvent contribuer positivement aux grands débats de société : bioéthique, moralisation de l'économie, famille*» (contre 51% en 2009).

*\*L'enquête a été menée du 24 au 25 août auprès d'un échantillon de 1.028 personnes, représentatif de la population française âgée de 18 ans et plus par questionnaire auto-administré en ligne, selon la méthode des quotas.*

# Pourquoi il faut enseigner la laïcité

Ferry, Luc

Dans le contexte du procès des attentats de Paris, il faut lire l'excellente **Lettre d'un hussard de la république, l'autobiographie de Didier Lemaire**, ce professeur de philosophie lucide et courageux qui ose dire la vérité sur la façon dont il a été littéralement persécuté dans son lycée, puis dans sa ville, Trappes, par les islamistes. C'est le cri d'alarme d'un homme de bien, d'un collègue qui devrait être soutenu dans son combat plus ardemment qu'il ne l'est aujourd'hui. Chacun comprendra en le lisant combien il serait essentiel d'enseigner dans nos établissements scolaires la signification exacte de notre conception républicaine de la laïcité. Or ce n'est pas aussi simple qu'on le pense. En ces temps troublés où la culture scientifique et historique a fait place chez nos politiques à la sociologie électorale et à la « com », le mot semble avoir perdu son sens et sa cohérence. Mettons donc les choses au point.

Comme y insistait déjà Jules Ferry dans sa fameuse *Lettre aux instituteurs*, **la laïcité n'a rien à voir avec l'athéisme. La République est attachée à la liberté de conscience religieuse, une liberté qu'elle ne saurait jamais limiter sans raison majeure, à vrai dire seulement pour assurer la coexistence pacifique des différentes convictions.**

**En quoi consiste alors cette fameuse laïcité parfois si mal comprise chez nous comme en dehors de nos frontières ?** Quatre éléments forts la définissent.

La laïcité, c'est d'abord la naissance de l'humanisme juridique ou, pour parler comme les philosophes, la fin du « théologico-politique » que symbolise dans notre histoire la création du Parlement moderne : **la source de la loi**, contrairement à ce qui a prévalu pendant des siècles, et encore aujourd'hui dans les théocraties, **ne doit plus être recherchée dans des textes sacrés, dans une conception religieuse de l'autorité mais dans la volonté et la raison d'êtres humains élus pour rechercher et mettre en oeuvre l'intérêt général de la nation. Avec la Révolution française et la naissance de l'Assemblée nationale, c'en est donc fini du théologico-juridique**, et c'est cela, au plus profond, qui constitue le noyau dur de notre conception de la laïcité.

C'est en ce point précis qu'elle est indissolublement liée, deuxième élément fondateur, **à la grande Déclaration des droits de l'homme de 1789** selon laquelle l'être humain mérite d'être respecté abstraction faite de ses appartenances communautaires **quelles qu'elles soient : ethniques, religieuses, culturelles, linguistiques et même nationales**. Cela ne signifie pas pour autant, comme on le croit trop souvent à tort, que les appartenances communautaires soient prohibées : elles sont au contraire garanties et protégées par cette vision républicaine des différences dans la mesure où c'est justement leur coexistence pacifique qui est ainsi rendue possible. Simplement, elles ne sont plus indispensables à la fondation du droit, de la morale, et plus généralement de la vie commune.

Voilà pourquoi la laïcité suppose un troisième trait, directement lié aux deux premiers : **la neutralité de l'État qui, précisément pour préserver la paix entre les différentes confessions, se doit de n'en afficher officiellement aucune.**

Enfin, la laïcité **exclut les idéologies du « droit à la différence »** lorsqu'elles risquent de tourner à la différence des droits comme le veut la très libérale et très antirépublicaine **discrimination positive** à laquelle, malheureusement, nous cédon de plus en plus aujourd'hui au grand dam des féministes républicaines comme Élisabeth Badinter. **Il faut rappeler que la notion de droit à la différence est historiquement liée à l'Ancien Régime**. Elle constitue le socle de l'idéologie contre-révolutionnaire qui faisait dire à Maistre qu'il avait rencontré des Anglais, des Russes ou des Italiens, mais point « *l'Homme en général* ». Les hasards - ou les nécessités - de l'histoire ont voulu que cette idée à proprement parler réactionnaire **prenne au temps de la décolonisation une fausse allure « progressiste »**, ce qui ne justifie en rien que nous y renoncions, sous l'influence d'une **fâcheuse américanisation du monde**, à ce qui faisait le point fort de notre **tradition républicaine : l'universalisme et la conviction que le respect et la dignité des autres ne dépendent pas des communautés d'appartenance, mais d'abord et avant tout de leur humanité en tant que telle, donc d'un élément d'universalité et non d'un particularisme**. C'est cela que le fondamentalisme ne nous pardonne pas, et c'est cela qu'il faut enseigner à nos enfants.

# Warum Frankreichs Wut nach dem geplatzten U-Boot-Deal immer noch anhält

Die Worte sind drastisch, das Verhalten verschnupft: Für Paris ist der Vertragsbruch der Australier mehr als eine monetäre Angelegenheit. Er berührt das Selbstverständnis der Franzosen und bestätigt eine These von Emmanuel Macron.

Nina Belz, Paris  
23.09.2021, 05.30 Uhr



Ein U-Boot der australischen Marine. Die neue Generation soll nicht von Frankreich, sondern von den USA geliefert werden – allerdings zehn Jahre später.

Yuri Ramsey / Getty

Auch eine Woche nach der Entscheidung Australiens, den U-Boot-Vertrag mit Frankreich aufzukündigen, beherrscht die Empörung darüber in Frankreich noch Fernsehsendungen und füllt Doppelseiten in Zeitungen. Nach den aussergewöhnlich deutlichen Worten des Aussenministers – Jean-Yves Le Drian sprach von Lügen, Doppelzüngigkeit und einer grossen Vertrauenskrise – ist in den letzten Tagen mehr und mehr darüber öffentlich gemacht worden, wie dieser «Verrat», wie es die «Le Figaro» formulierte, zustande gekommen ist.

Am Dienstag etwa gab das sonst diskrete Verteidigungsministerium bekannt, dass man noch am Tag, als die Allianz verkündet wurde, ein offizielles Schreiben aus Australien erhalten habe. Darin hätten die Australier ihre Zufriedenheit über die Zusammenarbeit mit Frankreich ausgedrückt, heisst es.

Die Wortwahl von Diplomaten und Kommentatoren zeigt, wie tief der Groll sitzt. Einerseits über die Art und Weise, wie das neue Bündnis von den «drei Alliierten» über Monate hinweg eingefädelt und das Abkommen mit den Franzosen dann abrupt beendet wurde, andererseits wegen der ganz konkreten Konsequenzen.

Rüstungsgeschäfte sind Langzeitprojekte, und Frankreich hatte sich auf eine Bindung an Australien für etwa 5 Jahrzehnte eingestellt. Das erste der 12 U-Boote hätte 2030 geliefert werden sollen. Der französischen Naval Group entgehen schätzungsweise 8 Milliarden Euro. Zudem steht Frankreich mit dem Schutz seines Territoriums im Pazifik – Überseegebiete mit immerhin rund 1,6 Millionen Einwohnern und einer ausschliesslichen Wirtschaftszone von 9 Millionen Quadratkilometern – angesichts der neuen Allianz scheinbar alleine da. Beziehungsweise werden die Franzosen relativ offensichtlich zum Bittsteller der neuen angelsächsischen Allianz.



## Allianzen ja, aber nicht bedingungslos

Die überschäumende Empörung in Paris hat allerdings auch mit dem Selbstverständnis der Franzosen zu tun. Dabei geht es nicht um nostalgische Gedanken an die Zeiten, als Frankreich noch als Grossmacht galt. Aber aufgrund seiner Geschichte und der bis heute über den Globus verteilten Überseegebiete ist Frankreichs Blick auf die Welt weiter gefasst als bei jedem anderen Land mit vergleichbarer Grösse. Mit der schlagkräftigsten Armee Europas und als nunmehr einziges EU-Mitglied, das über die nukleare Abschreckung verfügt, sind die Franzosen bereit, ihre Interessen nicht nur entlang ihrer Grenzen zu verteidigen, sondern auch weit von Paris entfernt.

Dabei sind Allianzen für Paris zwar durchaus wichtig. Aber sie bedeuten nicht, dass man auf seine strategische Selbstbestimmung verzichtet. Das zeigte sich insbesondere in Frankreichs ambivalentem Verhältnis zu der transatlantischen Achse. Frankreich bekennt sich einmal mehr, einmal weniger dazu. Und seine Loyalität war nie bedingungslos: Sei es, als Charles de Gaulle 1966 auf Distanz zur Nato ging, als Jacques Chirac den Amerikanern 2003 die Unterstützung im Irakkrieg versagte, oder als François Hollande als erster westlicher Partner 2011 den Rückzug aus Afghanistan beschloss.

Frankreich will auch im Pazifik seinen eigenen Weg gehen. Macron sah sich auf einem «dritten Weg» in seinem Verhältnis zu China: Weniger konfrontativ als die Vereinigten Staaten seit Trump, aber auch entschlossener als die Briten oder die Deutschen. So sind zwar französische Fregatten ebenfalls in den von China beanspruchten Gewässern unterwegs, man verzichtet aber bis anhin – im Gegensatz zu den Amerikanern – auf demonstrative Manöver.

Für Australien war der französische Ansatz angesichts des immer aggressiveren Auftretens von Peking offenbar nicht mehr überzeugend. Zumal es fast selbstredend ist, dass die Franzosen sich im Ernstfall einer Konfrontation wohl doch auch an die Amerikaner und deren langjährige Alliierte, etwa Japan, wenden würden, die im Indopazifik deutlich robuster aufgestellt sind.

Für Frankreich fällt mit dem Rückzieher Australiens nun ein wichtiger Teil dessen weg, was Paris auch wegen gemeinsamer Rüstungsgeschäfte die indisch-australische Axe nannte und als Teil seiner Indopazifik-Strategie sah. Demonstrativ telefonierte Emmanuel Macron zu Beginn der Woche mit dem indischen Premierminister Narendra Modi, um sich der gegenseitigen Loyalität zu versichern. Indien denkt seinerseits über eine Modernisierung seiner U-Boot-Flotte nach. Vor fünf Jahren hat das Land Frankreich bereits 36 Kampfflugzeuge abgekauft.

## Ein Beweis für Macrons Theorie

Dass die Empörung in Frankreich derart heftig ausfällt, hat schliesslich auch noch einen prospektiven Grund. Der Rückschlag im fernen Pazifik und die neue Seilschaft der Angelsachsen ist Wasser auf die Mühlen von Präsident Macron, der sich für eine eigenständige europäische Aussen- und Verteidigungspolitik einsetzt. Seine Ansicht, man könne sich nicht mehr auf die Amerikaner verlassen, hat sich für ihn einmal mehr bestätigt. Die Zeit, die verstrich, bis aus Brüssel und Berlin so etwas wie solidarische Worte kamen, zeigte allerdings wieder einmal, wie weit Europa von Macrons Ideal entfernt ist.

Der temporäre Rückruf der Botschafter aus Australien und den USA, die Frankreich als Reaktion auf die australische Entscheidung vergangene Woche veranlasste, war ein heftiges, aber der



französischen Stimmung angepasstes Zeichen. Den Bruch mit den beiden Staaten bedeutet es aber nicht.

Der französische Botschafter soll kommende Woche nach Washington zurückkehren. Das gab der Élyséepalast nach einem Gespräch zwischen Emmanuel Macron und Joe Biden am Mittwoch bekannt. Die beiden Präsidenten wollen sich zudem Ende Oktober persönlich treffen, um das Vertrauen zu stärken und konkrete Vorschläge für die Erreichung von gemeinsamen Zielen zu besprechen. Macron rang Biden offenbar auch eine verstärkte Unterstützung des französischen Einsatzes in der Sahelzone ab. Details nannte der Élyséepalast vorerst nicht.

GASTKOMMENTAR

# Das Machbare ist zu wenig – vom begrenzten Nutzen der Pragmatik

Lange vorbei sind die Zeiten, als politische Utopien etwas galten. Heute agiert die Politik weit entfernt vom Fortschrittselan früherer Tage und zusehends im Modus der Schadensbegrenzung und Katastrophenabwehr. Aber reicht das auf die Dauer?

Peter Strasser

23.09.2021, 05.30 Uhr

Ein neues Periodikum, herausgegeben in Liechtenstein, finanziert vom österreichischen Red-Bull-Gründer und Multimilliardär Dieter Mateschitz, nennt sich «Der Pragmaticus». Im Editorial heisst es: «Pragmatismus statt Ideologie, angemessener Tonfall statt Alarmismus.» Diese Haltung hat Tradition. Als Helmut Schmidt, deutscher Bundeskanzler von 1974 bis 1982, einst gefragt wurde, was seine politische Vision sei, antwortete er: «Wer Visionen hat, sollte zum Arzt gehen.»

Von Schmidt später selbstkritisch als blasiert abgetan, steht sein Bonmot auch bei liberaldemokratischen Parteien wieder hoch im Kurs. Es geht um das «Machbare». Zukunftsentwürfe weichen Defensivszenarien; Gemeinschaftsideale treten hinter situationsbedingten Handlungsweisen zurück; Theorien werden an ihren Effekten bemessen.

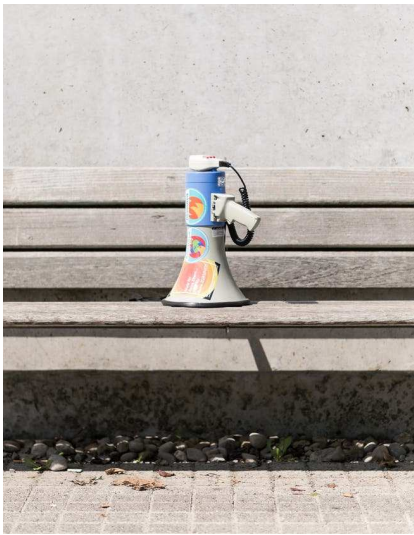
## Das gemeinsame Haus in Flammen

Die Politik, weit entfernt vom Fortschrittselan früherer Tage, agiert zusehends im Modus der Schadensbegrenzung und Katastrophenabwehr. Der in den Medien umlaufende Alarmismus befördert das Gefühl, unser gemeinsames Haus stehe schon in Flammen. CO<sub>2</sub> und Covid-19 sind die Brandbeschleuniger. Der Feuerlöscher muss her, nicht ein Prediger oder Visionär.

Das ambitiöse Ziel «des grössten Glücks der grössten Zahl» wirkt mittlerweile, da die Gesellschaft im Krisenmodus läuft, fast schon unverantwortlich.

Die Auswirkungen der Klimakrise sind mittlerweile weltweit spürbar. Die Corona-Pandemie ist durch immer neue mutative Kapriolen des Virus zu einer Menschheitsbedrohung geworden. Sie befördert in den wohlhabenden Ländern des Westens explosive Stimmungen. Nun könnte man meinen, die pragmatische Lösung liege darin, auf den Rat der Experten und damit auf die Stimme der Vernunft zu hören.

Hinsichtlich der Klimakrise herrscht unter Fachleuten Einigkeit, dass wir auf vieles werden verzichten müssen, was unseren Wohlstand definiert. Hinsichtlich der Pandemie ist es virologischer Common Sense, dass der einzig dauerhafte Schutz vor Corona in einer globalen Durchimpfung liegt. Und was resultiert aus derlei düsterer Prognostik? Während die Politpragmatiker ihre restriktiven Massnahmen darauf stützen, wächst die Kluft zu jenen, welche unter dem Sammelbegriff «Querdenker» gegen die herrschende Klima- und Impfpolitik mobilisieren.



«Gleichheit, Freiheit, Brüderlichkeit» – wer wagt diese Vision von Humanität heute noch ohne innere Skepsis zu verkündigen?

Simon Tanner / NZZ

Es ist das Auszeichnende unseres Gesellschaftstyps, die Autonomie des Einzelnen als in höchstem Masse schutzwürdig zu erachten. Deshalb höhlt deren langfristige und fortschreitende Verknappung den Rechtsgehorsam aus. Unsere Zeit ist keine, in der sich das Wahlvolk – wie einst, während des anwachsenden Nachkriegswohlstandes – den angeblich problemkompetenten Volksvertretern ohne Nachfrage anvertrauen wollte.

Einerseits ist man dem offiziösen Betrieb gegenüber misstrauisch geworden (zu viel Korruption, zu viele falsche Versprechungen!), während man andererseits nach visionären Schlupflöchern in der Alltagsmisere sucht. Immer öfter ist zu hören, dass den Regierenden so manche kollektive Gefährdung zupasskomme, um die verfassungsrechtlich garantierten Rechte des Einzelnen einzuschränken. Ja, man wolle den Souverän, das Volk, an illiberale Zustände gewöhnen. «Aber gibt es Besseres?», so fragt der Pragmatiker der Macht.

## Die Idee des guten Lebens

Die im liberalen Westen viele Jahrzehnte als selbstverständlich vorausgesetzte Idee des guten Lebens ist zweifellos jene des individuellen Wohlbefindens gewesen. Dieses ambitionöse Ziel, das der Philosoph und Ökonom Jeremy Bentham mit der Formel «das grösste Glück der grössten Zahl» umschrieb, wirkt mittlerweile, da die Gesellschaft im Krisenmodus läuft, fast schon unverantwortlich. Zugleich vermittelt die Rede vom «gerade noch Machbaren» das Gefühl eines Verfalls der Wohllebenswelt, die bisher von Optimismus durchdrungen war – und schürt den Argwohn gegen «das System».

Hinzu kommt: Seit dem Zeitalter der Aufklärung orientierte sich der Westen an einem Ideal, das weit über alle Glücksethik hinausreichte. «Gleichheit, Freiheit, Brüderlichkeit» – das war die Vision. Diese setzte zwar einen Sinn für die Grenzen des Realisierbaren voraus; zugleich aber galt als unverhandelbar, dass die schwer errungenen Prinzipien des Menschenrechts, darunter auch die individuelle Freiheit, keiner politischen Pragmatik geopfert werden dürften, es sei denn, das nackte Überleben der Gemeinschaft stünde auf dem Spiel.

Aber steht es heute wirklich auf dem Spiel, oder handelt es sich um Angstmache zwecks Einschüchterung der Bürgerinnen und Bürger? Wird indessen die Politik des «Machbaren» in den Rang eines Glaubenssatzes erhoben – schickt sie, sinnbildlich, jeden Visionär zum Arzt –, dann

werden all die Hoffnungen, welche über die Eintönigkeit, Sinn-Not und Plackerei des Alltags hinausreichen, rasch verwildern. Das ist der Fundus, aus dem, exemplarisch gesprochen, die militanten Klimakrisenleugner, fanatischen Impfgegner und religiösen Fundamentalisten schöpfen.

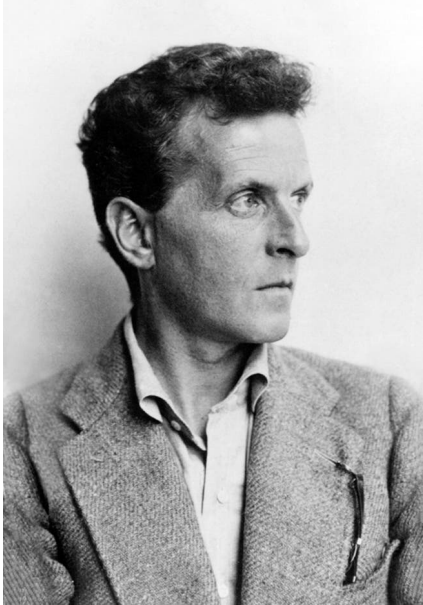
Wir sollten daher, gegen den Druck der Pragmatik, die Vision einer Gemeinschaft bewahren, deren Ideale – Freiheit, Gerechtigkeit, Würde – jenseits des Kampfes ums Überleben erst humanitären Raum schaffen. In Zeiten kollektiven Stresses liegt darin, gedacht als Realutopie, ein unabdingbarer Rückhalt unserer demokratischen Kultur.

Peter Strasser ist Universitätsprofessor i. R. Er lehrt an der Karl-Franzens-Universität Graz Philosophie. Soeben ist erschienen: «Kleiner Sisyphos der grossen Worte. Denkwürdigkeiten aus dem Philosophenleben» (Alber, 2021).

# In diesem Buch steht alles drin: Ludwig Wittgenstein glaubte, die Probleme der Philosophie gelöst zu haben – und gab zugleich zu, seine Aussagen seien sinnlos

Vor hundert Jahren ist der «Tractatus logico-philosophicus» erschienen. Er gilt als Wendepunkt der Philosophiegeschichte. Doch was wollte Wittgenstein mit diesem seltsamen Buch eigentlich sagen?

Christoph Lüthy 23.09.2021, 05.30 Uhr



Philosophieren heisst, sinnvolle Sätze von sinnlosen zu unterscheiden: Ludwig Wittgenstein (1889–1951) in einer Aufnahme von 1930.

«Wovon man nicht sprechen kann, darüber muss man schweigen.» Mit diesem berühmten Orakelspruch schliesst die vor hundert Jahren erschienene «Logisch-philosophische Abhandlung» von Ludwig Wittgenstein. Eröffnet wird sie mit: «Die Welt ist alles, was der Fall ist.» Beide Sätze gehören zu den geflügelten Worten der Philosophie, und ihr Schöpfer wird zu den bedeutendsten und wirkungsreichsten Philosophen des 20. Jahrhunderts gerechnet.

Wittgenstein selbst wurde durch die Veröffentlichung seiner «Abhandlung» überrascht. Nachdem es ihm nach seiner Rückkehr aus der italienischen Kriegsgefangenschaft 1919 nicht gelungen war, sein Manuskript in Österreich veröffentlichen zu lassen, überliess er die Sache Bertrand Russell, seinem wichtigsten Mentor in Cambridge. Während Wittgenstein weitere Verbesserungen einfügte, gelang es Russell, das ihm zur Verfügung stehende Manuskript samt einer rühmenden Einleitung aus eigener Feder in Ostwalds «Annalen der Naturphilosophie» zu publizieren. Dort erschien es mit dem Publikationsdatum 1921, obschon das Heft erst 1922 ausgeliefert wurde.

Wittgensteins englische Förderer hatten sich in der Zwischenzeit bereits an die Übersetzung gemacht. Unter der Berücksichtigung von Wittgensteins Zufügungen und Verbesserungen erschien bereits 1922 in London eine deutsch-englische Ausgabe unter dem Titel, unter dem die Welt das

Werk seither kennt: «Tractatus logico-philosophicus». Wie es zu diesem Titel kam, ist nicht ganz geklärt. Durch die Wittgenstein-Literatur geistert die Geschichte, G. E. Moore, ein weiterer Mentor aus Cambridge, habe ihn gesetzt, als Hommage an Spinozas «Tractatus theologico-politicus».

## Der sinnvolle Satz

Auch wenn das eine Legende sein sollte, ist die Verknüpfung von Wittgenstein mit Spinoza reizvoll. Beide Autoren erwecken durch die Struktur ihrer Werke den Eindruck strenger Stringenz. In der «Ethik in geometrischer Ordnung dargestellt» versucht Spinoza ja, die Beweiskraft von Euklids Geometrie zu erreichen, indem er dem Traktat Definitionen seiner Begriffe und Axiome voranstellt und danach aus diesen seine Philosophie als beweisbare Lehrsätze deduziert.

Auch Wittgensteins Werk ist durchnummeriert. Die eingangs zitierten zwei Sätze gehören zu den sieben Aussagen, die der Autor einmal als «Cardinalsätze» bezeichnet hat. Die Nummern aller anderen Aussagen geben, wie Wittgenstein dem Leser eingangs erklärt, «das logische Gewicht der Sätze an, den Nachdruck, der auf ihnen in meiner Darstellung liegt». Zudem seien die Sätze mit komplexeren Nummern als «Bemerkungen» zu den Sätzen mit einfacheren Nummern zu verstehen.

Doch was heisst «Gewicht»? Und ist eine «Bemerkung» ein «Argument»? Zum Beispiel beim viel zitierten Satz «Alle Philosophie ist <Sprachkritik>», der die Nummer 4.0031 trägt. Wittgenstein möchte, dass wir diesen Satz weniger gewichten als den «Cardinalsatz» Nummer 4 «Der Gedanke ist der sinnvolle Satz», und dass wir ihn zudem als «Bemerkung» zum Paragraphen 4.003 lesen, der mit den Worten beginnt: «Die meisten Sätze und Fragen, welche über philosophische Dinge geschrieben worden sind, sind nicht falsch, sondern unsinnig.»

## Wie ein Orakel

Nun besteht zwischen diesen Aussagen zwar eine Gedankenkette, doch von Spinozas Versuch, sie als logische Ableitung zu präsentieren, fehlt jede Spur, so wie überhaupt auch jede Lesehilfe im Sinne einer argumentativen Begründung der Lehrsätze fehlt. Die Mischung aus Anmassung und Mystizismus, die aus dem aphoristischen Stil des «Tractatus» spricht, hat bereits seine Lehrmeister in Cambridge zur Verzweiflung gebracht – genauso wie Wittgensteins widersprüchlichen Behauptungen. Einerseits sagt er, er habe alle Probleme der Philosophie gelöst, andererseits räumt er ein, seine Aussagen seien sinnlos.

Die eingeschüchterte Hochachtung, die Geistesriesen wie Bertrand Russell und G. E. Moore Wittgenstein entgegenbrachten, die Persönlichkeit dieses introvertierten, ungeduldigen und asketischen Philosophen und die so strenge wie orakelhafte Ausstrahlung seines «Tractatus» haben miteinander dazu beigetragen, dass wir dieses Werk – das einzige philosophische Buch, das Wittgenstein selbst veröffentlicht hat – als Wendepunkt der Philosophiegeschichte zu betrachten gelernt haben.

Doch welche Wende hier stattgefunden hat und welche Botschaft uns der «Tractatus» vermitteln will, darüber streiten sich die Interpreten. Die berühmte Mehrdeutigkeit des Werkes hat nicht zuletzt damit zu tun, dass Wittgenstein seine Begriffe nicht – oder jedenfalls zu wenig – definiert und dass auch kaum ein argumentatives Baugerüst steht, an dem man hochklettern könnte.

## Die Leiter wegwerfen

Und wo dennoch Umrisse eines Baugerüsts zu ahnen sind, warnt Wittgenstein selbst davor. Vor dem nicht weiter kommentierten «Cardinalsatz» Nummer 7 – «Wovon man nicht sprechen kann, darüber muss man schweigen» – macht Wittgenstein unter der Nummer 6.54 die folgenden geheimnisvollen Aussagen: «Meine Sätze erläutern dadurch, dass sie der, welcher mich versteht, am Ende als unsinnig versteht, wenn er durch sie – auf ihnen – über sie hinausgestiegen ist. (Er muss sozusagen die Leiter wegwerfen, nachdem er auf ihr hinaufgestiegen ist). Er muss diese Sätze überwinden, dann sieht er die Welt richtig.»

Wie muss man das einordnen? Die Literatur zu Wittgensteins «Tractatus» ist uferlos, doch man kann die Interpretationen in zwei Hauptströmungen einteilen. Die eine nimmt Wittgensteins Arbeit als logische Abhandlung ernst und betrachtet sie als wichtigen Beitrag zur Analyse des Verhältnisses zwischen Welt, Sprache und Gedanken und somit als den Ausgangspunkt der analytischen Philosophie. Einer Philosophie also, die ausschliesslich als Sprachproblem verstanden wird. So wie Russell, der gefordert hatte, «dass alle vernünftige Philosophie mit einer Analyse von Aussagen beginnen sollte».

Wittgenstein geht davon aus, dass eine strukturelle Übereinstimmung besteht zwischen sinnvollen Sätzen und «Tatsachen», wobei «Tatsachen» «Dinge» sind, die durch Namen bezeichnet werden. «Die Konfiguration der Gegenstände bildet den Sachverhalt», sagt Wittgenstein. Teller und Besteck auf einem Tisch bilden beispielsweise eine solche «Konfiguration». Wir können uns in unseren Gedanken «Bilder der Tatsachen» machen, wobei «das logische Bild der Tatsache [. . .] der Gedanke» ist.

## Teller und Besteck

Die Sprache bildet den letzten Eckpunkt dieses Dreiecks: «Im Satz drückt sich der Gedanke sinnlich wahrnehmbar aus», und zwar so, dass zwischen den Tellern und dem Besteck auf dem Tisch und der sprachlichen Aussage darüber ein Abbildungsverhältnis besteht. Der Satz und dessen Struktur spiegeln die Anordnung auf dem Tisch. Hingegen ist alles, was gesagt wird, ohne Tatsachen abzubilden «sinnlos» oder hat höchstens einen verweisenden Charakter. Gute Philosophen kennen diese Grenze, deshalb schweigen sie über das, was sich nicht sagen lässt.

Eine Philosophie, die sinnvolle Sätze auf Aussagen über Tatsachen beschränkt, hat eine äusserst enge Auffassung von Sprache. Wittgenstein hat in seinem zweiten, erst postum veröffentlichten Hauptwerk, den «Philosophischen Untersuchungen», diese enge Sprachauffassung denn auch nachdrücklich verworfen. Die Forschung stellt darum häufig den «späten Wittgenstein» dem «frühen Wittgenstein» gegenüber.

Beiden Werken ist jedoch gemeinsam, dass sie Philosophie von der Sprache aus angehen und dass Sprachanalyse als Therapie betrachtet wird. Unverändert bleibt auch die Grundüberzeugung, dass viele Probleme – namentlich in der Philosophie – verschwinden, wenn man die Sprache, in der sie formuliert sind, demaskiert.

## Unsagbares

Die zweite Hauptströmung der Interpretation stellt den «Tractatus» in den Zusammenhang von Wittgensteins Biografie und versteht das Werk als hygienische Lebensübung. Auch diese



Interpretation stellt die Grenze zwischen Sagbarem und Unsagbarem in den Mittelpunkt, doch dominiert nun das Unsagbare. Man verweist auf Wittgensteins dauerndes Unglücklichsein; die Belastung durch seine schwerreiche, musisch begabte, aber suizidal veranlagte Familie.

Oder man stellt sein Werk in den Zusammenhang von Wittgensteins Versuchen, seinem Leben als Volksschullehrer in einem abgelegenen Dörfchen, als Krankenpfleger, Soldat oder Gärtner einen Sinn zu geben; den Einfluss des traurigen Søren Kierkegaard oder des polemischen Karl Kraus. Wittgensteins Leben mit all seinen Krisen habe sich immer nur um das Unsagbare gedreht, und der «Tractatus» zeige, gerade in seinen letzten Sätzen, dass selbst der Versuch, das Sagbare zu definieren, gescheitert sei.

Die beiden Auffassungen stehen sich meist unversöhnlich gegenüber. Tatsächlich sind sie aber kompatibel. Dass der junge Wittgenstein die Ausbildung zum Ingenieur abgebrochen hat, um sich in Cambridge der Logik zuzuwenden, und dass er in dieser Disziplin vortreffliche Arbeit geleistet hat, entspricht, um in seiner Terminologie zu bleiben, «Tatsachen». Dass er daran litt, dass die Logik ihm keine Hilfe bieten konnte bei den Lebensfragen, ist ebenso wahr. Wittgenstein hat diese Unmöglichkeit stets aufs Neue thematisiert.

# Wieso in Europa fast keine Kernkraftwerke mehr gebaut werden und weshalb dies keine gute Nachricht ist

Der Bau neuer Kernkraftwerke ist in Europa unattraktiv. Dies hat mit dem Ausstiegsentscheid diverser Länder zu tun – aber auch damit, dass die Zuverlässigkeit der Stromproduktion kaum honoriert wird.

Christoph Eisenring

24.07.2021, 05.30 Uhr

Man fühlt sich an Infrastrukturbauten wie den Berliner Flughafen oder die Hamburger Elbphilharmonie erinnert. Beide Projekte wurden zwar vollendet, allerdings mit gewaltigen Kostenüberschreitungen und Verzögerungen. Von dieser Krankheit befallen ist auch der Bau von Kernkraftwerken in Europa.

Im englischen Hinkley Point werden derzeit zwei Kraftwerksblöcke errichtet. Während der Planungsphase ging man noch von Kosten über 4 Mrd. £ aus. Mittlerweile rechnet die federführende Électricité de France (EdF) mit 23 Mrd. £.

Hinkley Point ist zwar ein Extrembeispiel, doch amerikanische Forscher haben herausgefunden, dass US-Kernkraftwerke [im Schnitt eine Kostenüberschreitung von 240% aufwiesen](#). Was steckt dahinter? Und können unter diesen Voraussetzungen Kernkraftwerke in Europa überhaupt noch eine Option sein?

## Stabil und frei von CO<sub>2</sub>

Zunächst: Weshalb ersetzt man Kernkraftwerke nicht einfach durch Wind und Sonne? Die Kernkraft hat einen riesigen Vorteil: Die vier noch in Betrieb stehenden Schweizer Kernkraftwerke liefern fast rund um die Uhr zuverlässig Strom – im Schnitt etwa während 85% der Jahresstunden. Diese Leistung ist gerade im Winter wertvoll, weil dann die Flüsse wenig Wasser führen und deshalb die Produktion aus Wasserkraft geringer ist als im Sommer. Für die Versorgungssicherheit sind Kernkraftwerke somit ein Trumpf.

Strom aus Wind und Sonne dagegen schwankt stark und ist wenig zuverlässig. Erneuerbare brauchen deshalb ein «Back-up». Das kann entweder die Kernkraft sein, wobei die Atommeiler stetig laufen sollten. Ein ständiges Hoch- und Herunterfahren im Fall eines sehr hohen Anteils von Wind- und Solarstrom würde Kernkraft unwirtschaftlich machen. Oder man stützt sich auf Speicher- oder Gaskraftwerke ab. Letztere sind sehr flexibel zu- und abschaltbar, hinterlassen mit ihren CO<sub>2</sub>-Emissionen aber einen grossen ökologischen Fussabdruck.

Die Nuclear Energy Agency (NEA), die bei der OECD angesiedelt ist, hat sich gefragt, wie ein wirtschaftlich optimales Stromsystem für ein mittelgrosses Land aussehen würde, das weitgehend klimaneutral ist, mit dem man also die Pariser Klimaziele erfüllen würde. Dabei gehen die Ökonomen davon aus, dass die Kosten für Solarstrom noch einmal um 60% und diejenigen von Wind um einen Drittel fallen werden.

Der [optimale Strommix liefe laut Jan Horst Keppler von der NEA](#) auf rund 35% Solar- und Windstrom und auf 40% Nuklearstrom hinaus. Der Rest würde durch Wasserkraft und flexible Gaskraftwerke bestritten.

Bei der Optimierung gilt es zwischen zwei Kräften abzuwägen: Solar- und Windstrom werden zwar immer billiger. Doch je mehr davon eingesetzt wird, desto stärker steigen die Systemkosten, weil das Angebot oft nicht mit der Nachfrage übereinstimmt. Es wird also immer teurer, immer und überall die Versorgung sicherzustellen. Mit dem Anpassen der Nachfrage, der Speicherung oder mit flexiblen Gaskraftwerken muss man darauf reagieren.

Bei einem Anteil von 50% Solar- und Windstrom machen diese Systemkosten laut NEA rund 3 Rp. je Kilowattstunde aus. Damit diese Kosten nicht zu hoch werden, nimmt man deshalb einen guten Teil zuverlässige Nuklearenergie in den Mix, die ebenfalls kein CO<sub>2</sub> produziert.

Frappant ist ein Vergleich mit dem Schweizer Strommix: Derzeit macht die Kernkraft einen Drittel aus, die Wasserkraft hat mit 58% den grössten Anteil. Zur Wasserkraft gehören dabei die Laufwasserkraftwerke und die flexibel regulierbaren Speicher- und Pumpspeicherkraftwerke. Gerade letztere bieten eine CO<sub>2</sub>-freie Alternative zu den Gaskraftwerken. Die Schweiz weist damit ein nahezu «ideales» Stromsystem auf, weil es punkto CO<sub>2</sub>-Gehalt bereits dort ist, wo die internationale Gemeinschaft hingehen will. Und in der Schweiz hat die Kernkraft gerade etwa jenes Gewicht, das ihr in der Modellwelt optimalerweise zugeschrieben wird.

Nur: Die Schweiz hat einen schrittweisen Ausstieg aus der Kernenergie beschlossen, Deutschland stellt nächstes Jahr die letzten Kernkraftwerke ab, Belgien 2025 und Spanien 2035. Allerdings gibt es mit [Schweden](#), Finnland, Frankreich und Grossbritannien auch Gegenbeispiele, also Länder, die an der Kernkraft festhalten. Jedenfalls stellt sich die Frage, ob man nicht noch einmal über die Bücher gehen sollte, wenn die Kernkraft ein so zentraler Pfeiler einer CO<sub>2</sub>-freien Stromversorgung ist.

## Lieferkette ist inexistent

Neuen Kernkraftwerken stehen jedoch politische und wirtschaftliche Hindernisse im Weg. Die Blöcke von Hinkley Point C gehören zur dritten Generation von Kernkraftwerken. Sie gelten als deutlich sicherer als solche der zweiten Generation, zu der alle Schweizer Kernkraftwerke zählen. Die Schweizer Atommeiler sind bereits 40 bis 50 Jahre am Netz.

Laut Andreas Pautz, Professor für nukleare Energie und Sicherheit am Paul-Scherrer-Institut (PSI), ist statistisch gesehen bei Kernkraftwerken der zweiten Generation etwa alle 10 000 Jahre mit einer Kernschmelze zu rechnen. Da es weltweit rund 440 Reaktoren gibt, könnte es also grob gerechnet alle 25 Jahre zu einem gravierenden Unfall mit möglicherweise verheerenden Folgen kommen. Allerdings lasse sich diese Häufigkeit mit Nachrüstungen, wie sie in praktisch allen schweizerischen und europäischen Kernkraftwerken durchgeführt wurden, deutlich senken.

Bei Kernkraftwerken der dritten Generation sei diese Wahrscheinlichkeit laut Herstellerangaben nochmals zehn- bis hundertmal geringer, sagt Pautz. Die neuen Reaktorblöcke in Hinkley Point verfügten zum Beispiel über zusätzliche Systeme, um eine Kernschmelze zu beherrschen, sowie über mehrere voneinander unabhängige Kühlsysteme, von denen jedes durchgängig vierfach vorhanden sei.

Zunehmende Anforderungen an die Sicherheit, gerade nach dem Reaktorunfall in Fukushima, führen bei neuen Anlagen aber zu deutlichen Kostensteigerungen. Dazu kommen zwei weitere Faktoren: Erstens gibt es für Kernkraftwerke der dritten Generation kaum Erfahrungswerte. Zweitens hatte man in Europa vor den jüngsten Projekten zwei Jahrzehnte lang kein

Kernkraftwerk mehr gebaut. Der frühere Partner der EdF, die deutsche Siemens, ist zum Beispiel 2011 aus dem Geschäft mit Kernkraft ausgestiegen.

Es fehlt somit in Europa eine intakte Lieferkette für ein solch gigantisches Projekt. Anders ist dies in den Schwellenländern Russland, China und Südkorea. Während in Hinkley Point C jedes Gigawatt installierte Leistung 9 Mrd. Fr. kostet, betragen die entsprechenden Aufwendungen in den genannten Schwellenländern lediglich einen Drittel davon.

In China gibt es laut Pautz zwei grosse Reaktorbaulinien, von denen dann gleich 15 bis 20 Stück geplant würden. So lassen sich Grössenvorteile realisieren. Auch blieben Südkorea und China mit Bauzeiten von 5 bis 7 Jahren oft im Plan – während man im französischen Flamanville, wo EdF denselben Kraftwerkstyp baut wie in Hinkley Point, mittlerweile mit 15 Jahren rechnet.

## Systemleistung vergüten

Aus diesen Überlegungen lassen sich drei Schlussfolgerungen ziehen: Erstens ist der Strom aus schon bestehenden Kernkraftwerken meist konkurrenzfähig. Der Staat sollte deshalb den Betreibern die Gelegenheit geben, die maximale Lebensdauer auszuschöpfen. 60 Jahre sind in den meisten Fällen mit entsprechenden Nachrüstungen möglich, in den USA wurden schon Betriebsbewilligungen für 80 Jahre genehmigt.

Weniger vorteilhaft sieht es, zweitens, jedoch für neue Kernkraftwerke aus. Wenn es in Europa an neuen Projekten fehlt, kann sich keine Lieferkette entwickeln und kann man kaum Skaleneffekte erreichen. Investoren werden sich so kaum finden lassen. Der letzte Schrei sind derzeit zwar kleinere, flexiblere modulare Reaktoren, bei denen auch das Investitionsrisiko geringer sein soll. Doch vor 2035 dürften solche Designs kaum zur Verfügung stehen – zudem käme das derzeit wichtigste solche Projekt [in den USA ohne kräftige staatliche Hilfe kaum vom Fleck](#). Erschwerend kommt, drittens, hinzu, dass die Systemleistung nicht adäquat vergütet wird, also der Vorteil, dass Kernkraft im Gegensatz zu Strom aus Wind und Sonne zuverlässig zur Verfügung steht. Im Fall von Hinkley Point wurde EdF von Grossbritannien aus diesem Grund ein hoher Abnahmepreis für 35 Jahre garantiert. Die Kritiker sprechen von Subventionen, man kann aber auch von einer Prämie für Zuverlässigkeit sprechen, wenn ihre Höhe auch höchst umstritten ist.

Die Schweiz hat mit ihrer Wasser- und ihrer Kernkraft einen CO<sub>2</sub>-armen Strommix, für den sie manches Land bewundert. Einheimische Kernkraft nun durch (allenfalls subventionierte) Gaskraftwerke oder Importe von Kohlen- oder französischem Atomstrom zu ersetzen (sofern Einfuhren im Winter überhaupt möglich sind), kann deshalb kaum der Weisheit letzter Schluss sein.

<https://www.faz.net/aktuell/wirtschaft/studie-zu-arm-und-reich-die-einkommensschere-in-deutschland-schliesst-sich-17555510.html>

ERKENNTNISSE VON IW-STUDIE:

# Die Einkommensschere schließt sich

- VON DIETRICH CREUTZBURG, BERLIN
- -AKTUALISIERT AM 26.09.2021-16:09



Sichtbarer Wohlstand: Ein Mann trägt eine teure Armbanduhr und Goldschmuck. Bild: Laila Sieber

Die Armen werden immer ärmer, die Reichen immer reicher – die These ist politisch beliebt. Sie lässt sich in Deutschland einer neuen Studie zufolge aber kaum halten.

Die Armen werden immer ärmer, die Reichen immer reicher: Mit dieser These begründeten **SPD**, Grüne, Linke und Gewerkschaften schon im Wahlkampf Forderungen nach einem höheren Mindestlohn und höheren Sozialleistungen für Arbeitslose, gekoppelt mit einer stärkeren Besteuerung hoher Einkommen und Vermögen. Aber inwieweit trifft die These auf Deutschland überhaupt zu?

Das **Institut der deutschen Wirtschaft** (IW) in Köln hat dies nun anhand einer Reihe von Indikatoren für die vergangenen Jahrzehnte überprüft und zieht ein klares Fazit: Das „oft bemühte sprachliche Bild einer sich immer weiter öffnenden Einkommensschere zwischen Arm und Reich“ erweise sich als „wenig stichhaltig“. Kurz gefasst: Der Anteil der Löhne am Volkseinkommen ist zuletzt klar gestiegen. Zugleich zahlen Gutverdiener einen höheren Anteil der Einkommensteuern als 1998. Und der Anteil der Bürger mit Einkommen unterhalb der statistischen Armutsrisikoschwelle sinkt.

Nach der Jahrtausendwende war die Lohnquote tatsächlich von zuvor gut 70 Prozent auf etwa 65 Prozent gesunken, wie IW-Forscher Maximilian Stockhausen anhand amtlicher Daten nachzeichnet. Diese Quote gibt an, welcher Anteil des gesamten Volkseinkommens auf dem Weg über Entgelte für abhängige Arbeit an Arbeitnehmerhaushalte fließt. Unter den Einfluss sinkender Arbeitslosigkeit im vergangenen Jahrzehnt drehte der Trend jedoch: Die Lohnquote pendelte sich bei 69 Prozent ein, bis die Schwäche der Industrie und die Corona-Krise zu einem weiteren Schub führten. Infolge sinkender Kapitaleinkommen stieg die Lohnquote im Jahr 2020 auf 74 Prozent.

## Höhere Einkommen zahlen mehr Steuern

Die Anteile der unterschiedlichen Einkommensschichten am Aufkommen der Einkommensteuer haben sich demgegenüber nicht so stark verschoben. Von den umstrittenen Entlastungen höherer Einkommen durch die rot-grüne Koalition ist statistisch nichts mehr übrig: Das obere Zehntel der Haushalte zahlte zuletzt 51 Prozent der gesamten Einkommensteuern, knapp einen Prozentpunkt mehr als 1998. Der Anteil der unteren Hälfte lag fast unverändert bei 7,3 Prozent.

Daneben analysiert die Studie, wie sich die Ungleichheit der Einkommen entwickelt hat. Hier ist das Gesamtbild weniger klar – was vor allem am Faktor Migration liegt: Der Anteil der Haushalte, die über weniger als 60 Prozent des mittleren Einkommens verfügen, schwankt seit etwa 2005 zwischen 14 und 17

Prozent, mit steigender Tendenz insbesondere um das Jahr 2015. Dies, so Stockhausen, sei damit zu erklären, dass damals viele zunächst mittellose Flüchtlinge neu ins Land kamen und seither in die Statistik einfließen. Andernfalls wäre der Anteil der ärmeren Haushalte gesunken. Als ermutigend wertet der Forscher, dass sich dieser zuletzt wieder stabilisiert habe. Insgesamt lasse sich seither eine „Phase des inklusiven Wachstums“ feststellen – wozu neben der Integration auch die Bewältigung der Pandemiefolgen zähle.



GRÜNE GESCHLECHTERPOLITIK:

## Ich bin dann mal Frau

- EIN KOMMENTAR VON THOMAS THIEL
- -AKTUALISIERT AM 24.09.2021-15:34



Bei den Grünen darf jeder eine Frau sein, der sich selbst so sieht. Über die Konsequenzen redet man lieber nicht. Ein Fallbeispiel.

Wie ernst es den Grünen damit ist, das Geschlecht vom Körper zu trennen, haben sie in ihrem Parteiprogramm niedergeschrieben. „Von dem Begriff ‚Frauen‘“, heißt es dort, „werden alle erfasst, die sich selbst so definieren.“ Gleichzeitig will man an der Quote bei der Ämtervergabe festhalten. Wie soll das zusammengehen, fragen Frauenrechtler, die Frau nicht in Anführungszeichen schreiben und befürchten, dass die Auflösung des körperlichen Geschlechts die Errungenschaften der Frauenbewegung zurücknehme. Jeder Mann, der sich als Frau definiert, kann sich ja nun einen weiblichen Listenplatz erstreiten. Robert Habeck hätte seine Chance auf die Kanzlerkandidatur also deutlich steigern können, wenn er kurz mal das Geschlecht gewechselt hätte.

Dass der neue Spielraum genutzt wird, dafür steht beispielsweise der bayerische Landtagsabgeordnete Markus Ganserer, der sich seit 2019 bei gleichbleibenden Geschlechtsmerkmalen als Frau definiert und als Tessa einen weiblichen Listenplatz für die Bundestagswahl erobert hat. Vom Wahlausschuss wird Tessa zwar noch als Markus vermerkt, aber auch das wollen die Grünen mit einem neuen Bundesgesetz ändern, das Geschlecht und Körper trennt. Sozialdemokratie, Linkspartei und FDP gelten dem Vorhaben gegenüber als aufgeschlossen. Nicht jedem Grünen gefällt das.

### Verweigerte Debatte

Im Kreisverband Reutlingen sorgte im Juli das Grünen-Mitglied David Allison für Verwirrung. Allison stand während einer Vorstandssitzung auf und sagte, er kandidiere für einen der weiblichen Listenplätze. Er sei eine Frau, erklärte er seinen erstaunten Parteikollegen, und lebe in einer lesbischen Beziehung. Auch für die Ehefrau war das eine neue Information. Äußerlich war Allison die neue Weiblichkeit nicht abzulesen, er habe auch nicht gar nicht vor, sagte er, einen körperlichen Geschlechtswechsel einzuleiten. Nach dem Parteistatut müsse ihn der Vorstand zur Wahl zulassen. Das tat er dann auch.

Allison war nicht traurig darüber, dass er die Wahl verlor. Er habe mit der Aktion lediglich eine Debatte über die Nebenfolgen des neuen Frauenstatuts anstoßen wollen, sagte er in einer kurzen Rede, nachdem er zum alten Geschlecht zurückgekehrt war. Doch seine Partei will das nicht. Anders als verabredet, wird der Vorgang weder im Protokoll noch in der Presseerklärung vermerkt, weshalb Allison sich an die Presse wendet. Der Kontakt zur Partei brach ab. Vor wenigen Tagen, sagt Allison, habe ihm die grüne Landtagsabgeordnete Cindy Holmberg seine Stelle als wissenschaftlicher Mitarbeiter ohne Angabe von Gründen gekündigt. Holmberg will dazu auf Nachfrage dieser Zeitung nichts sagen. Am aussichtsreichsten wäre es für Allison wohl, sich wieder als Frau zu definieren und die Transfeindlichkeit in seiner Partei zu beklagen. Aber witzig ist die Sache eigentlich nicht.



FRIDAYS FOR FUTURE:

# Demonstration mit Waldbesetzung

- VON MATTHIAS TRAUTSCH
- -AKTUALISIERT AM 24.09.2021-20:25



Fridays for Future: Nach einer Demonstration sind Klimaschützer auf Plattformen in einem Waldstück im Frankfurter Osten geklettert. Bild: Lucas Bäuml

Aus Sicht vieler Demonstranten von Fridays for Future reicht weder die Bambuszahnbürste im eigenen Bad noch das Kreuzchen auf dem Wahlzettel aus, um etwas zu verändern. Der parlamentarischen Demokratie trauen sie nicht, sie setzen auf einen Systemwandel.

Mit individuellem Handeln sei die Klimakrise nicht zu überwinden – da ist sich die Rednerin von [Fridays for Future](#) sicher. „Ob wir als Einzelne Bambuszahnbürsten kaufen, ist irrelevant“, sagt die junge Frau auf dem Lastwagen vor der Alten Oper. Von ähnlich begrenzter Wirkung wie Bambuszahnbürsten seien die Kreuzchen auf dem Wahlzettel. Wirklich helfen werde nur ein Systemwechsel, sprich die Abschaffung des Kapitalismus. Das aber sei „nicht im Bundestag oder im Supermarkt, sondern nur auf der Straße“ zu bewerkstelligen. „Braver Protest bringt nichts.“ Dass etwas illegal sei, bedeute nicht, dass es falsch sei, dass etwas legal sei, heiße nicht, dass es richtig sei. Auf dem bis an den Rand gefüllten Opernplatz brandet Applaus auf.

Im späteren Verlauf des Freitags werden einige Aktivisten den Worten Taten folgen lassen. Im Anschluss an die [Demonstration](#) von Fridays for Future, die auf dem Opernplatz beginnt und mit einer Kundgebung auf dem Römerberg endet, besetzen Klimaschützer ein kleines Waldstück im Frankfurter Osten. Sie wollen damit die geplanten Rodungen für den Ausbau der A66 und den Bau des Riederwaldtunnels verhindern. Für die Autobahn würden im Fechenheimer Wald, im Erlenbruch und im Teufelsbruch auf zwei Kilometern wertvolle Bäume, artenreiche Feuchtgebiete und Alleebäume zerstört, teilt die Kampagne „Teufelsbruch bleibt!“ mit.

Die Aktion folgt der Logik der Reden, die drei Stunden zuvor auf dem Opernplatz gehalten wurden. Weltweit würden Tiere und Pflanzen ausgelöscht und Menschen unterjocht, beklagt eine zapatistische Gruppe. „Es gibt einen Schuldigen für diese Zerstörungen – dieser Schuldige hat einen Namen: Es ist das kapitalistische System.“ Die Rednerin von Fridays for Future, die danach auftritt, knüpft nahtlos an. Seit Beginn der Industrialisierung würden alle Werte dem Primat des Wachstums untergeordnet. Das Prinzip des Wettbewerbs teile Menschen in Ausbeuter und Ausgebeutete. Diesem System diene auch die Polizei, deren Aufgabe es sei, das Kapital zu schützen. Zwar wäre bei der Bundestagswahl ein Linksrutsch „das Beste, was passieren könnte“, aber selbst eine rot-rot-grüne Koalition würde kein Ende des kapitalistischen und „faschistoiden“ Systems herbeiführen.

„Bonzen und Kapital vertreiben“

Auf der Demonstration sind etliche Plakate zu sehen, die eine ähnliche Sprache sprechen. „Für das Leben, gegen den Kapitalismus“ steht auf einem meterlangen Banner, das junge Leute hinter dem Lastwagen an der Spitze des Demonstrationzugs aufspannen. Ein älterer Mann mit langem grauen Bart reckt ein Schild mit der Aufschrift „Bonzen und Kapital vertreiben“ in die Höhe. Eine junge Frau mit rötlichen Locken hat auf einen Pappkarton „Save the climate“ und „Fight capitalism“ geschrieben.



Skeptisch: An einen Wandel durch Wahlen glauben die Demonstranten nicht. :Bild: Lucas Bäuml

19.000 Menschen beteiligen sich nach Angaben von Fridays for Future an der Frankfurter Ausgabe des „Klimastreiks“, die Polizei spricht von mehreren Tausend Teilnehmern. Anhänger des CDU-Kanzlerkandidaten lassen sich im Demonstrationzug nicht finden. Ein junger Mann trägt ein Schild mit der Aufschrift: „Kohle ist scheiße. Armin auch.“ Eine 25 Jahre alte Studentin der sozialen Arbeit, die ihr Fahrrad neben sich herschiebt, hat auf eine Pappe „Macht die Wahl zur Klimawahl“ geschrieben und darunter das Kürzel CDU durchgestrichen. Sie hoffe auf Rot-Rot-Grün, sagt sie. Die Rhetorik von manchen Aktivisten finde sie zwar überzogen, aber Kapitalismuskritik sei nötig und wichtig.

Manche Demonstrationsteilnehmer distanzieren sich hingegen klar von antikapitalistischen Forderungen. Ein Achtzehnjähriger, der mit einer Schülergruppe aus Dietzenbach nach Frankfurt gekommen ist, sagt, bei der Bundestagswahl gebe er den Grünen wegen der Klimapolitik seine Stimme, grundsätzlich sei er aber „nicht sehr links“ eingestellt. „Der Aufruf zum Straßenkampf trifft nicht das, was ich mir vorstelle.“ Ein Mitschüler im weißen Kapuzenpulli gibt ebenfalls an, die Grünen zu wählen. Manche Redebeiträge auf der Fridays-for-Future-Demonstration seien ihm aber zu undifferenziert. Da würden unter dem Stichwort Klimaschutz sehr viele unterschiedliche Dinge „zusammengepackt“. Die Polizei als Helfer eines faschistoiden Systems zu bezeichnen, halte er zum Beispiel für ziemlich unangebracht.

## So lernt man nicht denken

Die Reform der kaufmännischen Lehre will die Fächer durch Kompetenzen ablösen. Damit beraubt sie die Schule ihrer edelsten Aufgabe: Raum für Denken und Diskurs zu bieten.

Wie konnte das passieren?

Konrad Kuoni 18.09.2021, 21.45 Uhr



«Volksbildung ist Volksbefreiung»: Schweizer Lehrer mit Schülern, 1936.

Hans Staub / Fotostiftung Schweiz

Bildung, so die modernere Vorstellung, soll es dem Menschen ermöglichen, zu sich selbst zu gelangen. Der Renaissance-Humanist Erasmus von Rotterdam schrieb: «Nichts ist naturgemässer als Tugend und Bildung – ohne sie hört der Mensch auf, Mensch zu sein.»

Nachdem sich bis Mitte des 18. Jahrhunderts in der Schweiz Schülerinnen und Schüler verschiedener Jahrgänge gegenseitig unterrichtet hatten und daneben einzeln angeleitet worden waren (eine Frühform von SOL, selbstorganisiertem Lernen), begann sich der Frontalunterricht durchzusetzen. Bildung wurde nun auch als Mittel verstanden, um die breite Masse besserzustellen, wofür der Satz von Heinrich Zschokke (1771–1848) steht: «Volksbildung ist Volksbefreiung.» Mit der totalrevidierten Bundesverfassung von 1874 wurde der unentgeltliche Primarschulunterricht durchgesetzt.

Aus der Kindergärtnerin wurde die Bachelor of Arts in Pre-Primary Education. Bologna führte zu einer Bürokratisierung.

Eigene Wege ging die Berufsbildung. Ab dem 15. Jahrhundert waren die Zünfte dafür zuständig. Nachdem sie im 19. Jahrhundert abgeschafft worden waren, brauchte es eine neue Basis. Das Fabrikgesetz von 1877 mit der Kausalhaftung der Unternehmer führte zu verbesserter Ausbildung mit Unfallprävention. 1884 beschloss der Bund, berufliche Bildungsanstalten zu subventionieren. So entstand das duale System. Auch der 1873 gegründete Schweizerische Kaufmännische Verband begann, Schulen aufzubauen, die ab 1891 vom Bund subventioniert wurden.

1999 unterzeichneten 29 europäische Bildungsminister in Bologna eine Erklärung mit dem Ziel, die akademische Ausbildung zu vereinheitlichen. Zudem sollten die Hochschulen Drittmittel generieren. Das Dreistufensystem mit Bachelor, Master und Doctor wurde installiert und mit dem

Leistungspunktesystem ECTS verknüpft. Aus der Kindergärtnerin wurde die Bachelor of Arts in Pre-Primary Education. Bologna führte zu einer Bürokratisierung mit Output-Orientierung und Verwertbarkeitsdenken.

Im Jahr 2000 begann die OECD mit den dreijährlichen Pisa-Studien bei den 15-Jährigen. Finnland schloss 2000 und 2003 im Leseverständnis am besten ab, was dazu führte, dass sein Gesamtschulsystem mit einem Maturitätsanteil von rund 90 Prozent als vorbildlich angesehen wurde. Rudolf H. Strahm zeigt in der «Akademisierungsfalle» auf, dass die Schweiz dank ihrem Berufsbildungssystem eine sehr tiefe Arbeitslosenquote hat, im Unterschied zu Finnland, und meint: «Ein Universitätsabschluss gewisser europäischer Staaten entspricht niveaumässig manchmal nicht einmal einem Berufslehre-Abschluss in der Schweiz.»

Die Politologin Tonia Bieber zeichnete nach, wie mit Bologna und Pisa Druck auf das Schweizer Bildungssystem ausgeübt wurde, obschon es als vorbildlich galt, so dass ein «extremer Kurswechsel» stattfand. So kam 2006 die Verpflichtung zu einer Harmonisierung der obligatorischen Bildung in die Bundesverfassung, was zum Harnos-Konkordat von 2007 führte. Daraus erwuchs der Lehrplan 21 mit seiner Kompetenzorientierung.

Im Lehrplan 21 gibt es 363 Kompetenzen und 2304 Kompetenzstufen. Die Schülerinnen und Schüler sollen häufig selbstorganisiert allein oder in Gruppen arbeiten, wie zur Zeit vor 1750 also. Aus dem Lehrer wurde eine Lernbegleiterin, ein Lernpartner. Der Kinder- und Jugendpsychologe Allan Guggenbühl meint: «Selbstorganisiertes Lernen setzt eine Vorstellung von Autonomie voraus, die es bei Kindern gar noch nicht gibt.» Roland Reichenbach, Erziehungswissenschaftler, schreibt: «Jede pädagogisch gebildete Lehrperson weiss, dass es unsinnig ist, Bildung allein als Kompetenzerwerb zu konzipieren.» Ein scharfer Kritiker der Kompetenzorientierung ist der österreichische Philosophieprofessor Konrad Paul Liessmann: «So verschwindet ein essenzielles Moment europäischer Bildung: der Hunger nach Erkenntnis, der Wille zur Welt, die Konzentration auf eine Sache, die Neugier auf alles Mögliche und nicht nur auf das, was heute oder morgen nützen kann.» Das könne «nur im Interesse jener sein, die kein Interesse an gebildeten Menschen haben, da die Dummheit zu den Fundamenten ihres Geschäftsmodells zählt.»

Ein Deutschstudium zu absolvieren, um nachher in der Handlungskompetenz «Handeln in agilen Arbeits- und Organisationsformen» tätig zu werden: Kann das ein Berufsziel sein?

Matthias Wirth, damals Präsident der Konferenz der kaufmännischen Ausbildungs- und Prüfungsbranchen, beauftragte 2017 die Leiterin der privaten Zürcher Firma Ectaveo mit dem Projekt KV 2022, wofür üppig Bundesgelder flossen. Pikant: Seit 2018 arbeitet Wirth bei Ectaveo. Statt Fächern werden gemäss Konzept fünf Handlungskompetenzen unterrichtet: Handeln in agilen Arbeits- und Organisationsformen, Interagieren in einem vernetzten Arbeitsumfeld, Koordinieren von unternehmerischen Arbeitsprozessen, Gestalten von Kunden- oder Lieferantenbeziehungen, Einsetzen von Technologien der digitalen Arbeitswelt.

Wer bis anhin etwa Wirtschaft/Gesellschaft unterrichtete, muss nun seine Lektionen in eine Handlungskompetenz ummünzen. Im Normalfall unterrichtet man, weil man sein Fach liebt und gerne mit jungen Menschen arbeitet. Nun stellt sich die Frage, warum man ein Fach studiert haben muss, wenn keines unterrichtet wird. Ein Deutschstudium zu absolvieren, um nachher in der Handlungskompetenz «Handeln in agilen Arbeits- und Organisationsformen» tätig zu werden: Kann das ein Berufsziel sein?

Weil das Projekt kostenneutral sein soll, besteht die Gefahr, dass Gelder, die dem Unterricht zugutekamen, zu Ectaveo abfliessen. Jede Lehrkraft soll jährlich für 140 Franken bei der Firma Konvink, die Ectaveo gehört, eine Lizenz lösen. Bei der Reformumsetzung helfen soll ein Heer von Dozentinnen und Dozenten von pädagogischen Hochschulen und des Eidgenössischen Hochschulinstituts für Berufsbildung, die dazu ein Konsortium gebildet haben. Für sie, die wegen Bologna drittmittelabhängig sind, ist das Projekt ein gefundenes Fressen.

Kritisch äusserte sich der Zürcher Bankenverband am 17. Mai 2021: «Die Vorlage weist schwerwiegende Mängel auf, welche die Zukunft der Banklehre ernsthaft gefährden.» Am 4. Juni 2021 verordnete das Staatssekretariat für Bildung, Forschung und Innovation die Verschiebung um ein Jahr. Am 16. August 2021 aber genehmigte es die Bildungsverordnungen und -pläne.

«Die menschliche Bestimmung», so Friedrich Dürrenmatt, «liegt im Denken, nicht im Handeln. Handeln kann jeder Ochse.»

In einer beruflichen Ausbildung sind die Bedürfnisse der Betriebe zentral. Wer eine Lehre absolviert, ist aber ohnehin hauptsächlich im Lehrgeschäft engagiert. Warum soll die Schule nur noch betriebliche Prozesse nachspielen? Die Schweiz basiert auf der Einmischung der Menschen in den gesellschaftlichen und politischen Diskurs. Dafür braucht es ein Rüstzeug. «Die menschliche Bestimmung», so Friedrich Dürrenmatt in «Justiz», «liegt im Denken, nicht im Handeln. Handeln kann jeder Ochse.»

Immanuel Kant stellte in seiner Schrift «Was ist Aufklärung?» fest, dass die herrschenden Schichten kein Interesse an ihr haben: «Der Offizier sagt: räsoniert nicht, sondern exerziert! Der Finanzrat: räsoniert nicht, sondern bezahlt! Der Geistliche: räsoniert nicht, sondern glaubt!» Die KV-Reform will folgsame Arbeitnehmerinnen und angepasste Konsumenten produzieren, statt räsonierende Menschen zu gewinnen.

Wer der Schule den Raum für das Denken und den Diskurs nimmt, beraubt sie ihrer edelsten Aufgabe und damit ihres Kerns.

Der Autor ist Historiker, Berufsschullehrer und Co-Präsident des Zürcher Verbandes der Lehrkräfte in der Berufsbildung.



**Le Figaro, no. 23978**

Le Figaro Littéraire, jeudi 23 septembre 2021 480 mots, p. LIT4

Critique

## Le bouc émissaire

Abel Quentin Un roman brillant et cruellement drôle sur les affres d'un universitaire à l'ère de la « cancel culture ».

Authier, Christian

À 65 ANS, Jean Roscoff se considère comme « *une promesse non tenue* ». Une addiction à l'alcool, un divorce jamais digéré et des échecs éditoriaux plombent ce professeur d'histoire à l'université de Paris-VIII qui vient de prendre sa retraite. Dîner avec sa fille Léonie et la compagne de celle-ci achève de le convaincre qu'il n'est pas de son temps quand les jeunes femmes naviguent dans les « *solutions internet* » et le « *coaching relationnel* » en parfaites représentantes d'un prolétariat numérique et mondialisé.

Alors, pourquoi Roscoff ne se relancerait-il pas en écrivant sur l'une de ses idoles de jeunesse, Robert Willow ? Poète et musicien de jazz américain proche des communistes, il s'exila en France, fréquenta Sartre et Vian dans le Saint-Germain-des-Prés existentialiste avant de mourir au volant de sa voiture en 1960. Publié par un petit éditeur, l'essai sur cette figure oubliée ne semble pas promis à un vif succès. Sauf qu'un article sur un blog va susciter une polémique. Roscoff est accusé « *d'appropriation culturelle* » et d'avoir « *déracisé* » Willow en n'accordant pas assez d'importance au fait qu'il était noir...

Avec son deuxième roman, Abel Quentin plonge un homme du monde d'avant dans celui du woke, de la « cancel culture », des indigénistes et de l'intersectionnalité des luttes. Notre antihéros -ancien militant de SOS-Racisme, héritier d'une vieille gauche universaliste et romantique - se retrouve lynché sur les réseaux sociaux par une foule imbécile. Les médias s'en mêlent. La « *famille* », à laquelle il croyait appartenir, l'accable. Des soutiens, venus de la droite et de l'extrême droite, aggravent son cas aux yeux de la meute.

À travers le malheureux Roscoff, *Le Voyant d'Étampes* retrace le destin d'une certaine gauche des années 1980 qui remplaça la question sociale par le droit des minorités. C'est l'époque de SOS-Racisme et de « *l'esprit Canal* », l'heure de gloire de « *ceux qui combinaient la puissance financière, l'hégémonie symbolique et surtout l'esprit de dérision, l'arme fatale* ». Règne éphémère. Le ricanement des néobourgeois cédera la place à « *l'esprit de sérieux absolu* » des nouveaux commissaires du peuple instaurant un « *racisme antiraciste* ».

Dans le sillage de Roth

Guerre des générations, guerre des races, guerre des identités : l'écrivain dissèque avec force la guerre de tous contre tous, la rivalité mimétique et la victimisation à l'oeuvre dans la France d'aujourd'hui. Certaines pages font songer aux essais visionnaires de Paul Yonnet (*Voyage au centre du malaise français*) et de Gilles Châtelet (*Vivre et penser comme des porcs*), mais c'est en romancier qu'Abel Quentin avance dans le sillage du Philip Roth de *La Tache*. On ne lâche pas les mésaventures cruellement drôles de son personnage qui s'enfonce dans des sables mouvants. L'énergie des dialogues et des situations, le relief des caractères, la construction du récit et la fin aussi surprenante qu'un tête-à-queue font de *Voyant d'Étampes* une réussite assez exceptionnelle.

# Nehmt dem Menschenfeind das Mikrofon weg! Wie Aktivisten die freie Debatte in Medien und Universitäten verhindern wollen

Medien geben Aussenseitern, Verschwörungstheoretikern und Extremisten viel zu viel Gewicht. So lautet ein populärer Vorwurf. Doch worum geht es den Kritikern wirklich?

Lucien Scherrer 22 Kommentare 24.09.2021, 05.30 Uhr



## Welche Meinungen sollen ihm zugemutet werden? Ein Zeitungsleser am Zugersee.

Annick Ramp / NZZ

Es gibt Dinge, über die sollte man sich nicht lustig machen. Das musste der amerikanische Philosophieprofessor Peter Boghossian erfahren, als er mit Kollegen eine Forschungsarbeit mit dem Titel «Der konzeptionelle Penis als soziales Konstrukt» veröffentlichte. Das Problem war nicht etwa, dass die These der Arbeit – Penisse sind eine menschliche Einbildung und ausserdem für den Klimawandel verantwortlich – frei erfunden war.

Was den universitären Betrieb in Rage brachte, war vielmehr, dass Boghossian den von Experten geprüften und für gut befundenen Forschungsbeitrag veröffentlichte, um den verbiesterten, pseudowissenschaftlichen Aktivismus an gewissen Universitäten blosszustellen. Es gab Anklagen und Untersuchungen gegen den Professor, Aktivisten sabotierten seine Veranstaltungen, Unbekannte beschmierten seine Türe mit Hakenkreuzen. Befremdet von diesem geistigen Klima, hat Boghossian kürzlich seinen Rücktritt aus der Universität Portland bekanntgegeben.

## Die falschen Gäste von Markus Lanz

«Den Studenten wird nicht beigebracht zu denken», so schreibt er in einem offenen Brief. «Sie sollen vielmehr die moralische Gewissheit von Ideologen nachahmen.» Statt nach Wahrheit zu suchen, fördere die Universität Intoleranz gegenüber abweichenden Meinungen. Letztlich geht es im Fall Boghossian um die Frage, wie weit bestimmte Theorien und Meinungen zu Themen wie Rassismus, Sexismus, Klimawandel oder Corona überhaupt noch diskutiert werden dürfen – oder ob die Diskussion ein für alle Mal beendet ist.



Mittlerweile beschäftigt diese Frage auch europäische Universitäten und Medienschaffende. In Frankreich haben linksradikale Studenten einen nationalen Skandal ausgelöst, weil sie eine Debatte über die Wissenschaftlichkeit des umstrittenen Begriffs «Islamophobie» verhindern wollten – indem sie zwei liberale Professoren als Rassisten, Muslimhasser und Faschisten verleumdeten. In deutschen und Schweizer Medien wird derweil darüber gestritten, ob die Medien mittels falscher Gewichtung der Demokratie, der öffentlichen Gesundheit und dem Klima schaden.

Zu den lautesten Anklägern gehört der ZDF-Satiriker Jan Böhmermann, dessen Verlautbarungen im Polit- und Medienbetrieb regelmässig für entzückte und entsetzte Reaktionen sorgen. So geschehen, als Böhmermann kürzlich auf einem Podium der «Zeit» seinen ZDF-Kollegen Markus Lanz massregelte, weil der angeblich die falschen Gäste in seine Sendung einlädt.

## Ein Schlagwort namens «false balance»

Diese Gäste, so Böhmermann, lade Lanz nur ein, «weil man sagt, man muss auch die andere Seite sehen. Und es gibt Meinungen, die sind so durchtränkt von Menschenfeindlichkeit, dass ich mich manchmal frage, warum einige Leute bei dir sitzen» beziehungsweise «wo man fachlich sagt, das ist keine gute Idee». Mit den angeblichen Menschenfeinden, die «man» fachlich daneben findet, meinte der Satiriker Virologen wie Hendrik Streeck, die den Corona-Kurs der deutschen Regierung wiederholt infrage gestellt haben.

Den theoretischen Hintergrund für Böhmermanns Äusserungen liefert die «false balance»-These. Diese besagt, dass Medien ihre Diskussionsrunden aus Effekthascherei nicht nur mit Fachleuten, sondern auch mit Aussenseitern, Verschwörungstheoretikern und Freaks besetzen. Damit werde dem Publikum eine falsche Gleichwertigkeit der Meinungen suggeriert, nach dem Motto: «Fünfzig Prozent sehen es so, die anderen fünfzig Prozent so, und wer recht hat, wissen wir nicht.»

Überspitzt gesagt, so erklären die Anhänger dieser These, würden manche Medien zwecks Ausgewogenheit «Experten» einladen, die behaupteten, die Erde sei entgegen einer weitverbreiteten Annahme viereckig und Wasser trocken. Tatsächlich würde kaum jemand bestreiten, dass extreme und schrille Positionen in den Medien weit mehr Aufmerksamkeit geniessen, als ihnen aufgrund der Kompetenz ihrer Vertreter, ihrer demokratischen Legitimation und ihrer gesellschaftlichen Relevanz zustünde.

## Um Spinner und Extremisten geht es nur Vordergründig

Das gilt nicht nur für Freiheitstrychler, Klimawandelleugner und radikale Massnahmegegner, wie Medienkritiker derzeit suggerieren. Es gilt auch für die Klimaseniorinnen, für Rezo, für Luisa Neubauer, für Anhänger der Critical Race Theory oder für jene Zürcher Künstler, die den Straftäter «Carlos» alias Brian gerade zum Märtyrer des bürgerlichen Repressionsstaates stilisieren.

Problematisch wird es erst dann, wenn die Medien jegliche kritische Distanz vermissen lassen. Grundsätzlich sollten sie ein möglichst breites Meinungsspektrum abbilden, solange keine juristischen Grenzen überschritten werden. Gerade in der Politik, besonders aber in der Wissenschaft gilt: Was die Mehrheit für richtig hält, kann sich später als falsch erweisen. Und was gestern eine Minderheitsposition war, kann morgen ein Konsens der Mehrheit sein.

Doch das interessiert viele Anhänger der «false balance»-These nicht. Was ihre Weltsicht bestätigt, soll zur unumstösslichen Wahrheit erklärt werden, zum ewigen «Konsens». Alles andere gilt es ins Reich der Schwätzer und Menschenfeinde zu verbannen. Ob jemand kompetent ist, spielt dabei keine Rolle. Vielmehr soll der Bann all jene treffen, die als störend empfunden werden.

Der Virologe Streeck, den Jan Böhmermann und seine Anhänger nicht mehr vor Kameras und Mikrofonen sehen wollen, ist bezeichnenderweise kein Spinner, sondern ein anerkannter Wissenschaftler, der die Wahrheit genauso wenig gepachtet hat wie der Virologe Christian Drosten oder der SPD-Politiker Karl Lauterbach. Dieser behauptete bei einem seiner vielen Fernsehauftritte einmal, es sei unbestritten (also Konsens), dass sieben Prozent aller Kinder an Long Covid litten.

Als Beleg konnte er später einzig eine britische Studie nennen, deren Ergebnisse bisher weder in Deutschland noch in der Schweiz bestätigt wurden. Trotzdem kam es niemandem in den Sinn, Lauterbach das Mikrofon abzustellen – auch Jan Böhmermann nicht, obwohl er dafür plädiert, alle Meinungen im öffentlichen Raum einer «strengen, umfassenden Qualitätskontrolle» unterziehen zu lassen.

## Grüne bestimmen, was «menschenfeindlich» ist

Die Willkür, mit der solche «Prüfungen» verlangt werden, offenbart die politische Motivation der Absender genauso wie ihre Fixierung auf ideologisch aufgeladene Themen. Dass diese illiberale, wissenschaftsfeindliche und unjournalistische Haltung ausgerechnet in der Medienwelt gedeiht und auf Anklang stösst, ist nur scheinbar ein Widerspruch. Denn in den meisten Medienhäusern gibt es von jeher Journalisten, die politische Gegner nicht als intellektuelle Herausforderung, sondern als Gefahr für die Menschheit betrachten, denen man ja «keine Plattform bieten» dürfe.

Diese Haltung wird derzeit durch jüngere, aktivistische Journalisten bestärkt. So schrieb Friederike Busch, die neue Geschäftsführerin des «Zeit»-Veranstaltungsforums, nach Böhmermanns Attacke gegen Lanz: «Diese Kritik sollten wir uns alle mal auf ein Post-it schreiben und an den Bildschirm kleben.» Mit «wir» meinte sie alle Radio-, TV- und Zeitungsleute.

«Undemokratische Positionen» und «menschenfeindliche Einstellungen», so doppelte sie später nach, hätten in Diskussionen «nix zu suchen». Ebenso müsse bei Problemen wie Rassismus oder Klimawandel nur noch darüber diskutiert werden, wie sie zu lösen seien – und nicht etwa, ob sie überhaupt existierten.

## Thesen sollen nicht mehr hinterfragt werden

Was sich zunächst vernünftig anhört, ist bei näherer Betrachtung ein Plädoyer für einen Journalismus, der bestimmte Dogmen nicht mehr hinterfragen, sondern bestätigen soll. Wer sogar einen Wissenschaftler wie Hendrik Streeck aus der Debatte ausschliessen will, versteht unter «undemokratischen Positionen» und «menschenfeindlichen Einstellungen» offensichtlich sehr vieles.

Dass es den Klimawandel oder den Rassismus gibt, würde kein vernünftiger Mensch bestreiten. Die Frage aber, ob der Klimawandel zu hundert Prozent menschengemacht ist oder ob Staat und

Gesellschaft strukturell rassistisch sind – indem sie sämtliche als «anders» eingestuften Menschen benachteiligen –, ist politisch und wissenschaftlich umstritten. Für Friederike Busch, die auf Twitter Sympathien für die Grünen bekundet, ist jedoch auch diese Frage bereits entschieden.

Konsequent weitergedacht heisst das, dass Rassismusvorwürfe und -theorien journalistisch und wissenschaftlich nicht mehr hinterfragt werden dürfen, weil das rassistisch wäre. Nach dieser «Logik» nehmen sich Studenten in Grenoble oder in Portland denn auch das Recht heraus, Professoren als Rassisten zu diffamieren.

Die Grenzen dessen, was öffentlich diskutiert werden darf, sollen damit ausgerechnet in den Medien immer enger gezogen werden. Dafür wird der Kreis derer, die ausgeschlossen werden müssten, immer grösser. Dass diese Bestrebungen von Leuten ausgehen, die gemäss Eigenwahrnehmung gegen «undemokratische Positionen», «Wissenschaftsfeindlichkeit» und «Menschenfeinde» kämpfen, ist schon fast kokett. Aber was heisst das schon, wenn sogar Arbeiten wie «Der konzeptionelle Penis als soziales Konstrukt» ernst genommen werden?

[Sep 25th 2021 edition](#)

## A giant departs

# The mess Merkel leaves behind

The successor to Germany's much-admired chancellor will face big unresolved problems



Sep 25th 2021

Only Otto von Bismarck and Helmut Kohl served longer as Germany's chancellor than Angela Merkel has. Bismarck forged an empire, and invented Europe's first public-pension and health-care systems along the way. Kohl oversaw the reunification of East and West Germany and agreed to the replacement of the beloved Deutschmark with the euro.

Mrs Merkel's achievements are more modest. In her 16 years in the chancellery she has weathered a string of crises, from economic to pandemic. Her abilities as a consensus-forger have served her country and Europe well. But her government has neglected too much, nationally and internationally. Germany has got away with it, for now; the country is prosperous and stable. Yet trouble is brewing. And as Mrs Merkel prepares to leave office when a new government forms after an [election](#) this weekend, admiration for her steady leadership should be mixed with frustration at the complacency she has bred.

The list of neglected issues is long (see our [Special report](#)). Germany looks like a purring luxury car; pop the bonnet, though, and the signs of neglect are plain to see. The public sector has failed to invest adequately or wisely, falling behind its peers in building infrastructure, especially the digital sort. This hampers not just whizzy new tech firms, but every other company, too. It also makes government less effective, a problem exacerbated by a failure to hire enough staff. Penny-pinching is hard-wired into the state. In 2009, on Mrs Merkel's watch, Germany hobbled itself with a constitutional amendment that makes it illegal to run more than a minute deficit. With interest rates so low, sensible governments ought to have been borrowing for investment, not fainting at the first spot of red ink.

Germany's most severe domestic problem is a failure to reform its pension system. Germans are ageing fast, and the baby-boomers will place an even heavier burden on the budget later this decade as they retire. On

climate change, Germany has also been sluggish, and still emits more carbon per head than any other big eu country, not helped by Mrs Merkel's shutdown of Germany's nuclear industry after the Fukushima disaster in Japan in 2011.

In Europe, where German influence matters most, Mrs Merkel's reluctance to wield it has been especially disappointing. The eu has not grappled sufficiently with the weakness of its indebted southern members. Only during the pandemic did it create a financial instrument that lets the eu issue jointly guaranteed debt, and dispense some of the cash as grants, rather than yet more loans. But this was designed as a one-off. Worse, the ["stability" rules](#) that will force countries back into austerity to shrink their stocks of debt are ready to revive, unless amended. Germany, always the most powerful voice at the eu table, should have argued harder for a more sensible approach.

In eu foreign policy, Germany could and should have been doing more to force a quicker adjustment to a less comfortable new world. China is an increasingly challenging economic and strategic rival, Russia an unpredictable threat and America a distracted and uncertain ally. Yet Germany has dithered. Despite recent increases, it spends too little on defence. It cosies up to Beijing in the hope of better trading terms. It is giving Vladimir Putin, Russia's president, a chokehold over European energy supplies by backing the new Nord Stream 2 gas pipeline which, as it happens, makes landfall in Mrs Merkel's own constituency. It has fallen to others, principally France's president, Emmanuel Macron, to make the case for Europe to do more.

Which German candidate, though, could do better than Mrs Merkel? The polls suggest that Germany is set for a messy new parliament, with no single party, or even two, able to form a government. Instead, some sort of ideologically incoherent three-way coalition is on the cards—one that, by combining high-spending greens and pro-business liberals, may struggle to agree on anything ambitious.

This is another symptom of Merkelian complacency. Comfortable, cautious Germans seem uninterested in serious debate about the future. Crisis-management has become a substitute for initiative. Candidates have no incentive to highlight their country's looming problems. The result has been one of the least substantive campaigns for decades: all about the horse-race and not about the issues.

Of the [possible outcomes](#), two seem most likely. One is a coalition headed by Mrs Merkel's party, the Christian Democrats and their Bavarian sister-party (the *cdu/csu*), led by Armin Laschet. The other is a coalition led by [Olaf Scholz](#), of the Social Democrats (*spd*), who is Germany's finance minister. In either case, the coalition would be joined by the [Greens](#) and by the pro-business [Free Democrats](#). Both outcomes will have serious shortcomings, but of the two, *The Economist* narrowly prefers the second: a "traffic-light" coalition, headed by Mr Scholz.

That is because the *cdu/csu*, frankly, has blown it. Sixteen years in power has been enough. The party has run out of ideas and drive, as its decision to choose the gaffe-prone and uninspiring [Mr Laschet](#) for chancellor makes clear. An affable lightweight, he has run a dismal campaign, and is predicted to lead his team to its worst result since the second world war. The polls say that Mr Scholz is preferred by twice as many voters.

## The tug from the left

Are they right, though? There are reasons to hope so, but also plenty to fear. Mr Scholz has been an effective finance minister. The German people trust him. He is better placed than a *cdu* chancellor would be to work with the Greens on climate change. The problem is that although he belongs to the business-friendly wing of his party, the *spd* is stuffed with left-wingers. They may try to drag him further in their direction than the Free Democrats will wear and enterprise can comfortably bear.

The world should expect the coalition talks to last for months, poleaxing European politics while they drag on. And at the end of it all, Germany may well end up with a government that fails to get much done. That is the mess Mrs Merkel has left behind.

WAHLAUSGANG IN SACHSEN:

# Blaues Land

- VON STEFAN LOCKE, DRESDEN
- -AKTUALISIERT AM 27.09.2021-13:39



AfD-Wahlplakate in Dresden Bild: dpa

Die AfD wird in Sachsen und Thüringen stärkste Kraft, obwohl sie Stimmen verliert. Das liegt vor allem am dramatischen Einbruch der CDU – und vieles deutet darauf hin, dass das kein vorübergehendes Phänomen sein wird.

Wenn es noch eines Beweises bedurft hätte, wie sehr jede Stimme zählt, dürfte ihn am Sonntagabend Lars Rohwer erbracht haben. Der CDU-Direktkandidat im Wahlkreis 160, der einen Teil der Stadt Dresden sowie die Hälfte des Landkreises Bautzen umfasst, gewann um Mitternacht mit einem hauchdünnen Vorsprung von 39 Stimmen das Mandat vor dem AfD-Bewerber Andreas Harlaß. Letzterer hatte zunächst klar in Führung gelegen, da die ländlichen Gemeinden schnell ausgezählt waren, doch als die Wahlbüros der Landeshauptstadt nach und nach ihre Ergebnisse meldeten, schob sich Rohwer Stimme um Stimme nach vorn. Und dennoch ist das Gesamtergebnis dieser Bundestagswahl ein äußerst bitteres für die Union im Freistaat: Nur vier der 16 Wahlkreise konnte sie am Sonntag gewinnen, so wenige wie noch nie seit 1990. Die SPD holte ein Direktmandat in Chemnitz, die Linke eines in Leipzig, der Rest des Landes jedoch färbte sich von Beginn der Auszählung an hellblau und blieb es bis zum Schluss. Die **AfD** hat in Sachsen mit 24,6 Prozent zum zweiten Mal nach 2017 (27 Prozent) bei einer Bundestagswahl die meisten Stimmen geholt.

Der Abstand zur **CDU**, der vor vier Jahren noch bei 0,1 Prozentpunkten lag, ist diesmal auf mehr als sieben Prozentpunkte gewachsen; die Union, jahrzehntelang der Platzhirsch in Sachsen, kommt mit 17,2 Prozent gar nur noch auf den dritten Platz, weil sich auch noch die SPD mit 19,3 Prozent dazwischenschob. Die Sozialdemokraten haben ebenso wie Grüne und FDP Stimmen gewonnen, während nicht nur die CDU, sondern auch die AfD in Sachsen verloren hat, und zwar ähnlich wie bundesweit rund zweieinhalb Prozent. Die Alternative hat, das war auch schon bei den Landtagswahlen vor zwei Jahren zu beobachten, offenbar ihr Potential, das bei rund einem Viertel der Stimmen liegt, ausgeschöpft. Die Stärke der AfD in Sachsen liegt bei dieser Bundestagswahl vor allem auch an der Schwäche der anderen, besonders der Union, die noch 2019 bei der Landtagswahl klar siegte. Allerdings ist es ein auch in anderen Bundesländern wie jüngst in Sachsen-Anhalt zu beobachtendes Phänomen, dass die Wähler bei Landtagswahlen die jeweilige Partei des Ministerpräsidenten stärken, sollte die Gefahr drohen, dass die AfD in Regierungsnähe kommen könnte – was bei Bundestagswahlen erkennbar nicht der Fall ist.





AfD-Anhänger Ende April bei einer Kundgebung in Dresden :Bild: dpa

Ähnliches ist in Thüringen zu beobachten, wo die AfD bei einem Zugewinn von 1,3 Prozentpunkten mit insgesamt 24 Prozent erstmals stärkste Kraft wurde. Die **SPD** landete mit 23,4 Prozent knapp dahinter, während die Union nur noch auf 16,9 Prozent kommt, fast zwölf Punkte weniger als vor vier Jahren. Auch deshalb gelang es der AfD in Ost- und Mittelthüringen, vier der acht Direktmandate zu erobern, darunter auch gegen den CDU-Landesvorsitzenden Christian Hirte. Sein Vorgänger Mike Mohring wiederum musste sich völlig unerwartet dem SPD-Bewerber geschlagen geben. Im viel beachteten Wahlkreis 196 in Südthüringen holte der SPD-Kandidat und frühere Biathlon-Olympiasieger Frank Ullrich mit 33,6 Prozent klar das Direktmandat vor dem früheren Verfassungsschutzpräsidenten Hans-Georg Maaßen, der 22,3 Prozent erreichte. Mit 21,1 Prozent landete der AfD-Kandidat knapp auf Platz 3. Das Ergebnis zeigt, dass die Strategie der Union in Südthüringen, mit einem rechtskonservativen Bewerber Stimmen von der AfD zurückzugewinnen, gescheitert ist. Die Leute wählen, das zeigte sich auch schon 2019 in Sachsen, wo Maaßen im Wahlkampf für einzelne CDU-Bewerber auftrat, dann doch das „Original“.

**Insgesamt verdeutlicht diese Bundestagswahl, dass die AfD insbesondere in Sachsen, aber auch in Thüringen und im Süden Sachsen-Anhalts, wo sie ebenfalls zwei Wahlkreise gewann, ihr Kernland hat. Nirgendwo in Deutschland holt sie relativ gesehen viele Stimmen wie hier im Südosten.** In Brandenburg und Mecklenburg-Vorpommern dagegen landete sie auf Platz 2, in Sachsen-Anhalt auf Platz 3, im Westen wiederum erreichte sie höchstens noch Platz 4. Ein objektiver Grund für diese Resultate ist zunächst die völlig verschiedene Bevölkerungsstruktur. Im Südosten lebt heute aufgrund millionenfacher Abwanderung seit 1990 die älteste Bevölkerung Deutschlands. In den Großstädten dagegen, wo die Demographie der im Westen ähnelt, gleichen sich auch die Wahlergebnisse. So gewann etwa die SPD in Chemnitz, Erfurt, Jena und Weimar, die Linke in Leipzig und die CDU in Dresden.

Die AfD wiederum kann insbesondere in ländlichen Regionen auf eine Stammwählerschaft vertrauen, der es zwar ökonomisch gutgeht, die sich jedoch aus welchen Gründen auch immer als vernachlässigt und zu kurz gekommen betrachtet und sich deshalb zuverlässig am Staat und den jeweils Regierenden abarbeitet. Im Wahlkampf spielte gerade in Sachsen und Thüringen das Thema Corona-Maßnahmen eine große Rolle. Nachdem die AfD zu Beginn der Pandemie noch strikte Einschränkungen gefordert hatte, vertritt sie, seitdem es diese gibt, genau das Gegenteil, was wiederum in weiten Teilen der beiden Freistaaten, wo etwa ein Drittel der Bevölkerung die Maßnahmen ablehnt, gut ankommt. Das Wahlergebnis legt auch offen, wie sehr in großen Teilen des Landes bindende und verbindliche Strukturen fehlen. In den wenigen Gemeinden mit einem hohen Anteil konfessionell gebundener Menschen wie etwa in den sorbischen Gebieten Ostsachsens hat die AfD nach wie vor keine Chance.

Zudem besteht die Attraktivität der AfD für viele ihrer Wähler darin, das komplette Gegenprogramm zu allen anderen Parteien zu sein. Sie tritt kompromisslos auf, pflegt einen rigorosen Stil und einen flegelhaften Umgang. Das Ziel ist maximale Abgrenzung und Unterscheidbarkeit von allen Mitbewerbern. Im Wahlkampf bezeichneten ihre Kandidaten die Bewerber anderer Parteien etwa als „Pfeifen“, „Nichtsnutze“ oder „Nichtsköner“. Mike Monckmeier, der im Erzgebirge dem Ostbeauftragten der Bundesregierung, **Marco Wanderwitz** (CDU), das Direktmandat abnahm, fuhr mit dem Slogan „Kein Polit-Gelaber“ durch das Land. Spitzenkandidatin Alice Weidel sprach davon, dass die „Altparteien“ aus Deutschland einen „Hippiestaat“ gemacht hätten, und Tino Chrupalla brachte auf der Wahlkampf-Schlusskundgebung in Görlitz vergangene Woche gar das Kunststück fertig, die in den vergangenen 30 Jahren wiederauferstandene Stadt zu preisen



und zugleich der CDU, die seitdem in Sachsen regiert, „Komplettversagen“ zu attestieren. „In diesem Land ist fast nichts mehr normal“, rief Chrupalla und erntete euphorischen Beifall.

Dass das alles kein vorübergehendes Phänomen sein wird, deutet auch das Ergebnis der – gleichwohl nicht repräsentativen – sogenannten U-18-Wahlen an, bei dem die AfD, anders als in allen anderen Bundesländern, bei Jugendlichen in Sachsen und Thüringen klar vorn lag. Der Frage, wie damit künftig umzugehen ist, muss sich freilich nicht nur die Union stellen. Doch haben die Wahlen in Sachsen und Thüringen für die CDU zwei wesentliche Erkenntnisse gebracht: Mit Bewerbern wie [Hans-Georg Maaßen](#), der als AfD-Kopie für die CDU antrat, ist für sie nichts zu gewinnen. Marco Wanderwitz wiederum, der das komplette Gegenteil von Maaßen verkörperte und sich scharf von der AfD abgrenzte, verlor dennoch sein Direktmandat. Nachdem seine klare Haltung gegenüber der AfD zunächst noch honoriert wurde, hat es Wanderwitz in den Wochen vor der Wahl auch nach Auffassung treuer CDU-Wähler jedoch übertrieben: Indem er Ostdeutsche als diktatursozialisiert bezeichnete und AfD-Wähler pauschal als für die Demokratie verloren abschrieb, manövrierte er sich ins Aus.

BERLINER WOHNUNGSPOLITIK:

## Fataler Auftrag zum Enteignen

- EIN KOMMENTAR VON HEIKE GÖBEL
- -AKTUALISIERT AM 27.09.2021-13:42



Erst haben sie demonstriert, nun abgestimmt: die Berliner sind mehrheitlich für Wohnungs-Enteignungen. Bild: dpa

Der locker gewonnene Volksentscheid zur Vergesellschaftung der großen privaten Wohnungsbaukonzerne in Berlin bricht mit dem, was Deutschland stark macht: der Sozialen Marktwirtschaft.

**Drei Jahrzehnte nach dem Mauerfall findet in Berlin eine Mehrheit der Wähler wieder Gefallen am Enteignen der Wirtschaft.** Das sollte in den Turbulenzen nach der Bundestagswahl nicht untergehen. **Denn der locker gewonnene Volksentscheid zur Vergesellschaftung der großen privaten Wohnungsbaukonzerne in der Hauptstadt bricht mit dem, was Deutschland stark macht: der Sozialen Marktwirtschaft.**

**An der Überlegenheit dieses Systems, das mit starkem Schutz privaten Eigentums ein Garant für Freiheit und Wohlstand ist, war die DDR mit ihrer staatlichen Planwirtschaft zerschellt.** Jetzt glauben erstaunlich viele, zumindest im Wohnungsmarkt könne man sich wieder Sozialismus leisten. Den Markt hebt man aber nicht ungestraft aus. Im Vorjahr hatte der (nun vom Verfassungsgericht kassierte) Berliner Mietenstopp das Angebot messbar gedrückt und so jene Mieter begünstigt, die schon im Warmen saßen. Die anderen verwies der rot-rot-grüne Senat auf Geduld, Glück, Beziehungen und finanzielle Tricks.

Für Marktwirtschaftler ist es nur ein schwacher Trost, dass die SPD die Nase in der Wahl zum Berliner Abgeordnetenhaus vorne hat und **Franziska Giffey Regierende Bürgermeisterin werden könnte.** **Sie hatte früh klargestellt, den nicht bindenden Volksentscheid werde sie nicht umsetzen.** Ihr Sieg erklärt, warum die Aktien der Wohnungskonzerne leicht stiegen. Jedoch sind die enteignungsfreudigeren Grünen zweite Kraft, auch die Linke schnitt gut ab. Die Enteignungsinitiative wird nicht lockerlassen.

Selbst wenn Giffey das linke Bündnis nicht fortsetzen, sondern Partner der Mitte suchen sollte: Ihre Regierung wird den Wohnungskonzerne teure Zugeständnisse abnötigen, um die Lage politisch zu beruhigen. Die Konzerne haben zwar Bereitschaft zum Teil-Verzicht auf Rendite signalisiert, fordern dafür aber stabile Rahmenbedingungen.

Eine solche Garantie wird im linksgeprägten Berlin kaum Bestand haben. Ohne solide Kalkulationsgrundlage werden private Unternehmen weniger investieren als im Interesse der Mieter nötig. **Der Rest der Republik dürfte aus dem Berliner Labor auch künftig Anschauungsunterricht erhalten, welche Experimente man lieber nicht nachmacht.**

GASTKOMMENTAR

# Das lange Leben der alten kommunistischen Kader – in Osteuropa sind die Bemühungen um politische Selbstreinigung fragmentarisch geblieben

Über drei Jahrzehnte ist es her, dass die kommunistischen Diktaturen in Europa gestürzt wurden. Doch die alten Kader reden in vielen Ländern bis heute mit. Der neue Konservatismus in Osteuropa ist auch eine Reaktion auf den unterbliebenen Elitenwechsel.

**Hubertus Knabe**

3 Kommentare 27.09.2021, 05.30 Uhr



Demonstration in Bukarest gegen rumänische Abgeordnete, die einst Mitglied der berüchtigten Securitate gewesen waren, 2008.

Vadim Ghirda / AP

Es gibt im Deutschen Bundestag einen Abgeordneten, der zu DDR-Zeiten ein eifriger Denunziant war. Während seiner Armeezeit verriet er einen fluchtwilligen Kameraden an die Stasi. Seine politische Karriere, die beim Nomenklatur-Kader der SED begann, konnte er nach der Wende fast bruchlos fortsetzen. So wie er haben auch viele andere Funktionäre das Ende des Kommunismus in Europa weitgehend unbeschadet überstanden. In vielen Ländern des einstigen Ostblocks konnten sie sich nicht nur erhebliche Teile der Staatswirtschaft aneignen, sondern gelangten auch erneut in höchste politische Ämter.

## Wenig wirksame Regelungen

In Rumänien avancierte 1989 ein ehemaliger ZK-Sekretär zum ersten frei gewählten Präsidenten. In Litauen, Ungarn, Polen und der Slowakei gelangten in den neunziger Jahren ebenfalls ranghohe Ex-Funktionäre an die Macht. In Bulgarien und Ungarn standen seit 2002 erstmals zwei ehemalige Geheimdienstmitarbeiter an der Spitze ihres Landes.

Dabei gab es durchaus Bemühungen, die alten Kader zumindest aus Schlüsselpositionen fernzuhalten. In der [«Proklamation von Temeswar»](#) verlangten rumänische Oppositionelle 1990, dass Parteifunktionäre und Offiziere der Geheimpolizei drei Legislaturperioden lang keine politischen Funktionen übernehmen dürften. Ein Jahr später beschloss die damals noch existierende Tschechoslowakei ein weitgehendes Gesetz zur Lustration, also zur Durchleuchtung von Amtsträgern. Auch Deutschland, Ungarn, Polen, Rumänien, Bulgarien und die baltischen Staaten erliessen nach und nach Bestimmungen zur Entkommunisierung. Von den zwölf ehemals kommunistischen Staaten in der EU brachten nur Kroatien, Slowenien und die Slowakei kein derartiges Gesetz zustande.

Eine Entkommunisierung, die mit der Entnazifizierung nach 1945 vergleichbar wäre, hat es fast nirgendwo im ehemaligen Ostblock gegeben.

In der Praxis erwiesen sich die meisten Regelungen allerdings als wenig wirksam. Fast immer ging es nur um die geheimen Informanten der Staatssicherheit, während die Parteifunktionäre unberücksichtigt blieben. Die Beweisführung erwies sich zudem als schwierig, weil viele belastende Akten vernichtet worden waren oder unzugänglich blieben. Nicht zuletzt die neuen Verfassungsgerichte erwiesen sich als Bremsklotz, weil sie die Lustrationsgesetze oft wieder ausser Kraft setzten. Vor allem aber gab es kaum Regelungen, die belasteten Funktionären die Ausübung von Führungsämtern untersagten.

Am ehesten gelang der Elitenwechsel noch in Tschechien. Das Gesetz Nr. 451/1991 schloss nicht nur ehemalige Mitarbeiter des Staatssicherheitsdienstes, sondern auch höhere Parteifunktionäre (vom Bezirkssekretär aufwärts) sowie frühere Mitglieder der Volksmilizen von leitenden Funktionen aus. Allein bis 2002 stellte das zuständige Innenministerium 365 000 «Lustrationszertifikate» aus, fast 11 000 Personen verwehrte es den Zugang zu den im Gesetz genannten Ämtern. Auf der Website des [Instituts für das Studium totalitärer Regime](#) kann man bis heute prüfen, ob eine bestimmte Person für die tschechische Stasi tätig war.

## Die DDR als Musterfall

Auch in Ostdeutschland kam es zu zahlreichen Stasi-Überprüfungen. Anders als in Tschechien waren diese allerdings weder obligatorisch noch automatisch mit Sanktionen verbunden. Bundestagsabgeordnete durften sogar nur bei einem konkreten Verdacht gegen ihren Willen «lustriert» werden, Funktionen in der SED blieben gänzlich unberücksichtigt. Belasteten Mitarbeitern durfte zudem gemäss Einigungsvertrag ab 1994 nur noch dann gekündigt werden, wenn das Arbeitsverhältnis «unzumutbar» war. So erklärt sich, dass Deutschland zwar die Rekordzahl von knapp 2,3 Millionen Stasi-Checks erreichte, doch mehr als die Hälfte der etwa 28 000 einst für die Stasi tätigen Landesbediensteten weiterbeschäftigt wurde.

In den anderen Ländern ging es anfangs – wenn überhaupt – nur um die Durchleuchtung der Parlamente. Als Erstes beschloss Litauen 1991, seine Abgeordneten zu überprüfen; ehemalige KGB-Agenten sollten ausgeschlossen werden. Obwohl es fünf Verdächtige gab, kam es zu keinem Ausschluss, da die Beweislage dünn war. 1993 verlangte Lettland von allen Parlamentskandidaten eine Erklärung, dass sie nicht für den KGB gearbeitet hätten. Zwei Jahre später zog Estland nach. Jetzt mussten auch andere Bewerber für ein öffentliches Amt eine solche Erklärung abgeben. Doch da unklar war, wie die Angaben überprüft werden sollten, kam es nur ein einziges Mal zur Aberkennung eines Mandates.

Aus Angst vor einer russischen Unterwanderung verabschiedete Estland 1995 zudem ein Gesetz, das alle ehemaligen KGB-Agenten dazu verpflichtete, sich den Behörden zu offenbaren – andernfalls würde ihr Name im Amtsblatt veröffentlicht. Daraufhin meldeten sich über 1100 Personen, während mehr als 600 unfreiwillig publik gemacht wurden. 1999 beschloss Litauen ein ähnliches Gesetz, doch drohte es diesmal bei Zuwiderhandlung mit Kündigung. In der Folge offenbarten sich 1600 Personen, während 29 ihre Vergangenheit verschwiegen. Ab 2012 stellte



das [Forschungszentrum für Völkermord und Widerstand in Litauen](#) dann die Klar- und Decknamen aller 2000 KGB-Agenten ins Internet, die bis dahin bekannt waren.

## Überprüfungen eingestellt

Auch Ungarn beschloss 1994 ein Lustrationsgesetz. Wie in Tschechien sollten nicht nur Abgeordnete, sondern auch ranghohe Vertreter der Exekutive durchleuchtet werden – allerdings ausschliesslich auf eine Zusammenarbeit mit der inneren Geheimpolizei. Bei einer Belastung sollten sie dazu aufgefordert werden, ihr Amt niederzulegen, sonst würde der Fall öffentlich gemacht. Weder der Ministerpräsident Gyula Horn noch sein Nachfolger Peter Medgyessy, auf die die im Gesetz genannten Kriterien zutrafen, dachten jedoch daran, zurückzutreten. 2005 wurden die Überprüfungen schliesslich eingestellt. 2014 wurde selbst unter Viktor Orban ein früherer hauptamtlicher Stasi-Mitarbeiter Staatssekretär.

Das polnische Parlament beschloss bereits 1992, die Regierung solle die Namen früherer Stasi-Mitarbeiter in hohen politischen Ämtern mitteilen. Das Verfassungsgericht untersagte dies jedoch. 1997 trat dann ein Gesetz in Kraft, das etwa 20 000 Amtsträger dazu verpflichtete, eine eidesstattliche Versicherung darüber abzugeben, ob sie für die Geheimpolizei gearbeitet hatten. Wer dabei log, dem konnte ein Gericht für zehn Jahre die Ausübung öffentlicher Ämter untersagen.

In der Praxis kam es freilich nur selten dazu, weil der Nachweis wegen der Vernichtung vieler Akten schwierig war. Als die PiS-Partei dann 2007 den Kreis der zu Überprüfenden stark ausweitete, [kippte das Verfassungsgericht das neue Gesetz](#) – und errichtete so hohe rechtliche Hürden, dass die Lustration fast völlig zum Erliegen kam. Lediglich beim Geheimdienst kam es zu einem umfassenden Personalaustausch: Von den einst 24 000 Mitarbeitern wurden «nur» 4000 übernommen.

1999 beschloss auch Rumänien ein Lustrationsgesetz. Wie in Polen verlangte es von zahlreichen Amtsträgern eine Erklärung darüber, ob sie für die Geheimpolizei tätig gewesen waren. Ein [Nationaler Rat zum Studium der Securitate-Archive](#) (CNSAS) sollte die Angaben überprüfen und eine «Unbedenklichkeitsbescheinigung» ausstellen, die für die Übernahme eines öffentlichen Amtes erforderlich war.

Doch da das rumänische Innenministerium erst nach Jahren die Akten herausgab, liefen viele Überprüfungen ins Leere. Im Laufe eines Jahrzehnts wurden zwar mehr als 50 000 Personen überprüft, aber nur 495 als ehemalige Securitate-Mitarbeiter eingestuft. Selbst ranghohe Politiker wie der Staatspräsident Traian Basescu oder die Kulturministerin Mona Musca blieben lange unenttarnt. Der Versuch, ehemaligen Funktionären per Gesetz den Zugang zu hohen Ämtern zu untersagen, scheiterte 2012 endgültig am Verfassungsgericht.

## Prägende Erfahrungen

Bleibt schliesslich noch Bulgarien, das 2006 als letztes Land ein [Stasi-Überprüfungsgesetz](#) verabschiedete. Eine Kommission hatte damals herausgefunden, dass dem Parlament seit 1989 129 frühere Stasi-Mitarbeiter angehört hatten. Die daraufhin geschaffene [Comdos-Behörde](#) überprüft bis heute zahlreiche Amtsträger auf eine frühere Stasi-Tätigkeit und veröffentlicht die Ergebnisse im Internet. 2010 kam dabei zum Beispiel heraus, dass mehr als 30 amtierende Botschafter und 11 von 15 Metropolitane der Bulgarisch-Orthodoxen Kirche für den Geheimdienst gearbeitet hatten. Doch Folgen hatten die Enthüllungen nicht, da das Gesetz keine Sanktionen vorsieht. Berufen hatte die Diplomaten der damalige Staatspräsident Georgi Parwanow, der selber für die Stasi tätig gewesen war.

Eine Entkommunisierung, die mit der Entnazifizierung nach 1945 vergleichbar wäre, hat es – bis auf Tschechien – nirgendwo im ehemaligen Ostblock gegeben. Zu den Gründen dafür zählt, dass die kommunistischen Diktaturen keine unabhängige Zivilgesellschaft zulassen, aus der sich eine Gegenelite hätte rekrutieren können. Auch die Oppositionsbewegungen, in denen vom Glauben

abgefallene Kommunisten oft eine wichtige Rolle spielten, hatten kein Konzept für einen Elitenwechsel. Schon bald geriet das Thema zudem in den Parteienstreit.

Von internationalen Organisationen wie der Uno oder der EU gab es in dieser Frage ebenfalls keine Unterstützung. Die meisten ehemaligen Diktaturparteien wurden vielmehr schon nach kurzer Zeit in die Familie der europäischen Sozialdemokratie aufgenommen. Der neue Konservatismus in Osteuropa und die Skepsis gegenüber der EU haben auch mit dieser historischen Erfahrung beim Übergang von der Diktatur zur Demokratie zu tun.

Hubertus Knabe erforscht an der Universität Würzburg Aufarbeitungsprozesse im internationalen Vergleich.

<https://www.nzz.ch/feuilleton/wir-stehen-fuer-freiheit-oder-war-das-einmal-der-rueckzug-der-usa-aus-afghanistan-hat-das-politische-selbstverstaendnis-des-westens-angekratzt-aber-risse-hatte-es-schon-lange-ld.1646497>

# Der Rückzug aus Afghanistan rüttelt am politischen Selbstverständnis des Westens, aber Kratzer hatte es schon lange

Gemeinsame Ideen, gemeinsame Werte. Das war die Erzählung, die der Westen sich selber gab. Das Scheitern am Hindukusch zeigt: Das Projekt muss neu entworfen werden.

**Herfried Münkler**

5 Kommentare 27.09.2021, 05.30 Uhr



Maskierte Aktivisten protestieren gegen den G-7-Gipfel vom vergangenen Juni in Cornwall. Die Staaten des Westens baden längst nicht mehr gemeinsam

Jeff J Mitchell / Getty

Betrachtet man die Himmelsrichtungen in sakraler Perspektive, kommt der Westen nicht gut weg: Hier ist der Osten der Raum, aus dem Licht und Erlösung kommen, weswegen der Chor in europäischen Kirchen stets nach Osten ausgerichtet ist. Der Westen dagegen ist ein Raum der Dunkelheit und der Dämonen. Deswegen stehen die mächtigen Türme der Kirchen zumeist im Westen, Wächter und Schützer gegen die von dort kommenden Gefahren.

In Politik und Kultur stellt sich das genau umgekehrt dar. Hier ist der Westen seit Beginn des 18. Jahrhunderts die Gegend, aus der die Aufklärung kommt, die den Jahrhunderten der Dunkelheit ein Ende macht, und der Osten ist ein Raum, von dem aus immer wieder gegen die Freiheit des Denkens und die Liberalisierung der politischen Ordnung vorgegangen wird. Seitdem gilt als Faustregel: Wer auf Freiheit setzt, blickt erwartungsvoll nach Westen; wenn es dagegen um Erlösung geht oder auch darum, dass alles wieder so wird, wie es vormals war, dann schaue man nach Osten. Der politisch-kulturelle Assoziationsraum des Westens ist eher eindeutig, der des Ostens zutiefst ambivalent.

Man muss sich die Aufladungen der Himmelsrichtungen mit Sinn und Bedeutung vor Augen führen, um nachvollziehen zu können, wie und warum «der Westen» seit Mitte des 20. Jahrhunderts zu einem Raum der Freiheit und der Osten zu seinem bedrohlichen Gegenteil



werden konnte, nachdem er in den 1920er Jahren für nicht wenige zum Versprechen einer umfassenden Erlösung, zur Schaffung einer neuen Welt und eines neuen Menschen geworden war.

## Gemeinsame Werte

Der Stalinismus hat diese Erlösungsvorstellungen dann wieder kassiert. Gingen in der ersten Hälfte des 20. Jahrhunderts die Bedeutungsaufladungen von West und Ost noch hin und her oder standen sich konträr gegenüber, so schuf der Ost-West-Konflikt politische Eindeutigkeit, auch in Ländern, die sich den Militärbündnissen nicht anschlossen und neutral blieben, wie die Schweiz, Österreich und Schweden, sich aber politisch und kulturell dem Westen zurechneten. Was zuvor eine Bedeutungseinschreibung in die Geografie gewesen war, wurde nach 1945 politisch institutionalisiert.

Man belies es jedoch nicht bei den Institutionen, sondern suchte diese weiterhin mit Sinn und Bedeutung aufzuladen. Eines der Leitnarrative des Westens war das der atlantischen Revolutionen, die in den Niederlanden und England im 17. Jahrhundert begannen, im folgenden Jahrhundert in Amerika und Frankreich fortgesetzt wurden und im 19. Jahrhundert auf grosse Teile Europas übergriffen.

Laut dieser Erzählung war der Westen nicht nur ein Arrangement von Verträgen und Institutionen, das in Reaktion auf die sowjetische Bedrohung entstanden war, sondern eine Gemeinschaft mit gemeinsamen Ideen und Werten, die nun auch politisch zusammengefunden hatten. Aufklärung und atlantische Revolutionen bildeten zusammen das Gründungsnarrativ des Westens, in dem eine Gemeinsamkeit und Zusammengehörigkeit erzählt wurde, die nicht auf einen real existierenden Feind angewiesen war.

## Euphorie und Katzenjammer

Der Zusammenhalt des Westens nach dem Ende des Ost-West-Gegensatzes war also nicht nur auf fortbestehende Unsicherheiten in der politischen Welt zurückzuführen. Es musste freilich stutzig machen, dass diese Erzählung oftmals in beschwörendem Tonfall vorgetragen wurde, so als sei man sich ihrer nicht wirklich sicher.

Auf die letzten drei Jahrzehnte zurückblickend lässt sich feststellen, dass die gemeinsamen Ideen und Werte umso stärker herausgestellt wurden, je deutlicher die Risse im politischen Institutionengefüge hervortraten. Zunächst dominierte eine leichtfertige Euphorie, die getragen war von der Vorstellung, die Ordnung des Westens lasse sich, nachdem der Hauptwidersacher verschwunden war, global durchsetzen. Mittlerweile ist klar, dass dieses Projekt auf eine Überdehnung des Westens hinauslief, dass es nicht nur einen gewaltigen Ressourceneinsatz kostete, sondern auch recht unterschiedliche Vorstellungen von dem hervorbrachte, was der Westen und seine Werte seien.

Auf die kurze Zeit der Euphorie folgte der Katzenjammer. War die Osterweiterung der EU tatsächlich eine Ausweitung des Westens nach Mitteleuropa, oder hat man sich damit bloss einen im Westen überwundenen Nationalismus und Autoritarismus ins Haus geholt? Kommt es womöglich zu einem politischen Rückschlag in der EU, der auch die westlichen Werte beschädigt? Oder, um das zu verhindern: Wie lassen sich die den Beitrittsverträgen zugrunde liegenden Werte bei denen zur Geltung bringen, die notorisch dagegen verstossen? Die im Ungarn Orbáns

kursierende Vorstellung von der «illiberalen Demokratie» ist die bisher deutlichste Infragestellung westlicher Ideen und Werte innerhalb der EU.

## Weckruf an Europa

Und wie sieht es mit dem transatlantischen Raum aus, dem Verhältnis zwischen den USA und Europa, das als «Westen» bezeichnet wird? Interessengegensätze und unterschiedliche politische Präferenzen hat es immer gegeben; eitel Sonnenschein ist die Geschichte des Westens selbst in Zeiten des Ost-West-Gegensatzes nie gewesen. Man denke nur an die lange Abwesenheit Frankreichs in den Nato-Gremien oder die heftigen Widerstände in Deutschland gegen den Nachrüstungsbeschluss.

Die jetzigen Gegensätze und Meinungsverschiedenheiten haben jedoch eine andere Qualität. Die Auseinanderentwicklung begann fast unmerklich mit Obamas Entscheidung, das Hauptaugenmerk der USA zukünftig nicht mehr auf den atlantischen, sondern auf den pazifischen Raum zu legen. Offiziell war das ein Weckruf an die Europäer, geopolitisch eine grössere Verantwortung zu übernehmen und den für sie komfortablen Verzehr der Friedensdividende zu beenden. Tatsächlich aber war es die Abkehr der USA vom bisherigen Zentrum des Westens, eben dem transatlantischen Raum.

Das ist das Vertrackte an der Aufladung von Himmelsrichtungen mit politischer Bedeutung: Indem sich die USA ihrerseits nach Westen orientierten, stellten sie den alten «Westen» infrage. Oder politisch handfester: Der Aufstieg Chinas hat das Augenmerk verändert; während es für die USA zur Bedrohung wurde, wurde es für Deutschland und andere zu einem hochattraktiven Markt.

## Verbunden, aber nicht mehr eins

Die USA waren mit der Rolle eines sich global ausbreitenden Westens überfordert, und mehr noch als die Ressourcen betraf das den politischen Willen der Bevölkerung. Grosse Teile der US-Wähler folgten der Parole «America first» und wählten Trump zum Präsidenten. Sein Nachfolger Biden hat die offene Flanke seiner Demokratischen Partei erkannt und, den Rückzug aus Afghanistan rechtfertigend, das Ende eines global angelegten Engagements der USA zwecks Durchsetzung westlicher Werte notfalls auch mit militärischen Mitteln erklärt. Konkret heisst das, dass die USA ihre Politik von globaler Verantwortung auf die Verfolgung eigener Interessen umgestellt haben. Und die US-Interessen sind geopolitisch andere als die der Europäer.

Sieht man die jüngere Entwicklung durch die amerikanische Brille, könnte man sagen, die Europäer hätten den Hinweis auf die westlichen Werte und Ideen genutzt, um die USA für ihre Zwecke und Vorstellungen einzuspannen: die Durchsetzung westlicher Werte, wie sie diese verstanden. Gerade am Beispiel Afghanistans lässt sich das gut zeigen: Wo die US-Administration bloss einen «regime change» wollte, ging es den Europäern um «nation building», was viel langwieriger und kostspieliger ist. Über den Zweck der Intervention hat man sich nie wirklich verständigt.

Umgekehrt kann man aus europäischer Sicht sagen, dass es sich bei der Afghanistan-Intervention um Koalitionskriegführung handelte, aus der die USA in den Doha-Verhandlungen einseitig ausgestiegen sind, ohne die Europäer einzubeziehen oder auch nur zu konsultieren. Das Gefühl der Europäer, als Heloten behandelt worden zu sein, wird Folgen haben. Das amerikanisch-

australische U-Boot-Geschäft, von dem sich die Franzosen düpiert fühlen, reiht sich hier ein, wie überhaupt die damit geschmiedete Allianz zwischen den USA, Kanada, Grossbritannien und Australien auf eine Abkehr von Kontinentaleuropa hinausläuft.

Das ist nicht eo ipso das Ende der Nato, wie jetzt aus Paris zu hören ist, aber es weicht sie weiter auf. Was der Westen war, wird mehr und mehr zu zwei Teilen. Die können auch weiterhin miteinander verbunden bleiben, aber sie sind schon lange nicht mehr eins.

Herfried Münkler ist emeritierter Professor für Theorie der Politik der Humboldt-Universität zu Berlin. Soeben ist bei Rowohlt Berlin sein neues Buch «Marx, Wagner, Nietzsche: Welt im Umbruch» erschienen.

<https://www.faz.net/aktuell/wissen/geist-soziales/soziologie-der-zeitungsleser-zeitungen-haben-eine-zukunft-17552644.html>

BEDEUTUNG VON MEDIEN:

# Zeitungen haben eine Zukunft!

- VON ANDRÉ KIESERLING
- -AKTUALISIERT AM 28.09.2021-06:46



Leitmedien: Denn irgendwoher müssen auch Youtuber und TV-Moderatoren ihre Themen nehmen. Bild: dpa

Die Printmedien stecken in einer Krise. Doch der Historiker und Soziologe Michael Schudson gibt auch traditionellen Presseorganen eine Zukunft – zumindest einigen.

Für düstere Prognosen über die Zukunft der Pressewelt gibt es einen quantitativen Anhaltspunkt: Immer mehr Leser informieren sich lieber im Internet als per Zeitungslektüre, und das dadurch ausgelöste „Zeitungssterben“ ist beunruhigend genug.

Nun kann man die Leser der Zeitungen nicht nur zählen, sondern auch gewichten. Das erste Verfahren setzt als Bedingung der Zählbarkeit die Gleichheit aller Leser voraus, also auch ein künstliches Absehen von allem, was diese Leser sonst noch darstellen und sind. Auch auf die Ungleichheiten in der Größe des Kontaktnetzes der Leser und ihrer eigenen Stellung in ihm kommt es nicht an. Das zweite Verfahren macht diese „demokratische Abstraktion“ wieder rückgängig, und dabei stellt sich heraus, dass einige Zeitungsleser ein eigenes Publikum haben, das ihrem Urteil vertraut. Eine Zeitung, der es gelingt, solche einflussreichen Leser an sich zu binden, kann ihren eigenen Einfluss multiplizieren. Da auf diesem Umweg auch kleine Blätter eine große Wirkung entfalten können, sind Auflage und Reichweite nicht das Maß aller Dinge. Das Zentrum des Systems muss nicht besonders groß sein.

## Wer die Influencer sind

Auf der Suche nach solchen Multiplikatoren hatte die Forschung zunächst nur an die informellen „Meinungsführer“ kleiner Gruppen gedacht. Später kam der Gedanke hinzu, zu den Lesern der einen Zeitung könnten immer auch die Journalisten der anderen gehören, also begann man, sich für die Lieblingszeitungen dieser Berufsgruppe zu interessieren. Seither weiß man, dass es in jedem Land eine winzige Gruppe von überregionalen Blättern gibt, inzwischen alle mit eigener Online-Redaktion, aus denen die Journalisten aller anderen Organe, Rundfunk und Fernsehen eingeschlossen, einen großen Teil ihrer Informationen und Situationsdefinitionen beziehen. In Deutschland gehören zu diesen sogenannten „Leitmedien“ etwa der Spiegel, die Zeit, die Süddeutsche Zeitung, die F.A.Z.

Einer der besten Kenner der Geschichte des amerikanischen Journalismus, der Historiker und Soziologe Michael Schudson von der Columbia University, hat nun ein kleines Buch vorgelegt, das jene alarmierenden Prognosen einer kritischen Prüfung unterzieht. Während Schudson den in Amerika kaum rezipierten Begriff des Leitmediums nicht verwendet, eignet er sich wie kein anderer, die in lockerer Folge präsentierten Argumente des Bandes zu resümieren. Denn nicht auf die gezählten, sondern auf die gewichteten Leser kommt es ihm an.

## Der „Bürgerjournalist“ ist eine Chimäre

Schudson erinnert zunächst an einen gesicherten Befund über Innovationen wie Schrift, Buchdruck oder Telekommunikation. Danach verdrängt das neue Verbreitungsmedium nicht etwa die alten, sondern präzisiert nur die Bedingungen ihrer Attraktivität und ihres Gebrauchs. So hat der raschere Rundfunk die Tageszeitung nicht etwa verdrängt, wohl aber hat er sie gelehrt, neben den Nachrichten, die das Publikum immer schon kennt, wenn sie erscheinen, auch die Kommentare dazu zu bieten; auch die Wochenzeitungen werden ja nicht um ihrer Nachrichten willen gelesen.

Den bestimmenden Einfluss im Bereich dieser Kommentare und Hintergrundinformationen sieht Schudson nach wie vor bei den Profis der Printmedien konzentriert, denen der Gelegenheitsjournalist keine ernsthafte Konkurrenz mache. Die Bestseller unter den Sachbüchern über Krisen- und Kriegsgebiete stammen nicht von „Bürgerjournalisten“, die allenfalls Situationseindrücke verallgemeinern könnten, sondern von erfahrenen Auslandskorrespondenten.

Aber nicht nur im Bereich der Kommentare, auch bei den Nachrichten neigt Schudson zu vorsichtigem Optimismus. Gewiss gebe es für das Produkt Nachricht unterdessen eine Vielzahl von neuen Verbreitungswegen, aber die Produzenten seien doch nach wie vor die alten: der Schwerpunkt der Recherchetätigkeit liege bei Reportern, die für Agenturen und Zeitungen arbeiten. Alle anderen „Quellen“ lebten, was die Herkunft und vor allem die Vertrauenswürdigkeit ihrer Meldungen betrifft, aus zweiter Hand. In Amerika scheint dies, anders als in Europa, bereits für die Fernsehjournalisten zu gelten, auch wenn die Fernsehzuschauer dies nicht immer wissen. Schudson erläutert dies an folgendem Beispiel: Wenn es Nachrichten über Fehlverhalten im Amt gibt, über die Spitzenpolitiker stürzen, dann stammen sie auch heute noch aus den Zeitungen – und nicht aus dem Fernsehen, das sie allseits bekannt macht. Für den bleibenden Einfluss zuverlässig recherchierter Berichterstattung ist also die bloße Anzahl der Zeitungsleser kein zuverlässiges Maß. Selbst auf einige Blätter mehr oder weniger kommt es Schudson zufolge nicht an. Sollte dies zutreffen, dann wäre es eine schlechte Nachricht für die Zeitungen – und eine gute für den Journalismus.

**Le Figaro, no. 23982**

Le Figaro, mardi 28 septembre 2021 1000 mots, p. 10

International

# À Kaboul, le retour du ministère du Vice et de la Vertu

Cette institution, chargée entre 1996 et 2001 de réprimer les atteintes à la loi islamique, a laissé de sinistres souvenirs à la population.

Fache, Wilson

**AFGHANISTAN** Mohammed Youssouf, 32 ans, se présente comme le directeur de cabinet du ministère pour la Promotion de la vertu et la Répression du vice, récemment réinstauré suite à la prise de pouvoir par les talibans le 15 août. L'homme est petit, souriant, porte une longue barbe noire et un turban assorti. Deux hommes armés de kalachnikovs gardent jalousement l'entrée de son bureau, situé dans le dixième district de Kaboul.

Il y a les responsables talibans aux discours policés qui tentent de présenter un visage acceptable au reste du monde. Et puis il y a Mohammed Youssouf. Le jeune homme confie sans détour son ambition de réinstaurer les châtiments corporels et les lapidations pour les Afghans qui oseraient enfreindre les règles de la charia, telles qu'édictées par le mouvement islamiste radical.

*« Lorsque quelqu'un a une relation sexuelle hors mariage, il sera condamné au tribunal avec l'aide de quatre témoins, conformément aux réglementations de l'islam. Mais seulement si les témoins ont la même version des faits »*, explique-t-il sur le ton de l'évidence. *« Si l'accusé est marié, le juge décidera d'une lapidation à mort. Si cette personne est célibataire, alors elle sera fouettée. La peine sera exécutée en public afin que cela serve de leçon aux autres. »*

Obsessions mortifères

Vendredi 17 septembre, les talibans ont fermé le ministère des Affaires féminines pour le remplacer par celui de la Promotion de la vertu et la Répression du vice, qui sera chapeauté par le ministre par intérim Mohammad Khalid, un cheikh dont on ignore tout ou presque. Le directeur de la « zone centrale », Mohammed Youssouf, précise qu'aucune sentence n'a pour le moment été mise à exécution car le nouveau gouvernement, dévoilé le 7 septembre, n'est pas encore en place. Autre frein à ses obsessions mortifères : la communauté internationale. *« Pour le moment, nous n'allons peut-être pas appliquer ces règles car sinon le reste du monde n'acceptera pas l'émirat islamique d'Afghanistan »*, regrette-t-il.

Lors du précédent régime taliban, entre 1996 et 2001, les patrouilles de la « Amr bil Ma'rouf » (vice et vertu) arpentaient les rues de Kaboul armées de fouets pour flageller les hommes aux barbes trop courtes et les femmes qui n'étaient pas suffisamment couvertes. Les jeux d'échecs étaient alors interdits - tout comme les cerfs-volants - et les exécutions sur la place publique étaient monnaie courante. Pour toute une génération d'Afghans, la simple évocation de ce ministère continue de donner la chair de poule.

*« Quand j'avais 7 ou 8 ans, mon frère est un jour sorti acheter une cassette de musique indienne dans la rue. La police des mœurs lui est alors tombée dessus et il a passé six mois en prison dans un sous-sol, se souvient un journaliste afghan qui souhaite rester anonyme. Avec mon père, on venait lui apporter des tranches de pastèque qu'on faisait glisser à travers une petite fente. »*

*« Ma mère m'a raconté des histoires terrifiantes sur la façon dont ce ministère agissait à l'époque »*, confirme une activiste féministe de 24 ans, qui nous a donné rendez-vous dans un restaurant branché de la capitale. *« C'est très effrayant pour tout le monde. Peut-être que les talibans sont aussi puissants et dangereux qu'il y a vingt ans. Mais quoi qu'il en soit, nous continuerons à nous battre pour nos droits »*, prévient-elle, une flamme dans les yeux.

## Patrouilles enturbannées

Si les fouets de cuir n'ont pas encore imposé leur joug dans les rues de Kaboul, la jeune femme a d'ores et déjà choisi de remplacer ses jeans par une longue robe noire et ample qui dissimule son corps. Alors qu'elle déguste à deux mains un plat de côtelettes d'agneau, son foulard rouge sang, nonchalamment posé sur le sommet de sa chevelure, glisse sur sa nuque à plusieurs reprises. Elle le rajuste une fois, deux fois. Puis ne s'en donne plus la peine et passe le reste de la soirée la tête dénudée. « *Avant l'arrivée des talibans, je ne portais le voile qu'occasionnellement. Dorénavant, je n'ai pas d'autre choix que de l'emporter partout avec moi pour ma propre sécurité* », raconte cette militante. « *Mais ministère de la Vertu ou pas, je refuserai d'obéir à davantage de règles* », conclut-elle avec un petit sourire.

Les habitants de Kaboul suffisamment âgés pour avoir subi de plein fouet les patrouilles enturbannées scrutent le retour du ministère avec un mélange d'appréhension et d'expectative. « *Il y a vingt ans, les punitions étaient extrêmes. Mais depuis le retour de ce département, les talibans ne semblent pas encore avoir imposé de nouvelles règles. On va voir ce qu'il adviendra dans les prochains jours* », murmure Hassa Mouddin en passant une main dans sa barbe poivre et sel qu'il garde soigneusement taillée.

« *Non, pour le moment, je refuse de me raser. Pour le moment* », annonce ce fonctionnaire au ministère de l'Économie alors qu'un pick-up vert chargé de combattants talibans passe derrière lui. « *Vous savez* », continue M. Mouddin, « *l'islam est une religion de modération. J'espère que ça, au moins une partie de talibans le comprend. De toute façon, s'ils deviennent trop extrémistes, ils n'obtiendront jamais de la communauté internationale le soutien dont ils ont besoin* ».

Abdoul Ghafor a « *peut-être* » 58 ans, une peau parchemin et des yeux fatigués. Sur le bord de la route, à deux pas du ministère du Vice et de la Vertu, ce père de six enfants vend pour 50 centimes par assiette du *kabuli palaw* (riz assaisonné) que les passants mangent accoudés sur le bord de son chariot. « *Je pense que ce ne sont plus les mêmes talibans qu'il y a vingt ans. Ils sont d'ailleurs plutôt gentils avec moi* », assure-t-il. « *De toute façon, pour les gens pauvres comme moi, peu importe qui gouverne tant qu'on peut nourrir notre famille.* »